

Le Figaro (site web)

lundi 6 juillet 2020 - 12:54 UTC +02:00 1276 mots

Économie

Emmanuel Macron a-t-il raison de critiquer la «préférence française pour le chômage» ?

LA VÉRIFICATION - Dans son interview à la presse régionale, le président de la République a fait sienne la formule forgée en 1994 par Denis Olivennes. Mais la politique menée par l'exécutif va-t-elle à l'encontre de cette étonnante préférence ?

LA QUESTION. Recevant la semaine dernière quelques journalistes de la presse quotidienne régionale (la PQR comme elle se nomme), Emmanuel Macron n'y est pas allé par quatre chemins. «*Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie française : la préférence pour le chômage. Le modèle français classique, c'est d'accepter des plans sociaux massifs, ensuite d'avoir un système très généreux qui les indemnise. Au fond, un modèle qui fait que nous n'avons jamais réglé le problème du chômage de masse*», a expliqué à nos confrères le chef d'État, dont nous reproduisons ici les propos publiés par *Ouest-France*.

Ce n'est certes pas la première fois que le président de la République critique le système français de protection sociale avec l'idée que celui-ci secrète le sous-emploi comme la vipère son venin. Mais alors que le gouvernement envisage officiellement la suppression de 800.000 emplois en France, que le taux de chômage qui était tombé à 8,4% de la population active en 2019 pourrait atteindre 11,7% en 2021 selon la Banque de France, tenir de tels propos, n'est-ce pas «*mettre du sel sur les plaies*» selon l'expression d'Yves Veyrier, le secrétaire général de Force Ouvrière ? À l'inverse, on peut y percevoir une démarche plus positive et même roborative. «*On doit, par le dialogue social et sur la mobilisation de tous, réussir à éviter, partout où on le peut, les plans sociaux ou les limiter quand ils sont là*», a précisé Emmanuel Macron, citant le cas d'Airbus qui a effectivement modulé à la baisse son plan initial de suppression d'emplois. Dans ces circonstances sociales ô combien douloureuses, les entreprises, leurs salariés, «*les partenaires sociaux*», peuvent-ils, en concertation avec l'exécutif, expurger «*la préférence française pour le chômage*», comme semble l'espérer le chef de l'État ?

VÉRIFICATIONS. Il est des formules choc qui vieillissent hélas trop bien et dont la pertinence traverse les décennies sans perdre une ride. «*La préférence française pour le chômage*», avec son côté paradoxal et provocateur, est à le titre d'une note de Denis Olivennes publiée en 1994 pour la Fondation Saint-Simon. Cet ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, au ministère des Finances de Bercy, explique pourquoi la France n'arrive pas à se dépêtrer d'un chômage vertigineux, aux alentours de 10% de la population active. «*Nous avons assumé la crise, depuis le milieu des années soixante-dix, grâce à un consensus social fondé sur le partage des revenus à travers les transferts sociaux plutôt qu'à travers le travail : les hauts niveaux de rémunération (salaires et cotisations) et de productivité des actifs occupés favorisaient la progression du chômage non qualifié ; en même temps, ils rendaient cette progression relativement indolore en permettant de financer une protection sociale étendue qui lui servait d'amortisseur. Le chômage n'était donc pas une fatalité. Pour le dire brutalement, il était et demeure l'effet d'une préférence, d'un consensus inavoué*».

Une telle analyse apparaîtra toujours profondément choquante pour ceux qui la découvrent. Depuis plus d'un quart de siècle, elle n'en a pas moins fait de nombreux adeptes et Emmanuel Macron est convaincu de sa pertinence. Depuis trois ans qu'il est à l'Élysée, elle lui a même servi de fil d'Ariane. Sa politique sociale, que d'aucuns qualifieront d'«*inspiration libérale*» - une injure à leurs yeux - privilégie la qualification des personnes, par la formation individuelle, par les facilités d'accès à l'emploi, plutôt que l'assistance de l'État et des guichets administratifs.

Concrètement, cela s'est traduit par une série de mesures plus ou moins spectaculaires au fil de ces trois années. Ce fut d'abord à l'été 2017, «*la loi travail*» introduisant une plus grande «*flexibilité*» au grand dam des syndicats. En revanche, les chefs d'entreprise ont salué ce geste inaugural, notamment par des embauches plus nombreuses car l'assouplissement des règles de licenciement les a «*désinhibés*» pour ainsi dire. Autre réforme emblématique, les cotisations chômage des salariés (2,

4% du salaire brut) ont été totalement supprimées en 2019, même si la part patronale qui sert à financer l'Unedic (4,05%) a été maintenue. Notons au passage que le financement de l'assurance chômage était et reste en France relativement le plus élevé du monde, tout comme à l'inverse les indemnités des chômeurs sont les plus généreuses, ce qui illustre parfaitement l'analyse de Denis Olivennes.

Et le chômage partiel ?

Le troisième volet de la stratégie du quinquennat Macron pour sortir du carcan d'un « *chômage élevé mais très bien indemnisé* » devait être la réforme de l'assurance chômage. Une première étape au 1er novembre 2019 a durci les conditions d'ouverture des droits pour l'ensemble des salariés. Une seconde était prévue au 1er avril dernier pour les contrats courts, mais elle a été reportée au 1er septembre pour cause de Covid-19 ; la CGT, tout comme FO et la CFDT, souhaitent son annulation définitive, alors que le travail précaire, et notamment l'intérim, est la première victime expiatoire de la crise actuelle.

Et c'est là que le bât blesse. Comment faire évoluer un système générateur de chômage de masse, du fait de ses rigidités, juste au moment où ses protections sont les plus nécessaires pour répondre à l'effondrement historique de l'activité économique ? Voilà bien la quadrature du cercle. Le gouvernement d'Édouard Philippe a d'ailleurs incarné cette contradiction de façon quasi caricaturale ces dernières semaines. Il a cru bon instaurer « *le dispositif de chômage partiel le plus généreux d'Europe* » (dixit l'ex-premier ministre aujourd'hui maire du Havre), avec pour résultat les bataillons de « *chômeurs partiels* » les plus fournis du Vieux Continent. La Macronie elle-même a donc porté à son incandescence « *la préférence française pour le chômage* » que le chef d'État juge aujourd'hui pathologique, « *la maladie française* » dit-il...

Reste que « *la critique est facile, mais l'art est difficile* ». Le président de la République a pleinement raison de vouloir « *faire de cette crise une opportunité en nous aidant à aller plus loin* », comme le rapporte *Ouest France*. Ce propos s'applique dans son esprit d'abord à l'Europe. Mais en réalité la démarche couvre également l'ensemble des dossiers de la protection sociale, y compris la réforme des retraites pour laquelle « *il n'y aura pas d'abandon, je suis ouvert à ce qu'elle soit transformée* », a insisté le président.

À l'évidence, la ligne de crête est mince et elle peut donner le vertige, avec d'un côté l'envolée du chômage et de l'autre le gouffre de la dette publique. Confrontés à ce double défi qu'ils commencent à percevoir fort bien quoi qu'on en dise, les Français n'ont paradoxalement jamais été aussi équipés pour comprendre cet oxymore qu'est « *la préférence française pour le chômage* ». La formule semble parfaitement scandaleuse quand on l'entend de prime abord ou qu'on souhaite ne pas en saisir le sens. Pour sa part, Emmanuel Macron est manifestement sincère quand il explique vouloir l'éradiquer. Il ne fait que revenir à son projet initial sur lequel il avait été élu en mai 2017. « *Depuis 30 ans, la France est la seule grande nation européenne qui n'a pas gagné contre le chômage de masse* », avait-il déclaré le 23 août 2017 à l'occasion d'un sommet européen à Salzbourg, lieu magique s'il en est propice à tous les enthousiasmes. Il n'est sans doute pas trop tard pour se ressaisir.

Tackling racism

The new ideology of race

And what is wrong with it

[Leaders Jul 9th 2020 edition](#)

America's problem with racism can be divided into two parts. One contains all the myriad injustices that still blight African-American lives a century and a half after the end of slavery. The other is the way that factions on the right exploit racial division as a political tool. An example of the first occurred on May 25th on a shabby street corner in Minneapolis, when George Floyd was killed by a white policeman. An example of the second occurred on July 3rd, at Mount Rushmore, against the monumental backdrop of the country's greatest presidents, when Donald Trump sought to inflame a culture war centred on race to boost his chances of a second term. To be successful, a campaign for racial justice needs to deal with both.

Leaders like Frederick Douglass and Martin Luther King used vigorous protest and relentless argument to push society towards their vision of equality of opportunity and equality before the law. Most Americans still hew to that classical liberal ideal as do many of those who marched with justified anger over the killing of Mr Floyd. But a dangerous rival approach has emerged from American universities (see [article](#)). It rejects the liberal notion of progress. It defines everyone by their race, and every action as racist or anti-racist. It is not yet dominant, but it is dynamic and it is spreading out of the academy into everyday life. If it supplants liberal values, then intimidation will chill open debate and sow division to the disadvantage of all, black and white.

The premise underpinning this ideology is correct: that racial inequality is shockingly persistent. Even though attitudes to race have improved, the quality of African-American lives has not kept pace. A third of black boys born in 2001 will probably spend time locked up, compared with one in 17 white boys. In 1968 black households earned around 60% as much as white households, and owned assets that were less than 10% of those of a typical white family. They still do.

This ideology also has some valid insights. Racism is sustained by unjust institutions and practices. Sometimes, as in policing, this is overt. More often, in countless small put-downs and biases, it is subtle but widespread and harmful.

But then the ideology takes a wrong turn, by seeking to impose itself through intimidation and power. Not the power that comes from persuasion and elections, but from silencing your critics, insisting that those who are not with you are against you, and shutting out those who are deemed privileged or disloyal to their race. It is a worldview where everything and everyone is seen through the prism of ideology—who is published, who gets jobs, who can say what to whom; one in which in-groups obsess over orthodoxy in education, culture and heritage; one that enforces absolute equality of outcome, policy by policy, paragraph by paragraph, if society is to count as just.

It is tempting to see such ideas as nothing more than overheated campus radicalism. And, true enough, they have not yet taken over a political party. When people speak of ending white privilege, most of them have good things in mind like inclusion and justice. But ideas are important, and the spread of campus

terminology into newsrooms and boardrooms invites in ideologues. Their approach is already taking a toll. In universities research agendas are being warped. Outside them, public shaming and intimidation have been curbing debate.

The pity is that these ideas will not solve America's problems with race. They will not eliminate inequality because they are a poor way to bring about beneficial change. Unless you can freely analyse causes and question orthodoxies you will not be able to solve problems. And unless you can criticise people and practices without fear of being called out, you will not be able to design effective policies and then go on to refine them.

The new race theory blocks progress in another way, too. The barriers to racism can be dismantled only when they are exposed—and so they must be, however painful. But the false idea that ingrained racism will forever block African-Americans at every turn is a barrier in its own right.

And, by focusing on power and division, this ideology only creates more space for some on the right to exploit race as a tool. A fundamental belief in power above persuasion frustrates coalition-building. Essential allies are not carried along, but forced along. When every transaction at work, at home, or at the school gate is seen through a prism of racial power, no encounter between different races can be innocent.

The new ideology of race is not just wrong and dangerous, it is also unnecessary. Liberalism can offer a fairer, more promising route to reform. It asserts the dignity of the individual and the legal, civil and moral equality of all people, whatever the colour of their skin. It believes in progress through argument and debate, in which reason and empathy lift truthful ideas and marginalise bigotry and falsehood.

Liberalism thrives on a marketplace of ideas, so diversity has a vital role. New voices and experiences enrich the debate. Liberalism does not fight power with power, which risks replacing one abusive regime with another. Instead it uses facts and evidence, tested in debate, to help the weak take on the strong.

Liberalism is all about progress, including about putting right its mistakes—and there have been many, especially over race, including finding reasons to accommodate imperialism and slavery. That is one reason why, in the 250 years in which it has been influential, humanity has seen unprecedented material, scientific and political gains, as well as a vast extension of social and political rights. Progress on racial inequities has been part of this—as in South Africa, where liberals joined forces with the trade unions and communists to sink apartheid.

Liberals can help in America, too. Much of the material gulf between African-Americans and whites can be bridged with economic policies that improve opportunity. You do not need to build a state based on identity. Nor do you need tools like reparations, which come with practical difficulties and have unintended consequences. Economic policies that are race-neutral, which people qualify for because of poverty, not the colour of their skin, can make a big difference. They have a chance of uniting Americans, not dividing them. If the mood now really is for change, they would be politically sellable and socially cohesive.

Our Briefing lays out what some of these policies might look like. Top of the list is tackling the housing segregation that is central to America's racial economic inequality. The reform of zoning laws and the grant of rent-assistance vouchers are the chief ingredients. That would bring many benefits, improving public services and lessening violence. More integrated housing would integrate schools too and, given America's locally financed education, mean that more would be spent on black children. Affordable measures, including advice and modest cash grants, have been shown to boost graduation from college. A third tool is the tax system. The earned-income tax credit tops up wages of working adults. A child allowance would cut poverty. A baby bond would help shrink the wealth gap.

In the past liberals have helped bring about change when society faced a challenge to the status quo, as when reforms limited child labour and won women the vote. If America has reached such a moment today, it must not resort to identity politics—and suffer intolerance, intimidation and division. Instead, for reform on race that works, it must look to liberalism.



How black lives can get better

Segregation still blights the lives of African-Americans

There are policies that could improve things a lot

[Briefing](#) Jul 9th 2020 edition

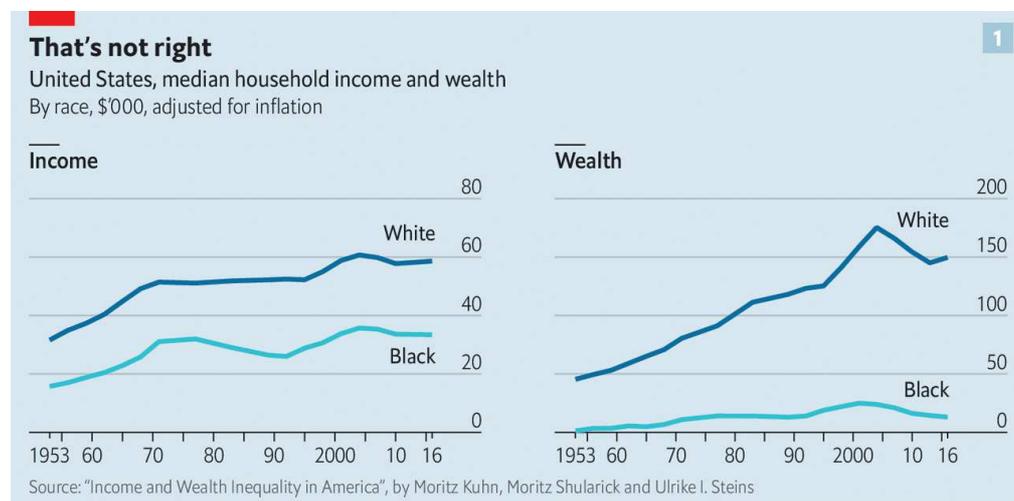
WASHINGTON, DC

“If something isn’t done, and done in a hurry, to bring the coloured peoples of the world out of their long years of poverty, their long years of hurt and neglect, the whole world is doomed,” Martin Luther King Jr told striking workers the day before he was shot dead in Memphis, Tennessee. In 1968 black Americans had only just realised formal legal equality after two centuries of slavery and one of Jim Crow, indentured servitude, lynchings and enforced residential segregation. They had been deliberately excluded from economic supports such as Social Security, mortgage guarantees and subsidised college for veterans. As a result, black American households earned around 60% of what white households did, and the typical black family had less than 10% of the assets of a typical white family.

The past half century has seen visible progress. The ceiling white society once imposed on black opportunity and ambition has started to lift. Barack Obama became president. Yet systemic prejudice persists. Unarmed citizens killed by American police forces are disproportionately black. That most brutal of injustices explains much of the power, the extent and the focus of the protests spurred by the killing of George Floyd, protests that have drawn a level of attention to race relations unseen since the 1970s.

The criminal-justice system is a baleful presence in black lives. The incarceration rate for black men and women more than tripled from 1960 to 2010. One in three African-American men born in 2001 can expect to be imprisoned at some point in his life, compared with one in 17 white boys. The sons of black families in the top 1% of America’s income distribution are as likely to go to prison as white sons from the bottom third. If today’s protests achieve real reform in the criminal-justice system, it will be welcome.

But those are not the only reforms needed to put right the hurt and neglect Dr King spoke of. The economic disadvantage that black America labours under is, in many ways, as stark now as it was 50 years ago. The household income gap is the same as it was in 1968. So is the wealth gap (see chart 1). Crime and the criminal justice system are part of that story of stagnation, as is persistent, if lessened, racism. Changes in individual behaviour and in the economy at large have also played a role. The most important factor is the degree to which the concentrated poverty in largely segregated black communities shuts their members off from opportunity.



The Economist

“We got rid of ‘whites only’ signs and legal segregation is no longer possible. But why are we at this moment? There’s a lot of things that didn’t change and probably won’t change with only focus on police brutality and reforming the police,” says Clayborne Carson, a historian at Stanford who edited Dr King’s letters and papers. “Yes, that should be done. But don’t expect that to have any impact on the race problem. It’s the tip of the iceberg. You can have polite police—that would be wonderful. You can have social workers. But unless people have the ability to basically change the opportunity structure, the changes are not going to be apparent.”

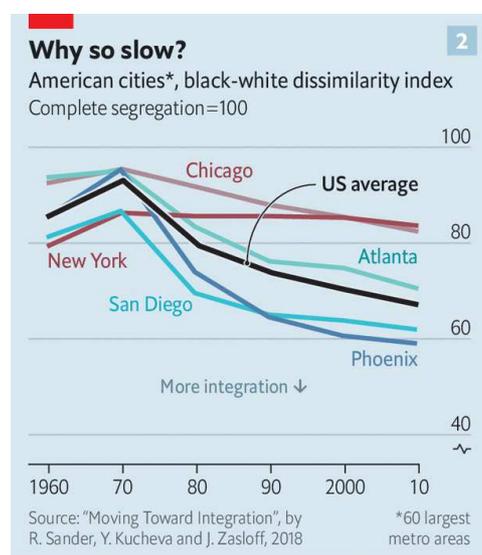
Children who grow up poor—as 32% of African-American children do, a rate nearly three times that of white children—all tend to do badly by various measures. But children who do so in communities where over 20% of the population is poor do very badly indeed. Whatever their race, such children face increased

risks of dropping out of school, getting pregnant while still teenagers, being incarcerated, experiencing poverty in adulthood and dying early.

And for black children in America, as for Native American children, concentrated poverty has been the norm. Only 6% of white children born between 1985 and 2000 spent part of their childhood in neighbourhoods with at least a 20% poverty rate. For black children the figure was 66%, according to Patrick Sharkey, a sociologist at Princeton; experience of such neighbourhoods was normal for middle-class black families. Today's generation is in a similar position. Twenty-six per cent of black children currently live in neighbourhoods where the poverty rate is higher than 30%. Only 4% of white children do.

Jammed in

Poor neighbourhoods impose environmental costs, as well as social ones. Black families are 70% likelier than the rest of the population to live in substandard housing, and black children are nearly three times as likely to have high levels of lead in their blood, which stunts intelligence and leads to greater violence in adulthood. Compared with white children they are almost one and a half times as likely to have asthma—and five times likelier to die from it. Greater exposure to fine particulate matter—the sort of pollution which most damages lungs—and delays in treatment brought on by a lack of good health insurance may explain why covid-19 now seems to be killing African-Americans at twice the rate of it does white Americans.



The Economist

This concentrated poverty is the legacy of enforced segregation. When, in the Great Migration of the early and mid 20th century, millions of African-Americans moved to the cities of the north, a mixture of law and prejudice required that they live in neighbourhoods that became almost exclusively black. In 1970 American cities were almost completely segregated, in that 93% of black residents would have needed to move to ensure complete integration. At the time of the most recent census, in 2010, this number was 70%, an improvement that is hardly worth cheering (see chart 2).

Zoning rules which keep the cost of housing high by restricting supply make it very hard for poor black families to move to better neighbourhoods. As income inequality has risen, well-to-do families have bid up the price of homes near good schools, further concentrating poverty. Public-housing programmes, which could break up these patterns, do little. Continuing discrimination makes matters worse. A recent investigation into rentals in Boston showed that in situations where a white applicant secured a viewing 80% of the time a black applicant with identical financial credentials would get a viewing just 48% of the time.

In the absence of integrated neighbourhoods, it might be possible at least to try to integrate education—a cornerstone of the civil-rights movement since racial segregation in schools was deemed unconstitutional in 1954. Attempts to reduce school segregation by busing black students into white neighbourhoods began in the 1960s and were extended in the early 1970s. By the mid-1970s, though, such efforts had fizzled in the face of massive resistance from white parents. School segregation has not changed since the 1980s.

Rucker Johnson, an economist at the University of California, Berkeley, studied the outcomes of black children who attended integrated schools during the peak of efforts to end educational segregation. He found they had enormous effects on adult life. Integrated schooling increased wages by 30% and reduced the chance of incarceration by 22 percentage points. Other studies estimate a 68% increase in the chance of attending a four-year college. “There’s nothing magic about sitting next to white children,” says Francis Pearman, a professor of education at Stanford. “But one thing that’s consistent in the history of American schooling is that resources follow white children.”

The racial achievement gap on test scores between black and white students has narrowed in the past four decades, but remains at roughly two to four years of learning. Mr Pearman’s research has documented that poor neighbourhoods adversely affect students’ maths scores even if their schools are good. Black students who get to college are less likely than others to complete their courses; black men have an especially poor chance of making it to graduation. In 2016 only 29% of black adults above the age of 25 had an associate degree or higher, compared with 44% of white adults. At a time when the premium that a degree adds to lifetime earnings has increased a lot, this disparity is a big economic disadvantage.

There are aspects of black American private life that exacerbate these gaps. Well-intentioned, left-leaning commentators in America shy away from discussing the role that the increasingly unstable families play in passing black disadvantage down the generations. Seven in 10 African-American babies are born out of wedlock; their parents are overwhelmingly likely to have broken up five years after birth. Those rates are significantly higher than for other ethnic groups, even after controlling for education and income.

Spreading out

The rate of joblessness and the number of out-of-wedlock births in black communities both increased after the 1960s, notes William Julius Wilson, a sociologist at Harvard. The ravages urban deindustrialisation and mass incarceration inflicted on black men permanently reduced the pool of eligible partners for black women, he argues. Kathryn Edin, of Princeton, and Maria Kefalas, of St Joseph’s University in Philadelphia, two sociologists, note the sense of self-worth poor women with little social capital get from early child-rearing, whether in the presence of a father or not

Behaviour, policy, present-day discrimination and the unfair initial conditions seeded by centuries of historical discrimination are tied together in a complicated knot of pathology. Some of the tangled factors—persistent racism, or family breakdown—make it easy to develop a narrative which apports blame. Looking at it in the whole, though, the threads which will yield the most if tugged at are fairly obvious. The priorities are segregation, education and childhood poverty.

Addressing segregation is paramount. Most of the other problems—exposure to violence, a paucity of public services, segregated schooling and the persistence of stereotyping—can be traced back to it. The most obvious starting-point is stripping away the zoning rules that ban apartments in high-cost cities. They deny opportunity to poor families of all colours even as they drag down economic productivity.

Rental assistance from the federal government could help more than it does. Currently it is, quite literally, a lottery. Winners get most of their housing costs paid for; losers whose claim may be equally sound—and who outnumber the winners three to one—get nothing at all. And most of the poor households lucky enough to receive subsidised housing still live in places of concentrated poverty; the typical recipient lives in an area with a poverty rate of 26.3%.

A promising randomised experiment in Seattle recently showed how this might be changed, at least in some cases. A modest amount of help in terms of finding properties and dealing with prospective landlords increased the share of families with rental vouchers living in high-opportunity areas (those with a history of greater upwards mobility for children born into poverty) from 15% to 53%.

Obviously not everyone can move to the most promising places. But the Seattle experiment strongly suggests that today’s government spending could get better results, thus strengthening the case for more tomorrow. Abolishing the mortgage-interest tax deduction, which subsidises the home-buying of the already

wealthy and well-capitalised, would allow the federal government to double the size of its housing-assistance programmes for the poor.

Increasing integration of neighbourhoods will in time produce more integrated schools. Until that happens, however, there are more immediate solutions to present-day educational disparities. Higher spending helps performance. An influential study by Kirabo Jackson, Rucker Johnson and Claudia Persico, three economists, found that boosting schools' spending per pupil by 10% reduced poor children's chances of poverty in adulthood by 6.8 percentage points.

Schools in poor neighbourhoods need particularly good teachers. But the schools that require the greatest talent often receive the most inexperienced instructors, in part because there is little financial encouragement for the best to work in them. Care in recruitment and the pairing of new instructors with experienced ones goes some way to explaining why charter schools often deliver enormous educational returns for poor black and brown children stuck in otherwise-failing urban schools. For all that teachers' unions and many on the left dislike them, charter schools that prove to be engines of opportunity should be expanded. Those that do not should have their charters revoked.

Keeping students in college is also an area where a little money can do a lot if applied with good sense. In New York a system that gives students access to an adviser, subway tickets and modest cash grants has been shown to double graduation rates from community college, and to have particularly beneficial effects on black and Hispanic students.

Investing early

Then there is child poverty. Expanding the earned-income tax credit (eitc), which tops up the wages of working low-income adults, and a universal child tax credit could drastically reduce child poverty—and reduce the tremendous costs to be incurred decades from now in lower tax revenues and higher expenses on incarceration, homelessness services and health care. A programme combining a \$2,700 annual child allowance and a 40% expansion of the eitc would reduce child poverty by half, and cost \$110bn a year, according to a report by the National Academies. Canada's implementation of a similar programme in 2016 took just two years to reduce child poverty by a third.



Integration was never easy

A more radical idea is that all children should get government-funded trust accounts—“baby bonds”—with the funding for children born into poverty more generous than for the rest. A scheme in which the bonds were worth \$50,000 by the time a child born into poverty turned 18 would reduce the wealth disparity between young white and black Americans from 16:1 to 1.4:1 even if it were strictly race neutral, according to calculations by Naomi Zewde of the City University of New York.

This proposal has a price tag close of about \$80bn a year. This means that enacting a child tax credit, eitc expansion and baby-bond programme would still cost less than the \$207bn the government will forgo this year by taxing dividends and long-term capital gains at lower levels than income. The idea of

paying reparations to the descendants of slaves—a bill that might cost upwards of \$4trn to settle—would be much costlier. Nor are they obvious cause for a white backlash, since unlike reparations—or, for that matter, affirmative-action policies at universities and elsewhere—they would be based purely on economic criteria, not racial ones.

Unfortunately, the fact that the benefits of such programmes would accrue disproportionately to African-Americans might make it hard to build broad political support. Safety-net programmes such as cash welfare or the expansion of health coverage for the poor, part of Mr Obama's health-care reform, have been unpopular with some white Americans. That could make it politically expedient to concentrate on universal programmes. Social Security, which provides pensions, and Medicare, which provides health insurance for the elderly, have become close to politically untouchable in part because they are universal. Child tax allowances and baby bonds might aspire to similar standing.

“My parents literally had to get a white couple to pose as us in order to buy a home in an affluent area of suburban New Jersey with great public schools,” remembers Cory Booker, now a senator from that state. As well as promoting a bipartisan bill on criminal-justice reform, Mr Booker has also pushed a programme to remove lead pipes in schools; baby bonds formed a major plank in his run for the Democratic nomination.

“[Dr King] eloquently said that we have to repent in our day and age, not just for the vitriolic words and violent actions of the bad people, but the appalling silence and inaction of the good people,” Mr Booker says. “Well, I fear that we will have to repent in our generation, if more of us who are good people—and that is the overwhelming majority of Americans—let another generation go by where we don't correct these persistent injustices.”

<https://www.economist.com/europe/2020/07/11/an-unknown-prime-minister-reinforces-macrons-centralised-presidency>

L'inconnu

An unknown prime minister reinforces Macron's centralised presidency

That may be half the point

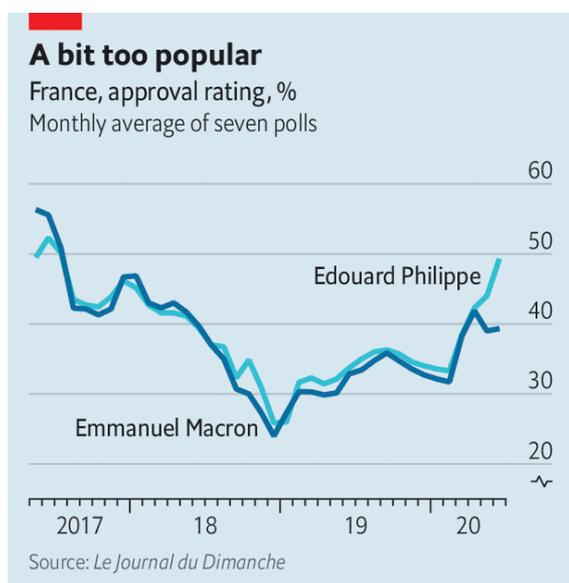
[Europe](#) [Jul 11th 2020 edition](#)



It has long been a constitutional perk for a French president to treat the country's prime minister as a shock-absorber: useful for cushioning damage, replaceable when worn out. Under the Fifth Republic, only one president, Nicolas Sarkozy, has governed with the same prime minister for his entire term. It is more unusual, however, to get rid of a prime minister who is popular—and swap him for another that nobody has heard of. Yet that is what Emmanuel Macron did on July 3rd, when he replaced Edouard Philippe with Jean Castex.

For weeks Mr Macron had let it be known that he was working on a “new course” for after lockdown. When his party failed to win a single big city at recent local elections, while the Greens scooped up town halls in places that once voted for him, many observers expected a left-leaning or greener government. So it was to general surprise that Mr Macron replaced one centre-right figure (and graduate of the elite *Ecole Nationale d'Administration*) with another. A career civil servant, and mayor of a village in the Pyrenees, Mr Castex was until recently the official in charge of France's exit from lockdown.

Up to a point, it made sense for Mr Macron to seek a change. The next presidential election is in 2022. To wait another year would be to run into early campaigning. Mr Philippe was elected mayor of Le Havre at local elections on June 28th, offering him a dignified exit. The pair had differences, most recently over the pace of *déconfinement*. But Mr Philippe, say friends, remains loyal. “He will put all his energy into making sure the president is re-elected in 2022,” said Gilles Boyer, his close friend and a member of the European Parliament.



The Economist

Yet the appointment of the 55-year-old Mr Castex, who worked at the Elysée under Mr Sarkozy, does not look much like the “reinvention” that Mr Macron promised. It is neither a shift to the left or the Greens, nor to a new generation. The new government, unveiled on July 6th, is broadly the same as the outgoing one. Occupants of the top posts—Bruno Le Maire at finance, Jean-Yves Le Drian at the foreign ministry, Florence Parly at defence—all kept their jobs.

Besides unexpected appointments to the justice ministry (Eric Dupond-Moretti, an outspoken criminal lawyer) and culture (Roselyne Bachelot, a minister under Mr Sarkozy), the main change is the arrival of Gérald Darmanin as interior minister. Yet another Sarkozy ally, he is Mr Macron’s outgoing budget minister, and—to the consternation of feminist campaigners—has a rape charge hanging over him, which he has denied. The chief nod to the Greens was the appointment of Barbara Pompili, an ex-Green converted to Mr Macron’s party, to the environment ministry.

Those around Mr Macron insist that the new team does represent renewal. Mr Castex, they say, blends knowledge of how to operate the Paris administrative machine with local links to *la France profonde*. He has a reputation for efficiency at a time when Mr Macron is frustrated with France’s bureaucracy. Mr Castex, with his south-west twang, was re-elected mayor of the village of Prades (population 6,000), and returns there often at the weekend. This might help to shift the perception that Mr Macron’s team is disconnected from the regions. It could also be a nod towards more decentralised decision-making, which the president says he wants in the wake of covid-19 and the *gilets jaunes* protests.

Yet it is hard to avoid the conclusion that, far from a change of direction, the reshuffle is an acknowledgment that Mr Macron runs everything himself. “The real prime minister”, says one Macronista, “is Macron.” Unlike Mr Philippe, Mr Castex has no national political base. He is said to be no pushover, but nobody doubts where decision-making will lie. “What emerges is a president who has taken stock of what the constitution offers him and is saying, ‘well in that case I might as well centre everything on myself’,” says Chloé Morin, of the Fondation Jean-Jaurès, a think-tank. “Macron locks down Matignon”, declared *Libération*, a left-leaning daily, referring to the prime minister’s office.

If Mr Macron is now more in charge than ever, this suggests broad policy continuity. That may not be bad news. Before covid-19, France was starting to see the benefits of early tax cuts and reforms to the labour market and training, with new businesses, jobs and apprenticeships. Despite his falling popularity, Mr Macron says he will not go back on these changes, and is expected to revive his contested pension reform, albeit reworked. Yet the economy could shrink by 11% this year, joblessness will rise, and covid-19 is still about. Getting the right balance between the desire for a more caring, greener and safer France, and the need for greater efficiency, will be perilous. The autumn, as Mr Macron himself put it, will be “very tough”.

<https://www.economist.com/europe/2020/07/11/the-massacre-of-bosnian-muslims-is-still-denied-by-serbs>

A genocide denied, 25 years on

The massacre of Bosnian Muslims is still denied by Serbs

A Balkan battle of memory is still being fought

[Europe Jul 11th 2020 edition](#)



They will pour 8,372 commemorative cups of coffee in Srebrenica on July 11th. A quarter of a century after the fall of the Bosniak (Bosnian Muslim) enclave at the end of the Bosnian war, when that number of men and boys are reckoned to have been massacred by Bosnian Serb soldiers, this year's ceremony will feature videos sent by princes, presidents and leaders from all over the world. But one prominent local figure will be conspicuously absent: Srebrenica's own mayor.

Like most Bosnian Serbs, Mladen Grujicic will ignore the event. He denies that an act of genocide took place. Other theories widely believed by Serbs and promoted by their politicians and media are that the scale of the crime has been wildly exaggerated, or that the cemetery, where more than 6,600 of the victims are buried, contains the remains of those who had no connection to Srebrenica, which was besieged for three years before it fell to the Serbs in 1995.

Ever since the months after the massacre, when the Bosnian Serb leadership arranged the exhumation of the mass graves in an attempt to hide the corpses in dozens of smaller ones, "Srebrenica denial" has been one of the ugliest legacies of the war. Like Holocaust denial or Turkey's denial that its troops committed a genocide of Armenians in 1915, it is damaging to the reputation of Serbs.

The UN's Yugoslav war-crimes tribunal in The Hague convicted the leading perpetrators of the Srebrenica crime and concluded that it was the single act of genocide committed in the Balkan wars that followed the break-up of Yugoslavia. Chuck Sudetic, an American former war-crimes investigator, says it is incredible how much information has been collected, perhaps in greater detail than for any war crime ever committed. Every order has been recorded. We know what happened in virtually "every minute" of those days, he says.

In 2004 the Bosnian Serb president acknowledged what had happened—and apologised. But since then, Serb leaders in Serbia and Bosnia have back-pedalled. Milorad Dodik, the Bosnian Serbs' representative in Bosnia's current three-man presidency, says the genocide was "a fabricated myth". In Serbia government officials admit that a crime took place, but fiercely deny it was an act of genocide.

Across the former Yugoslavia, says Marija Ristic of the Balkan Investigative Reporting Network, a regional group of ngos that promotes freedom of speech and human rights, the bloody conflicts of the 1990s have given way to “memory wars”. Serbs reject the label of genocide for Srebrenica because “everyone in the Balkans wants to be seen as the ultimate victim”.

After the second world war Germans gradually faced up to the horror of the Holocaust, but a similar process is not yet happening in the Balkans. By the middle of the 1960s, says Eric Gordy, a sociologist, most of those Germans who would be most shamed by an open discussion of the past were dead or retired. Yet in the Balkans the same people are still in power or are competing for it.

A common argument is that almost everyone involved in the war committed crimes. In Bratunac, near Srebrenica, Bosnian Serbs commemorate their own dead. But most of those were soldiers who died in combat, not civilians. Attempts to deny or minimise the crime of Srebrenica fuels bitterness. Emir Suljagic, who runs Srebrenica’s memorial centre, says that “a culture of denial...lays the groundwork for future genocides.” He wants Bosniaks to remember “what our destiny is going to be if we are ever as weak as we were in July 1995”.

Converting the Hagia Sophia

Turkey's president is playing religious politics

He wants to turn Justinian's cathedral from museum back to mosque

[Europe](#) Jul 11th 2020 edition



It was born as a church, one of the icons of the Byzantine world, before being converted into a mosque by the Ottoman Turks and into a museum by their secular-minded successors. But now it would be transformed again. Workers squeezed a bland wooden *minbar* into a corner of the nave and a *mihrab* into a nearby portico, drew panels and screens to obscure the dazzling 13th-century Christian frescoes looking down from the vaults and the dome, and unfurled a red carpet over the marble floor. A *muezzin* summoned the faithful to prayers. The Hagia Sophia was now a mosque.

That was in 2013, and not in Istanbul, home of the Hagia Sophia known to millions of tourists worldwide, but in Trabzon, another Turkish city once populated by Greeks (and known in English as Trebizond), home to the ancient shrine's much smaller and younger namesake. There are at least five former Byzantine churches dedicated to the Hagia Sophia ("Holy Wisdom" in Greek) across Turkey. Over the past decade, four, including the one in Trabzon, have reopened as mosques. The same fate now awaits the most important of them, the sixth-century Hagia Sophia, the grand old lady of Eastern Christendom, and Istanbul's domed crown.

On July 10th, following an appeal by an Islamic NGO, Turkey's top administrative court repealed a decision from 1934 to turn the Hagia Sophia into a museum. The country's president, Recep Tayyip Erdogan, then signed a decree ordering its conversion into a mosque. That he would do so was never in doubt. Last year Mr Erdogan said it was a "very big mistake" to use the building as a museum. Last month he suggested Muslim prayers would be held inside the Hagia Sophia on July 15th, the fourth anniversary of a failed coup against him.

Built by the Byzantine Emperor Justinian I on the site of a church commissioned by Constantine, founder of Constantinople, the Hagia Sophia has hovered over the historical capital of the eastern Roman Empire since 537. Early visitors were awestruck, especially by the basilica's central dome, covered with millions of shimmering gold tiles. "We did not know where we were, in heaven or on Earth," envoys from Kievan Rus reported in the tenth century.

Crusaders plundered the cathedral in 1204, making off with its gold, silver and relics, many of which ended up in Venice. Similar scenes ensued in 1453, when the Ottoman army captured the city—the "red apple" at

the end of the world, they called it. Mehmet, their 21-year-old sultan, marched into the cathedral, pouring dust over his head as a sign of respect, and immediately ordered its transformation into a mosque. Nearly five centuries later it was modern Turkey's secular founder, Kemal Ataturk, who had the shrine converted into a museum. Christian mosaics covered up with plaster saw the light of day for the first time since the Ottoman conquest.

Mr Erdogan, who resides in a 1,100-room palace, surrounds himself with courtiers and appoints family members to senior positions, but resents being compared to a sultan, wants to conquer Istanbul and the Hagia Sophia all over again. He needs to deflect attention from the economy, now bracing for a second recession in as many years, and to reverse his Justice and Development (ak) party's waning support in the polls. "We are living with a government that is running on empty," says Soli Ozel of Kadir Has University. "The only thing in their inventory is to appeal to religion and nationalism." Studies suggest that a large majority of Turks would support the Hagia Sophia's conversion. But many also believe the government is using the issue to distract from more pressing problems. Some suspect Mr Erdogan may be preparing the ground for early elections, barely two years after the last ones.

That would also explain the rise in repression following a hiatus while Turkey has been dealing with covid-19. In the past month three opposition mps and two journalists have been arrested on espionage and terrorism charges, and four human-rights activists, including two from Amnesty International, were sentenced to prison terms ranging from two to six years. The authorities also slapped a pair of opposition tv channels with a temporary broadcasting ban and closed a university linked to a former prime minister who is now one of Mr Erdogan's political rivals. The lockdown is over. The crackdown is back.

Mr Erdogan also has a legacy to cement. The government and its religious backers see the era ushered in by Ataturk in the 1920s as a "parenthesis" in Turkish history, says Selim Kuru of Tepav, a think-tank in Ankara. "Converting the Hagia Sophia would mark the closing of that parenthesis," he says. "Ataturk unmosqued the Hagia Sophia to underline his commitment to secularism, taking religion out of public space," says Soner Cagaptay of the Washington Institute, another think-tank. "Erdogan is doing nearly the opposite."

All this comes at a high cost to Turkey's reputation abroad as a relatively open Muslim society and to relations with its allies. Mike Pompeo, America's secretary of state, had already urged Mr Erdogan to preserve the Hagia Sophia as a museum. Even the traditionally reserved Ecumenical Patriarch of Constantinople, Bartholomew i, warned that changing its status "will turn millions of Christians around the world against Islam". A senior official of the Russian Orthodox Church said the move would signal "a return to the Middle Ages". Russians have always felt a deep connection to Istanbul, the "second Rome". Muscovites used to call their city the "third Rome".

That may indeed be part of the plan. A good dust-up with foreign powers generally plays well in Turkey these days. But the damage Mr Erdogan will do to his country's image by pushing ahead with his idea may well be irreparable.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/protest-aus-dem-kulturellen-milieu-kampf-um-meinungsfreiheit-16853680.html?premium=0xd57958c4caabb0b8246b2045f638f292&GEPC=s5>

KAMPF UM MEINUNGSFREIHEIT:

Das große Unbehagen

- VON PAUL INGENDAAY
- -AKTUALISIERT AM 10.07.2020-06:41



Mehr als 150 Intellektuelle protestieren gegen ein erstickendes Meinungsklima und Repressalien gegen Andersdenkende. Dabei werfen sie vor allem dem Journalismus, den Wissenschaften und Künsten Intoleranz und Moralisieren vor.

Ob der offene Brief von mehr als 150 Intellektuellen auf der Website des amerikanischen Magazins „Harper’s Magazine“ unsere Debattenkultur in ein Vorher und ein Nachher einteilt, steht noch dahin. Ein markantes, weithin sichtbares Signal ist jedenfalls gesendet. Es könnte auf eine Spaltung des liberalen Kulturmilieus hinauslaufen, kündigt aber wohl in jedem Fall das gesellschaftliche Konsensbündnis gegen „Rechts“ auf, das spätestens seit der Migrationskrise 2015 sichtbar geworden ist. An dessen Stelle ist das große Unbehagen getreten.

In dem offenen Brief, der in Europa unter anderem von der „Zeit“ veröffentlicht wurde, beklagen Schriftstellerinnen, Künstler und Denker wie [Margaret Atwood](#), Louis Begley, Noam Chomsky, Daniel Kehlmann, Wynton Marsalis, J.K. Rowling, Salman Rushdie und Gloria Steinem unter dem Titel „Widerstand darf kein Dogma werden“ das illiberale Meinungsklima, das gerade aus dem Protest gegen Rassismus, soziale Ungerechtigkeit und ausschließendes Denken hervorgegangen sei. Mit anderen Worten: Eine achtenswerte Mission hat ein Monster produziert. An Hochschulen, im Journalismus und in den Künsten gefährdeten „moralische Einstellungen und politische Bekenntnisse“ die offene Debatte und „das Aushalten von Differenzen“. Widerstand gegen die Kräfte des Illiberalismus, so die Autoren, dürfe jedoch nicht zur Intoleranz führen.

So vorsichtig der offene Brief beginnt, unter anderem mit der Nennung des Feindbildes Donald [Trump](#), so unmissverständlich bezieht er im weiteren Verlauf Stellung. „Der freie Austausch von Informationen und Ideen, der Lebensnerv einer liberalen Gesellschaft, wird von Tag zu Tag mehr eingeengt.“ Eine „Atmosphäre von Zensur“ breite sich im Kulturleben aus, unliebsame Geister würden öffentlich angeprangert und ausgegrenzt, ganz allgemein gebe es eine „Tendenz, komplexe politische Fragen in moralische Gewissheiten zu überführen“.

Raum für Wagemut und Fehler

Der zweite Teil des Briefs nimmt die existentiellen Folgen für jene in den Blick, die sich mit unpopulären Gedanken ins Freie wagen. Die Erklärung erwähnt – nicht namentlich – geschasste Redakteure, gegängelte Forscherinnen, zurückgezogene Bücher, abgesagte Veranstaltungen und spricht von einer „stickigen Atmosphäre“, in der manche Künstler und Journalistinnen nichts mehr riskierten, „weil sie um ihren Lebensunterhalt fürchten müssen, sobald sie vom Konsens abweichen und nicht mit den Wölfen heulen“.

Die Reaktionen auf den offenen Brief in den sozialen Medien sind vielstimmig und – kaum überraschend – ein Abbild des Meinungsklimas, das von den Intellektuellen beklagt wird. Besonders häufig wird die schottische Bestsellerautorin J.K. Rowling herausgegriffen, die in den vergangenen Wochen durch Äußerungen über Frauen und Transsexuelle die Trans-Gemeinde gegen sich aufgebracht hatte. Hier und da wird auch kommentiert, in dem offenen Brief bejammere eine Schar arrivierter Autoren, dass sie auf Widerspruch stoße. Einer der Kernsätze des offenen Briefs wird dabei wenig beachtet. Er lautet: „Wir lehnen jedes Auspielen von Gerechtigkeit gegen Freiheit ab, das eine ist nicht ohne das andere zu haben.“ Gerechtigkeit bedeutet in diesem Fall: Kampf um Aufklärung des Falls [George Floyd](#), Kampf um Gleichheit und gesellschaftlichen Respekt. Dabei dürfe allerdings die Freiheit nicht leiden. Explizit fordern die unterzeichnenden Intellektuellen eine Kultur, „die uns Raum für Experimente, für Wagemut und auch für Fehler lässt“.

Was diese Forderungen bedeuten, hängt natürlich vom Einzelfall ab, und da wird es mühsam. Denn man muss unterscheiden zwischen Mittel und Ziel. Beispiel: Die „Mobile Beratung gegen Rechtsextremismus in Berlin“ (MBR) engagiert sich gegen Rassismus, wofür sie öffentliche Mittel erhält. Darf sie in ihrer Studie „Kulturkampf gegen rechts“ einen völlig unverdächtigen Journalisten als Rassisten verunglimpfen? Zweites Beispiel: Als der Schriftsteller [Uwe Tellkamp](#) in einer öffentlichen Debatte mit dem Dichter Durs Grünbein von allzu engen „Gesinnungskorridoren“ sprach, folgte ein Tweet des Suhrkamp Verlags, der sich feige von seinem Autor distanzierte. Das Aushalten abweichender Meinungen steht nicht mehr hoch im Kurs, umso weniger, als einige politische Führer der letzten Jahre, von Erdogan bis Trump, die demokratische Regierungskultur selbst beschädigt haben. Wenn inzwischen schon die Beschimpfung von Journalisten zum Ritual der Mächtigen gehört, mit der die eigene Fanbasis bei Laune gehalten wird, wie soll man da auf bessere Sitten in der Zivilgesellschaft hoffen?

Dumpfe Unlust auf fremde Meinungen

Die Aufgabe ist formidabel, denn Konsens ist in der globalisierten Welt weder zu haben noch wünschbar, dafür ist das Debattenfeld zu schlammig, zu wüst durchfurcht, und vermutlich erkennen manche gerade, dass wir uns das als digitale Kommunikationsgesellschaft, in der jeder sein eigener Moderator ist, selbst zuzuschreiben haben. Zunächst natürlich mit dem Internet als Spielfeld für schrankenlose anonyme Hetzrede. Dann mit dem darauf folgenden Zerfallen größerer Diskussions- und Konsensgemeinschaften in ungezählte „Blasen“, also abgeschlossene Sozialbiotope, deren Bewohner ausschließlich miteinander reden. All das setzt, drittens, den identifikatorisch lesenden, möglicherweise identitär empfindenden Netzbenutzer voraus. Die wenig überraschenden Folgen daraus sind geringe geistige Beweglichkeit, fehlende Neugierde, dumpfe Unlust auf die Meinung Andersdenkender und häufig eine aggressive Abwehrreaktion: Weg mit dem, was mich stört! Runter vom Podium mit denen, die meine Meinung nicht teilen!

Zu guter Letzt – darauf hat unlängst Maxim Biller in der „Zeit“ hingewiesen – wäre auch noch vom Neid zu reden: Es macht Spaß, die Meinungsführer und intellektuellen Großperücken vom Sockel zu holen und sich ein bisschen eigene Wichtigkeit zuzumessen. Nichts spricht dafür, dass dieser Skandalisierungsmechanismus innehalten wird. Kein begütigender Tweet wird es der Autorin J.K. Rowling gestatten, in der Netzgemeinde der Transmenschen Gnade zu finden.

Freiheit! Ein hohes Wort, das die 150 Intellektuellen ins Zentrum ihres offenen Briefes gestellt haben. Im Jahr 1906 forderte das auch der damals dreißigjährige Thomas Mann in einem Aufsatz für die „Münchener Neuesten Nachrichten“. Ein Mann hatte ihn öffentlich angerempelt und die „Buddenbrooks“ als billigen Schlüsselroman bezeichnet. Ein wenig hochfahrend bestand Thomas Mann nun auf „des Künstlers Würde und Hoheit“, seiner „Freiheit“ und „inneren Unabhängigkeit“, und sagte: „Forderungen von Rücksicht und Bürgertakt vermögen nichts über sie.“ Der Kampf hat angefangen und wird weitergehen. Er hat nur einen anderen Namen.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/didier-raoult-frankreichs-wunderheiler-in-der-corona-krise-16856986.html?premium=0x67f898338cc91f1f60710aa32c1f2d5e&GEPC=s5>

DIDIER RAOULT:

Frankreichs Wunderheiler

Der exzentrische Arzt Didier Raoult ist in der Corona-Krise weltweit berühmt geworden. Er wird geliebt, weil er die Pariser Elite vorführt. Viele halten ihn aber auch für einen Scharlatan, wenn nicht gar für einen gefährlichen Populisten.



- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 13.07.2020-08:00

Wie ein Rockstar bahnt sich Didier Raoult im Blitzlichtgewitter der Fotografen den Weg ins Untergeschoss der Nationalversammlung. Die Mitglieder des parlamentarischen Untersuchungsausschusses blicken ihn gebannt an, als der Doktor mit der silbernen Mähne vor ihnen Platz nimmt. „Ihr Wirken ruft leidenschaftliche Reaktionen hervor, wie sie während einer Gesundheitskrise selten sind“, begrüßt ihn der Berichterstatter. „Entweder man hasst oder man vergöttert Sie.“ Raoult nimmt die Worte mit der Selbstzufriedenheit eines modernen Miraculix auf, der lieber seinen Zaubertrank braut, wenn die Gallier sich noch prügeln.

Wobei es ihm an Streitlust nicht mangelt, wie er bei seiner Anhörung vor dem Untersuchungsausschuss zeigt, der klären soll, ob die Verantwortlichen in Paris angesichts der Pandemie fahrlässig gehandelt haben. Haben sie, wenn man Raoult zuhört. Er erhebt schwere Vorwürfe gegen den Wissenschaftsrat, der dem Präsidenten den harten Lockdown empfohlen hatte. Mittelalterliche Methoden der Quarantäne seien das gewesen, empört er sich. In Paris sei die Todesrate fünf Mal höher als bei ihm in Marseille, und Raoult hegt auch einen Verdacht, warum das so war. In der Hauptstadt seien sie „blind“ in die Epidemie geschlittert, während er von Anfang an so viel wie möglich getestet habe – gegen den Widerstand in Paris. Zu seinem Institut IHU Méditerranée pilgerten Menschen aus dem gesamten Mittelmeerraum, um sich testen zu lassen. Anderswo hätten die nationalen Referenzzentren großangelegte Covid-19-Testkampagnen blockiert, um ihre Hoheitsrechte zu verteidigen, „wie ein Dachs seinen Bau“.

Ein „Außerirdischer“ im Wissenschaftsrat

Tatsächlich durften bis weit in den April hinein in Frankreich weder private Laboreinrichtungen noch universitäre oder veterinäre Labore die Tests anbieten, auch wenn sie über Knowhow und Material verfügten. Die gesamte Organisation im Pandemiefall in Frankreich sei altertümlich und überholt, beklagte Raoult. Fast 30.000 Covid-19-Tote hat das Land zu beklagen. „In Paris hat man die Toten gezählt, in Marseille hat man die Tests gezählt“, sagt Raoult.

Den Wissenschaftsrat, in den er auch berufen worden war, verließ er nach der ersten Sitzung wieder. Er sei da ein „Außerirdischer“ gewesen. Die Mitglieder hätten sich alle untereinander bestens gekannt, weil sie zuvor in einer Forschungsgruppe für den amerikanischen Pharmakonzern Gilead gearbeitet hätten. Coronavirus-Fachleute seien erstaunlicherweise keine unter ihnen gewesen. „Ich nenne das nicht einen Wissenschaftsrat“, sagt Raoult.

Der Ruhm des 68 Jahre alten Virologen sagt mindestens so viel über ihn aus wie über die Befindlichkeit Frankreichs. Raoult ist der Held der Bürger, die sich über die bürokratischen Auswüchse des Zentralstaates aufregen wie über Korruption und Vetternwirtschaft der Pariser Eliten. Das politikwissenschaftliche Institut der Universität Grenoble, Sciences Po, hat in einer Untersuchung herausgefunden, dass Raoult-Bewunderer überdurchschnittlich oft an Verschwörungstheorien glauben, die „Gelbwesten“-Proteste guthießen und zu 96 Prozent angeben, die etablierten Medien würden ihnen Informationen verheimlichen. 75 Prozent der Raoult-Fans informieren sich vor allem im Internet, im Landesdurchschnitt ist das nur bei 28 Prozent der Franzosen der Fall. Für den Leiter der Untersuchung, Antoine Bristielle, ist die Beliebtheit Raoult's „ein Symptom der demokratischen Vertrauenskrise“.

Pasteur als Vorbild

Raoult ist zur Projektionsfläche des Frusts vieler Franzosen geworden. Der Doktor nutzt die tief verankerte Wut über den Sittenverfall im Land geschickt zur Selbstdarstellung. Den Kampf um die von ihm empfohlene Behandlung mit dem Malaria-Mittel Hydroxychloroquin sowie mit dem Antibiotikum Azithromycin sieht er als Schlacht gegen die käufliche Wissenschaft und die Geschäftsinteressen der Pharmaindustrie. Kritik daran, dass er die Wirksamkeit seiner Therapie nicht in allseits akzeptierten klinischen Versuchen nachweisen konnte, lässt er nicht gelten.

Richtig zornig reagiert er, als ein Abgeordneter ihn fragt, warum er nicht einfach eine ordentliche Testserie organisiere. Raoult regt sich lieber über den modernen Forschungsbetrieb auf, der sich den Regeln der Pharmakonzerne unterworfen habe. Louis Pasteur habe seinerzeit auch nicht lange Testprotokolle entwickelt. Es reichte, dass er einen Knaben, der von einem tollwütigen Hund gebissen wurde, mit seinem experimentellen Impfstoff heilte.

Ah, Pasteur! Raoult sehnt sich zurück nach der Zeit, als wissenschaftliche Genies noch etwas galten. „Ein echter Franzose“, schwärmt er über den Mann, der nicht nur die Methode der Sterilisierung entdeckte, sondern das Prinzip der Schutzimpfung begründete.

Zwei Viren nach ihm benannt

Präsident [Emmanuel Macron](#) zeigte sich früh beeindruckt. Er ließ sich von Raoult die Idee aufschwätzen, die Krankenschwestern und -pfleger mit einer Verdienstmedaille zu belohnen wie nach der letzten Choleraepidemie 1849. Am Nationalfeiertag am 14. Juli soll das Pflegepersonal mit den Orden geehrt werden. Doch die Idee stieß auf wenig Gegenliebe. „Wir wollen keine Medaillen, wir wollen mehr Geld“, brüllte ein Krankenpfleger dem Präsidenten bei seinem jüngsten Krankenhausbesuch zu.

In die Welt der Infektionskrankheiten ist der exzentrische Professor aus Marseille seit langem eingetaucht. Zwei Viren, „Raoultella planticola“ und „Rickettsia raoultii“, sind nach ihm benannt. Zu seinen wissenschaftlichen Glanzleistungen zählt die Entdeckung eines „Riesenvirus“, dessen Erbgut Gene für mehr als neunhundert Proteine enthält. Ende der neunziger Jahre untersuchte er einen Unterkiefer, der bei Ausgrabungen auf einem mittelalterlichen Kirchhof nahe Montpellier gefunden worden war. Dort soll nach der Pestepidemie zwischen 1347 und 1351 ein Massengrab angelegt worden sein. Raoult sägte einen Zahn auf und untersuchte die Zahnmarkreste auf fremdes Erbgut. Kurze Zeit später konnte er eine sensationelle Entdeckung verkünden. In der Zahnpulpa steckte die DNA von *Yersinia pestis*, dem Verursacher der Pest. Damit beendete er einen jahrzehntelangen wissenschaftlichen Disput. Medizinhistoriker hatten vermutet, dass gar nicht die Pest für das Massensterben verantwortlich gewesen war.

Wenig Gewinne für die Pharmakonzerne?

Als Sohn eines Militärarztes und einer Krankenschwester im Senegal aufgewachsen, hat sich Raoult nach seinem Studium der Mikrobiologie frühzeitig auf Infektions- und Tropenkrankheiten spezialisiert. Gesundheitsminister Jean-François Mattéi von der bürgerlichen Rechten beauftragte ihn 2003, Empfehlungen für den Pandemiefall oder bioterroristische Attacken auszuarbeiten.

Schon damals will Raoult festgestellt haben, wie schlecht Frankreich gewappnet sei. Die Infrastruktur der Krankenhäuser sei nicht für den Ernstfall ausgerichtet. Es fehle an Entscheidungsstrukturen, um schnell und effektiv zu reagieren. Die chronisch unterfinanzierten Forschungsinstitute sieht er bis heute am Tropic der Pharmaindustrie. Dabei hatte der Staat mehr als 70 Millionen Euro an Steuergelder mobilisiert, um 2011 das auf Infektionskrankheiten spezialisierte IHU Méditerranée zu begründen.

Raoult argumentiert, dass seine Behandlungsmethode für Covid-19-Patienten auf so viel Widerstand stoße, weil sie wenig Gewinne für die Pharmakonzerne verspreche. Die angesehene Fachzeitschrift „The Lancet“ musste kürzlich einen schon veröffentlichten wissenschaftlichen Aufsatz gegen seine Behandlungsmethode zurückziehen, weil er offenkundige Fehler aufwies. „Da sieht man es“, kommentierte Raoult. Ihn hat es nicht überrascht, dass viel Geld in den kostspieligen Arzneistoff Remdesivir investiert wird, den Gilead produziert. Das französische Establishment arbeite der amerikanischen Pharmaindustrie zu, meint Raoult. Die Abgeordneten sollten sich mal auf der Website der Anti-Korruptions-Organisation „Euros for Docs“ über die Geldflüsse schlau machen.

Raoult lässt sich nichts vorschreiben

In seiner Heimat am Mittelmeer himmeln Raoult viele wie einen Wunderheiler an. Sein Therapieansatz hat es über den Fernsehsender Fox News bis auf den Nachttisch des amerikanischen Präsidenten Donald Trump geschafft. Auch der brasilianische Präsident soll Interesse bekundet haben. Unter seinen Patienten war auch eine Filmemacherin, die für Netflix die Serie „Marseille“ produziert. Sie ist eine gute Freundin der Präsidentengattin Brigitte Macron. Raoult ließ es sich nicht nehmen, die First Lady persönlich über die Genesungsfortschritte ihrer Freundin zu unterrichten.

Kurze Zeit später machte der Staatschef Raoult seine Aufwartung in Marseille. „ZZ Top“ soll Macron den Doktor mit dem Totenkopfring am Finger getauft haben. Die Anspielung auf die texanische Band schmeichelte ihm, so wie ihm alles zu gefallen scheint, was seiner Aura als Exzentriker in der Wissenschaft zugutekommt. Gerade deshalb halten ihn aber auch viele für einen Scharlatan, wenn nicht gar für einen gefährlichen Populisten. Raoult findet den Vorwurf lächerlich.

Er lässt sich nichts vorschreiben und drohte einem Fernsehmoderator kürzlich, das Interview abubrechen. Er sei nicht oft in Paris, fügte er hinzu, als könne er der Hauptstadt nichts abgewinnen. Sein Reich ist Marseille, wo er mit seiner Frau Natacha eine großzügige Altbauwohnung in der Innenstadt bewohnt. Das Paar hat drei erwachsene Kinder, seine Frau, eine Psychiaterin, hat zwei autobiographische Romane geschrieben. Sie stammt aus einer jüdischen Familie in Litauen, die während des Nationalsozialismus nach Frankreich geflohen war. In einem Interview hat Natacha Cain den Vorwurf zurückgewiesen, ihr Mann befördere rechtspopulistisches Gedankengut. Sie erinnerte daran, dass er nach den Terroranschlägen im Januar 2015 verlangt hatte, die jüdischen Opfer stärker zu würdigen und entschiedener gegen Antisemitismus vorzugehen.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/genozid-gedenken-nie-wieder-was-die-eu-aus-srebrenica-gelernt-hat-16858188.html?premium=0x435c16c6f1f0e02cc9d6b84350e6576c&GEPC=s9>

NIE WIEDER?:

Die Lehren aus Srebrenica

- EIN KOMMENTAR VON MICHAEL MARTENS
- -AKTUALISIERT AM 12.07.2020-21:55



„Wenn Srebrenica jetzt wieder geschähe, würde die EU keinen Finger rühren“, sagt die bosnische Regisseurin Žbanić – und trifft einen wunden Punkt. Denn die EU hatte auch beim Genozid in Bosnien die Macht, den Völkermord zu verhindern.

Am Wochenende gedachte die Welt des Massakers von Srebrenica vor einem Vierteljahrhundert, und unter Europas Regierungsverantwortlichen herrschte weitgehend Einigkeit. „Srebrenica darf sich niemals wiederholen“, forderte Außenminister [Heiko Maas](#). Ähnlich selbstverständlich äußerten sich viele europäische Amtsträger über den einzigen Völkermord in Europa nach 1945.

Auffällig dissonant in diesem Nie-wieder-Chor war die Stimme einer Bosnierin: Jasmila Žbanić, geboren 1974, hat in ihrer Jugend die Belagerung Sarajevos überlebt. Heute ist sie die bekannteste Regisseurin Bosniens. In ihren preisgekrönten, oft auf jahrelanger Recherche beruhenden Spielfilmen setzt sie sich mit Krieg und Nachkrieg in ihrer Heimat auseinander. Ihr neuestes Werk, das die Kinos wegen coronabedingter Verzögerungen noch nicht erreicht hat, ist eine Verfilmung des Massakers von Srebrenica. Žbanić sagt: „Machen wir uns nichts vor: Wenn Srebrenica jetzt wieder geschähe, würde die EU wiederum keinen Finger rühren.“

Damit trifft die Regisseurin einen wunden Punkt. Zwar sollte bei der Debatte über den Genozid von Srebrenica nicht vergessen werden, dass daran erstens, zweitens und drittens der bosnisch-serbische General [Ratko Mladić](#) und seine Männer die Schuld tragen. Sie haben gemordet. Doch die Nato und die EU-Staaten hätten die militärische Macht gehabt, das Massaker zu verhindern.

Klagen über die Untätigkeit der europäischen Politik

Sie haben es aber nicht getan, weil der Westen das serbische Mordbrennen jahrelang nur mit Resolutionen, Apellen und „Friedenskonferenzen“ beantwortet hat, die in Wirklichkeit eine spanische Wand zur Fortsetzung des Krieges waren. Vor allem in Paris und noch deutlicher in London wurde die serbische Politik der „ethnischen Säuberung“ lange begünstigt. Aber es gab wohl auch in anderen Hauptstädten Kräfte, die keine schlaflosen Nächte hatten, solange sich die mörderische Gewalt der großserbischen Aggression vor allem gegen Muslime richtete.

Wäre Europa heute handlungsfähiger, wenn sich auf dem eigenen Kontinent oder vor seiner Haustür eine ähnliche Tragödie ankündigte? Die [Europäische Union](#) ist umgeben von Akteuren und geopolitischen Konkurrenten, die Kriege führen, um ihre politischen Ziele zu erreichen. Wladimir Putins Russland und die Türkei des Recep Tayyip Erdogan setzen wie selbstverständlich auf militärische Mittel, um im Kaukasus, in der Ukraine, in Syrien und anderswo ihre Ziele zu

erreichen. Von Chinas Willen, seine Interessen gewaltsam durchzusetzen, wird die Welt womöglich noch üblere Beispiele als Hongkong erleben. Und wie reagieren die EU und ihre Mitgliedstaaten? Man bemüht die Phrase, dass es für diesen oder jenen Konflikt keine militärischen Lösung gebe. Man gibt zu bedenken, kritisiert, mahnt (gegebenenfalls auch eindringlich) oder verurteilt (in höchster Eskalationsstufe sogar scharf).

Einerseits hat diese Haltung etwas Gutes. Die in der EU vereinten Europäer haben in zwei Weltkriegen tief in die Abgründe der Massengräber geschaut und Lehre daraus gezogen. Deswegen sind in weiten Teilen Europas die Zeiten vorbei, in denen man glaubte, allein durch Eisen und Blut die großen Fragen der Zeit entscheiden zu können. Doch Europas große Nachbarn und andere weltpolitische Akteure sehen das anders. So können Erdogan und [Putin](#) im Schatten des europäischen Zeigefingers Dörfer in Syrien bombardieren, wie es ihnen beliebt.

Das gelegentlich durchaus zu hörenden Klagen über die Untätigkeit der europäischen Politik angesichts des Blutvergießens in der näheren Umgebung übersieht allerdings oft, dass diese Politik nur ein Ausfluss der gesellschaftlichen Stimmung in den Mitgliedsländern der EU ist. Europas militärische Untätigkeit ist Wählerwille. Aber bei der Forderung, es gelte „Fluchtursachen zu bekämpfen“ kann mitunter auch das letzte Wort entscheidend sein. Es kann Konstellationen geben, da geht es zunächst einmal ums Kämpfen, nicht ums Brunnenbohren. So war es auch damals in Srebrenica.

Spätestens am 11. Juli 1995 wäre der sich anbahnende Völkermord von Srebrenica nur noch auf eine einzige Art und Weise zu verhindern gewesen. Nicht durch das Verteilen von Flugblättern gegen Gewalt in deutschen Fußgängerzonen, nicht durch Mahnungen zum Gewaltverzicht an „die Kriegsparteien“, sondern einzig und allein durch Luftangriffe auf die serbischen Stellungen. Weil das nicht geschehen ist, ist geschehen, was geschehen ist.

Wer es also nicht nur im Präteritum ernst meint mit dem „Nie-wieder“, muss über militärische Lösungen wenigstens zu reden bereit sein. Das heißt nicht, dass Europa nun den Weltpolizisten spielen sollte. Dazu sind die westeuropäischen Demokratien militärisch ohnehin eher nicht in der Lage. Hilfreich wäre eine Debatte, in der militärische Politikansätze eine Option für den Fall der Fälle darstellen. Das ist eine Lehre aus Srebrenica.

GESCHICHTSBILD DER DEUTSCHEN:

Preußen, ein Zombie

- VON CLAUDIUS SEIDL
- -AKTUALISIERT AM 13.07.2020-06:33



Liegen die Gründe für das, was Deutsche an Gegenwart und Staat so stört, vielleicht viel weiter zurück, als man denkt? Zum Beispiel genau 150 Jahre, als Deutschland seine erste Wiedervereinigung feierte?

Kann es sein, dass die vielen Neu- und Gesinnungspreußen, die Stadtschlosswiederaufbauer und Potsdamverschönerer, die Verehrer Friedrichs des Zweiten und Ottos von Bismarck das womöglich wichtigste Jubiläum der Saison übersehen haben? Dass nämlich, vor genau 150 Jahren, mit der sogenannten Emser Depesche, all das begann, was schließlich Preußens größter Triumph wurde: der Sieg über Frankreich. Die Gründung eines Deutschen Reichs unter preußischer Vorherrschaft. Und die Krönung des preußischen Königs zum Deutschen Kaiser?

Kann es außerdem sein, dass der Rest der Deutschen, die sich in diesem Sommer langsam einstimmen auf den dreißigsten Jahrestag der Wiedervereinigung im Herbst, lieber nicht daran erinnert werden möchte, dass das, was vor 150 Jahren geschah, auch schon als deutsche Wiedervereinigung gefeiert wurde – von denen jedenfalls, die es betrieben: Nicht nur die Teilung und Zersplitterung des 19. Jahrhunderts seien durch die Reichsgründung endlich überwunden worden, sondern recht eigentlich die deutschen Verhältnisse in der gesamten frühen Neuzeit, als das Heilige Römische Reich zwar einen Kaiser und einen Reichstag hatte, aber doch zu groß, zu unübersichtlich, zu multiethnisch war und zu undeutsch, als dass daraus ein deutscher Nationalstaat hätte werden können. Das Reich – so ging jedenfalls die preußische Interpretation –, das von Preußen wiedervereinigt wurde, war zuletzt unter den Kaisern des hohen Mittelalters so einig und so stark gewesen.

Wo ist der epische Erfahrungsraum?

Das Reich, dessen Gründungsjubiläum anscheinend kaum jemand feiern will, hat mit uns Heutigen schon deshalb zu tun, weil es der Staat ist, in dem die Deutschen auch heute leben. Die Regierungsformen haben sich geändert, die inneren Grenzen haben sich verschoben, die östlichen Provinzen gehören nicht mehr dazu. Die Bundesrepublik Deutschland ist trotzdem der Nachfolgestaat dieses Reiches – und dessen Gründungsjubiläum könnte eigentlich Anlass genug sein, die deutsche Geschichte danach zu befragen, ob nicht vieles, was die Deutschen der Gegenwart an sich selbst und ihrem Staat so stört, manches Ressentiment und Vorurteil, das Empfinden geistiger Enge und kulturellen Unbehagens, schon in der Gründungsgeschichte ihre Ursache haben.

Das tun aber die wenigsten – und man ist versucht, das profunde Desinteresse, die selbstgewisse Gleichgültigkeit der meisten Deutschen einem Phänomen zuzuschreiben, das Karl Heinz Bohrer vor knapp zwanzig Jahren, in einem damals vieldiskutierten Vortrag, „Erinnerungslosigkeit“ nannte: Die Deutschen, so

klagte Bohrer damals, hätten mit der Erinnerung an ihre unfassbare Jüngstvergangenheit, an den Krieg und die Verbrechen der Nazis so viel zu tun, dass die Kräfte ihres Geschichtsbewusstseins danach nur noch für die Vorgeschichte reichten, für die Weimarer Republik, den Ersten Weltkrieg, gerade noch das Kaiserreich. Und die Amoral des sogenannten Dritten Reichs fordere die Moral der Deutschen so sehr heraus, dass auch der Blick auf alles andere, auf Fern- und Fernstvergangenheit, ein moralischer, letztlich unhistorischer sei. Kein „Fernverhältnis“, kein Eros, keine „Faszination am fremden Eigenen“. Heute, mit Abstand, sieht man womöglich klarer als damals, dass Bohrers Protest gegen deutsche Geschichtslosigkeit im Kern ein Protest gegen die deutsche Geschichte war, eine Geschichte, die, aufgrund der geographischen, religiösen und machtpolitischen Zerfranstheit und Unübersichtlichkeit, nicht den epischen Erfahrungs- und Erzählungsraum bilden kann, den Bohrer bei den Franzosen so schätzt.



Bismarck-Statue im Schleepark in Hamburg-Altona, im Juni 2020 beschmiert :Bild: dpa

Und das ist das Problem mit dem Sommer von vor 150 Jahren: Man kann die Ereignisse nacherzählen, aber es wird immer eine komplizierte, verwickelte und äußerst spannungsarme Erzählung bleiben. Und noch schlimmer: Man kann die handelnden Personen identifizieren. Aber je genauer man hinsieht, desto unverständlicher und aus heutiger Sicht unzugänglicher wird ihr Handeln. Bei der Emser Depesche ging es, einerseits, um die spanische Thronfolge. Und andererseits um Wilhelm, König von Preußen, der in Bad Ems die Sommerfrische genoss. Die Spanier hatten sich als neuen König einen Hohenzollernprinzen gewünscht, die europäischen Mächte hatten ihr Nichteinverständnis deutlich gemacht, der Prinz hatte seine Kandidatur zurückgezogen. Aber Frankreich forderte jetzt eine Garantie, dass nie wieder ein Hohenzoller für den spanischen Thron kandidieren werde, was Wilhelm verweigerte. Beim Spaziergang in Bad Ems begegneten sich der König und der französische Botschafter und sprachen noch einmal über den Konflikt, ohne sich einig zu werden. Und in der Emser Depesche, die Otto von Bismarck redigierte und am 13. Juli 1870 an die Presse weitergab, las sich das so, als wäre der Franzose frech und zudringlich geworden. Und der König hätte ihn barsch zurückgewiesen. So waren beide Seite beleidigt. Sechs Tage später erklärte Frankreich den Krieg.

Dass Fragen des Stils und der Umgangsformen einen Krieg auslösen können, ist uns, als Zeitgenossen zum Beispiel von Donald Trump oder Recep Tayyip Erdogans, zu fremd, zu fern, als dass wir in den handelnden Personen bereitwillig unsere Vorläufer und Wegbereiter erkennen wollten, die Menschen, auf deren Taten unser Handeln aufbaut.

Aus politischen Fragen wurden ästhetische

Und zugleich ist Preußens Pomp und Pickelhaubigkeit, die da, wo sie Architektur geworden sind, ja hineinragen in die Gegenwart, unseren Geschmacksnerven nahe genug, dass wir sie als peinlich, falsch, ästhetisch indiskutabel empfinden. Zu nah, als dass sich jene Vergangenheit als Projektionsfläche eignete für „libidinös aufgeladene Geschichten“, für den organisierten Traum, wir könnten wie Touristen zurückreisen in die Vergangenheit und sie gewissermaßen konsumieren (wie das, vor eineinhalb Jahren, der Historiker Valentin Groebner im Interview mit dieser Zeitung beschrieben hat).

Und genau damit, mit den geläufigen Vorbehalten gegen Preußen, mit den kulturellen, ästhetischen und politischen Ressentiments, arbeitet Tillmann Bendikowski, Journalist und Historiker, in seinem neuen Buch

„1870/71“, das er im Untertitel den „Mythos von der deutschen Einheit“ nennt. Wieso Mythos, möchte man als erstes fragen: Ist es nicht gesichertes historisches Wissen, exakt datiert und belegt, dass diese Einheit, nach langen Verhandlungen und Vorbereitungen, schließlich am 1. Januar 1871 geschaffen wurde?

Mit Einheit, antwortet das Buch, ist etwas anderes gemeint, jene geistige, kulturelle und politische Einheit, die Versöhntheit der Deutschen mit sich selbst, miteinander und mit ihrem Staat, welche gern auch als „innere Einheit“ bezeichnet und bei jedem Wiedervereinigungsjubiläum eingefordert wird: als eigentliches Ziel jenes historischen Prozesses, der mit dem Fall der Mauer vor 31 Jahren begann. Und erst abgeschlossen sein wird, wenn niemand mehr unversöhnt mit den deutschen Verhältnissen ist.

Auch die Preußen hassten Preußen

Bendikowskis Buch ist ein populäres Sachbuch, eine Art von Reportage von den Schauplätzen des Geschehens, mithilfe der bekannten Quellen und Zitate so anschaulich wie möglich erzählt – was, angesichts der Indifferenz des Publikums, vermutlich kein Mangel ist. Es fängt an – und setzt den Ton – mit den Folgen des Deutschen Kriegs im Sommer 1866, jenes Kriegs, den der Deutsche Bund (wie sich der lose Zusammenschluss deutscher Staaten nach dem Wiener Kongress nannte) gegen Preußen führte. Und den Preußen triumphal gewann. So wurde Österreich aus Deutschland herausgedrängt; wovon das Buch aber weit ausführlicher erzählt, ist der brutale, barbarische und absolut illegitime Akt, in dem Preußen die meisten Territorien nördlich des Mains annektierte, darunter das Königreich Hannover (das bis vor kurzem noch eine Personalunion mit dem Vereinigten Königreich von Großbritannien und Irland gebildet hatte), das Kurfürstentum Hessen und die Freie Stadt Frankfurt, Sitz des Bundestags und in der gesamten frühen Neuzeit der Ort, an dem die Kaiser gewählt und gekrönt worden waren.

Die Annexion hatte zur Folge nicht nur den Umstand, dass Preußen fortan auch auf preußischem Territorium verhasst war und auf die Loyalität der neuen Untertanen nicht zählen durfte. Auch als es für die selbständig gebliebenen Staaten Süddeutschlands im Sommer 1870 darum ging, ob man das Erzwungene Bündnis mit Preußen erfüllen und gegen Frankreich in den Krieg ziehen sollte, stand den Herrschern das Schicksal Hannovers vor Augen. Die Bayern spielten mit dem Gedanken, mit dem katholischen Frankreich gegen Preußen zu ziehen. Sie hätten sich auf jeden Fall gerne herausgehalten. Und sie nahmen am Krieg letztlich nur deshalb teil, weil sie fürchteten, im Fall eines preußischen Siegs zur preußischen Provinz zu werden.

Mangelnde Übung im Deutschsein

Was blieb, waren Herablassung, Verachtung, oft der blanke Hass – starke Gefühle, gegen welche die heutigen innerdeutschen Ressentiments beinahe harmlos wirken. Östlich der Elbe herrsche noch das Mittelalter; mit dem Militarismus wolle man nichts zu schaffen haben; und das Pathos, mit dem jetzt die Reichsgründung begangen werde, sei kalt, leer, ohne Substanz, letztlich undeutsch und unzivilisiert.

Man muss, wenn man das Ganze ein wenig plastischer betrachten will, im Gegenlicht einer Antithese gewissermaßen, schon Christopher Clarks „Preußen“ zur Hand nehmen, das Buch des australischen Historikers, der, unter anderem, sehr schön schildert, wie menschlich und modern dieses Preußen zeitweilig war, ein Land, in dem die Aufklärung früher als anderswo ankam, ein Staat ohne eigentliches Staatsvolk, weshalb Einwanderer, ob sie aus den Neiderlanden oder aus Frankreich kamen, immer willkommen waren. Man musste kein Deutscher sein, um Preuße zu werden.

Womöglich ist das aber gar kein Widerspruch. Womöglich klang das nationale Pathos, als das Reich dann gegründet war, auch deshalb so falsch, so hohl, so aggressiv, weil es den Preußen an Übung im Deutschsein mangelte. Der britische Autor James Hawes hat neulich, in seiner „Kürzesten Geschichte Deutschlands“ die ziemlich steile These formuliert, dass die Bewohner des Südens und des Westens aus ihrem Deutschsein eigentlich nie ein Drama gemacht hätten. Es seien die im Osten gewesen, die, die sich ihrer Zugehörigkeit nicht ganz sicher gewesen seien, die dann den aggressiven Nationalismus praktizierten. Bei der Kaiserkrönung in Versaill rief der Hofprediger Bernhard Rogge seinen Gott mit diesen Sätzen an: „Du hast zu Trägern dieser Krone Herrscher berufen, die bald in der eisernen Zucht ernster Strenge und stillen Fleißes, bald im kühnen Adlerfluge hohen Strebens, bald in zäher Ausdauer und ausharrender Geduld in den

Bedrängnissen und Kämpfen schwerer Zeiten ihrem Volk vorausgegangen sind.“ Das ist nicht bloß altmodisch dahergeredet, das klang schon damals, in nichtpreußischen Ohren jedenfalls, wie das reine Blech.

Das Reich, das vor 150 Jahren gegründet wurde, bestand zu zwei Dritteln aus preußischen Provinzen. Der Rest waren Süddeutsche, die mit Preußens Herrschaft haderten und sich trösteten mit dem Gefühl, zumindest zivilisatorisch überlegen zu sein. Im Februar 1947, mit dem Alliierten Kontrollratsgesetz Nummer 46, hörte der Staat Preußen auf, „in Wirklichkeit“ zu bestehen. Als Zombie, untot und unerlöst, geistert er seither durch die deutsche Kultur und die deutschen Debatten – wie man das zuletzt beim Streit um die Besitz- und Definitionsansprüche der Hohenzollern beobachten konnte. Aber selbst den leidenschaftlichsten Preußenschwärmern zwischen Berlin und Potsdam ist alles Borussische eher Dekoration als Substanz, ein Problem der Ästhetik, nicht der Politik.

Wenn es aber etwas zu feiern gibt, in diesem und im nächsten Jahr, dann ist es wohl der Umstand, dass dieses staatliche Gebilde, das sich „Reich“ verständlicherweise nicht mehr nennen will, sich als erstaunlich stabil erwiesen hat – ganz ohne dass es die Preußen brauchte, die es zusammenhielten.

Tillmann Bendikowski: „1870/71 – Der Mythos von der deutschen Einheit“. C. Bertelsmann, 400 Seiten, 25 Euro

Quelle: F.A.S.

Le Figaro (site web)

vendredi 10 juillet 2020 - 13:22 UTC +02:00 1731 mots

Scan Eco

La dette du coronavirus sera-t-elle remboursée ?

LA VÉRIFICATION - «Nous n'avons pas le droit d'annuler les dettes», mais «il faut peut-être cantonner celles héritées du Covid», a tenu à nuancer François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France. Qu'est-ce à dire ?

LA QUESTION. La décision de confiner les Français à partir du 17 mars a eu pour effet de casser l'activité économique comme chacun sait. Contraint à prendre des mesures réparatrices très coûteuses, l'État a accumulé un surcroît d'endettement avoisinant 20% du PIB annuel (produit intérieur brut). Alors que la France refinance sa dette auprès de la Banque centrale européenne dans des conditions ultra-favorables, à l'instar des autres pays de la zone euro, le débat fait rage : ne serait-il pas possible d'annuler ce boulet puisque les banques centrales ont le pouvoir de créer de la monnaie *ad libitum* en faisant « *tourner la planche à billets* » ?

«*Nous n'avons pas le droit, nous, Banque centrale européenne ou Banque de France, d'annuler les dettes que nous détenons. Mais par contre, il faut gérer la dette dans le temps. Il faut peut-être cantonner la dette héritée du Covid*», a tenu à nuancer jeudi François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, au micro de France Inter. Ironie du vocabulaire, « *cantonner* » est synonyme de « *confiner* », c'est-à-dire « *isoler* » : la dette liée au Covid-19 pourrait donc être traitée séparément, mais à quoi pourrait conduire ce régime spécial ? À la fin, la dette du coronavirus sera-t-elle remboursée ? Loin d'être inédite, la solution du cantonnement a été pratiquée à plusieurs reprises dans l'histoire financière de la France, et à cet égard on n'est donc pas en territoire inconnu.

VÉRIFICATIONS. La mise au point du gouverneur de la Banque de France, dont on rappelle qu'il est membre de droit du conseil des gouverneurs de la BCE où il représente notre pays, intervient à un moment particulier et même solennel. François Villeroy a en effet rencontré mercredi 8 juillet Emmanuel Macron à l'Élysée pour lui remettre la « *Lettre au Président de la République* », comme cela se fait chaque année depuis 1945 date de la nationalisation de la Banque de France. Ce document d'une quinzaine de pages passe en revue l'ensemble de la situation économique et monétaire du point de vue de l'Institut d'émission. Cela exclut par exemple les aspects budgétaires et fiscaux qui sont du ressort exclusif du pouvoir politique. En revanche, la Banque de France ne peut ignorer les questions d'équilibre financier et d'endettement de l'État en raison de leur incidence sur la monnaie. D'autant que cette monnaie est l'euro, en partage avec 18 autres États et gérée par la BCE dans le cadre d'un traité international, celui de Maastricht de 1992.

Bien loin d'être exclusivement un sujet technique financier, les problèmes de dette ont une dimension ancestrale fortement ancrée dans la culture populaire et autour de deux idées fortes. D'un côté, la tentation est de faire table rase du passé : cela remonte au « *jubilé* » de la Bible où, tous les cinquante ans, Israël prononçait une remise des dettes, chacun retrouvant alors la possession de ses terres. D'un autre côté, la sagesse populaire fait grand cas de l'adage, « *les dettes qu'on paie font des trous, celles que qu'on ne paie pas font des taches* » : les trous sont ceux qu'il faut accepter dans son propre budget pour rembourser, mais ne pas honorer ses contrats conduit à entacher sa propre réputation, au risque de ne plus pouvoir obtenir de nouveaux crédits.

Effondrement des taux d'intérêt

C'est entre ces deux pôles que se pose la discussion des dettes du Covid-19, qui en l'espace de quelques mois aura alourdi notre endettement public d'environ 250 milliards d'euros. Au passage, il faut noter que l'alourdissement du ratio de dette (au numérateur) par rapport au PIB (au dénominateur) est d'autant plus violent que le numérateur s'est accru alors que le dénominateur a diminué d'environ 10% !

La tentation quasi générale dans le grand public, et même parmi les économistes, est de considérer que la BCE est capable d'effacer cet accident, puisqu'elle rachète en abondance des titres de dette de l'État français. Rappelons que la Banque de France et la BCE en détiennent conjointement 480 milliards d'euros (80% de cette somme pour la première et 20% pour la seconde). Les deux banques centrales, qui appartiennent au même système européen, portent ainsi environ le cinquième de

toute la dette publique française. Les achats, qui ont commencé en 2015, ont eu pour effet direct un effondrement des taux d'intérêt auquel l'État s'endette, ces taux étant mêmes négatifs sur les échéances d'emprunt jusqu'à dix ans ! Il s'agit là d'un avantage considérable pour nos finances publiques qui représente un à deux point de PIB par rapport aux charges qu'il faudrait acquitter chaque année si les taux étaient « *normaux* ». Mais ne serait-ce pas encore plus commode si la BCE et la Banque de France « *effaçaient* » d'une façon ou d'une autre « *la dette coronavirus* » ? Sous prétexte qu'« *à circonstances exceptionnelles remèdes exceptionnels* ».

François Villeroy de Galhau s'inscrit en faux contre une telle interprétation de la situation qui laisse croire que les banques auraient une telle baguette magique à leur disposition. Au risque d'être rabat-joie, il insiste dans sa lettre sur « *l'absence de remède miracle* » qui tient à leur fonctionnement même, tant du point de vue technique que juridique.

Tout d'abord cette évidence souvent mal comprise. « *L'argent créé par les banques centrales n'est jamais 'donné' définitivement : il est prêté pour une durée limitée ; et il va dans l'économie pour revenir in fine à la banque centrale* ». Le circuit monétaire fonctionne ainsi : les banques empruntent des euros à la BCE en apportant des garanties comme pour n'importe quel prêt. Entre parenthèses, la solution de « *l'hélicoptère monnaie* » où la banque centrale distribuerait directement de l'argent aux particuliers est irréaliste car il ne pourrait s'agir que des prêts et pas de dons. Par ailleurs, le Gouverneur de la Banque de France rappelle que la BCE ne peut pas financer directement les États en achetant des titres de dette à l'émission de ces titres ; c'est totalement interdit par le traité européen (article 123) car ce serait de la « *monétisation* » *stricto sensu* . La BCE se contente de racheter sur le marché secondaire des titres détenus par les investisseurs privés, ce qui n'est pas la même chose, même si ces opérations aident énormément les États, surtout les plus fragiles financièrement !

«Spirale inflationniste»

Quant à l'expression magique d'« *annulation de dette* », elle recouvre plusieurs acceptions. En premier lieu, ce serait une annulation si la BCE monétisait directement les déficits ; il n'y aurait alors même pas besoin pour les États d'émettre de titres... La deuxième forme d'effacement consisterait à rayer d'un coup de plume les titres que les banques centrales ont dans leur bilan. Or, même si elles en avaient juridiquement la possibilité (ce qui n'est pas le cas dans le traité européen), cette opération n'aurait pas véritablement de sens. Car alors « *la Banque de France constaterait une perte équivalente à son bilan, et le patrimoine collectif serait appauvri d'autant, dans la mesure où l'État est son actionnaire unique* ».

La troisième forme théorique d'annulation est bien plus insidieuse : la banque centrale s'engage à ne jamais remonter ses taux d'intérêt. La dette sans pleurs en quelque sorte puisqu'elle ne coûterait rien. Mais « *alors s'enclencherait une spirale inflationniste potentiellement incontrôlable, ce qui va clairement à l'encontre du mandat confié à l'Eurosystème et de l'intérêt des citoyens* », lit-on dans la Lettre.

Reste une quatrième forme d'effacement implicite, « *la dette perpétuelle* » ; cette solution est souvent évoquée depuis quelques semaines et elle a des accents miraculeux comme tout ce qui flirte avec l'éternité. Seul hic, « *les investisseurs demanderaient pour une dette sans espoir de remboursement des primes de risque et donc des taux d'intérêt élevés, beaucoup plus coûteux que la dette actuelle.* »

Conclusion du gouverneur de la Banque de France, « *l'Eurosystème ne peut ni ne doit faire de miracle monétaire, ni juridiquement, ni 'fiduciairement'* ». Et ce terme désigne la confiance, ou à l'inverse la perte de réputation, la « *tache* » de honte qui afflige ceux qui ne tiennent pas leurs engagements d'emprunteur comme le dit la sagesse populaire.

Effacement implicite

Certes il est courant que des entreprises, des ménages (aux États-Unis c'est possible) et même des États se déclarent en faillite. La Lettre n'hésite pas à donner des noms, « *Hongrie, Autriche, Allemagne ou Pologne dans l'entre-deux-guerres, ou en Israël au début des années 1980 et récemment dans certaines économies de marché émergentes (Argentine, Liban)* ». Mais ce n'est pas la voie qu'il est conseillé de suivre, on le conçoit aisément.

D'une façon ou d'une autre, il faudra donc rembourser. Une fois passé le choc économique dont on n'est pas encore sorti, il conviendra « *de gérer le désendettement public dans la durée. Il est possible de distinguer, 1) une 'dette Covid' (avoisinant 20% du PIB) à cantonner à part, puis à ne commencer à rembourser qu'après environ dix ans, à l'image de la dette Covid européenne, et, 2) une 'dette ordinaire' (d'environ 100% du PIB) à diminuer enfin* ». Le message adressé au président de la République et aux Français est simple : ce n'est pas parce qu'« *on a franchi les bornes (de l'orthodoxie budgétaire) qu'il n'y a plus de limites* », comme aurait dit le sapeur Camember.

Quant au cantonnement de la dette Covid, au moins deux exemples historiques fameux et connus de tous s'offrent à nous. Tout d'abord la Caisse des dépôts et consignations (qui reçoit les dépôts et consignations des notaires) : elle a été créée en 1816 « *pour sécuriser l'épargne des Français* », après que les guerres napoléoniennes eurent plombé la dette de l'État. Et en 1996, la création de la Cades, la caisse d'amortissement de la dette sociale a eu pour vocation d'« *éponger* » les dettes du régime général de la sécurité sociale sur une durée limitée afin d'éviter qu'elle ne pèse sur les générations futures.

Qui paie ses dettes s'enrichit ? Cet oxymore de la sagesse populaire, qui remonte au XVI^e siècle, se comprend assez bien dans la mesure où celui qui assume ses remboursements comme prévu pourra ensuite trouver des crédits à meilleur compte !

Le Figaro, no. 23609

Le Figaro, lundi 13 juillet 2020 1040 mots, p. 19

Opinions

Europe : Angela Merkel face à l'Histoire

Baverez, Nicolas

Un peu plus de soixante ans après sa fondation, l'Union européenne affronte une crise sans précédent qui menace sa survie. Elle est frappée de plein fouet par l'épidémie de Covid-19, qui a mis en évidence ses lacunes dans la gestion des chocs, tout en soulignant sa dépendance à l'égard de la Chine, notamment dans le domaine des médicaments et des équipements médicaux. Elle subit la pire récession depuis les années 1930 - pour la zone euro, un recul de l'activité de 8,7 % en 2020 et un rebond limité à 5,8 % en 2021 -, aggravée par la divergence explosive entre pays du Nord et du Sud. À cela s'ajoutent le contrecoup d'un Brexit sans accord et les déchirements entre l'ouest et l'est du continent autour de l'opposition entre démocratie libérale et illibérale.

Dès lors, l'Europe a non seulement besoin d'une relance économique, qui permette d'enrayer la dynamique de la dépression et le grand écart entre ses membres, mais d'une refondation politique. C'est tout l'enjeu de la présidence du Conseil de l'Union par l'Allemagne au cours du second semestre 2020, placée sous la devise « Tous ensemble pour relancer l'Europe » .

La présidence tournante de l'Union, souvent honorifique, comporte aujourd'hui une dimension historique. Les défis sont gigantesques. Au plan économique, l'approbation, la répartition et le déploiement du plan de 750 milliards d'euros - dont 500 milliards financés par la dette -, qui implique un accord sur le budget de l'Union mais aussi sur les priorités pour la compétitivité à long terme de l'Europe : la révolution numérique (intelligence artificielle, cloud et ordinateurs quantiques) ; la transition écologique pour tenir l'objectif de la neutralité carbone en 2050 ; la résilience. Au plan monétaire et financier, le renforcement de la zone euro avec la mise en place de l'union bancaire et de l'union des marchés de capitaux mais aussi le lancement d'une crypto-monnaie européenne. Au plan industriel, la révision de la politique de la concurrence, le contrôle des investissements ciblant les entreprises et les technologies sensibles ainsi que la relocalisation d'activités essentielles. Au plan diplomatique, la gestion d'un Brexit sans accord pour la fin de l'année. Au plan stratégique, le repositionnement de l'Europe, notamment par la défense du multilatéralisme, face aux géants du XXI^e siècle : les États-Unis qui la considèrent désormais comme un adversaire et non comme un allié, multipliant les menaces de sanctions ; la Chine qui se comporte en prédateur économique et en puissance totalitaire autant qu'impériale ; la Russie et la Turquie qui enchaînent les interventions militaires à la périphérie du continent, poursuivent son encerclement et sont passées maîtres dans l'art de sa déstabilisation intérieure.

Il s'agit pour l'Union, créée autour du droit et du marché, d'une réorientation fondamentale vers la puissance et l'autonomie stratégique. Elle est aujourd'hui rendue possible par le triple tournant de l'Allemagne en faveur de l'Europe, de la solidarité entre ses nations, de l'exercice d'un leadership autrement que par défaut.

La présidence allemande ne peut intervenir à un meilleur moment, car l'Europe a aujourd'hui besoin de l'Allemagne autant que l'Allemagne a besoin de l'Europe. La refondation de l'Europe est impossible sans un engagement sans faille de l'Allemagne, du fait de son poids économique. Or elle se montrait jusqu'alors très prudente face à l'activisme de la France, suspectée à juste titre de vouloir transférer à Berlin le financement de son modèle social insoutenable. L'Allemagne et sa chancelière ont été par ailleurs déstabilisées au cours des dernières années par une succession de chocs : la vague migratoire, le terrorisme, le Dieselgate, la déconfiture de Deutsche Bank, la guerre commerciale entre États-Unis et Chine, la poussée de l'AfD.

L'épidémie de Covid-19 a radicalement changé la donne, réussissant là où Emmanuel Macron avait échoué. L'Allemagne a repris confiance en elle grâce à sa remarquable gestion de la crise sanitaire et économique. Elle ne compte que 9 000 morts pour 83 millions d'habitants (contre 30 000 morts pour 67 millions de Français et 35 000 morts pour 60 millions d'Italiens). La récession sera limitée à 6,3 % du PIB et l'Allemagne retrouvera son niveau de richesse de 2019 dès la fin 2021 tout en restant en plein emploi, grâce à son plan bazooka qui mobilise 1 300 milliards d'euros. Le leadership d'Angela Merkel, qui était fragilisé et usé, se trouve pleinement restauré dans son pays, où l'AfD est sur la défensive, comme dans l'Union, où elle peut s'appuyer sur un puissant relais à la tête de la Commission avec Ursula von der Leyen. Surtout, l'Allemagne ne dispose plus d'autre option que l'Europe du

fait de la reconfiguration de la mondialisation autour de blocs régionaux, du tournant nationaliste et protectionniste des États-Unis, du regain totalitaire et de l'expansionnisme chinois, du Brexit enfin.

L'Allemagne - et c'est heureux ! - ne s'est convertie ni au colbertisme, ni au jacobinisme, ni à l'étatisme, ni au fiscalisme. Elle inscrira la relance de l'Europe dans les principes de l'ordo-libéralisme autour duquel elle s'est reconstruite : le fédéralisme, le primat de l'État de droit, l'économie de marché et le libre-échange. Elle fixera des conditions, posera des limites et prévoira des contrôles pour les transferts financiers. Elle déterminera des priorités pour l'autonomie stratégique ou les relocalisations, par exemple dans la santé. Elle continuera à privilégier le pragmatisme et la recherche du consensus sur les visions disruptives, aussi ambitieuses que stériles. Et ce à raison, car cette méthode est la plus sûre pour réaligner l'Europe du Nord et du Sud, de l'Ouest et de l'Est.

La France, affaiblie par l'épidémie qui acte son déclasserment, n'a d'autre choix que de soutenir inconditionnellement la présidence allemande, dont la réussite conditionne le plan de relance européen, vital pour le redémarrage de notre économie. Le seul domaine dans lequel elle conserve une capacité d'action propre concerne la sécurité, domaine dans lequel Angela Merkel reste d'une extrême prudence pour des raisons historiques comme pour ménager la possibilité d'une future coalition entre la CDU et les Verts. La France peut ainsi apporter une contribution décisive à la refondation de l'Europe en inscrivant la défense, et notamment l'espace et la cyberguerre, parmi les priorités du plan de relance. Il n'y aura en effet ni puissance, ni autonomie stratégique de l'Union sans capacité des Européens à assurer leur sécurité. -

<https://www.economist.com/leaders/2020/07/09/the-new-ideology-of-race>

Tackling racism

The new ideology of race

And what is wrong with it

[Leaders Jul 9th 2020 edition](#)



America's problem with racism can be divided into two parts. One contains all the myriad injustices that still blight African-American lives a century and a half after the end of slavery. The other is the way that factions on the right exploit racial division as a political tool. An example of the first occurred on May 25th on a shabby street corner in Minneapolis, when George Floyd was killed by a white policeman. An example of the second occurred on July 3rd, at Mount Rushmore, against the monumental backdrop of the country's greatest presidents, when Donald Trump sought to inflame a culture war centred on race to boost his chances of a second term. To be successful, a campaign for racial justice needs to deal with both.

Leaders like Frederick Douglass and Martin Luther King used vigorous protest and relentless argument to push society towards their vision of equality of opportunity and equality before the law. Most Americans still hew to that classical liberal ideal as do many of those who marched with justified anger over the killing of Mr Floyd. But a dangerous rival approach has emerged from American universities (see [article](#)). It rejects the liberal notion of progress. It defines everyone by their race, and every action as racist or anti-racist. It is not yet dominant, but it is dynamic and it is spreading out of the academy into everyday life. If it supplants liberal values, then intimidation will chill open debate and sow division to the disadvantage of all, black and white.

The premise underpinning this ideology is correct: that racial inequality is shockingly persistent. Even though attitudes to race have improved, the quality of African-American lives has not kept pace. A third of black boys born in 2001 will probably spend time locked up, compared with one in 17 white boys. In 1968 black households earned around 60% as much as white households, and owned assets that were less than 10% of those of a typical white family. They still do.

This ideology also has some valid insights. Racism is sustained by unjust institutions and practices. Sometimes, as in policing, this is overt. More often, in countless small put-downs and biases, it is subtle but widespread and harmful.

But then the ideology takes a wrong turn, by seeking to impose itself through intimidation and power. Not the power that comes from persuasion and elections, but from silencing your critics, insisting that those who are not with you are against you, and shutting out those who are deemed privileged or disloyal to their race. It is a worldview where everything and everyone is seen through the prism of ideology—who is published, who gets jobs, who can say what to whom; one in which in-groups obsess over orthodoxy in education,

culture and heritage; one that enforces absolute equality of outcome, policy by policy, paragraph by paragraph, if society is to count as just.

It is tempting to see such ideas as nothing more than overheated campus radicalism. And, true enough, they have not yet taken over a political party. When people speak of ending white privilege, most of them have good things in mind like inclusion and justice. But ideas are important, and the spread of campus terminology into newsrooms and boardrooms invites in ideologues. Their approach is already taking a toll. In universities research agendas are being warped. Outside them, public shaming and intimidation have been curbing debate.

The pity is that these ideas will not solve America's problems with race. They will not eliminate inequality because they are a poor way to bring about beneficial change. Unless you can freely analyse causes and question orthodoxies you will not be able to solve problems. And unless you can criticise people and practices without fear of being called out, you will not be able to design effective policies and then go on to refine them.

The new race theory blocks progress in another way, too. The barriers to racism can be dismantled only when they are exposed—and so they must be, however painful. But the false idea that ingrained racism will forever block African-Americans at every turn is a barrier in its own right.

And, by focusing on power and division, this ideology only creates more space for some on the right to exploit race as a tool. A fundamental belief in power above persuasion frustrates coalition-building. Essential allies are not carried along, but forced along. When every transaction at work, at home, or at the school gate is seen through a prism of racial power, no encounter between different races can be innocent.

The new ideology of race is not just wrong and dangerous, it is also unnecessary. Liberalism can offer a fairer, more promising route to reform. It asserts the dignity of the individual and the legal, civil and moral equality of all people, whatever the colour of their skin. It believes in progress through argument and debate, in which reason and empathy lift truthful ideas and marginalise bigotry and falsehood.

Liberalism thrives on a marketplace of ideas, so diversity has a vital role. New voices and experiences enrich the debate. Liberalism does not fight power with power, which risks replacing one abusive regime with another. Instead it uses facts and evidence, tested in debate, to help the weak take on the strong.

Liberalism is all about progress, including about putting right its mistakes—and there have been many, especially over race, including finding reasons to accommodate imperialism and slavery. That is one reason why, in the 250 years in which it has been influential, humanity has seen unprecedented material, scientific and political gains, as well as a vast extension of social and political rights. Progress on racial inequities has been part of this—as in South Africa, where liberals joined forces with the trade unions and communists to sink apartheid.

Liberals can help in America, too. Much of the material gulf between African-Americans and whites can be bridged with economic policies that improve opportunity. You do not need to build a state based on identity. Nor do you need tools like reparations, which come with practical difficulties and have unintended consequences. Economic policies that are race-neutral, which people qualify for because of poverty, not the colour of their skin, can make a big difference. They have a chance of uniting Americans, not dividing them. If the mood now really is for change, they would be politically sellable and socially cohesive.

Our Briefing lays out what some of these policies might look like. Top of the list is tackling the housing segregation that is central to America's racial economic inequality. The reform of zoning laws and the grant of rent-assistance vouchers are the chief ingredients. That would bring many benefits, improving public services and lessening violence. More integrated housing would integrate schools too and, given America's locally financed education, mean that more would be spent on black children. Affordable measures, including advice and modest cash grants, have been shown to boost graduation from college. A third tool is the tax system. The earned-income tax credit tops up wages of working adults. A child allowance would cut poverty. A baby bond would help shrink the wealth gap.

In the past liberals have helped bring about change when society faced a challenge to the status quo, as when reforms limited child labour and won women the vote. If America has reached such a moment today, it must not resort to identity politics—and suffer intolerance, intimidation and division. Instead, for reform on race that works, it must look to liberalism.

How black lives can get better

Segregation still blights the lives of African-Americans

There are policies that could improve things a lot

Jul 9th 2020

WASHINGTON, DC



“If something isn’t done, and done in a hurry, to bring the coloured peoples of the world out of their long years of poverty, their long years of hurt and neglect, the whole world is doomed,” Martin Luther King Jr told striking workers the day before he was shot dead in Memphis, Tennessee. In 1968 black Americans had only just realised formal legal equality after two centuries of slavery and one of Jim Crow, indentured servitude, lynchings and enforced residential segregation. They had been deliberately excluded from economic supports such as Social Security, mortgage guarantees and subsidised college for veterans. As a result, black American households earned around 60% of what white households did, and the typical black family had less than 10% of the assets of a typical white family.

The past half century has seen visible progress. The ceiling white society once imposed on black opportunity and ambition has started to lift. Barack Obama became president. Yet systemic prejudice persists. Unarmed citizens killed by American police forces are disproportionately black. That most brutal of injustices explains much of the power, the extent and the focus of the protests spurred by the killing of George Floyd, protests that have drawn a level of attention to race relations unseen since the 1970s.

The criminal-justice system is a baleful presence in black lives. The incarceration rate for black men and women more than tripled from 1960 to 2010. One in three African-American men born in 2001 can expect to be imprisoned at some point in his life, compared with one in 17 white boys. The sons of black families in the top 1% of America’s income distribution are as likely to go to prison as white sons from the bottom third. If today’s protests achieve real reform in the criminal-justice system, it will be welcome.

But those are not the only reforms needed to put right the hurt and neglect Dr King spoke of. The economic disadvantage that black America labours under is, in many ways, as stark now as it was 50 years ago. The household income gap is the same as it was in 1968. So is the wealth gap (see chart 1). Crime and the criminal justice system are part of that story of stagnation, as is persistent, if lessened, racism. Changes in individual behaviour and in the economy at large have also played a role. The most important factor is the degree to which the concentrated poverty in largely segregated black communities shuts their members off from opportunity.

That's not right

United States, median household income and wealth

By race, \$'000, adjusted for inflation



Source: "Income and Wealth Inequality in America", by Moritz Kuhn, Moritz Shularick and Ulrike I. Steins

The Economist

"We got rid of 'whites only' signs and legal segregation is no longer possible. But why are we at this moment? There's a lot of things that didn't change and probably won't change with only focus on police brutality and reforming the police," says Clayborne Carson, a historian at Stanford who edited Dr King's letters and papers. "Yes, that should be done. But don't expect that to have any impact on the race problem. It's the tip of the iceberg. You can have polite police—that would be wonderful. You can have social workers. But unless people have the ability to basically change the opportunity structure, the changes are not going to be apparent."

Children who grow up poor—as 32% of African-American children do, a rate nearly three times that of white children—all tend to do badly by various measures. But children who do so in communities where over 20% of the population is poor do very badly indeed. Whatever their race, such children face increased risks of dropping out of school, getting pregnant while still teenagers, being incarcerated, experiencing poverty in adulthood and dying early.

And for black children in America, as for Native American children, concentrated poverty has been the norm. Only 6% of white children born between 1985 and 2000 spent part of their childhood in neighbourhoods with at least a 20% poverty rate. For black children the figure was 66%, according to Patrick Sharkey, a sociologist at Princeton; experience of such neighbourhoods was normal for middle-class black families. Today's generation is in a similar position. Twenty-six per cent of black children currently live in neighbourhoods where the poverty rate is higher than 30%. Only 4% of white children do.

Jammed in

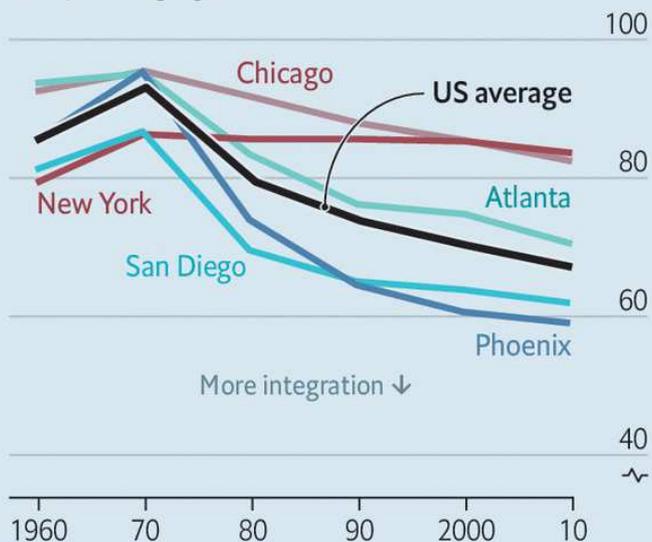
Poor neighbourhoods impose environmental costs, as well as social ones. Black families are 70% likelier than the rest of the population to live in substandard housing, and black children are nearly three times as likely to have high levels of lead in their blood, which stunts intelligence and leads to greater violence in adulthood. Compared with white children they are almost one and a half times as likely to have asthma—and five times likelier to die from it. Greater exposure to fine particulate matter—the sort of pollution which most damages lungs—and delays in treatment brought on by a lack of good health insurance may explain why covid-19 now seems to be killing African-Americans at twice the rate of it does white Americans.

Why so slow?

2

American cities*, black-white dissimilarity index

Complete segregation=100



Source: "Moving Toward Integration", by R. Sander, Y. Kucheva and J. Zasloff, 2018

*60 largest metro areas

The Economist

This concentrated poverty is the legacy of enforced segregation. When, in the Great Migration of the early and mid 20th century, millions of African-Americans moved to the cities of the north, a mixture of law and prejudice required that they live in neighbourhoods that became almost exclusively black. In 1970 American cities were almost completely segregated, in that 93% of black residents would have needed to move to ensure complete integration. At the time of the most recent census, in 2010, this number was 70%, an improvement that is hardly worth cheering (see chart 2).

Zoning rules which keep the cost of housing high by restricting supply make it very hard for poor black families to move to better neighbourhoods. As income inequality has risen, well-to-do families have bid up the price of homes near good schools, further concentrating poverty. Public-housing programmes, which could break up these patterns, do little. Continuing discrimination makes matters worse. A recent investigation into rentals in Boston showed that in situations where a white applicant secured a viewing 80% of the time a black applicant with identical financial credentials would get a viewing just 48% of the time.

In the absence of integrated neighbourhoods, it might be possible at least to try to integrate education—a cornerstone of the civil-rights movement since racial segregation in schools was deemed unconstitutional in 1954. Attempts to reduce school segregation by busing black students into white neighbourhoods began in the 1960s and were extended in the early 1970s. By the mid-1970s, though, such efforts had fizzled in the face of massive resistance from white parents. School segregation has not changed since the 1980s.

Rucker Johnson, an economist at the University of California, Berkeley, studied the outcomes of black children who attended integrated schools during the peak of efforts to end educational segregation. He found they had enormous effects on adult life. Integrated schooling increased wages by 30% and reduced the chance of incarceration by 22 percentage points. Other studies estimate a 68% increase in the chance of attending a four-year college. "There's nothing magic about sitting next to white children," says Francis Pearman, a professor of education at Stanford. "But one thing that's consistent in the history of American schooling is that resources follow white children."

The racial achievement gap on test scores between black and white students has narrowed in the past four decades, but remains at roughly two to four years of learning. Mr Pearman's research has documented that poor neighbourhoods adversely affect students' maths scores even if their schools are good. Black students who get to college are less likely than others to complete their courses; black men have an especially poor chance of making it to graduation. In 2016 only 29% of black adults above the age of 25 had an associate

degree or higher, compared with 44% of white adults. At a time when the premium that a degree adds to lifetime earnings has increased a lot, this disparity is a big economic disadvantage.

There are aspects of black American private life that exacerbate these gaps. Well-intentioned, left-leaning commentators in America shy away from discussing the role that the increasingly unstable families play in passing black disadvantage down the generations. Seven in 10 African-American babies are born out of wedlock; their parents are overwhelmingly likely to have broken up five years after birth. Those rates are significantly higher than for other ethnic groups, even after controlling for education and income.

Spreading out

The rate of joblessness and the number of out-of-wedlock births in black communities both increased after the 1960s, notes William Julius Wilson, a sociologist at Harvard. The ravages urban deindustrialisation and mass incarceration inflicted on black men permanently reduced the pool of eligible partners for black women, he argues. Kathryn Edin, of Princeton, and Maria Kefalas, of St Joseph's University in Philadelphia, two sociologists, note the sense of self-worth poor women with little social capital get from early child-rearing, whether in the presence of a father or not

Behaviour, policy, present-day discrimination and the unfair initial conditions seeded by centuries of historical discrimination are tied together in a complicated knot of pathology. Some of the tangled factors—persistent racism, or family breakdown—make it easy to develop a narrative which apports blame. Looking at it in the whole, though, the threads which will yield the most if tugged at are fairly obvious. The priorities are segregation, education and childhood poverty.

Addressing segregation is paramount. Most of the other problems—exposure to violence, a paucity of public services, segregated schooling and the persistence of stereotyping—can be traced back to it. The most obvious starting-point is stripping away the zoning rules that ban apartments in high-cost cities. They deny opportunity to poor families of all colours even as they drag down economic productivity.

Rental assistance from the federal government could help more than it does. Currently it is, quite literally, a lottery. Winners get most of their housing costs paid for; losers whose claim may be equally sound—and who outnumber the winners three to one—get nothing at all. And most of the poor households lucky enough to receive subsidised housing still live in places of concentrated poverty; the typical recipient lives in an area with a poverty rate of 26.3%.

A promising randomised experiment in Seattle recently showed how this might be changed, at least in some cases. A modest amount of help in terms of finding properties and dealing with prospective landlords increased the share of families with rental vouchers living in high-opportunity areas (those with a history of greater upwards mobility for children born into poverty) from 15% to 53%.

Obviously not everyone can move to the most promising places. But the Seattle experiment strongly suggests that today's government spending could get better results, thus strengthening the case for more tomorrow. Abolishing the mortgage-interest tax deduction, which subsidises the home-buying of the already wealthy and well-capitalised, would allow the federal government to double the size of its housing-assistance programmes for the poor.

Increasing integration of neighbourhoods will in time produce more integrated schools. Until that happens, however, there are more immediate solutions to present-day educational disparities. Higher spending helps performance. An influential study by Kirabo Jackson, Rucker Johnson and Claudia Persico, three economists, found that boosting schools' spending per pupil by 10% reduced poor children's chances of poverty in adulthood by 6.8 percentage points.

Schools in poor neighbourhoods need particularly good teachers. But the schools that require the greatest talent often receive the most inexperienced instructors, in part because there is little financial encouragement for the best to work in them. Care in recruitment and the pairing of new instructors with experienced ones goes some way to explaining why charter schools often deliver enormous educational returns for poor black

and brown children stuck in otherwise-failing urban schools. For all that teachers' unions and many on the left dislike them, charter schools that prove to be engines of opportunity should be expanded. Those that do not should have their charters revoked.

Keeping students in college is also an area where a little money can do a lot if applied with good sense. In New York a system that gives students access to an adviser, subway tickets and modest cash grants has been shown to double graduation rates from community college, and to have particularly beneficial effects on black and Hispanic students.

Investing early

Then there is child poverty. Expanding the earned-income tax credit (eitc), which tops up the wages of working low-income adults, and a universal child tax credit could drastically reduce child poverty—and reduce the tremendous costs to be incurred decades from now in lower tax revenues and higher expenses on incarceration, homelessness services and health care. A programme combining a \$2,700 annual child allowance and a 40% expansion of the eitc would reduce child poverty by half, and cost \$110bn a year, according to a report by the National Academies. Canada's implementation of a similar programme in 2016 took just two years to reduce child poverty by a third.



Integration was never easy

A more radical idea is that all children should get government-funded trust accounts—“baby bonds”—with the funding for children born into poverty more generous than for the rest. A scheme in which the bonds were worth \$50,000 by the time a child born into poverty turned 18 would reduce the wealth disparity between young white and black Americans from 16:1 to 1.4:1 even if it were strictly race neutral, according to calculations by Naomi Zewde of the City University of New York.

This proposal has a price tag close of about \$80bn a year. This means that enacting a child tax credit, eitc expansion and baby-bond programme would still cost less than the \$207bn the government will forgo this year by taxing dividends and long-term capital gains at lower levels than income. The idea of paying reparations to the descendants of slaves—a bill that might cost upwards of \$4trn to settle—would be much costlier. Nor are they obvious cause for a white backlash, since unlike reparations—or, for that matter, affirmative-action policies at universities and elsewhere—they would be based purely on economic criteria, not racial ones.

Unfortunately, the fact that the benefits of such programmes would accrue disproportionately to African-Americans might make it hard to build broad political support. Safety-net programmes such as cash welfare or the expansion of health coverage for the poor, part of Mr Obama's health-care reform, have been unpopular with some white Americans. That could make it politically expedient to concentrate on universal programmes. Social Security, which provides pensions, and Medicare, which provides health insurance for

the elderly, have become close to politically untouchable in part because they are universal. Child tax allowances and baby bonds might aspire to similar standing.

“My parents literally had to get a white couple to pose as us in order to buy a home in an affluent area of suburban New Jersey with great public schools,” remembers Cory Booker, now a senator from that state. As well as promoting a bipartisan bill on criminal-justice reform, Mr Booker has also pushed a programme to remove lead pipes in schools; baby bonds formed a major plank in his run for the Democratic nomination.

“[Dr King] eloquently said that we have to repent in our day and age, not just for the vitriolic words and violent actions of the bad people, but the appalling silence and inaction of the good people,” Mr Booker says. “Well, I fear that we will have to repent in our generation, if more of us who are good people—and that is the overwhelming majority of Americans—let another generation go by where we don’t correct these persistent injustices.”

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/studie-in-rheinland-pfalz-warum-zuwanderer-zu-deutschen-werden-16850663.html?premium=0x2f7d68eb6ba2c342e1cf94cd87f32706&GEPC=s5>

STUDIE IN RHEINLAND-PFALZ:

Warum wenig Einwanderer Deutsche werden wollen

- VON JULIAN STAIB, WIESBADEN
- -AKTUALISIERT AM 07.07.2020-20:47



Nur wenige, die sich einbürgern lassen könnten, gehen diesen Schritt. Woran liegt das? Eine Studie zeigt nun, welche Motive Zuwanderer haben.

Der deutsche Pass gilt als einer der attraktivsten der Welt, mehr als 170 Länder können damit ohne Visum bereist werden, trotzdem ist die Einbürgerungsquote in der Bundesrepublik vergleichsweise gering: Nur ein Bruchteil jener, die sich theoretisch einbürgern lassen können, tun dies auch. Für alle Herkunftsstaaten lag das „ausgeschöpfte Einbürgerungspotential“ 2019 bei 2,5 Prozent, bei türkischen Staatsangehörigen, der mit Abstand größten Gruppe von Ausländern in Deutschland, sogar nur bei 1,2 Prozent. Woran liegt das?

Kaum an bürokratischen Hürden, sondern vor allem am Umgang mit der bisherigen Staatsbürgerschaft, so ließen sich als Antwort darauf die Ergebnisse einer am Dienstag in Mainz vorgestellten Studie zusammenfassen. Im Auftrag des rheinland-pfälzischen Integrationsministeriums wurde von Anfang 2019 bis März 2020 sowohl das Einbürgerungsverhalten wie auch das Verfahren untersucht. Befragt wurden Eingebürgerte, jene im Verfahren und solche, die sich dagegen entschieden hatten.

Der Studie zufolge fühlen sich die Befragten von den Behörden gut informiert und willkommen geheißen, auch empfinden sie die bürokratischen Hürden als deutlich geringer als befürchtet. Weiterhin zeigt sich, dass Versuche der Kommunen, für mehr Einbürgerungen zu sorgen – mittels Schreiben oder persönlicher Anfragen –, etwas bringen. „Einbürgerung ist leichter als Sie denken“, mit diesem Slogan könne man werben, sagte Claudia Vortmann vom Institut für Sozialpädagogische Forschung Mainz bei der Vorstellung der Studie.

Alle „Rechte eines Deutschen“ wollen 65 Prozent haben

Ihren Angaben nach ist für viele der Befragten die Einbürgerung eine „Herzensangelegenheit“, ausschlaggebend sind jedoch praktische Motive. So hat den größten Einfluss auf die Entscheidung die Herkunft, woran möglicher Nutzen wie etwa die Reisefreiheit geknüpft ist. Ein Großteil der Befragten, die sich einbürgern ließen, gaben an, die Argumente, sie wollten „alle Rechte eines Deutschen“ (65 Prozent Zustimmung) sowie „Reisefreiheit in vielen Ländern“ (70 Prozent), seien ihnen sehr wichtig gewesen. Andersherum stimmten 40 Prozent jener, die sich gegen eine Einbürgerung entschieden, der Aussage zu, der Aufenthalt sei „sowieso gesichert“. Knapp 50 Prozent gaben an, sie hätten ihre bisherige Staatsbürgerschaft behalten wollen.

Das deutsche Einbürgerungsrecht setzt sehr allgemeine Anforderungen für eine Einbürgerung. Dazu zählen etwa ein unbefristetes Aufenthaltsrecht, ein Mindestaufenthalt von acht Jahren und ein eigenes Einkommen, zudem Deutschkenntnisse und ein erfolgreicher Einbürgerungstest. Die Frage des Umgangs mit der bisherigen Staatsbürgerschaft ist jedoch sehr unterschiedlich geregelt. **EU**-Bürger dürfen ihren bisherigen Pass behalten. Weiterhin Personen, deren Nationalstaat keine Aufgabe der Staatsbürgerschaft vorsieht, zudem Kinder von Eltern mit unterschiedlichen Nationalitäten. Alle anderen müssen ihre bisherige Staatsbürgerschaft aufgeben. Dazu zählen auch türkische Staatsbürger.

„Eine volle Partizipation an der Demokratie ist nur mit einer Einbürgerung möglich“

Nach Angaben des **Statistischen Bundesamts** von Anfang Juni wurden 2019 insgesamt knapp 129000 Personen eingebürgert, das waren rund 15000 mehr als im Vorjahr. Fast die Hälfte des Anstiegs geht auf steigende Einbürgerungen von Briten zurück, ihre Zahl betrug 14 600. 2015 waren es noch 600 gewesen. Insgesamt waren die meisten Eingebürgerten im Jahr 2019 Staatsangehörige der Türkei, gefolgt von Großbritannien, Polen, Rumänien und dem Irak.

Die Zahl der Einbürgerungen stieg in den vergangenen Jahren stetig, doch bleibt sie im Vergleich zur Zahl der Ausländer im Land gering. Angesichts hoher Einwanderungszahlen bedeutet das, dass ein wachsender Teil der Bevölkerung ohne Wahlrecht in der Bundesrepublik lebt. „Eine volle Partizipation an der Demokratie ist nur mit einer Einbürgerung möglich“, sagte dazu die rheinland-pfälzische Integrationsministerin Anne Spiegel (Grüne) am Dienstag.

Spiegel, deren schottischer Ehemann kürzlich eingebürgert wurde und die als Spitzenkandidatin für die Grünen in die Landtagswahl im kommenden Jahr geht, nahm das zum Anlass für umfassende Kritik an den bundespolitischen Regelungen: Der Grundsatz einer Vermeidung von Mehrstaatlichkeit sei „nicht mehr als ein Symbol“, 2019 hätten 62 Prozent der Eingebürgerten ihren alten Pass behalten dürfen. „Die doppelte Staatsbürgerschaft ist längst Realität in der Bundesrepublik“, sagte Spiegel. Es gelte nun das Staatsbürgerschaftsrecht zu „modernisieren“.

Mittelstand v Middle Kingdom

Angela Merkel's soft China stance is challenged at home

German businesses have had enough of being nice

[Europe Jul 16th 2020 edition](#)

BERLIN



Angela Merkel has always had Germany's economic ties with China in mind while conducting bilateral diplomacy with the Asian giant. In the 15 years since she took over as chancellor in 2005, German exports to China have quintupled, to just under €100bn (\$110bn), about 3% of gdp. Last year China was easily Germany's largest trade partner, to the particular benefit of big firms such as Volkswagen, BMW and Siemens. To avoid antagonising China's ruling Communist Party, Mrs Merkel was careful not to take the side of the hawks in the heated debate last year and this over whether to let Huawei, a Chinese telecoms giant, bid for contracts to build Germany's 5g networks (see [article](#)).

Her caution goes wider. Mrs Merkel has also been circumspect in her comments on China's recent clampdown in Hong Kong. She emphasised the need to "seek dialogue" with the Chinese government on the basis of a "relationship of trust". But that means that she is increasingly out of step with the rest of Germany's political establishment. Leading figures in her Christian Democratic Union (CDU) object to her refusal to criticise the Chinese government directly. Norbert Röttgen, head of the Bundestag's foreign-affairs committee and a contender for the CDU leadership, condemned as "self-censorship" the German foreign office's recent advice to be "particularly careful" about posting China-critical comments on social media. For Nils Schmid, foreign-policy spokesman for the Social Democrats, the CDU's junior coalition partner, Germany's China policy is "behind the times".

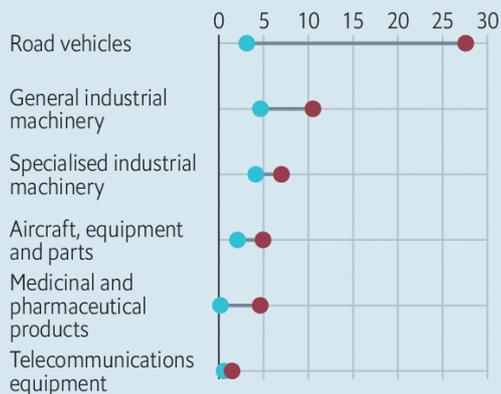
Mr Schmid speaks not only for the political elite but also for many business leaders who used to be relentlessly gung-ho about China's potential but have long since tempered their enthusiasm. Some 5,500 German companies with production sites in China face hurdles ranging from forced technology transfer to being required to set up joint ventures. Many have lost faith in the possibility of change. "I would now advise any Mittelstand company to stay away from China," says Frank Klix, who used to represent the Panjin Economic Development Zone in Germany but became frustrated by the lack of a level playing-field.

The Merkel effect

1

German exports to China, \$bn, 2019 prices

● 2005 ● 2019



Sources: UN Comtrade; Datastream from Refinitiv

The Economist

In early 2019 such concerns culminated in a head-turning paper issued by the Federation of German Industries (bdi), which declared that its hopes of convergence on the rules of doing business with China had faded. In January the vdma, an association of German machinery manufacturers, said the “imbalance” in doing business with China had become unacceptable. Last year the German Chamber of Commerce in China found that nearly a quarter of German firms operating in China were planning to remove all or part of their businesses.

Challenges at home compound such difficulties abroad. When Midea, a Chinese appliance-maker, bought Kuka, a German robotics firm, in 2016, German industry and politicians realised that China had become a lot more than a loyal customer for its exports. Its “Made in China 2025” strategy represents a clear challenge to Germany’s high-value-added export model. China is now second only to Germany in global machinery exports.

Germany’s government is responding to this new rivalry by edging towards an industrial policy that looks more French. It has tightened its rules on foreign investment and flirted with the idea of protecting “strategic” companies by taking equity stakes. This shift has moved the European Union’s centre of gravity, too. The club, which now describes China as a “systemic rival”, is granting governments more power to screen foreign investments. Germany will push to tighten the eu’s state-aid regime under its presidency of the European Council, which started on July 1st.

In any event, the idea of German dependence on the Chinese market can be overdone. China overtook America as Germany’s single biggest trading partner in 2016, and it is true that Germany is more exposed to China than other large European economies. Yet Germany’s trade with China, at around €200bn last year, is just 8% of its total trade. It does more business with the four central European “Visegrad” countries alone. Barely 2.5% of German jobs depend directly or indirectly on Chinese exports, reckons Jürgen Matthes of the German Economic Institute in Cologne.

However, high-value-added products that Germany excels in, such as cars, machinery, electrical components and chemicals, account for 70% of German exports to China. Their makers include mid-size firms but also blue-chips that traditionally enjoy a hearing in Germany’s ministries. Take Volkswagen, which along with Daimler and bmw has a huge office in Beijing. vw entered China in 1985 through a joint venture, and now runs 33 factories in the country. Global carmakers cannot ignore the gargantuan Chinese market, says Stephan Wöllenstein, vw’s boss in China, which accounts for fully 40% of his firm’s sales. Other parts of German industry remain as keen as vw to tap Chinese growth.

This helps to explain Mrs Merkel’s apparent soft-peddling on policy to China. Despite fierce pressure from America, government colleagues, intelligence agencies and from mps across the spectrum, including her own cdu, she still refuses to bar Huawei from building Germany’s 5g network. She may fear that Chinese

retribution exacted on German carmakers—a threat dangled by Beijing’s ambassador in Berlin—would be too much for a fragile economy crawling out of recession amid transatlantic trade tensions.

Mrs Merkel also carries a “political conviction” that trying to contain China carries more risks than rewards, argues Thorsten Benner at the Global Public Policy Institute in Berlin. How to accommodate China’s rise is a leitmotif of the speeches she made during her 12 trips to the country’s capital and hinterland in past years (see chart 2). She wants China to help shape rules on artificial intelligence and genetics to avoid cleaving the world into competing technological hemispheres.



The Economist

Echoing the eu’s new position, Mrs Merkel has largely ditched talk of China as a “strategic partner”, describing it as a “competitor” with which Germany has “profound differences”. But she still hoped to find areas of partnership, notably on climate change and development in Africa, at an eu-China summit in Leipzig in September to be attended by all 27 European heads of government. In June the summit was postponed, ostensibly due to the pandemic. Mrs Merkel hopes to revive it.

However, the chancellor’s hopes of docking China into the multilateral system have started to look a little forlorn. A new generation of analysts and politicians in Germany casts a more sceptical eye on China than its old-school sinologists. “The chancellor is brilliant, but perhaps still thinking in a pre-Xi world,” says Johannes Vogel, an mp for the liberal Free Democratic Party. Mrs Merkel will leave office next year.

None of this signals “decoupling” of the sort Mike Pompeo, America’s secretary of state, has urged on Europe. But Germany needs a “significant rebalancing”, says Mr Benner, who suggests it should nurture European capabilities in critical infrastructure like 5g, tell companies that have bet on China they will no longer enjoy political cover, and assemble alliances with like-minded countries at risk of Chinese economic coercion, such as Australia and South Korea. In German business and politics alike, the winds are changing.

<https://www.economist.com/books-and-arts/2020/07/16/how-objectivity-in-journalism-became-a-matter-of-opinion>

Invisible men

How objectivity in journalism became a matter of opinion

In America, political and commercial strains have led to questions about its value and meaning

[Books & arts Jul 16th 2020 edition](#)



Have you heard the news? It's about the news. As correspondents covered the widespread protests on the streets of America in recent months, many were engaged in a parallel protest of their own—against their employers. On private Slack channels, public Twitter feeds and in op-ed columns, journalists revolted. Editors apologised, promised change and in some cases were sacked, their downfall promptly written up in their own papers.

The immediate cause of this rebellion is race: how it is reported and how it is represented among staff. More than 150 *Wall Street Journal* employees signed a letter saying that they “find the way we cover race to be problematic”. Over 500 at the *Washington Post* endorsed demands for “combating racism and discrimination” at the paper. Journalists at the *New York Times* tweeted that a senator’s op-ed advocating a show of military force to restore order “puts black @nytimes staff in danger”.

But at the heart of many of these arguments is another disagreement, about the nature and purpose of journalism. As a Bloomberg employee is said to have remarked at a recent meeting, reporters are meant to be objective, but to many the distinction between right and wrong now seems obvious. A new generation of journalists is questioning whether, in a hyper-partisan, digital world, objectivity is even desirable. “American view-from-nowhere, ‘objectivity’-obsessed, both-sides journalism is a failed experiment,” tweeted Wesley Lowery, a Pulitzer-winning 30-year-old now at cbs News. The dean of Columbia Journalism School described objectivity as an “inherited shibboleth” in a message to students. The *Columbia Journalism Review* pondered: “What comes after we get rid of objectivity in journalism?”

Objectivity hasn’t always been a journalistic ideal. Early American newspapers read a bit like today’s blogs, says Tom Rosenstiel of the American Press Institute (api), an industry group. Benjamin Franklin’s *Pennsylvania Gazette* and Alexander Hamilton’s *Gazette of the United States* were unashamedly partisan. As they sought wider audiences in the 19th century, newspapers became more concerned with what they called “realism”. Some of this was provided by the Associated Press (ap), founded in 1846, which supplied stories to papers of diverse political leanings and so stuck to the facts. As the news pages became

more even-handed, publishers established editorial pages, on which they could continue to back their favoured politicians.

Hot takes and alternative facts

Only in the 1920s did objectivity truly gain currency. “A Test of the News”, by Walter Lippmann and Charles Merz, found that the *New York Times*’ coverage of the Russian revolution was rife with what today might be called unconscious bias. “In the large, the news about Russia is a case of seeing not what was, but what men wished to see,” they wrote. At the same time, as communism advanced, Joseph Pulitzer’s view of the centrality of journalism to democracy—“Our Republic and its press will rise or fall together”—gained adherents. These lofty aims overlapped with commercial ones. Advertisers wanted less partisan coverage to sit alongside their messages.

And so objectivity became journalism’s new lodestar. As Lippmann put it, the journalist should “remain clear and free of his irrational, his unexamined, his unacknowledged prejudgments in observing, understanding and presenting the news.”

A century later, four trends have put this principle under strain. (*The Economist*, a British publication, has grappled with most of them.) One is Donald Trump’s rise and the challenges it has posed to traditional reporting. Some of his statements can be accurately described as lies, or as racist. But such words are so seldom used of sitting presidents—except by partisans—that writers and editors have reached for euphemisms. After Mr Trump told four non-white congresswomen to “go back” to the “crime-infested places from which they came”, the *Wall Street Journal* called his words “racially charged”; the *Times* plumped for “racially infused”.

The Trump era has also exposed problems with journalistic notions of balance. Giving equal weight to both sides of an argument is an easy shortcut to appearing objective. Yet this “bothsidesism” has sometimes come to seem misleading. At an impeachment hearing in December, “the lawmakers from the two parties could not even agree on a basic set of facts in front of them,” reported the *Times*. Which facts were real? Readers were left to guess.

A second cause of doubts about objectivity is the changing make-up of the American newsroom. Amid more diverse recruitment, the share of the *Times*’ editorial staff who are white is falling; the proportion who are women is rising. Not only has this sharpened sensitivity to odd phrases like “racially infused”; it has also made some wonder if the “objective” viewpoint is in fact a white, male one. The “view from nowhere” is just the view of “a white guy who doesn’t even exist”, Dan Fromkin, an outspoken media critic, has argued.

Concerns like these might in the past have remained on the shop floor. But a third factor—the rise of social media—has given dissenters a megaphone. It has also highlighted the contrast between the detached style journalists are meant to adopt in print and the personal approach many employ online—something bosses seem unsure whether to encourage or deter. Readers, for their part, are bathed on the web in highly partisan content that whets their appetite for more opinionated news. The division between news and comment, clear on paper in American journalism, dissolves on the internet. A study for the *api* in 2018 found that 75% of Americans could easily tell news from opinion in their favoured outlet, but only 43% could on Twitter or Facebook.

Keeping up appearances

The final reason for the turn against objectivity is commercial. The shift away from partisanship a century ago was driven partly by advertisers. Today, as ad revenues leak away to search engines and social networks, newspapers have come to rely more on paying readers. Unlike advertisers, readers love opinion. Moreover, digital publication means American papers no longer compete regionally, but nationally. “The local business model was predicated on dominating coverage of a certain place; the national business model is about securing the loyalties of a certain kind of person,” wrote Ezra Klein of *Vox*. Left-leaning New Yorkers may switch to the *Washington Post* if the *Times* upsets them. The incentive to keep readers happy—and the penalty for failing—are greater than ever.

These pressures are changing the way newspapers report. Last year ap's style book declared: "Do not use racially charged or similar terms as euphemisms for racist or racism when the latter terms are truly applicable." Some organisations have embraced, even emblazoned taboo words: "A Fascist Trump Rally In Greenville" ran a headline last year in the *Huffington Post*. Others are inserting more value judgments into their copy. A front-page news piece in the *Times* this month began:

President Trump used the spotlight of the Fourth of July weekend to sow division during a national crisis, denying his failings in containing the worsening coronavirus pandemic while delivering a harsh diatribe against what he branded the "new far-left fascism".

Disenchanted with objectivity, some journalists have alighted on a new ideal: "moral clarity". The phrase, initially popularised on the right, has been adopted by those who want newspapers to make clearer calls on matters such as racism. Mr Lowery repeatedly used the phrase in a recent *Times* op-ed, in which he called for the industry "to abandon the appearance of objectivity as the aspirational journalistic standard, and for reporters instead to focus on being fair and telling the truth, as best as one can, based on the given context and available facts." The editor of the *Times*, Dean Baquet, called Mr Lowery's column "terrific" in an interview with the "Longform" podcast. Objectivity has been "turned into a cartoon", he said. Better to aim for values such as fairness, independence and empathy.

Back in the 1920s, Lippmann might have agreed with much of this. He saw objectivity not as a magical state of mind or a view from nowhere, but as a practical process. Journalism should aim for "a common intellectual method and a common area of valid fact", he wrote. That does not mean using euphemisms in place of plain language, or parroting both sides of an argument without testing them. Indeed, when journalism has erred in recent years, it has often done so by misinterpreting objectivity, rather than upholding it. The most persuasive calls for moral clarity today articulate something close to Lippmann's original conception of objectivity.

The danger is that advocates of moral clarity slide self-righteously towards crude subjectivity. This week Bari Weiss, a *Times* editor, resigned, criticising what she said was the new consensus at the paper: "that truth isn't a process of collective discovery, but an orthodoxy already known to an enlightened few whose job is to inform everyone else." Earlier Mr Rosenstiel warned, in a largely supportive response to Mr Lowery's column, that "if journalists replace a flawed understanding of objectivity by taking refuge in subjectivity and think their opinions have more moral integrity than genuine inquiry, journalism will be lost."

As reporters learn more about a subject, he adds, the truth tends to become less clear, not more so. Recognising and embracing the uncertainty means being humble—but not timid.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/lage-der-geisteswissenschaften-orientierungslos-im-meer-der-ideologien-16872082.html?premium=0x6311c40bdc7919c2ddb549d93a67f9f&GEPC=s5>

LAGE DER GEISTESWISSENSCHAFTEN:

Orientierungslos im Meer der Ideologien

- VON INGOLF U. DALFERTH
- -AKTUALISIERT AM 23.07.2020-16:20



Die Geisteswissenschaften haben sich vom Ideal urteilsfähigen Selbstdenkens abgewendet – und dadurch ihren geistigen Kompass verloren. Ein Gastbeitrag.

Die Geisteswissenschaften stecken weltweit in einer Krise. Ihre Schwierigkeiten haben in verschiedenen Fächern unterschiedliche Ursachen. Aber verlorenes wissenschaftliches Ansehen ist nicht dadurch wiederzugewinnen, dass man sich zur Avantgarde einer gerechteren Gesellschaft stilisiert. Wissenschaftliche Reputation hängt an wissenschaftlicher Leistung. Alles andere befördert Ideologisierung und führt in die akademische Bedeutungslosigkeit.

Der Weg dorthin beginnt scheinbar harmlos. Man umrankt seine Anträge und Publikationen mit gesellschaftspolitischen Signalwörtern, um Auflagen der Verwaltung umzusetzen oder die Aktualität seiner Arbeiten zu belegen. Doch wo sich Forschung und Lehre primär der Rettung der Welt verschreiben, wo sie zur Arena von Gerechtigkeitskämpfen werden, wo es bei Forschungsprojekten vor allem darum geht, Machtverhältnisse aufzudecken, da werden Macht- und Gerechtigkeitsfragen schnell zum einzig wichtigen Thema.

Politische Korrektheit wird dann zur Schlüsselqualifikation, Ausdrucksweisen werden gerechtigkeitsrethorisch reguliert, und es wird in Frage gestellt, dass jeder über jedes Thema sprechen oder schreiben darf. Wer nicht zu meinesgleichen gehört, hat kein Recht, sich über mich zu äußern oder über meine Ansichten und Anliegen zu urteilen. Wer es dennoch tut, will sich meiner Themen bemächtigen und mich meiner Erfahrungen berauben. Authentisch – so heißt es immer öfter – kann nur in der ersten Person gesprochen werden.

Abwendung vom Ideal urteilsfähigen Selbstdenkens

Aber das ist das Ende ernsthafter Diskussion und Auseinandersetzung. Wer sich Diskursen in der dritten Person verweigert und immer nur „ich“ oder „wir“ sagt, entzieht sich dem kritischen Gespräch. Und wer schon den Versuch, andere zu verstehen, als Machtanmaßung kritisiert, zerstört die Basis des wissenschaftlichen Austausches. Davon sind wir in Deutschland zwar noch etwas entfernt. Aber die Feuer lodern überall.

Die Krise der Geisteswissenschaften hat viele Gründe. Im Zentrum aber steht die Abwendung vom Ideal urteilsfähigen Selbstdenkens. Die Geisteswissenschaften haben damit ihren geistigen Kompass verloren und treiben orientierungslos auf dem Meer zeitgenössischer Ideologien – und dazu gehören fast alle gängigen -ismen in den gesellschaftspolitischen Auseinandersetzungen der Gegenwart: Sozialismus, Nationalismus, Kolonialismus, Feminismus, Genderismus, Rassismus.

Seit Jahrzehnten heißt es, die Aufgabe der Geisteswissenschaften sei nicht allein die Erforschung kultureller Traditionen, sondern der Kampf gegen die Verstrickung in Gewaltstrukturen und die Förderung von Diversität, Egalität und Gerechtigkeit. Gestritten wird nicht über Wahrheit, sondern Werte, nicht über Gründe, sondern Sinn, nicht über das Verständnis von Texten, sondern um ihre Dekolonialisierungsdefizite. Heteronormativitäts-, Diversitäts-, Intersektionalitäts- und Rassismusforschung suchen an ihren Gegenständen vor allem Mängel aufzudecken und gesellschaftliche Fehlentwicklungen anzuklagen.

Pathologische Selbstverkrümmung

Ganze Denktraditionen und Textbestände Europas – von Kant über Nietzsche bis zu Heidegger oder Foucault – werden inzwischen als Gefahrgut deklariert, vor dem man Studenten schützen muss. Man hält diese ideologische Fürsorge für pädagogische Sensibilität und bringt Streichelhunde auf den Campus, wenn Wahlen anders ausgehen als erhofft. Man propagiert am Leitfaden „kritischer Theorie“ die Beurteilung von allem und allen nach Gesichtspunkten von Gender, Sexualität, Rasse, Ethnizität, Nationalität, Herkunft, Religion, um Ungleichheit und Diskriminierung in allen Schattierungen auf die Spur zu kommen, und tut zugleich alles, um diese Merkmale in der Öffentlichkeit unkenntlich zu machen.

Man versteckt sich hinter geschlechtsneutralen Bezeichnungen und gibt zugleich an, mit welchen Personalpronomina man angeredet sein will. Man ist fixiert auf das, was man vermeiden soll, und kann nicht aufhören, von dem zu reden, was man nicht mehr hören will.

Diese pathologische Selbstverkrümmung hat weitreichende Folgen. Geisteswissenschaftliche Forschung und Lehre werden moralisiert und politisiert. Geschichte wird betrieben, um Opfer und Täter ausfindig zu machen. Texte werden daraufhin betrachtet, welche Unterdrückungsformen sie manifestieren. Fragestellungen und Theorieansätze werden danach beurteilt, welchen Beitrag zur gesellschaftlichen Gleichstellung marginalisierter Minderheiten sie leisten.

Kulturelle Atmosphäre hat sich verändert

Sprache wird zum Spielfeld freier Selbstgestaltung. Man führt bürokratische Kriege um Genderstern und -unterstrich, verunglimpft den Humanismus der Geisteswissenschaften als sexistisch oder rassistisch und erklärt die Beschäftigung mit ihren klassischen Themen für gewalttradierend, patriarchalisch und kolonialistisch. Das Ziel ist nicht, erwägenswerte Gesichtspunkte in die Fachdiskussionen der Geisteswissenschaften einzubringen, sondern diese in ihrer bisherigen Form zu beenden.

Natürlich ist das nicht überall der Fall. Noch immer gibt es beachtliche Forschungsleistungen und nicht nur eine geistlose Begeisterung für alles, „what’s new and hot in the field today“. Aber die kulturelle Atmosphäre hat sich im vergangenen Jahrzehnt gründlich verändert. Sie ist ideologisch geworden. Es geht nicht um Sachfragen, sondern um die Durchsetzung von Wertorientierungen mit dem Ziel, Machtverhältnisse zu ändern. Das geschieht an vielen Fronten, aber auf stets ähnliche Weise.

Es beginnt mit konkreten Anlässen, die Kritik notwendig und verständlich machen. Aber dann löst sich die Kritikbewegung von ihren Anlässen, wird auf alles Mögliche ausgeweitet, etabliert sich als progressive Neuorientierung des ganzen Faches, bis schließlich jede Anfrage an sie zur moralischen Untat erklärt wird. Aus einer kritischen Korrektur wird so eine kritikimmune Ideologie, die ihre Weltsicht und Wertorientierung überall bestätigt sieht. Kennzeichen dafür ist die Unfähigkeit und Unwilligkeit, zu unterscheiden.

Man denkt nicht konkret, sondern in -ismen

Ähnliche Phänomene in ganz verschiedenen Zusammenhängen werden durch eine zentrale Analysefigur (Kolonialisierung/Dekolonialisierung), die an einer bestimmten Problemlage

gewonnen ist (Eurozentrismus), in einförmiger Weise gedeutet. Doch die spanische Kolonialgeschichte in Mexiko ist nicht der Schlüssel zum Verständnis der Beziehungen zwischen Japan und Korea. Analogien sind keine Identitäten. Anstatt die Geschichten von Völkern in verschiedenen Kulturtraditionen in ihrer historischen Eigentümlichkeit zu würdigen, werden sie der Sichtweise eines einzigen Paradigmas unterworfen.

Das geschieht auf vielen Gebieten. Man denkt nicht konkret, sondern in -ismen. Menschen werden nicht in ihrer Verschiedenheit und Vielfalt gesehen, sondern als Mitglieder von Gruppen, die anhand von Kriterien wie Gender, Klasse und Rasse bestimmt sind, ob sie selbst sich so sehen oder nicht. Doch wer Menschen nur nach Herkunft, Ethnie oder Geschlecht beurteilt, ohne ihre Selbstsicht zu beachten, handelt ideologisch. Wer alles in die Sichtweise eines doktrinalen Deutemusters presst, ebenso.

Und wer meint, die Welt bessern zu können, indem man Ungerechtigkeit mit Ungerechtigkeit und Diskriminierung mit Diskriminierung bekämpft, der erreicht aller Erfahrung nach nur das Gegenteil. Es ist höchste Zeit, sich diesen Ideologisierungstendenzen in den Geisteswissenschaften zu widersetzen, sonst werden diese sang- und klanglos aus der Bildungsgeschichte des Westens verschwinden.

Wir leben in Deutschland noch in goldenen Zeiten

Das mag übertrieben klingen. Aber leider ist es das nicht. An amerikanischen Universitäten werden inzwischen verbreitet Studienprogramme eingestellt, weil sie „too white, too European, too male“ sind. In Yale sollen in Kunstgeschichte künftig nur noch Kurse angeboten werden, die „questions of gender, class and race“ ins Zentrum stellen und sich auf das Schlüsselthema „climate change“ beziehen. An meiner Universität in Kalifornien wird den „humanities“ nahegelegt, sich zu „ethnic studies“ oder „applied humanities“ nach dem Modell der Kulturwissenschaften umzugestalten. Philosophie wurde im letzten Jahr zum überflüssigen Fach erklärt und alle Professoren entlassen.

Am Department of Religion wird Studenten geraten, sich nicht länger mit „traditional, European, ‚dead white guys‘ philosophy and theology“ zu beschäftigen. Der Lehrstuhl für Religionsphilosophie durfte auf Anweisung der Universitätsleitung an keine Weißen oder Asiaten vergeben werden, sondern nur an eine „Person of Color“. Berufen wurde ein Kandidat mit Schwerpunkt „Africana Studies“, der sich weder in Publikationen noch in Forschung oder Lehre mit Religionsphilosophie befasst hat. Man hätte ebenso gut einem Literaturwissenschaftler den Lehrstuhl für Ökonomie übertragen können.

Es wäre naiv zu meinen, das gäbe es nur in den Vereinigten Staaten. Nicht nur Viren, sondern auch Ideologien können hochansteckend sein. Die Geisteswissenschaften befinden sich vielerorts im freien Fall, weil sie den Sinn für das verloren haben, was sie auszeichnet: die Bildung von Personen zum urteilsfähigen Selbstdenken. Anstatt diese Fackel hochzuhalten, agieren die „humanities“ als Vorkämpfer von Diversitätsgerechtigkeit. Doch anderen vorzugeben, was sie zu vertreten haben, ist elitäre Fremdbestimmung, und die Gewährung von Sonderrechten für Diversitätsgruppen ist kein Weg zum Abbau von Diskriminierung.

Sie steigert die Diskriminierungsneigung zwischen konkurrierenden Benachteiligtengruppen. Kein Wunder, dass vielerorts Stellen gestrichen und geisteswissenschaftliche Programme geschlossen werden. Je stärker sie vor allem gesellschaftspolitische Aufgaben verfolgen, desto weniger Gründe gibt es, sie als Wissenschaften zu finanzieren. Wir leben in Deutschland noch in goldenen Zeiten. Aber wir wären gut beraten, der ideologischen Selbsterstörung der Geisteswissenschaften nicht erst dann entgegenzutreten, wenn es zu spät ist.

Der Autor hat Systematische Theologie in Zürich gelehrt und war zuletzt mehrere Jahre als Professor of Philosophy of Religion an der Claremont Graduate University in den Vereinigten Staaten tätig.

Le Figaro, no. 23619

Le Figaro, vendredi 24 juillet 2020 1337 mots, p. 8

International

Holocauste : Bruno Dey, un verdict pour la mémoire

L'ancien garde du camp du Stutthof, âgé de 93 ans, a été condamné à deux ans de prison avec sursis par le tribunal de Hambourg.

Avril, Pierre

ALLEMAGNE Soixante-quinze ans après les procès de Nuremberg, c'est une juridiction allemande qui, probablement pour la dernière fois de son histoire, condamne un ancien nazi. Non pas un architecte de la solution finale mais un gardien ordinaire d'un camp d'extermination. Bruno Dey, 93 ans, ancien surveillant SS du Stutthof, a été condamné jeudi 23 juillet, à deux ans de prison avec sursis, coupable de complicité dans 5 230 meurtres perpétrés entre août 1944 et avril 1945 et tentative de meurtre à une occasion. Le vieillard, qui avait 17 ans au moment des faits, était jugé par le tribunal des mineurs de Hambourg. Comme à son habitude depuis le début du procès, le 17 octobre, l'homme est entré dans la salle 300 du tribunal, poussé dans un fauteuil roulant, le visage caché par une chemise en carton. Il en sortit « *épuisé* » et « *très affecté* », selon son avocat, Stefan Waterkamp.

Le procureur avait demandé trois ans de détention. La défense avait réclamé son acquittement en raison du rôle subalterne que son client aurait joué dans le fonctionnement de la machine de mort. « *Je n'ai jamais directement fait de mal à quelqu'un* », a plaidé l'intéressé. Le verdict a tenu compte de ces circonstances atténuantes et de l'âge avancé du prévenu.

Environ 65 000 personnes sont mortes au Stutthof, ce camp situé sur l'actuel territoire polonais, près de Dantzig, où le zyklon B fut utilisé à grande échelle. « *Comment avez-vous pu vous habituer à une telle horreur ?* », a demandé la présidente, Anne Meir Goring, lors de l'énoncé du verdict. À savoir la cruauté ordinaire, la puanteur des chairs brûlées, les pendants, et le chargement routinier des dépouilles, le matin à la sortie des baraques. À vrai dire, la présidente du tribunal pour enfants a été taradée par cette interrogation, durant les dix mois qu'a duré le procès. En raison de la santé chancelante de l'accusé, ce furent des audiences courtes, un à deux jours par semaine, deux heures par jour, qui abordèrent autant les berges de la morale que celles du droit.

Les jours précédant l'énoncé, Bruno Dey s'est excusé auprès de ceux, « *survivants et parents, qui sont passés par cet enfer de folie* ». Il a semblé, au fil du temps, prendre conscience de « *toute l'ampleur de la cruauté des actes* » commis dans son entourage. Néanmoins, il s'est toujours présenté comme un simple exécutant, contraint d'obéir à des ordres, juché sur un mirador et privé de la vision d'ensemble. Cet argument a été contesté. « *Vous vous considérez comme un observateur. Mais vous étiez un soutien de cet enfer créé par des hommes* », lui a rétorqué la présidente. « *Sa posture est trop facile. Il est évident qu'il était au courant de tout* », renchérit Henri Zajdenwegier, survivant du Stutthof qui, à un an de différence, avait le même âge que le condamné. Âgé aujourd'hui de 93 ans, il dénonce une « *parodie de procès* » et la clémence du verdict.

Né de parents polonais, ce juif français a été déporté de Drancy le 15 mars 1944, dans le convoi 73 où furent embarqués des enfants de la colonie d'Izieu, ainsi que le père et le frère de Simone Veil. Tous ont débarqué à Tallin, en Estonie où ils périrent peu après. L'adolescent de 16 ans, lui, a été transféré à Dantzig par bateau, puis a rejoint le Stutthof à pied où il fut affecté à l'abattage des arbres. Chaque matin, il franchissait la clôture du camp pour se rendre dans la forêt.

« *Nous étions trop apeurés pour regarder les gardiens dans les yeux, car nous aurions eu le sentiment de les braver* », raconte-t-il aujourd'hui au *Figaro*. Ses deux principaux souvenirs sont « *les appels interminables* » des prisonniers matin et soir et les réveils en hiver à deux heures du matin pour rejoindre les sanitaires. « *Il y avait des auges comme pour les bêtes, on nous ordonnait de nous déshabiller, de tremper nos vêtements dans une solution détergente, de les essorer puis de les enfiler tout humides.* »

Depuis, ajoute Henri Zajdenwegier, l'histoire a définitivement tracé deux lignes infranchissables séparant, dans le camp des victimes, l'adolescent français de 16 ans, et dans celui des bourreaux, son alter ego allemand, membre de la SS. À l'égard de ce dernier, « *je n'éprouve désormais que du mépris et du dédain. Ces deux sentiments ont remplacé la haine* », ajoute ce nonagénaire. Les treize membres de sa famille ont été exterminés à Auschwitz-Birkenau.

Bien que symbolique, la peine infligée à Bruno Dey est le fruit d'un changement de jurisprudence opéré par la Cour constitutionnelle en 2011, et selon lequel même les petites mains du génocide peuvent être poursuivies. Avant cela, rappelle Klaus Bästlein, historien des crimes nazis, « *la justice n'a poursuivi que 7 000 individus sur un total de 300 000 alors que leurs crimes étaient apocalyptiques* ». « *Seuls 150 d'entre eux ont écopé de la peine maximale et aujourd'hui, avec Bruno Dey, on juge les plus petits des petits* », critique-t-il. Ainsi, en 2011, John Demjanuk, gardien du camp de Sobibor, a été condamné à 5 ans de prison, suivi par Oskar Grönig (2015, 4 ans) et Reinhold Mannig (2016, 5 ans), respectivement anciens comptable et garde à Auschwitz. Le premier mourra avant de purger sa peine. Tout comme Demjanjuk, le second décédera après avoir fait appel, éteignant de facto les procédures.

En plus de Bruno Dey, un autre ancien gardien du Stutthof, 95 ans, a été mis en accusation pour complicité dans plusieurs centaines de meurtres, a annoncé le tribunal de Wuppertal, le 20 juillet. Par ailleurs, l'Office central d'enquête sur les crimes nazis de Ludwigsburg dit avoir déclenché 14 instructions préliminaires pour des crimes commis dans plusieurs camps de concentration, en particulier Sachsenhausen, près de Berlin. Nul ne sait si ces vieillards seront publiquement entendus, un jour.

« *L'Allemagne montre sa volonté de juger les crimes nazis dont elle assume la responsabilité en son nom. Mais elle ne peut le faire qu'en jugeant des subalternes dont, faute de documents et de témoins directs, on ignore précisément les actes* », résume au *Figaro* Serge Klarsfeld. Autant de contraintes qui, selon l'avocat, expliquent la relative clémence des juges. Son épouse, Beate, qui a assisté au procès, juge positif pour la société allemande le procès de Bruno Dey, au moment où le parti d'extrême droite, l'AfD compte en son sein des négationnistes. L'ancien gardien du Stutthof a comparu en pleine épidémie du Covid-19, faute de quoi le procès aurait été annulé en vertu des délais contraignants fixés par le code de procédure pénale.

Judy Meisel, 91 ans, survivante du Stutthof, éprouve d'abord du « *soulagement* » à l'issue de ce marathon judiciaire. « *La valeur de ce procès réside dans le fait d'entendre une multitude de témoignages venant de toutes les parties* », explique son petit-fils, Ben Cohen, joint aux États-Unis par le *Figaro*. Déportée du ghetto lituanien de Kovno, puis affectée dans une usine de métaux dépendant du camp, sa grand-mère a été battue et torturée par des gardes SS. Ceux-ci lui arrachèrent les cheveux. Sa mère Mina est morte dans une chambre à gaz du Stutthof et son frère a disparu à Dachau. Judith a survécu avec sa soeur Rachel.

Sans se connaître, les deux adolescentes et Henri Zajdenwegier participèrent aux « *marches de la mort* », ces cortèges de morts-vivants accompagnés par les nazis qui abandonnèrent les camps à l'hiver 1944. Ils furent, in fine, libérés par l'Armée rouge. Si un autre gardien du Stutthof venait prochainement à être jugé, Judy Meisel serait partagée entre deux sentiments : celui inspiré par le devoir et le besoin de porter une parole, et la lassitude qu'elle éprouve, près de 80 ans après les faits...

<https://www.economist.com/leaders/2020/07/23/governments-must-beware-the-lure-of-free-money>

Macroeconomics

Governments must beware the lure of free money

Budget constraints have gone missing. That presents both danger and opportunity

[Leaders Jul 23rd 2020 edition](#)

It is sometimes said that governments wasted the global financial crisis of 2007-09 by failing to rethink economic policy after the dust settled. Nobody will say the same about the covid-19 pandemic. It has led to a desperate scramble to enact policies that only a few months ago were either unimaginable or heretical. A profound shift is now taking place in economics as a result, of the sort that happens only once in a generation. Much as in the 1970s when clubby Keynesianism gave way to Milton Friedman's austere monetarism, and in the 1990s when central banks were given their independence, so the pandemic marks the start of a new era. Its overriding preoccupation will be exploiting the opportunities and containing the enormous risks that stem from a supersized level of state intervention in the economy and financial markets.

This new epoch has four defining features. The first is the jaw-dropping scale of today's government borrowing, and the seemingly limitless potential for yet more. The imf predicts that rich countries will borrow 17% of their combined gdp this year to fund \$4.2trn in spending and tax cuts designed to keep the economy going. They are not done. In America Congress is debating another spending package (see [article](#)). The European Union has just agreed on a new stimulus funded by common borrowing, crossing a political Rubicon (see [Leader](#)).

The second feature is the whirring of the printing presses. In America, Britain, the euro zone and Japan central banks have created new reserves of money worth some \$3.7trn in 2020. Much of this has been used to buy government debt, meaning that central banks are tacitly financing the stimulus. The result is that long-term interest rates stay low even while public-debt issuance soars.

The state's growing role as capital-allocator-in-chief is the third aspect of the new age. To see off a credit crunch, the Federal Reserve, acting with the Treasury, has waded into financial markets, buying up the bonds of at&t, Apple and even Coca-Cola, and lending directly to everyone from bond dealers to non-profit hospitals. Together the Fed and Treasury are now backstopping 11% of America's entire stock of business debt. Across the rich world, governments and central banks are following suit.

The final feature is the most important: low inflation. The absence of upward pressure on prices means there is no immediate need to slow the growth of central-bank balance-sheets or to raise short-term interest rates from their floor around zero. Low inflation is therefore the fundamental reason not to worry about public debt, which, thanks to accommodative monetary policy, now costs so little to service that it looks like free money.

Don't fool yourself that the role of the state will magically return to normal once the pandemic passes and unemployment falls. Yes, governments and central banks may dial down their spending and bail-outs. But the new era of economics reflects the culmination of long-term trends. Even before the pandemic, inflation and interest rates were subdued despite a jobs boom. Today the bond market still shows no sign of worrying about long-term inflation. If it is right, deficits and money-printing may well become the standard tools of policymaking for decades. The central banks' growing role in financial markets, meanwhile, reflects the stagnation of banks as intermediaries and the prominence of innovative and risk-hungry shadow banks and capital markets (see [article](#)). In the old days, when commercial banks ruled the roost, central banks acted as lenders of last resort to them. Now central banks increasingly have to get their hands dirty on Wall Street and elsewhere by acting as mammoth "marketmakers of last resort".

A state with a permanently broader and deeper reach across the economy creates some opportunities. Low rates make it cheaper for the government to borrow to build new infrastructure, from research labs to electricity grids, that will boost growth and tackle threats such as pandemics and climate change. As societies age, rising spending on health and pensions is inevitable—if the resulting deficits help provide a necessary stimulus to the economy, all the more reason to embrace them.

Yet the new era also presents grave risks. If inflation jumps unexpectedly the entire edifice of debt will shake, as central banks have to raise their policy rates and in turn pay out vast sums of interest on the new reserves that they have created to buy bonds. And even if inflation stays low, the new machinery is vulnerable to capture by lobbyists, unions and cronies.

One of monetarism's key insights was that sprawling macroeconomic management leads to infinite opportunities for politicians to play favourites. Already they are deciding which firms get tax breaks and which workers should be paid by the state to wait for their old jobs to reappear. Soon some loans to the private sector will turn sour, leaving governments to choose which firms fail. When money is free, why not rescue companies, protect obsolete jobs and save investors?

However, though that would provide a brief stimulus, it is a recipe for distorted markets, moral hazard and low growth. Fear of politicians' myopia was why many countries delegated power to independent central banks, which wielded a single, simple tool—interest rates—to manage the economic cycle. Yet today interest rates, so close to zero, seem impotent and the monarchs who run the world's central banks are becoming rather like servants working as the government's debt-management arm.

Free markets and free lunches

Each new era of economics confronts a new challenge. After the 1930s the task was to prevent depressions. In the 1970s and early 1980s the holy grail was to end stagflation. Today the task for policymakers is to create a framework that allows the business cycle to be managed and financial crises to be fought without a politicised takeover of the economy. As our briefing this week explains, this may involve delegating fiscal firepower to technocrats, or reforming the financial system to enable central banks to take interest rates deeply negative, exploiting the revolutionary shift among consumers away from old-style banking to fintech and digital payments. The stakes are high. Failure will mean the age of free money eventually comes at a staggering price.

ARBEITEN IM ALTER:

Die Rente kann warten

- VON MAJA BRANKOVIC
- -AKTUALISIERT AM 24.07.2020-06:51



Immer mehr Menschen arbeiten bis weit über 65. Warum wollen die Deutschen nicht mehr in den Ruhestand gehen? Eine Studie sagt: Weil es sich lohnt.

Es sind zwei Trends mit dramatischen Folgen: Während die Menschen fast überall auf der Welt immer älter werden, ist das durchschnittliche Renteneintrittsalter in den Industrieländern über weite Teile des 20. Jahrhunderts hindurch gesunken. Weil die Zahl der Rentner so immer größer wird, geraten die öffentlichen Rentensysteme unter enormen Druck.

Seit einigen Jahren aber gibt es eine Gegenbewegung: Die Arbeit in der späteren Lebensphase erlebt ein Comeback. Lag der Anteil derer, die auch im höheren Alter arbeiten gehen, Mitte der neunziger Jahre noch überall in der industrialisierten Welt auf einem historischen Tief, steigt die Erwerbsquote unter den Älteren seither an. Auch in Deutschland ist die Beschäftigungsquote der 55- bis 69-Jährigen in den letzten Jahrzehnten erst gesunken und anschließend wieder deutlich gestiegen. Und nicht nur das: Nirgendwo sonst war dieser Trend so ausgeprägt wie in Deutschland.

Was hat diese bemerkenswerte Wende in der Altersbeschäftigung verursacht? In einem gerade veröffentlichten Arbeitspapier des National Bureau of Economic Research (NBER) liefert ein Forscherteam um den Ökonomen und Rentenfachmann Axel Börsch-Supan eine interessante Erklärung: Ursächlich für diesen Trend sei nicht die steigende Lebenserwartung oder der sich stetig verbessernde Gesundheitszustand der älteren Bevölkerung, sondern die Rentenpolitik. Sie habe seit der Jahrtausendwende die Verrentung finanziell weniger reizvoll und damit das Weiterarbeiten im Alter lohnender gemacht. „Diese negativen finanziellen Anreizwirkungen haben einen starken Einfluss auf die Entscheidungen für die Arbeit im Alter ausgeübt“, schreiben die Autoren.

Länger arbeiten lohnte sich früher nicht

Theoretisch käme auch die veränderte Demographie als Grund für die Entwicklung in Frage. Eine immer gesündere Bevölkerung mit höherem Bildungsniveau könnte auch länger arbeiten. Zudem sind mit der veränderten Rolle der Frauen in der Gesellschaft auch immer mehr von ihnen überhaupt in den Arbeitsmarkt eingestiegen. Die demographische Erklärung schließen die Studienautoren allerdings aus. Frühere Studien hätten gezeigt, dass diese Effekte erstaunlich wenig Einfluss darauf hätten, ob die Älteren länger im Arbeitsleben bleiben. Stattdessen kommen Börsch-Supan und seine Kollegen zu dem Schluss, dass die Politik wirksame Steuerungsmöglichkeiten hat, um ein längeres Arbeiten attraktiver zu machen und somit das demographische Problem zu entschärfen – wenn sie denn wollte.

Um ihre These zu untermauern, haben die Forscher Daten zu den Änderungen der Rentengesetze und Altersversorgungsregelungen zwischen 1980 und 2015 gesammelt und den umfassenden Daten zur Bevölkerungsstruktur gegenübergestellt. Aufgrund der Verzerrungen, die sich aus den Reformen nach der Wiedervereinigung 1989 in den Renten der Ostdeutschen ergeben haben, konzentrierten sich die Studienautoren auf den Westen. Basierend auf diesen Informationen berechneten sie die negativen finanziellen Anreizwirkungen, länger zu arbeiten und die Altersversorgungsleistungen später zu beantragen, und zwar Jahr für Jahr.

Dieser negative Anreiz entsteht durch folgende Umstände: Ein Arbeitnehmer, der den Eintritt in den Ruhestand um ein Jahr nach hinten verschiebt, verliert ein Jahr an Altersversorgungsleistungen. Im Gegenzug erhält dieser Arbeitnehmer nach seinem Eintritt in den Ruhestand eine etwas höhere jährliche Altersversorgungsleistung. Es stellt sich jedoch heraus, dass dieser Zuschlag nicht ausreicht, um die entgangene Altersversorgungsleistung wettzumachen. Der Arbeitnehmer verliert also Geld, wenn er länger arbeitet.

Finanzielle Anreize zur Verrentung werden kleiner

Um den negativen Einkommenseffekt zu veranschaulichen, geben die Forscher die entgangene Leistung als Prozentsatz des Einkommens aus einem zusätzlichen Arbeitsjahr an und bezeichnen diese Messzahl als „implizite Steuer auf die Verlängerung der Lebensarbeitszeit“ – weil das Rentensystem jedem Geld wegnimmt, der sich für einen späteren Eintritt in den Ruhestand entscheidet.

Nach den Berechnungen der Autoren war dieser Verlust früher beachtlich, schmilzt aber mit der Zeit dahin. Ende der achtziger und Anfang der neunziger Jahre betrug die implizite Steuer im Durchschnitt etwa 35 Prozent und stieg bis 1995 auf etwa 40 Prozent an, ehe eine Kehrtwende einsetzte und sie bis 2013 auf beinahe null fiel.

Als Grund machen die Autoren die Einführung von Abschlägen für den vorzeitigen Rentenbezug sowie die Abschaffung spezieller Frühverrentungsmöglichkeiten fest, die zusammen dafür sorgten, dass sich die finanziellen Verrentungsanreize nach und nach verringerten. Erst mit der Rente mit 63 setzte die große Koalition wieder Anreize für einen früheren Rentenbezug. Wie sich das mittelfristig auswirkt, bleibt abzuwarten.



Pulling together

Europe's €750bn rescue package sets a welcome precedent

Even if the details are fraught

[Leaders Jul 25th 2020 edition](#)

When the leaders of the European Union agreed this week on a €750bn (\$869bn) package to help members' economies recover from covid-19, they answered a looming question: whether Europe was too divided to handle the pandemic. As in earlier crises, the virus's economic ravages split the eu's members. Rich

countries with low government debt and fewer infections (such as Germany and the Netherlands) can cope on their own. Some of the heavily indebted and infected countries (such as Italy and Spain) cannot. Without fiscal aid, they face recessions deep enough to drag down the whole of the eu.

The programme agreed to in Brussels does not just avert that danger. It does more to strengthen the union than anyone would have imagined a few months ago (see [article](#)). The total is equivalent to nearly 5% of the eu's annual gdp, to be spent over several years, much of it in grants rather than loans. More important is how the money will be raised: through bonds issued by the European Commission. For the first time, the eu will collectively borrow large sums, piggybacking on the creditworthiness of stronger members to help weak ones. By raising total spending by the eu itself (as opposed to member states), from nearly €1.1trn to €1.8trn over seven years, it gives the club a potent fiscal weapon against recession to complement the monetary tools of the European Central Bank. This is especially important when near-zero interest rates are forcing a shift in emphasis from monetary to fiscal policy. To pay the debts back, and avoid direct responsibility, eu countries may be tempted to grant the European Commission more taxing authority.

All these moves to strengthen the eu are welcome. Yet it is an exaggeration to say that the summit was a "Hamiltonian moment", analogous to the creation of a centralised borrowing capacity for the United States' new federal government in 1790. The recovery fund does not pool countries' existing debts, nor does it create new institutions like those set up during the euro crisis. On the one hand it sets a precedent for collective borrowing during an emergency that will probably be repeated. On the other, whereas a sovereign government borrows automatically when revenues do not meet expenditures, the eu will have to endure gruelling negotiations each time it wants to do so.

In part this is no bad thing. The summit showed that Europe is not ready for a Hamiltonian moment. It reflected splits between members over what policies are desirable and what sort of club the eu is. A group of wealthy, net-contributor countries nicknamed the "frugals" (led by the Netherlands, along with Austria, Denmark, Sweden and Finland), which had misgivings about proposals for collective debt, cut the grant portion from €500bn to €390bn. Mark Rutte, the Dutch prime minister, was lambasted as a skinflint by southern Europeans. Meanwhile Viktor Orban, Hungary's autocratic leader, infuriated people who care about good governance by demanding that rule-of-law conditions for disbursements be diluted—not a great invitation to a fiscal union.

Given such mistrust, the eu's leaps forward tend to require a lot of grubby horse-trading. The frugals were bought off with bigger rebates on their budget contributions. Enforcement of the rule of law was watered down sufficiently to appease Mr Orban. Yet the deal gives satisfaction at long last to the eu's hard-pressed south. And the heroes are the eu's two driving partners, France and Germany, which looked past narrow national interests and strived for a European solution. In April Angela Merkel, Germany's chancellor, was still on the frugals' side in opposing collective debt. It was her decision to join Emmanuel Macron, the French president, in backing this sort of debt that shifted the centre of gravity. Such unity among the big members makes smaller ones nervous: what Mr Macron sees as a hard-won precedent looks to Mr Rutte like a slippery slope. But it is Mr Macron and Mrs Merkel who are building the eu's future



A big fiscal deal

The EU's leaders have agreed on a €750bn covid-19 recovery package

The union will borrow vast sums collectively for the first time

[Europe Jul 21st 2020 edition](#)

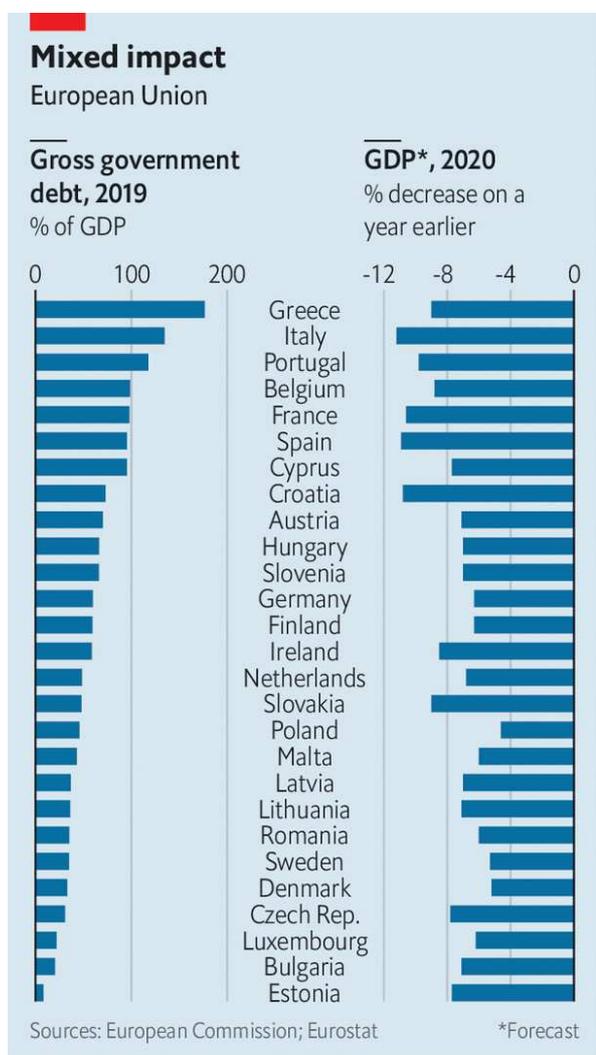
Like almost everything else at this week's European Council, which concluded at 5.30am on July 21st after five days of deliberation, the question of whether it was the longest eu summit in history was hotly contested.

Some said it beat the record held by a mammoth discussion in Nice in 2000. Others thought it fell 25 minutes short. Either way, it was a landmark event. Most of the eu's 27 national leaders emerged into the Brussels dawn claiming to have agreed to something historic. To judge by the soaring euro and plunging spreads, investors concurred.

The deal has two elements: the regular eu budget, or multiannual financial framework (mff), worth nearly €1.1trn (\$1.3tn) over seven years; and a one-off "Next Generation eu" (ngeu) fund of €750bn to help countries recover from the covid-19 recession (both figures in 2018 prices). Rows over the second of these explain the summit's length: at one point leaders spent over an hour arguing over whether to replace the word "decisively" with "exhaustively" in the communiqué. But in the end each returned home broadly satisfied.

The deal broke two historic taboos, says Silvia Merler, head of research at Algebris Policy Forum, the advisory branch of an asset-management firm. First, Europe's leaders agreed that the European Commission, acting on behalf of the member states, may incur debt at an unprecedented scale. The ngeu will be funded by borrowing over six years, with bonds issued at maturities extending to 2058. Second, €390bn of the €750bn will be distributed as grants, and hence will not add to governments' debt loads—breaching what had been a red line over substantial intra-eu fiscal transfers. Both developments would have been unimaginable just six months ago.

Europe has marshalled a fiscal response to the covid crisis equal to or better than America's. The ngeu is worth some 4.7% of the eu's annual gdp, albeit spread over several years, and comes on top of national governments' stimulus efforts. The eu has plugged the budgetary hole left by the departure of Britain. It has answered the European Central Bank's pleas to balance its monetary activism with a comparable fiscal effort, and will provide investors with a steady stream of safe assets. It may have set a precedent for future crises to be met with collective debt, although that will be ferociously resisted, not least by the self-styled "frugal four"—Austria, Denmark, the Netherlands and Sweden—who were the biggest hurdle to striking a deal.



The Economist

The recovery funds will initially be allocated to countries using criteria like unemployment and income per person. That will benefit the likes of Spain, and Italy, which says it is in line for €209bn in loans and grants. The commission will evaluate governments' investment plans on the basis of its annual "country-specific recommendations", usually toothless reform checklists that Ursula von der Leyen, the commission's president, says will now pack "more punch". Fully 30% of mff and ngeu spending should be devoted to climate action, potentially creating a vast green stimulus.

But the commission will not have the only say over spending. Rather like Germany during the euro crisis, the frugals do not trust the commission's technocrats to police the reforms of southern states. Instead Mark Rutte, the Dutch prime minister, secured an "emergency brake": any government can object to another's spending plans, delaying and complicating disbursements. That allows him to tell Dutch voters that they have not signed a blank cheque for feckless southerners. Some southern reformers even hope this rule may help their case ("Thanks Mark Rutte," wrote a pro-market Spanish politician in *El País*). But Lucas Guttenberg of the Jacques Delors Centre in Berlin fears the brake could entrench mistrust inside the eu if beneficiary governments believe others are objecting in bad faith.

The deal falls short of the "Hamiltonian moment" some had hoped for, referring to the us national government's assumption of state debts in 1790. No one has proposed mutualising eu countries' legacy debts; even the new common debt will not enjoy joint-and-several guarantees. And the question of how to repay it is left for later. Governments have long been unwilling to hand tax-raising powers to Brussels. Yet from 2028 money must be found to repay the new debt: if not from "own resources" (eu revenues, in the jargon) generated by new taxes, then from larger national contributions to the mff. A levy on plastic will take force in January, and the commission will later propose eu-wide taxes on digital firms and climate-unfriendly imports.

There are two areas of concern. The first is the price demanded by the frugals. To preserve the recovery grants, cuts fell on so-called “future-oriented” areas like research, health care and climate adjustment. These, critics grumble, are precisely the themes the frugals always said should take priority over farming and regional subsidies, which remain intact. And the frugals won big increases to the rebates they get on their eu budget payments (Austria’s more than doubled). Such small-country triumphs do not fatally undercut the deal, but they cost money and will be bitterly contested at the next mff round.

A second set of worries centred on how to prevent handouts to countries that undermine the rule of law. Wayward governments like Hungary and Poland are big winners from the mff, and some had hoped that attaching rule-of-law conditions to disbursements might help bring them to heel. In the end the leaders agreed on studiously ambiguous language, shaped by Angela Merkel’s team. It promises “a regime of conditionality to protect the budget” but postpones the decision on how to obtain it. “Lots of people will want this made more precise,” says Katarina Barley, a German social-democratic mep.

Many of Ms Barley’s colleagues in the European Parliament, which must sign off on the deal, also criticised the deal’s cuts to favoured programmes and their own exclusion from oversight of spending. Yet although the parliament may extract tweaks to the deal, on past form it is unlikely to squash it. A budget must be in place from the start of next year. meps will not want to spark a crisis by blocking it.



Starting over again

The covid-19 pandemic is forcing a rethink in macroeconomics

It is not yet clear where it will lead

[Briefing Jul 25th 2020 edition](#)

In the form it is known today, macroeconomics began in 1936 with the publication of John Maynard Keynes's "The General Theory of Employment, Interest and Money". Its subsequent history can be divided into three

eras. The era of policy which was guided by Keynes's ideas began in the 1940s. By the 1970s it had encountered problems that it could not solve and so, in the 1980s, the monetarist era, most commonly associated with the work of Milton Friedman, began. In the 1990s and 2000s economists combined insights from both approaches. But now, in the wreckage left behind by the coronavirus pandemic, a new era is beginning. What does it hold?

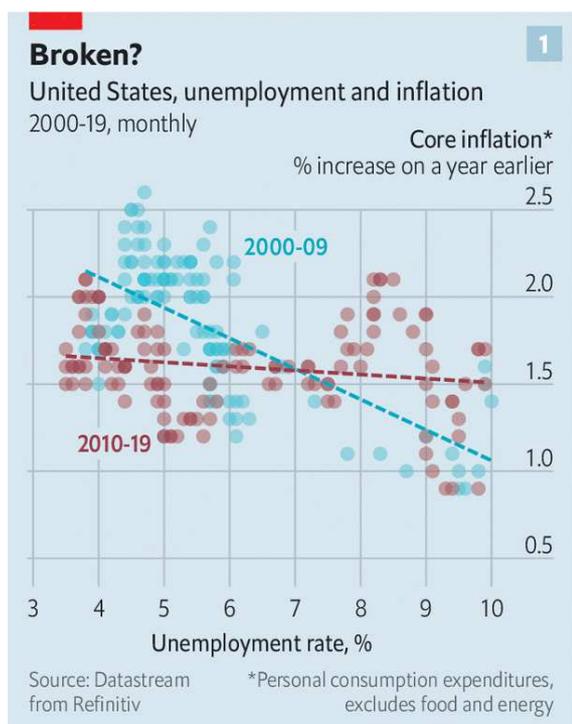
The central idea of Keynes's economics is the management of the business cycle—how to fight recessions and ensure that as many people who want work can get it. By extension, this key idea became the ultimate goal of economic policy. Unlike other forms of economic theory in the early 20th century, Keynesianism envisaged a large role for the state in achieving that end. The experience of the Great Depression had convinced proto-Keynesians that the economy was not a naturally correcting organism. Governments were supposed to run large deficits (ie, spending more than they took in taxes) during downturns to prop up the economy, with the expectation that they would pay down the accumulated debt during the good times.

The Keynesian paradigm collapsed in the 1970s. The persistently high inflation and high unemployment of that decade (“stagflation”) baffled mainstream economists, who thought that the two variables almost always moved in opposite directions. This in turn convinced policymakers that it was no longer possible to “spend your way out of a recession”, as James Callaghan, then Britain's prime minister, conceded in 1976. A central insight of Friedman's critique of Keynesianism was that if policymakers tried to stimulate without tackling underlying structural deficiencies then they would raise inflation without bringing unemployment down. And high inflation could then persist, just because it was what people came to expect.

Policymakers looked for something new. The monetarist ideas of the 1980s inspired Paul Volcker, then chairman of the Federal Reserve, to crush inflation by constraining the money supply, even though doing so also produced a recession that sent unemployment soaring. The fact that Volcker had known that this would probably happen revealed that something else had changed. Many monetarists argued that policymakers before them had focused too much on equality of incomes and wealth to the detriment of economic efficiency. They needed instead to focus on the basics—such as low and stable inflation—which would, over the long run, create the conditions in which living standards would rise.

It sounds like a whisper

In the 1990s and 2000s a synthesis of Keynesianism and Friedmanism emerged. It eventually recommended a policy regime loosely known as “flexible inflation targeting”. The central objective of the policy was to achieve low and stable inflation—though there was some room, during downturns, to put employment first even if inflation was uncomfortably high. The primary tool of economic management was the raising and lowering of short-term interest rates, which, it had turned out, were more reliable determinants of consumption and investment than the money supply. Central banks' independence from governments ensured that they would not fall into the inflationary traps of which Friedman warned. Fiscal policy, as a way to manage the business cycle, was sidelined, in part because it was seen to be too subject to political influence. The job of fiscal policy was to keep public debts low, and to redistribute income to the degree and in the way that politicians saw fit.



The Economist

Now it seems that this dominant economic paradigm has reached its limit. It first began to wobble after the global financial crisis of 2007-09, as policymakers were confronted by two big problems. The first was that the level of demand in the economy—broadly, the aggregate desire to spend relative to the aggregate desire to save—seemed to have been permanently reduced by the crisis. To fight the downturn central banks slashed interest rates and launched quantitative easing (qe, or printing money to buy bonds). But even with extraordinary monetary policy, the recovery from the crisis was slow and long. gdp growth was weak. Eventually, labour markets boomed, but inflation remained muted (see chart 1). The late 2010s were simultaneously the new 1970s and the anti-1970s: inflation and unemployment were once again not behaving as expected, though this time they were both surprisingly low.

This threw into question the received wisdom about how to manage the economy. Central bankers faced a situation where the interest rate needed to generate enough demand was below zero. That was a point they could not easily reach, since if banks tried to charge negative interest rates, their customers might simply withdraw their cash and stuff it under the mattress. qe was an alternative policy instrument, but its efficacy was debated. Such disputes prompted a rethink. According to a working paper published in July by Michael Woodford and Yinxi Xie of Columbia University the “events of the period since the financial crisis of 2008 have required a significant reappraisal of the previous conventional wisdom, according to which interest-rate policy alone...should suffice to maintain macroeconomic stability.”

The second post-financial-crisis problem related to distribution. While concerns about the costs of globalisation and automation helped boost populist politics, economists asked in whose interests capitalism had lately been working. An apparent surge in American inequality after 1980 became central to much economic research. Some worried that big firms had become too powerful; others, that a globalised society was too sharp-edged or that social mobility was declining.

Some argued that structurally weak economic growth and the maldistribution of the spoils of economic activity were related. The rich have a higher tendency to save rather than spend, so if their share of income rises then overall saving goes up. Meanwhile in the press central banks faced accusations that low interest rates and qe were driving up inequality by boosting the prices of housing and equities.

Yet it was also becoming clear just how much economic stimulus could benefit the poor, if it caused unemployment to drop sufficiently for wages for low-income folk to rise. Just before the pandemic a growing share of gdp across the rich world was accruing to workers in the form of wages and salaries. The benefits were greatest for low-paid workers. “We are hearing loud and clear that this long recovery is now benefiting low- and moderate-income communities to a greater extent than has been felt for decades,” said

Jerome Powell, the Fed's chair, in July 2019. The growing belief in the redistributive power of a booming economy added to the importance of finding new tools to replace interest rates to manage the business cycle.

Tables starting to turn

Then coronavirus hit. Supply chains and production have been disrupted, which all else being equal should have caused prices to surge as raw materials and finished goods were harder to come by. But the bigger impact of the pandemic has been on the demand side, causing expectations for future inflation and interest rates to fall even further. The desire to invest has plunged, while people across the rich world are now saving much of their income.

The pandemic has also exposed and accentuated inequities in the economic system. Those in white-collar jobs can work from home, but "essential" workers—the delivery drivers, the rubbish cleaners—must continue to work, and are therefore at greater risk of contracting covid-19, all the while for poor pay. Those in industries such as hospitality (disproportionately young, female and with black or brown skin) have borne the brunt of job losses.

Even before covid-19, policymakers were starting to focus once again on the greater effect of the bust and boom of the business cycle on the poor. But since the economy has been hit with a crisis that hurts the poorest hardest, a new sense of urgency has emerged. That is behind the shift in macroeconomics. Devising new ways of getting back to full employment is once again the top priority for economists.

But how to go about it? Some argue that covid-19 has proved wrong fears that policymakers cannot fight downturns. So far this year rich countries have announced fiscal stimulus worth some \$4.2trn, enough to take their deficits to nearly 17% of gdp, while central-bank balance-sheets have grown by 10% of gdp. This enormous stimulus has calmed markets, stopped businesses from collapsing and protected household incomes. Recent policy action "provides a textbook rebuke of the idea that policymakers can run out of ammunition," argues Erik Nielsen of Unicredit, a bank.

Yet while nobody doubts that policymakers have found plenty of levers, there remains disagreement over which should continue to be pulled, who should do the pulling, and what the effects will be. Economists and policymakers can be divided into three schools of thought, from least to most radical: one which calls merely for greater courage; one which looks to fiscal policy; and one which says the solution is negative interest rates.

Take the first school. Its proponents say that so long as central banks are able to print money to buy assets they will be able to boost economic growth and inflation. Some economists argue that central banks must do this to the extent necessary to restore growth and hit their inflation targets. If they fail it is not because they are out of ammunition but because they are not trying hard enough.

Not long ago central bankers followed this creed, insisting that they still had the tools to do their job. In 2013 Japan, which has more experience than any other country with low-growth, ultra-low-inflation conditions, appointed a "whatever-it-takes" central banker, Kuroda Haruhiko, to lead the Bank of Japan (boj). He succeeded in stoking a jobs boom, but boosted inflation by less than was promised. Right before the pandemic Ben Bernanke, a former chairman of the Fed, argued in a speech to the American Economic Association that the potential for asset purchases meant that monetary policy alone would probably be sufficient to fight a recession.

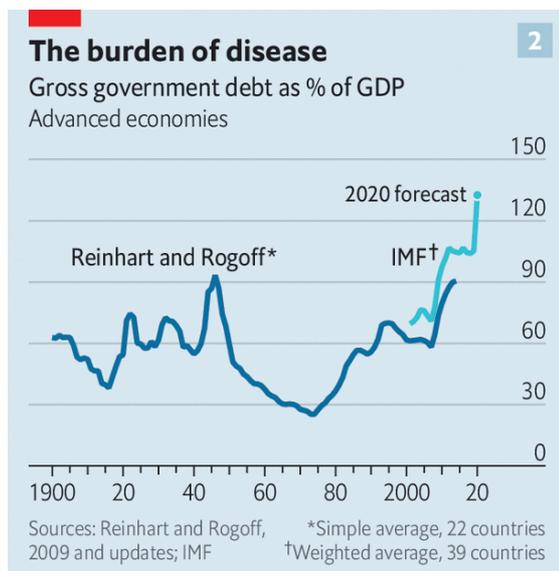
But in recent years most central bankers have gravitated towards exhorting governments to use their budgets to boost growth. Christine Lagarde opened her tenure as president of the European Central Bank with a call for fiscal stimulus. Mr Powell recently warned Congress against prematurely withdrawing its fiscal response to the pandemic. In May Philip Lowe, the governor of the Reserve Bank of Australia (rba), told the Australian parliament that "fiscal policy will have to play a more significant role in managing the economic cycle than it has in the past".

Standing in the welfare lines

That puts most central bankers in the second school of thought, which relies on fiscal policy. Adherents doubt that central-bank asset purchases can deliver unlimited stimulus, or see such purchases as dangerous or unfair—perhaps, for example, because buying corporate debt keeps companies alive that should be allowed to fail. Better for the government to boost spending or cut taxes, with budget deficits soaking up the glut of savings created by the private sector. It may mean running large deficits for a prolonged period, something that Larry Summers of Harvard University has suggested.

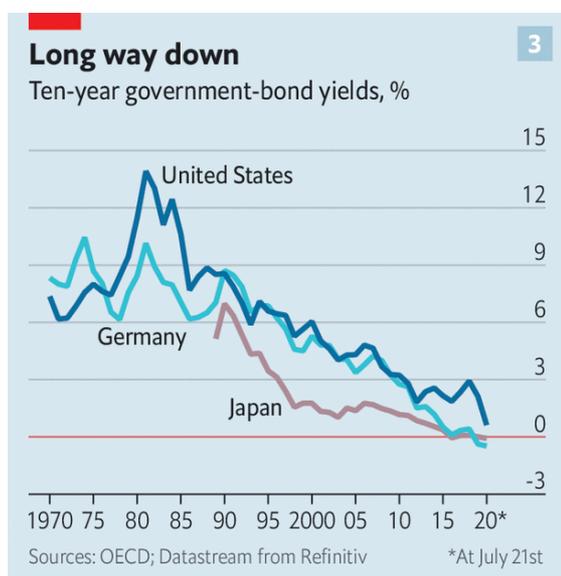
This view does not eliminate the role of central banks, but it does relegate them. They become enablers of fiscal stimulus whose main job is to keep even longer-term public borrowing cheap as budget deficits soar. They can do so either by buying bonds up directly, or by pegging longer-term interest rates near zero, as the boj and the rba currently do. As a result of covid-19 “the fine line between monetary policy and government-debt management has become blurred”, according to a report by the Bank for International Settlements (bis), a club of central banks.

Not everyone is happy about this. In June Paul Tucker, formerly deputy governor of the Bank of England, said that, in response to the bank’s vast purchases of government bonds, the question was whether the bank “has now reverted to being the operational arm of the Treasury”. But those influenced by the Keynesian school, such as Adair Turner, a former British financial regulator, want the monetary financing of fiscal stimulus to become a stated policy—an idea known as “helicopter money”.



The Economist

Huge fiscal-stimulus programmes mean that public-debt-to-gdp ratios are rising (see chart 2). Yet these no longer reliably alarm economists. That is because today’s low interest rates enable governments to service much higher public debts (see chart 3). If interest rates remain lower than nominal economic growth—ie, before adjusting for inflation—then an economy can grow its way out of debt without ever needing to run a budget surplus, a point emphasised by Olivier Blanchard of the Peterson Institute for International Economics, a think-tank. Another way of making the argument is to say that central banks can continue to finance governments so long as inflation remains low, because it is ultimately the prospect of inflation that forces policymakers to raise rates to levels which make debt costly.



The Economist

To some, the idea of turning the fiscal tap to full blast, and co-opting the central bank to that end, resembles “modern monetary theory” (mmt). This is a heterodox economics which calls for countries that can print their own currency (such as America and Britain) to ignore debt-to-gdp ratios, rely on the central bank to backstop public debt, and continue to run deficit spending unless and until unemployment and inflation return to normal.

And there is indeed a resemblance between this school of thought and mmt. When interest rates are zero, there is no distinction between issuing debt, which would otherwise incur interest costs, and printing money, which text books assume does not incur interest costs. At a zero interest rate it “doesn’t matter whether you finance by money or finance by debt,” said Mr Blanchard in a recent webinar.

But the comparison ends there. While those who advocate mmt want the central bank to peg interest rates at zero permanently, other mainstream economists advocate expansionary fiscal policy precisely because they want interest rates to rise. This, in turn, allows monetary policy to regain traction.

The third school of thought, which focuses on negative interest rates, is the most radical. It worries about how interest rates will remain below rates of economic growth, as Mr Blanchard stipulated. Its proponents view fiscal stimulus, whether financed by debt or by central-bank money creation, with some suspicion, as both leave bills for the future.

A side-effect of qe is that it leaves the central bank unable to raise interest rates without paying interest on the enormous quantity of electronic money that banks have parked with it. The more money it prints to buy government bonds, the more cash will be deposited with it. If short-term rates rise, so will the central bank’s “interest on reserves” bill. In other words, a central bank creating money to finance stimulus is, in economic terms, doing something surprisingly similar to a government issuing floating-rate debt. And central banks are, ultimately, part of the government.

So there are no free lunches. “The higher the outstanding qe as a share of total government debt, the more the government is exposed to fluctuations in short-term interest rates,” explained Gertjan Vlieghe of the Bank of England in a recent speech. A further concern is that in the coming decades governments will face still more pressure on their budgets from the pension and health-care spending associated with an ageing population, investments to fight climate change, and any further catastrophes in the mould of covid-19. The best way to stimulate economies on an ongoing basis is not, therefore, to create endless bills to be paid when rates rise again. It is to take interest rates negative.

Waiting for a promotion

Some interest rates are already marginally negative. The Swiss National Bank’s policy rate is -0.75%, while some rates in the euro zone, Japan and Sweden are also in the red. But the likes of Kenneth Rogoff of

Harvard University and Willem Buiter, the former chief economist of Citigroup, a bank, envision interest rates of -3% or lower—a much more radical proposition. To stimulate spending and borrowing these rates would have to spread throughout the economy: to financial markets, to the interest charges on bank loans, and also to deposits in banks, which would need to shrink over time. This would discourage saving—in a depressed economy, after all, too much saving is the fundamental problem—though it is easy to imagine negative interest rates stirring a populist backlash.

Many people would also want to take their money out of banks and stuff it under the mattress. Making these proposals effective, therefore, would require sweeping reform. Various ideas for how to do this exist, but the brute-force method is to abolish at least high-denomination banknotes, making holding large quantities of physical cash expensive and impractical. Mr Rogoff suggests that eventually cash might exist only as “weighty coins”.

Negative rates also pose problems for banks and the financial system. In a paper in 2018 Markus Brunnermeier and Yann Koby of Princeton University argue that there is a “reversal interest rate” beneath which interest-rate cuts actually deter bank lending—harming the economy rather than boosting it. Below a certain interest rate, which experience suggests must be negative, banks might be unwilling to pass on interest-rate cuts to their depositors, for fear of prompting peeved customers to move their deposits to a rival bank. Deeply negative interest rates could squash banks’ profits, even in a cashless economy.

Take what’s theirs

Several factors might yet make the economy more hospitable to negative rates, however. Cash is in decline—another trend the pandemic has accelerated. Banks are becoming less important to finance, with ever more intermediation happening in capital markets (see [article](#)). Capital markets, notes Mr Buiter, are unaffected by the “reversal rate” argument. Central bankers, meanwhile, are toying with the idea of creating their own digital currencies which could act like deposit accounts for the public, allowing the central bank to pay or charge interest on deposits directly, rather than via the banking system. Joe Biden’s campaign for the White House includes similar ideas, which would allow the Fed to directly serve those who do not have a private bank account.

Policymakers now have to weigh up the risks to choose from in the post-covid world: widespread central-bank intervention in asset markets, ongoing increases in public debt or a shake-up of the financial system. Yet increasing numbers of economists fear that even these radical changes are not enough. They argue that deeper problems exist which can only be solved by structural reform.

A new paper by Atif Mian of Princeton University, Ludwig Straub of Harvard University and Amir Sufi of the University of Chicago expands on the idea that inequality saps demand from the economy. Just as inequality creates a need for stimulus, they argue, stimulus eventually creates more inequality. This is because it leaves economies more indebted, either because low interest rates encourage households or firms to borrow, or because the government has run deficits. Both public and private indebtedness transfer income to rich investors who own the debt, thereby depressing demand and interest rates still further.

The secular trends of recent decades, of higher inequality, higher debt-to-gdp ratios and lower interest rates, thus reinforce one another. The authors argue that escaping the trap “requires consideration of less standard macroeconomic policies, such as those focused on redistribution or those reducing the structural sources of high inequality.” One of these “structural sources of high inequality” might be a lack of competitiveness. Big businesses with captive markets need not invest as much as they would if they faced more competition.

A new working paper by Anna Stansbury, also of Harvard University, and Mr Summers, rejects that view and instead blames workers’ declining bargaining power in the labour market. According to the authors, this can explain all manner of American economic trends: the decline (until the mid-2010s) in workers’ share of income, reduced unemployment and inflation, and high corporate profitability. Business owners may be more likely to save than workers, they suggest, so as corporate income rises, aggregate savings increase.

Ms Stansbury and Mr Summers favour policies such as strengthening labour unions or promoting “corporate-governance arrangements that increase worker power”. They argue that such policies “would need to be carefully considered in light of the possible risks of increasing unemployment.” Ideas for increasing the power of workers as individuals may be more promising. One is to strengthen the safety-net, which would increase workers’ bargaining power and ability to walk away from unattractive working arrangements.

In a recent book Martin Sandbu, a columnist at the *Financial Times*, suggests replacing tax-free earnings allowances with small universal basic incomes. Another idea is to strengthen the enforcement of existing employment law, currently weak in many rich countries. Tighter regulation of mergers and acquisitions, to prevent new monopolies forming, would also help.

All these new ideas will now compete for space in a political environment in which change suddenly seems much more possible. Who could have imagined, just six months ago, that tens of millions of workers across Europe would have their wages paid for by government-funded furlough schemes, or that seven in ten American job-losers in the recession would earn more from unemployment-insurance payments than they had done on the job? Owing to mass bail-outs, “the role of the state in the economy will probably loom considerably larger,” says the *bis*.

Talking about a revolution

Many economists want precisely this state intervention, but it presents clear risks. Governments which already carry heavy debts could decide that worrying about deficits is for wimps and that central-bank independence does not matter. That could at last unleash high inflation and provide a painful reminder of the benefits of the old regime. Financial-sector reforms could backfire. Greater redistribution might snap the economy out of a funk in the manner that Mr Sufi, Ms Stansbury and their respective colleagues describe—but heavy taxes could equally discourage employment, enterprise and innovation.

The rethink of economics is an opportunity. There now exists a growing consensus that tight labour markets could give workers more bargaining power without the need for a big expansion of redistribution. A level-headed reassessment of public debt could lead to the green public investment necessary to fight climate change. And governments could unleash a new era of finance, involving more innovation, cheaper financial intermediation and, perhaps, a monetary policy that is not constrained by the presence of physical cash. What is clear is that the old economic paradigm is looking tired. One way or another, change is coming.

Keep pedalling the tandem

The founding partnership behind this week's EU deal

Macron and Merkel defy those who had written off the Franco-German relationship

[Europe Jul 23rd 2020 edition](#)

PARIS



“I’m not frustrated, I’m impatient,” declared an evidently frustrated Emmanuel Macron in Germany earlier this year. The French president had put European integration at the heart of his election campaign in 2017. Yet even as covid-19 struck, European leaders were still unable to agree on much. France and Germany, two founding members that have guided the European Union for over six decades, were condemned, it seemed, to settle for incremental fixes. One commentator wrote of “the end of the Franco-German love-in”. In *The Economist* last November, Mr Macron said Europe was “on the edge of a precipice”.

In the early hours of July 21st, however, after four long days and nights, the 27 eu leaders agreed to a deal that, for once, deserved the term Mr Macron gave it: “historic”. The agreement was officially shepherded by Charles Michel, president of the European Council, backed by Ursula von der Leyen, head of the European Commission. But ultimately it happened because the leaders of France and Germany managed—in a crisis—to settle their differences beforehand, then bring others along. “Exceptional events”, said Germany’s chancellor, Angela Merkel, “call for exceptional new measures.”

The Franco-German tandem has driven most of Europe’s advances. The Maastricht treaty in 1992, for instance, which led to the euro’s creation, was masterminded by France’s François Mitterrand and Germany’s Helmut Kohl. Over the decades, even when leaders have not got on, strong cross-Rhine administrative links have endured. The point is not that France and Germany agree readily: they approach almost everything—from defence to debt—differently. But if they can agree, goes the theory, fellow Europeans should be able to as well.

This latest deal tested that principle to the limit. The “frugals”—Austria, Denmark, the Netherlands and Sweden, joined by Finland—dug in, insisting on less money for grants and more for their budget rebates. Tempers flared. At one point Mr Macron “banged his fist on the table”, according to an aide, accusing Austria’s Sebastian Kurz of having “a bad attitude” and the Netherlands of behaving as Britain used to. It was exactly the sort of lecturing from France that, when it acts alone, so irks others.

Yet this time, Mr Macron and Mrs Merkel led a double act. They devised a joint plan in May, steered talks *à deux*, even stormed out of a summit meeting together. After concessions, the frugals agreed to most of what they had rejected just months ago. “Macron held out his hand to Germany for a long time,” says Tara Varma of the European Council on Foreign Relations. “What made the difference is that in the end Merkel took it.”



Germany's worst jobs

After spreading covid-19, a huge European abattoir vows reforms

An outbreak forces German meat wholesaler Tönnies to promise its workers better conditions

[Europe Jul 23rd 2020 edition](#)

BERLIN

Clemens Tönnies used to be a local hero in eastern Westphalia. One of six children of a butcher from the town of Rheda-Wiedenbrück, he grew Tönnies, the family meat-wholesaling business which he took over after his brother Bernd's death in 1994, into one of the biggest meat-processing companies in the world, with annual sales of €7bn (\$8bn). For almost two decades the bratwurst billionaire was chairman of Schalke 04, a beloved local football team. He built the Tönnies arena, a 3,600-seat stadium for a women's football club, next to his company's headquarters. He donates to the local shooting club, and owns hotels, a gym, a real-estate agency and even a kindergarten in Rheda.

Mr Tönnies's image suffered last year when he made comments belittling Africans, and was forced to step down as Schalke's chairman. It took a much bigger hit last month after the plant in Rheda, the largest of his 29 plants in Europe, triggered Germany's biggest single outbreak of covid-19. More than 1,400 people, mainly contract workers from south-eastern Europe, tested positive. Authorities closed the plant, quarantined some 7,000 workers and their families, and imposed a lockdown for 640,000 people in the area.

As the extent of the outbreak grew clear, Robert Tönnies, Bernd's 42-year-old son who owns 50% of the company, asked his uncle and the entire top management to resign. Uncle and nephew have been at loggerheads for years over how to manage the firm. (Robert wants his uncle to spend less on football and more on animal and worker welfare.) In a letter leaked to the press, Robert lambasts the company's use of subcontractors, which he has wanted to ban since 2017. More than 9,000 of Tönnies's 18,700 workers are supplied by 24 subcontractors who recruit them mainly in Poland, Romania and Bulgaria. They live in cramped, infection-prone quarters.

"Workers are exploited," says Sonja von Zons, a Green Party candidate for mayor of Rheda-Wiedenbrück. Tönnies does not have a digital time sheet, making it hard to track work: a typical shift is 12 hours of blood-soaked labour at temperatures near freezing, but contractors often pay only for eight. Sixty-hour weeks are the norm. Workers get the minimum wage (€9.35 an hour), but subcontractors charge them for knives, boots and other equipment. They also make them pay for board (in a squalid room shared with half a dozen others) and transport from their home countries. Locals do not mingle with the migrants. "It is a parallel society," says Ms von Zons.

Mr Tönnies did not resign. Instead, he vowed to right the ship. He promises to scrap subcontractors and employ all workers directly by the start of next year. He also paid for food sent to quarantined workers, and for thousands of coronavirus tests in Rheda and surroundings. In an interview on July 18th with *Westfalenblatt*, a local paper, he explained that Martin Exner, a hygiene expert at the University of Bonn, found that the outbreak was caused by poor ventilation. In Mr Tönnies' view, that meant it was not his firm's problem, but one for the entire industry. On July 17th the Rheda plant restarted slaughtering, albeit at a reduced pace: 8,000 pigs a day, compared with up to 25,000 in normal times.

Hubertus Heil, the German labour minister, will not let Mr Tönnies get off the hook easily. He demands Tönnies pay damages for having forced the region's quarantining. And he is due to present a draft law on July 29th banning the use of subcontractors in slaughterhouses.

Tönnies reacted by creating 15 subsidiary companies that will employ the formerly subcontracted workers. Critics think this is a ploy to prevent unionisation by dividing workers by job type, and perhaps by nationality: the vast majority of them will still be eastern Europeans. "We cannot find Germans to work for us," explains André Vielstädte, a spokesman for Tönnies, adding that it is not "pleasant work". Ending subcontracting will alleviate some hardships for migrant workers, but real change will come only if the industry leader shows the way. So far, Mr Tönnies has improved conditions at his plants mainly when he had no other choice.

DEBATTE UM BEGRIFF „MOHR“:

Der neue Umbenennungsfuror

- VON HELMUT GLÜCK
- -AKTUALISIERT AM 24.07.2020-12:43



Der „Mohr“ ist altertümlich, aber nicht rassistisch, doch das will eine kleine und lautstarke Minderheit einfach nicht wahrhaben. Ein Gastbeitrag.

Das Wort „Mohr“, so wird behauptet, sei herabsetzend. Die [Berliner Verkehrsbetriebe](#) wollen deshalb den U-Bahnhof Mohrenstraße umbenennen. Auch anderswo steht das M-Wort unter Beschuss. „Mohr“ ist schon im Althochdeutschen belegt als Entlehnung aus dem Lateinischen, wo „maurus“ einen Bewohner Nordwestafrikas bezeichnet, einen Mauren. Davon ist das Adjektiv „maurisch“ abgeleitet, das unter anderem in der Kunstgeschichte Verwendung findet.

Das Wort findet sich auch in anderen Sprachen: „moor“ im Niederländischen, „mòro“ im Italienischen, „more“ in der französischen Literatur. Mit dem altgriechischen „moros“, das „dumm“ bedeutet, hat „Mohr“ sprachgeschichtlich nichts zu tun; dass dieser lautliche Zufall immer wieder fälschlich als „Argument“ bemüht wird, spricht für sich. „Mohr“ ist eine Bezeichnung für einen dunkelhäutigen Menschen. Sie klingt heute altmodisch. Doch ist sie deshalb abwertend?

Name „Moritz“ beruht auf demselben Wortstamm

Auf „maurus“ beruhen die Ländernamen „Mauretanien“ und „Mauritius“. Sie stehen nicht unter Rassismusverdacht. „Morisken“ waren getaufte Mauren im alten Spanien, „Moresken“ sind Ornamente in der islamischen Kunst, „Morellen“ dunkle Kirschen. Einer der Heiligen Drei Könige, die dem Jesuskind ihre Gaben brachten, war ein Mohr. Bei den Sternsängern färbt sich eines der Kinder das Gesicht schwarz, weil es den Mohrenkönig darstellt. Das soll rassistisch sein.

Der Name „Moritz“ beruht auf demselben Wortstamm. Moritzburg liegt in Sachsen, Moritzkirchen gibt es landauf, landab. Man wird den Gefährten von [Wilhelm Buschs](#) Max umbenennen müssen, falls auch der Name „Moritz“ in Verruf kommt. Er geht zurück auf den heiligen Mauritius, den Patron der Soldaten, der Tuchweber und anderer Berufe. Kaiser Otto I. gründete im Jahr 937 das Mauritius-Kloster in Magdeburg und holte die Gebeine des Heiligen dorthin. Mauritius wurde zum Schutzpatron Magdeburgs und schließlich des ganzen Reiches. Sein schwarzer Kopf zierte (unter anderem) die Wappen Sardiniens, Korsikas und des Hochstifts Freising sowie viele Stadtwappen, beispielsweise das von Coburg.

Sarotti-Mohr wurde schon gebleicht

Eine Berliner Initiative sammelt derzeit Unterschriften mit dem Ziel, den Heiligen aus dem Coburger Stadtwappen zu tilgen. Eine ältere Initiative war damit 1934 vorübergehend erfolgreich. Apotheken (z. B. in Bayreuth), Brauereien (z. B. in Coburg) und Gasthäuser (z. B. in Gotha) führen den Mohren im Namen.

Mohrenstraßen, Mohrenplätze und Mohrenbrunnen gibt es vielerorts. Die Mohrenapotheke in Wien wird gerade umbenannt, weil eine Amtsperson von der SPÖ den Namen für rassistisch hält.

Die Redensart „Der Mohr hat seine Arbeit getan, der Mohr kann gehen“ (Schiller, Fiesco) wäre in künftigen Drucken zu schwärzen, sollte das Wort auf den Index geraten. Die Mohrenwäsche und den kohlpechrahenschwarzen Mohren im Struwelpeter müssten wir umbenennen, ebenso das Mohrenhuhn und die Mohrentaube, die Mohrenhirse und das Mohrenkraut. Der Sarotti-Mohr wurde bereits gebleicht und sieht nun aus, als habe er Gelbsucht. Die Brauerei Tucher (Nürnberg) hat bisher an ihrem Mohren-Logo festgehalten, die Kaffeerösterei Meinl (Wien) nicht. Der „Mohr im Hemd“, eine österreichische Leckerei, hat bisher alle Anfeindungen überlebt.

Mohrendarstellungen haben ihre Wurzeln im Mittelalter

Der Mohrenkopf nicht: er wurde durch den „Schokokuss“ ersetzt. Doch im Bregenzer Wald heißt ein Berg bis heute so. In der Fassade des Bamberger Mohrenhauses steht die Skulptur eines gekrönten Mohren, der selbstbewusst auf die Passanten herabschaut. Auch er steht auf einer Abschussliste. Die Netzseite „MyHeritage“ gibt an, dass sie 1.418.813 Belege für den Familiennamen Mohr besitzt. Soll man den Mohrs ihren Namen verbieten? Eine lautstarke Minderheit vergreift sich an einem Wort.

Sie brandmarkt es in Unkenntnis seiner Geschichte als rassistisch, doch es ist allenfalls altertümlich. Der Mohr steht in Wappen, im Namen von Apotheken, Gasthäusern und Firmen für einen Heiligen, er war Gegenstand religiöser Verehrung. Mohrendarstellungen haben ihre Wurzeln im Mittelalter, als es den neuzeitlichen Kolonialismus, aus dem im 19. Jahrhundert der abscheuliche „moderne“ Rassismus entstand, noch nicht gab. Das alles ignorieren die Mohren-Verächter. Wollen sie den Mohren aus der Sprache und der Bilderwelt verbannen, nur weil er schwarz ist?

Der Autor hat Sprachwissenschaft und Deutsch als Fremdsprache in Bamberg gelehrt.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/einhaltung-von-regeln-fuer-einwanderungsgesellschaft-zentral-16875931.html?premium=0xb70fa2393777ebf89c4db23e31bf0e75&GEPC=s5>

DEUTSCHPFLICHT IN DER SCHULE: **Laissez-faire auf dem Schulhof hilft nicht**

- EIN KOMMENTAR VON RÜDIGER SOLDT, STUTTGART
- -AKTUALISIERT AM 25.07.2020-21:56



Bildbeschreibung einblenden

Ein Mädchen spricht entgegen der Klassenregeln Türkisch. Sie bekommt eine Strafarbeit, die Eltern beschweren sich. Doch die Einhaltung gemeinsamer Regeln ist wichtig. Nur so gelingt das Zusammenleben in einer Einwanderungsgesellschaft.

- MERKEN
 - 108
 - 15
 -
 -

-
-
-
-

2 Min.

Viele Menschen in diesem Land haben ein Problem damit, Regeln einzuhalten. Das zeigt sich auf der Autobahn. Das ist zu beobachten beim Umgang mit den Vorschriften zur Eindämmung der Corona-Pandemie. Auch in Schulen gibt es bisweilen ein Problem, den Alltag nach Regeln zu organisieren.

Vor ein paar Tagen zeigte sich das in einer Grundschule in Blumberg, einer Stadt am Rande des Schwarzwalds. Eine Drittklässlerin soll sich in der Pause mit einer Mitschülerin laut auf Türkisch gestritten haben. Das war ein Verstoß gegen die Klassenregeln, wonach auf dem Pausenhof Deutsch gesprochen

werden muss. An der Grundschule stammen mehr als vierzig Prozent der Schüler aus Einwandererfamilien, vertreten sind sechzehn unterschiedliche Nationen. Wenn alle Schüler die Sprache ihrer Eltern benutzen würden, wären weder Unterricht noch Verständigung auf dem Schulhof möglich. Eltern, Lehrer und Schüler haben sich deshalb auf die Deutschpflicht verständigt, als Voraussetzung „zur Umsetzung des Erziehungsauftrags“.

Deutsch zu sprechen ist also eine von zahlreichen Regeln, die ein gedeihliches Schulleben garantieren. Diese Klassenregeln werden jedes Schuljahr von den Schülern beschlossen und den Eltern auf dem Elternabend vorgestellt. Bei dem erwähnten Streit ignorierte das Mädchen die Regel, zum wiederholten Mal. Einige Schüler beschwerten sich bei der Lehrerin. Die Lehrerin gab dem Mädchen eine Strafarbeit auf.

Interessant wurde der Fall, als die Eltern des Mädchens ins Spiel kamen: Obwohl die Lehrerin in einem Telefonat mit der Mutter den Vorgang erklärt und der Schülerin sogar die Strafarbeit erlassen hatte, schaltete die Familie einen Anwalt ein, der bei der Schulaufsicht Widerspruch einlegte gegen die Strafarbeit. Gesprächsangebote der Schulleitung lehnen die Eltern strikt ab. Sie sehen im Verhalten der Lehrerin eine Diskriminierung ihrer Tochter. Die Schulverwaltung sieht hierfür keine Anhaltspunkte. Das Mädchen übrigens erledigte ohne Wissen der Eltern die Strafarbeit und gab sie ab.

Wider besseres Wissen haben Migrantenverbände und auch die Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft die Deutschpflicht auf den Schulhöfen über Jahre als „Zwangsgermanisierung“ und „Sprachterror“ verunglimpft. Man schaffe „Ignoranz gegenüber kulturellen Unterschieden“. Das Gegenteil ist der Fall, denn ein babylonisches Sprachengewirr erzeugt Misgunst und Misstrauen, vor allen bei Streitereien. An der Herbert-Hoover-Sekundarschule in Berlin geben die Schüler seit 2005 das Versprechen ab, auf dem Pausenhof Deutsch zu sprechen. Die Konflikte haben abgenommen, die Schule wurde dafür ausgezeichnet, sie ist für die türkischstämmige Mittelschicht attraktiver geworden.

Je multikultureller und komplexer Einwanderungsgesellschaften werden, desto wichtiger wird es, Regeln zu vereinbaren. Denn schon die Deutschen streiten ja oft über ihre eigenen Werte und Überzeugungen; Migranten bringen oft noch ganz andere Ansichten mit. Ein gemeinsames Gesellschaftsbewusstsein und Werteverständnis lassen sich nicht voraussetzen, sie müssen erst wachsen. Am besten ist es, wenn sich Schulen oder Jugendklubs solche Regeln selbst auferlegen und deren Einhaltung auch selbst kontrollieren. Mit Laissez-faire wird sich das Versprechen von Aufstieg und Teilhabe von Einwanderern nicht einlösen lassen.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/zur-klage-des-schuelers-nicholas-sandmann-gegen-die-washington-post-16876993.html>

SCHÜLER GEGEN „WASHINGTON POST“:

Wer dem Twittermob folgt

- EIN KOMMENTAR VON MICHAEL HANFELD
- -AKTUALISIERT AM 26.07.2020-19:24



Szene des Anstoßes: Nicholas Sandmann und Nathan Phillips in Washington. Bild: Reuters

Der Schüler Nicholas Sandmann hatte die „Washington Post“ auf 250 Millionen Dollar verklagt. Die Verleumdungsklage wurde beigelegt, mit welcher Summe, ist unbekannt. Dabei zahlt die „Post“ einen Preis, der sich in Dollar oder Euro gar nicht beziffern lässt.

Am 18. Januar 2019 stand Nicholas Sandmann in der Nähe des Lincoln Memorial in Washington und wartete auf den Bus. Er und seine Mitschüler von der Covington Catholic High School in Park Hills, Kentucky, hatten am „March for Life“ teilgenommen, einer Demonstration gegen Abtreibung. Sandmann hatte eine rote Kappe mit der Abkürzung des Trump-Spruchs „Make America Great Again“ (Maga) auf dem Kopf, als er auf den älteren Amerikaner indigener Abstammung Nathan Phillips traf. Dieser war wegen des „Indigenous People March“ in Washington, trat dem Schüler gegenüber und schlug eine Trommel.

So weit, so harmlos, mochte man denken, hätte sich aus der Szene nicht im Nu ein nationaler Aufschrei und schließlich ein Armageddon der amerikanischen Medien entwickelt. Ein Tweet eines dubiosen Accounts, der kurze Zeit später gesperrt wurde, verbreitete eine kurze Videosequenz des Zusammentreffens und legte nahe, hier verhalte sich ein junger weißer Amerikaner rassistisch gegenüber einem älteren Indianer.

Das passte in alle Vorurteilsraster und vielen Medien so gut in den Kram, dass sie darauf verzichteten, die Information zu prüfen und ad hoc urteilten. Besonders schnell waren **CNN** und die „Washington Post“. Doch wie sie standen auch andere Medien düpiert da, als ein zweites, längeres Video auftauchte, dem zu entnehmen war, dass die Schüler aus Covington zuvor von einer religiösen Splittergruppe, die sich „Black Israelites“ nennt, bedrängt worden waren und sich der trommelnde Phillips zwischen die Gruppen begeben hatte, um die Situation zu beruhigen. Nicholas Sandmann hatte schlicht gar nichts getan.

Das darzustellen beeilte sich die „Washington Post“ dann, wie andere auch. Doch da war der Entrüstungsmob längst unterwegs. Im Netz wurde gehetzt. Sandmann und andere Schüler erhielten Morddrohungen, er brauchte Polizeischutz, an seiner Schule fiel der Unterricht aus Sicherheitsgründen für einige Tage aus.

Die Medien, die zu dem Irrsinn ihren Beitrag geleistet hatten, bekamen die Quittung. Sandmanns Eltern verklagten CNN auf 275 Millionen und die „Washington Post“ auf 250 Millionen Dollar Schadenersatz. Der Streit mit der „Post“ wurde am vergangenen Freitag – Sandmanns achtzehntem Geburtstag – außergerichtlich beigelegt. Um welche Summe es dabei geht, wurde nicht öffentlich, ebenso wie bei dem Verfahren gegen CNN, das im Januar mit einem Vergleich endete.

Wie hoch das Schmerzensgeld auch sein mag, den höchsten Preis bezahlen CNN, „Washington Post“ und andere seit dem 18. Januar 2019 bis heute: Sie haben an Glaubwürdigkeit eingebüßt, weil sie sich von der gesteuerten Aufregung im Netz hatten mitreißen lassen und diese verstärkten. Was gemeinhin als Methode des amerikanischen Präsidenten Donald Trump gilt – Polarisierung auf Biegen und Brechen –, ist auch anderen, die sich als aufgeklärt, links und antirassistisch verstehen, als Propagandamittel nur recht, zeigt dieses Beispiel. Die „Lincoln Memorial Confrontation“, wie das Ereignis inzwischen heißt, ist ein Exempel in mehrfacher Hinsicht.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/politische-gleichheit-der-sozialstaat-als-trostpflaster-16874701.html?premium>

POLITISCHE GLEICHHEIT:

Der Sozialstaat als Trostpflaster

- VON FLORIAN MEINEL
- -AKTUALISIERT AM 27.07.2020-07:04

Links wird jetzt nicht Marx, sondern Aristoteles zitiert: Danielle Allen plädiert für eine grundlegende Gesellschaftsreform in den Vereinigten Staaten.



Harvard-Professorin Danielle Allen

Die vor einem halben Jahrhundert erschienene „Theorie der Gerechtigkeit“ des amerikanischen Philosophen John Rawls gilt als die anspruchsvollste normative Begründung des Sozialliberalismus. Gerecht sind Gesellschaften nicht allein, so Rawls, wenn ihren Mitgliedern universelle, nur durch die gleichen Rechte anderer beschränkte Freiheitsrechte garantiert sind. Auch soziale und ökonomische Ungleichheiten dürfen nur in dem Maße hingenommen werden, wie sie gerade auch den Schwächsten der Gesellschaft zugutekommen. Dieses einflussreiche „Differenzprinzip“ ist das Godesberger Programm der politischen Philosophie: Kapitalistische Arbeitsteilung mit ihren Ungleichheitseffekten ist legitim, solange die Produktivitätsgewinne eine egalitäre Sozialpolitik finanzieren, die ohne sie gar nicht möglich wäre.

Dass hinter Rawls' Gerechtigkeitsideal letztlich eine Apologie des amerikanischen Industriekapitalismus nach dem New Deal stand, ist kein ganz neuer Verdacht. Niemand hat ihn allerdings bisher in solcher Vehemenz vorgebracht wie die in [Harvard](#) lehrende Philosophin Danielle Allen, frisch gekürte Trägerin des stattlich dotierten Kluge-Preises der Library of Congress, in ihren jetzt zuerst auf Deutsch erschienenen Frankfurter Adorno-Vorlesungen aus dem Jahr 2017 (*Danielle Allen: „Politische Gleichheit“, Suhrkamp Verlag*). Rawls ist demnach der Steigbügelhalter aller autoritären Mächte der Gegenwart, der „Schützenhilfe zu einem neoliberalen Teufelspakt“ geleistet hat, indem er den Schwächeren einredete, sich im Tausch gegen den Sozialstaat mit ihrer Situation zufriedenzugeben.

Unhaltbare Vorstellungen bei Rawls

Rawls habe nämlich die liberale Idee verteidigt, dass Freiheitsrechte, die wie Eigentum, Rede, Religion und Assoziation einen Raum individueller Autonomie abstecken, kategorial etwas anderes sind als kollektive demokratische Verfahrensrechte, auf deren Basis über soziale und ökonomische Fragen entschieden wird. Die das ganze Buch durchziehenden Invektiven gegen Rawls gehen bis zu dem Vorwurf, das System der Rassensegregation sei mit seiner Gerechtigkeitstheorie gut vereinbar. Worauf Allen damit hinweist, ist freilich ein trivialer Punkt: Natürlich lagen der auf Umverteilung fokussierten Gerechtigkeitstheorie des Wohlfahrtsstaates der Nachkriegszeit, die von der Gewerkschaftskrise noch nichts wissen konnte und von Migrationsproblemen, Rassenungleichheiten und Geschlechterhierarchien zu wenig wissen wollte, soziale Homogenitätsvorstellungen zugrunde, die heute unhaltbar geworden sind. Dass die heutige soziale Frage eine andere ist, würde Rawls am allerwenigsten bestreiten.

Gegen den Liberalismus stellt Allen einen Begriff von politischer Gleichheit, der – wie in der aristotelischen „Politeia“ – politische, soziale, ökonomische und kulturelle Gleichheit noch einmal neu zusammenführen soll. „In einer idealen Demokratie besteht die Bevölkerung aus freien und gleichen Bürgerinnen und Bürgern, deren Gleichheit zuallererst als eine Frage sowohl von politischer Gleichheit als auch von Gleichheit in Bezug auf die private Autonomie verstanden werden muss.“ Dazu übernimmt sie aus dem Neorepublikanismus von Philipp Pettit die Vorstellung von Freiheit als Nichtbeherrschung und ergänzt sie um den Gedanken der gleichen Chance beim Zugang zu Machtpositionen. Beides verbindet sie mit dem Ideal der Einbindung von Experten in basisdemokratische Beteiligung: „Am wertvollsten sind Experten, wenn sie Hand in Hand mit einer gut ausgebildeten Allgemeinbevölkerung arbeiten, die in der Lage ist, nützliches soziales Wissen in die Beratungen einzubringen.“ Politische Gleichheit ist für Allen aber noch mehr, nämlich eine Ordnung, in der alle Menschen einander durch Bande der „politischen Freundschaft“ in Gegenseitigkeit verbunden sind, wie überhaupt Demokratie etwas anderes sei als Mehrheitsherrschaft. Die Bürgerinnen und Bürger sollten vielmehr zu Miteigentümern an ihren politischen Institutionen werden, weshalb über Wahlkreiseinteilung und Wahlkampffinanzierung das Volk selbst entscheiden müsse.

Ein radikales Programm

Zu alledem lassen sich natürlich pragmatische Einwände formulieren: Wie etwa hätte man sich Hand in Hand mit der Bevölkerung arbeitende Experten auf welchen Gebieten konkret vorzustellen? Was ist das Kriterium von politischer Freundschaft in einer restlos medial vermittelten Politik? Welches andere Verfahren als die Mehrheitsentscheidung sichert Chancengleichheit? Doch Allen geht es nicht um Pragmatik, sondern um ein radikales Programm der Versöhnung von individueller und kollektiver Freiheit und Gleichheit.

Nun ist es allerdings gerade die Freiheit, die in kapitalistischen Gesellschaften Ungleichheitsdynamiken erzeugt. Gerade besonders liberale und diverse Gesellschaften bilden extreme soziale und ökonomische Ungleichheiten aus. Abhilfe schaffen kann daher nach Allen nur eine Sozialpolitik, die weniger verteilt, als an der Grundstruktur der Gesellschaft ansetzt. Vieles davon ist allerdings eher in den Vereinigten Staaten als in Europa ernsthaft strittig.

Allen fordert eine soziale Umgestaltung der Raum- und Bodennutzung, von Verkehrswesen, Wohnungsbau, Gebietsaufteilung, Bildung, Daseinsvorsorge und Kommunikationsinfrastruktur oder eine Betriebsverfassung nach deutschem Vorbild. Außerdem weniger Unterricht in MINT-Fächern, dafür mehr Geistes- und Sozialwissenschaften, um politisches Engagement zu schulen, eine stärkere Streuung der Postleitzahlen bei College-Zulassungen und schließlich die Aussicht aller Migranten auf volle politische Teilhabe. Dann aber auch eine Sozialtechnologie, die auf Ungleichheitsprobleme mit organisierter Diversität reagiert und den Umschlag von Privileg in Herrschaft präventiv reguliert: „Das Handlungsziel in diesem politischen Raum bestände in der Entwicklung einer Assoziationsökologie, in deren Rahmen die Menschen die Möglichkeit haben, sich auszusuchen, mit wem sie eine Verbindung eingehen, um ihre persönliche Vorstellung vom guten Leben zu verwirklichen, aber auch regelmäßig mit denen zu interagieren, die sie sich sozusagen nicht ausgesucht haben, und gleichzeitig regelmäßig gezwungen sind, in einer Vielzahl von öffentlichen Kontexten die Macht mit diesen anderen, nicht von ihnen ausgesuchten Personen zu teilen.“

Schwieriges Verhältnis von Recht, Rechten und Ökonomie

Anders gesagt: Die menschlichen Beziehungen müssen umgeplant werden, um die Macht aus ihnen zu vertreiben. All das soll nicht mehr durch einen falschen Begriff der Freiheit verstellt sein, obwohl die Ökonomie auch nach Allens Vorstellung kapitalistisch sein soll.

Dieser Wunschzettel der Gesellschaftsreform ist als Ausdruck der Verzweiflung über die desillusionierende Bilanz der Sozialpolitik der amerikanischen Demokraten seit der Bürgerrechtsära gut verständlich. Doch was trägt er zum theoretischen Projekt anderer Grundbegriffe von politischer Gleichheit und Freiheit bei? Oder vielmehr: Welches Verhältnis von Recht, Rechten und Politischer Ökonomie liegt diesen Vorstellungen zugrunde? Vielleicht am ehesten die Hoffnung auf das Ende ihrer Dialektik. Beides wird kurzgeschlossen, Rechte gibt es nur im Maße einer wahrhaft egalitären Ökonomie.

Daran ist zum einen ein Gesellschaftsideal bemerkenswert, das alles Wissen einer Gesellschaft von sich selbst im politischen Handeln für verfügbar hält. Zum anderen aber eine grandiose Unterschätzung jener „Wirtschaft“, von der Allen nur sagt, sie müsse demokratischer Kontrolle unterstellt werden. Es ist schließlich nicht irgendeine verfehlte Interpretation von Eigentumsschutz und wirtschaftliche Freiheit, die liberale Freiheit, politische Demokratie und ökonomische Ordnung voneinander trennt. Es ist, wie wir seit Hegel und Marx wissen, die Abstraktheit der Tauschbeziehungen unter Gleichen selbst, durch die der Einbau aristotelischer Sozialvorbehalte in das Recht der Freiheit zum Scheitern verurteilt ist.

So lag die Leistung des großen Marx-Kenners John Rawls auch darin, für die liberale politische Philosophie nachgewiesen zu haben, dass Sozialpolitik kein Gegensatz der Freiheit ist, sondern ihre Folgen zivilisatorisch bewältigen kann. Von der amerikanischen Republik scheint unterdessen nur noch übrig zu sein, dass linke Intellektuelle Aristoteles zitieren. Vielleicht müssen auch sie erst einmal zu Marx und Hegel zurück.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/wie-duesseldorf-an-dem-rapper-farid-bang-verzweifelte-16876207.html?premium>

VIDEO VON FARID BANG:

Der Bad Boy, der die Bad Boys zähmen sollte

- VON SEBASTIAN EDER
- -AKTUALISIERT AM 26.07.2020-11:42



Screenshot aus dem Video des Rappers Farid Bang für die Stadt Düsseldorf

Der Oberbürgermeister von Düsseldorf hat den Skandalrapper Farid Bang angeheuert, um Jugendliche zur Ordnung zu rufen. Das hat er schnell bereut.

Als die **Corona-Pandemie** Deutschland erreichte, gab es neben der Angst auch eine Hoffnung: dass die Gesellschaft zusammenrücken könnte. Dafür stand ein Video, das der Rapper Shindy im April veröffentlichte. An seiner Seite war ausnahmsweise keine leicht bekleidete Frau zu sehen, sondern ein Mann in Sakko und weißem Hemd: Jürgen Kessing, der Oberbürgermeister von Shindys Heimatstadt Bietigheim-Bissingen.

Der SPD-Politiker dankte dem Rapper für „die großartige Idee, sich einzubringen, um auch andere Zielgruppen ansprechen zu können“. Dann baten er und Shindy die Zuschauer, die Hygieneregeln zu beachten. Mehr als 600.000 Mal wurde das Video bis heute angeklickt.

Bis dahin war Shindy nicht als Freund von Politikern aufgefallen. 2013 hatte er mit **Bushido** das Lied „Stress ohne Grund“ veröffentlicht, eine Zeile von Bushido lautete: „Ich schieß’ auf Claudia Roth und sie kriegt Löcher wie ein Golfplatz“. Kessing wurde für die Zusammenarbeit mit Shindy trotzdem gelobt. Und auch das Image von Deutschrapp verbesserte sich. Vorher hatte schon Superstar Capital Bra seine Fans dazu aufgerufen, zu Hause zu bleiben. Kanzlerin Angela Merkel hatte mit ihrer Ansprache die eine Bevölkerungshälfte erreicht, Capital Bra die andere.

Mittlerweile lässt die Hygiene-Disziplin vor allem bei dem Bevölkerungsteil nach, der eher von Capital Bra erreicht wird. In Stuttgart und Frankfurt kam es zu Ausschreitungen betrunkenen Jugendlicher, auch in anderen Großstädten hielten sich viele nicht mehr an die Regeln, zum Beispiel in Düsseldorf.

SPD-Oberbürgermeister Thomas Geisel sagt: „Ich war an den vergangenen Wochenenden nachts in der Altstadt unterwegs. Dort werden einerseits Hygieneregeln nicht beachtet, andererseits gibt es ein erhebliches Aggressionspotential insbesondere bei jungen Männern, die sich den Ordnungskräften widersetzen. Viele davon haben einen Migrationshintergrund. Wir haben überlegt, wie man diese jungen Männer erreichen kann.“ Am Ende kam er auf jemanden, „der genau diese Zielgruppe anspricht“: **Farid Bang**.

Vielen ist Farid Bang für eine menschenverachtende Zeile bekannt

Da gab es nur ein Problem. Der 34 Jahre alte Rapper aus Düsseldorf ist in weiten Teilen der Bevölkerung vor allem für eine menschenverachtende Zeile bekannt: „Mein Körper definierter als von Auschwitzinsassen“. Trotz der Zeile hatte Farid Bang zusammen mit dem Rapper Kollegah 2018 einen Echo gewonnen.

Wegen der Empörung, die folgte, wurde der Preis schließlich abgeschafft. Die Rapper nutzten den Skandal lange für ihr Image als Bad Boys. Doch in diesem Sommer sagte Farid Bang in einem Interview: „Mir ist mit dieser Rap-Zeile ein Fehler unterlaufen, für den ich mich bei allen Betroffenen immer noch entschuldigen möchte.“

Pressekonferenz, in der er das Video von Farid Bang erklärte.

Oberbürgermeister **Geisel** kannte die Textzeile. Er hatte sich mit Farid Bang getroffen und darüber geredet. „Er hat mir sehr glaubwürdig versichert, dass er das bereut und in bewegenden Worten von seinem Besuch in der Auschwitz-Gedenkstätte erzählt. Nach intensiven Beratungen haben wir uns im Anschluss daran entschieden, ein Video mit ihm zu drehen“, sagt Geisel.

„Hört auf, Unfug zu machen“

Als das in dieser Woche bekannt wurde, war die Empörung groß. Die Jüdische Gemeinde Düsseldorf dementierte Angaben der Stadt, dass die Aktion abgesprochen worden sei. Der Sprecher der Stadt räumte ein, dass er „irrtümlicherweise“ davon ausgegangen war, dass sein Chef mit Offiziellen der Gemeinde gesprochen habe. Das Video von Geisel und Farid Bang veröffentlichte die Stadt schließlich nicht – dafür aber ein Video, in dem der Rapper allein für Respekt vor dem Ordnungsdienst wirbt: „Hört auf, Unfug zu machen“. Farid Bang verlinkte das Video auf seiner Instagram-Seite. Er hat 2,2 Millionen Follower, die Stadt Düsseldorf 25.000.

Die Antisemitismusbeauftragte der Landesregierung, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger von der FDP, hält von dieser Zusammenarbeit nichts. „Herr Geisel hatte das richtige Ziel. Aber Farid Bang ist wegen seiner antisemitischen, homophoben und frauenverachtenden Äußerungen die vollkommen falsche Person, um glaubwürdig für Vernunft bei jungen Leuten zu werben.“ Dass der Rapper seine Äußerungen bereue, möge der Eindruck von Geisel sein. „Es passt aber nicht zu dem Eindruck, den Farid Bang sonst hinterlässt.“

Geisel sagt, er sei getroffen davon, welche Verletzungen die Aktion bei vielen Menschen verursacht habe. „Das wollte ich nicht. Ich glaube, niemand stellt mich in Verdacht, dass ich ein Freund von Gewaltverherrlichung, Frauenfeindlichkeit und Homophobie bin. Das wird Farid Bang ja alles nicht ganz zu Unrecht vorgeworfen.“

Er sei vor allem dem Antisemitismusvorwurf nachgegangen – und habe sich mit dem neuen Album von Farid Bang befasst. „Das ist nicht mein Sprachgebrauch“, sagt Geisel. „Aber eine vorsätzlich menschenverachtende Geisteshaltung ist da nicht zu erkennen.“ In einem Lied geht es sogar kurz um die Pandemie. Der Musiker SSIO rappt: „Fick mit Maske seit Coronavirus“.

WEIDMANN WARNT:

Kein Sprungbrett für großangelegte EU-Verschuldung

• AKTUALISIERT AM 26.07.2020-15:45



Der Bundesbankpräsident spricht sich für finanzielle Solidarität in der Europäischen Union aus. Doch Gemeinschaftsschulden hält er für bedenklich.

Jens Weidmann sieht die Aufnahme gemeinsamer Schulden der EU-Staaten zur Bewältigung der Corona-Krise kritisch. „Gemeinschaftverschuldung für umfangreiche Transfers halte ich grundsätzlich für bedenklich“, sagte der Präsident der [Deutschen Bundesbank](#) den Zeitungen der Funke Mediengruppe. „Zumindest sollte das Paket nicht als Sprungbrett für großangelegte EU-Verschuldung zur regulären Haushaltsfinanzierung dienen.“

Es sei aber wichtig, dass sich die [EU](#) in der Krise als handlungsfähig erwiesen habe. „Solidarität in Europa – auch finanzielle – halte ich in dieser Situation für richtig“, sagte Weidmann. „Damit die Mittel sinnvoll und effizient verwendet werden, braucht es Kontrollmechanismen.“

Die EU-Staaten hatten sich beim jüngsten Gipfel sehr schwer mit der Einigung getan und vier Tage und Nächte gerungen. Der Weg für den Gesamtdeal wurde frei, nachdem die sogenannten sparsamen Staaten akzeptiert hatten, dass gemeinsame Schulden aufgenommen werden und Geld als Zuschuss an EU-Staaten geht. Im Gegenzug willigten Deutschland, Frankreich, Italien und Spanien ein, die Summe dieser Zuschüsse von 500 Milliarden auf 390 Milliarden Euro zu verringern.

https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/frankfurter-ausgabe-der-saemtlichen-werke-hoelderlins-16874789.html?printPagedArticle=true#pageIndex_5

FRANKFURTER AUSGABE:

Der Höhepunkt des Hölderlinjahrs

- VON JOCHEN HIEBER
- -AKTUALISIERT AM 26.07.2020-19:14



Die Frankfurter Ausgabe der „Sämtlichen Werke“ von Friedrich Hölderlin ist rechtzeitig zum 250.Geburtstag des Dichters wieder im Buchhandel erhältlich. Das ist eine Freude, die den Blick für seine Poesie aufs Neue öffnet und schärft.

Ein Auftakt, so gebieterisch und unwiderstehlich, als nähme er Beethovens fünfte Sinfonie vorweg: „Komm! ins Offene, Freund!“ Ein Fortgang, als würde thematisch auch die sechste, die Pastorale, antizipiert: „Weiden grünend und Wald und all die grünenden Bäume / Zahllos, blühend weiß, wallen in wiegender Luft“. Es ist „Der Gang aufs Land“, den Friedrich Hölderlin 1801, sieben Jahre vor der Uraufführung der beiden Beethoven-Sinfonien, intoniert und instrumentiert. Begegnet sind sich der Dichter und der Komponist nie, jeder von ihnen jedoch Goethe. Obwohl Schiller ihr gemeinsames Idol war, haben sie, die Jahrgangsgenossen von 1770, sehr wahrscheinlich nicht einmal voneinander gewusst. Hölderlin, der Flöte spielte und Klavier, begriff Poesie stets als „Gesang“, achtete dichtend auf den „Wechsel der Töne“ und ließ „das Saitenspiel“ auch in den schönsten Versen hören, die er schrieb, jenen von „Brod und Wein“ und „Andenken“. „Der Gang aufs Land“ ist fast so schön. Aktueller als er aber kann ein Gedicht nicht sein im pandemischen Stadtflucht-Sommer 2020: „Deßhalb wollen wir heut wünschend den Hügel hinauf.“

Entworfen, genauer: hingeworfen hat Hölderlin die idyllische Elegie zunächst in wilder, rauher Handschrift, in der sich Wörter und Zeilen fast abstandslos über- und ineinanderballen, für die der Papierrand ein bloßes Ärgernis ist und die Strophenfuge Platzverschwenden. Es folgt eine Reinschrift, die Regemaß zeigt, dem Dichter aber nicht genügt, weshalb er auf weiteren Blättern weitere Halbsätze, Keimwörter, Verszeilen notiert – mit dem ins Reine Geschriebenen wird er sie nie verbinden. Das Gedicht bleibt Fragment, wengleich ein grandioses.

Rabiate Polemik nicht ausgeschlossen

Bis vor einigen Jahrzehnten konnten wir Leser solche handschriftlichen Verhältnisse – sie sind beim reifen Hölderlin die Regel – bestenfalls errahnen. Wir mussten uns mit gedruckten Reinschriften oder konstituierten Texten begnügen, rare Handschriftenfaksimiles blieben schmückende Beigaben. Wollte man es genauer wissen, erfuhr man das Nötige in den Kommentarbänden der maßgeblichen historisch-kritischen Editionen. Maßgeblich für Hölderlin war die Große Stuttgarter Ausgabe in fünfzehn Bänden, kurz: StA, die der Germanistenpapst Friedrich Beißner 1943, noch im Weltkrieg, begonnen hatte. Sie stand Mitte der siebziger Jahre kurz vor der Vollendung und ist inzwischen auch digitalisiert. Mit der Trennung von Lesefassung und Variantenapparat galt sie als Fels wie Vorbild neugermanistischer Editionstechnik und Textkritik.

Am 6. August 1975 aber geschah Ungeheuerliches. Im Nobelhotel Frankfurter Hof präsentierten KD Wolff, 32 Jahre alt und linksradikaler Chef des Verlags „Roter Stern“, und der vier Jahre ältere D.E. Sattler, ein Werbegrafiker aus Kassel ohne Abitur, bei einer legendär gewordenen Pressekonferenz einen Einleitungs- und Proband mit Abbildungen und Editionsbeispielen aus dem sogenannten Homburger Folioheft, der schwierigsten aller Hölderlin-Handschriften, und erklärten, binnen fünf Jahren eine vollständige und völlig neuartige Werkausgabe in zwanzig Bänden vorzulegen – ausschließlich finanziert durch Subskription und Verkauf, ohne öffentliche Unterstützung.



Friedrich Hölderlin in einer Zeichnung von D. E. Sattler, 1974 :Bild: D. E. Sattler

Der Auftritt war nur noch moderat von Klassenkampf-Rhetorik orchestriert, was rabiate Polemik gegen die StA nicht ausschloss. Deren Editionsweise, hieß es, unterdrücke den wahren Hölderlin und halte die Leser unmündig. Die deutschsprachigen Feuilletons, auch Volker Hage in dieser Zeitung, zeigten sich skeptisch, dabei erwartungsvoll und ja: auch beeindruckt. Stellvertretend für die etablierte Wissenschaft gab Detlev Lüdgers, der Direktor des Goethehauses und des Freien Deutschen Hochstifts, allerdings zu Protokoll, hier gehe es offenbar „nicht nur um einen ganzen, sondern auch um einen ganz roten Hölderlin“.

Fragt man Anne Bohnenkamp-Renken, Lüdgers' Frankfurter Nach-Nachfolgerin, zugleich Vorsitzende in der Arbeitsgemeinschaft Germanistischer Editionen, nach dem heutigen Rang der einstigen Rebellion, sagt sie: „Die FHA, die Frankfurter Hölderlin-Ausgabe, hat die Wahrnehmung von Editionen und das Nachdenken darüber revolutioniert. Man kann die neuere Editions-geschichte geradezu einteilen in eine Zeit vor und eine Zeit nach KD Wolff und vor allem D.E. Sattler.“ Bereits vier Jahre nach der Hotel-Premiere hatte [Jürgen Habermas](#) in den „Stichworten zur ‚Geistigen Situation der Zeit‘“ notiert, „die Hölderlin-Ausgabe des Roten Stern“ sei einer der wenigen gelungenen „Ausbruchsversuche aus dem Getto“ der Achtundsechziger.

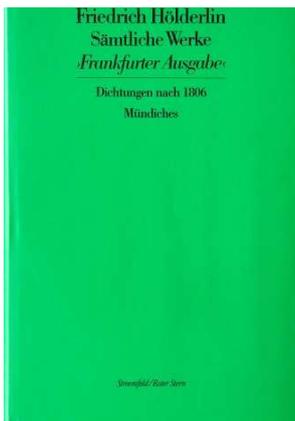
Nicht nur in der Wissenschaft gibt es Momente, in denen die als Einmischung, ja Bedrohung empfundene Initiative von Außenseitern weiterhilft. Man spürte damals, dass Sattler eine womöglich höchst originelle Konsequenz aus dem Umstand gezogen hatte, dass es Fertiges, Endgültiges beim späten Hölderlin, also im dichterischen Werk eines Dreißig- bis Fünfunddreißigjährigen, nicht gebe. Umstandslos opferte er die Trennung von Text und Apparat zugunsten eines genetischen Nachvollzugs des dichterischen Prozesses, der seinerseits durch umfassende, dabei technisch Band für Band verbesserte Schwarzweiß-Photografien des handschriftlichen Befunds und deren seitenparallele Umschrift dokumentiert wurde.

Von „Stuttgart“ nach Patmos

Sich selbst gekrönt hat die Frankfurter Ausgabe zwischen 1986 und 1999 durch drei farbfotografische Faksimilebände der wichtigsten Handschriften-Konvolute in höchster Qualität, darunter naturgemäß zuerst das Homburger Folioheft, in dem Hölderlin zwischen 1802 und 1806/07 jene Reinschriften und Entwürfe festhält, die Ruhm und Rang seines Werks wesentlich mitprägen: neben der unvergleichlichen Elegie „Brod und Wein“ auch „Heimkunft“ und „Stuttgart“, neben „Der Einzige“, „Patmos“ und „Die Titanen“ etwa auch „Das Nächste Beste“ und „Mnemosyne“. Über solch zugleich luxuriösen wie das Dichterwort manifest demokratisierenden Publikationen kam das rein editorische Handwerk nicht zu kurz. Zwar wurden aus fünf letztlich 33 „keineswegs müßige“ (Bohnenkamp-Renken) Jahre, zwar wurden durch die Universität Bremen

und die Deutsche Forschungsgemeinschaft öffentliche Mittel bewilligt, die für einzelne Bände auch junge, aufstrebende Philologen als Mitarbeiter finanzierten.

Elementar war aber, dass die Ausgabe ein privates Engagement blieb, in ihrem Kern also das Werk dreier Akteure, die bis zur Vollendung im Jahr 2008 trotz schlimmer Kräche nach innen wie außen, permanenter Geldnot, trotz der durch Pleite bedingten Metamorphose des „Roten Stern“ zur Schweizer Dependance „Stroemfeld“ und des zeitweise trotzigen Ausscherens des Herausgebers zu einem Konkurrenzverlag final zusammen-, genauer: durchhielten: Michel Leiner, der meisterhafte, 2014 gestorbene Buchgestalter und Schriften-Kompositeur, KD Wolff, von dessen ebenso sensibler wie robuster Durchhalte- wie Durchsetzungskraft alles abhing, und natürlich der heute schwer erkrankte D.E. Sattler selbst, der sich vom Autodidakten zum allwissenden Spezialisten entwickelte und dessen Fähigkeit, zu sehen und andere sehend zu machen, fraglos das Ingenium der Edition ausmacht.



Ein Band aus der Frankfurter Hölderlin-Ausgabe der sämtlichen Werke :Bild: Frank Röth

Am Ende war gleichwohl nicht alles gut. Sattler hatte sich im Lauf der Zeit vom Sehenden zum Seher gewandelt. An die Stelle des Offenen, Prozesshaften der Dichtung rückte eine Ganzheits-, ja Vollkommenheitsobsession, die gerade für die Edition der Königsbände des Frankfurter Hölderlins, die „Gesänge“ von 1802 an, fatale Folgen zeitigte. Sie halten einer kritischen Sichtung – „Glaube, wer es geprüft!“, heißt es in „Brod und Wein“ – nicht stand. Weil er Kritik zunehmend schroffer abwies, hat Sattler diese Bände ohne Mitarbeiter ediert, was in der Folge zwangsläufig auch den Schlussband der Ausgabe, die sonst in vielem höchst kundige „Chronologisch-integrale Edition“, in Mitleidenschaft zieht.

Schon Norbert von Hellingrath hat in seiner Ausgabe von 1917 die „Gedichte 1800–1806“ übersteigert als „Herz, Kern und Gipfel des Hölderlinischen Werkes“ bezeichnet – ganz gewiss, um das Pathologisieren des Spätwerks abzuwehren, es eben nicht als Vorboten und Vorstufe zu jener „Umnachtung“ anzusehen, die dann von 1806 an zur Einlieferung des Dichters in die Psychiatrie und von 1807 an zur zweiten Lebenshälfte im Tübinger Turm führt. Auch Beißner war von der Mission beseelt, die späten Hymnen durch verschiedene „ Fassungen“ zu retten und alles Widerstrebende im Apparat zu verstecken. Die Stuttgarter Ausgabe ist gleichwohl ein Monument geworden und geblieben. Nicht minder gilt das für die FHA, liefert sie doch durch die Faksimiles der Handschriften die wesentliche Grundlage zur Kritik an ihr gleich mit. Hölderlin, es ist sein und unser Glück, ist der bestedierte Klassiker der deutschen Literatur.

Seit zwei Jahren aber sind die Verlagsbestände der Frankfurter Ausgabe in ein Bücherlager gesperrt. Im Handel ist die FHA nicht mehr erhältlich gewesen. KD Wolff konnte keine Nachfolger finden, zum Verlust des verlegerischen Partners Michel Leiner kam 2018 die Insolvenz von Stroemfeld/Roter Stern. Wichtige Säulen des einstigen Verlags, Klaus Theweleits „Männerphantasien“, Peter Kurzeck und seine Romane sowie Roland Reuß, Peter Staengle und ihre Kafka-Edition, haben in anderen Häusern ein, so ist zu hoffen, „freundlich Asyl“ (Hölderlin, „Mein Eigentum“) gefunden. Ein solches öffnet sich von der kommenden Woche an auch für die FHA. Vittorio Klostermann, Chef des gleichnamigen Frankfurter Verlags und Hüter von Martin Heideggers Werken, hat den Frankfurter Hölderlin übernommen und macht ihn jetzt aufs Neue lieferbar.

Die Nachricht ist der Höhepunkt des Hölderlinjahrs. Warum? Mit Sicherheit werden die zwanzig Bände, die nur zusammen zu erwerben sind und 998 Euro kosten, kein Verkaufserfolg sein, ebenso wenig die drei Supplement-Ausgaben (198 Euro) und die je einzeln verfügbaren Sattler-Bände („Gesänge I und II“, 98 Euro) sowie der FHA-Schlussband (48 Euro). Zudem ist die FHA längst in (fast) jeder Universitäts- und Landesbibliothek einzusehen und auszuleihen. Darum geht es nicht. Es geht auch nur am Rande darum, sei aber immerhin gesagt, dass sich ein häusliches Leseleben ohne die FHA – und das hieße eben auch: ohne all die Hölderlin-Manuskripte im Faksimile, mit denen man dank D.E. Sattlers Umschriften ganz rasch vertraut wird – schon sehr bald nicht mehr vorstellen ließe. Also kann es bei der Übernahme durch Klostermann nur um ein Symbol gehen, um ein allerdings emphatisches Zeichen von Präsenz. In Zeiten von Bücher- und Leserschwind ist die FHA beinahe schon wieder ein kulturevolutionäres Unterfangen, ganz so, wie sie vor 45 Jahren begann.

In einer „Zeit“-Rezension von Sattlers Schlussband „Chronologisch-integrale Edition“ nahm 2008 Navid Kermani als Schlüssel zum späteren Hölderlin wahr, wie „die Dichtung fliegt“, während er, der Dichter, „selbst stürzt“. Nahezu alle Gedichte und Gesänge, die ihn singulär machen, schreibt Hölderlin, nachdem er der geliebten Frankfurter Bankiersgattin Susette Gontard bekennen muss, seine Ersparnisse gingen zur Neige, mit ihnen die (einzige) Zeit als freier Autor, die er zwischen 1798 und 1800 in Homburg vor der Höhe verbringt. Er muss wieder nach Hause ins Württembergische und in die Abhängigkeit. Sagen lässt sich, dass in nahezu allen großen Gedichten ein Dichter-Ich erscheint, das mit dem autobiographischen wenig – aber nicht nichts – zu tun hat, dafür als Medium des Unbedingten zwischen dürftiger Gegenwart und erhabener mythisierter Antike hin und her schwingt. Dabei erschöpft es sich.

In „Andenken“, der 1803 geschriebenen, prosodisch unübertrefflichen und philosophisch unausdeutbaren Reminiszenz an die wenigen Vorjahreswochen als Hauslehrer in Bordeaux, steht die Sequenz: „Es reiche aber, / Des dunkeln Lichtes voll, / Mir einer den duftenden Becher, / Damit ich ruhen möge; denn süß / Wär’ unter Schatten der Schlummer.“ Vierzig Jahre und viele, von 1807 an nur noch konstatierende, gleichwohl ergreifende Verse lang wird Hölderlin danach hinleben. Die Töne von „Andenken“ sind keine Vorwegnahme von Beethoven mehr, sie greifen noch viel weiter voraus – fast bis ans Ende von Richard Wagners „Tristan und Isolde“. In der Frankfurter Hölderlin-Ausgabe lässt sich (auch) das – sehen.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/finanzpaket-merkel-und-macron-halten-die-eu-zusammen-16876541.html?premium=0x400212ae5e9009472e9e0ae7daa2a3ae&GEPC=s5>

EU-FINANZPAKET:

Merkel und Macron halten den Laden zusammen

- EIN KOMMENTAR VON THOMAS GUTSCHKER
- -AKTUALISIERT AM 26.07.2020-16:09



Die Kanzlerin und der Präsident sahen beim EU-Gipfel über enge nationale Interessen hinaus und behielten das Ganze im Blick. Sie leisten das, was schon Helmut Kohl und François Mitterand als ihre Aufgabe sahen. Und das ist gut so.

Markiert das EU-Gipfeltreffen zum Finanzpaket das Ende der deutsch-französischen Dominanz in Europa? Das war vielfach zu lesen und zu hören in dieser Woche. Eine neue Achse der Sparsamen habe sich durchgesetzt. Ihr Anführer, der Niederländer Mark Rutte, wurde zum „Sieger im Milliarden-Poker“ ausgerufen. Insbesondere die FDP hat einen neuen Liebling. Christian Lindner rief ihn zum „Nachfolger von Wolfgang Schäuble in Europa“ aus, der parlamentarische Geschäftsführer Florian Toncar forderte gar das Bundesverdienstkreuz für Rutte.

Keine Frage: Der niederländische Ministerpräsident hat hart verhandelt und sein Kerninteresse durchgesetzt. Das Land wird inflationsbereinigt nicht mehr für die Europäische Union aufwenden als bisher. Denn es bekommt einen kräftigen Rabatt auf seine Beiträge und darf einen höheren Teil der Zölle behalten, die in Rotterdam im Auftrag der EU kassiert werden. In Ruttés Fahrwasser haben sich auch Österreicher, Dänen, Schweden und Finnen bewegt.

Deutschland bekommt ebenfalls einen beachtlichen Rabatt, aber die Kanzlerin verzichtete darauf, ihn mit den anderen in die Höhe zu treiben. Schwäche war das nicht: Deutschland ist Netto-Gewinner der Europäischen Union, seit sie besteht. Von den Transfers, die über den EU-Haushalt in ärmere Staaten fließen, kaufen diese hierzulande teure Produkte. Der frühere Haushaltskommissar Günther Oettinger hat oft auf diesen Zusammenhang hingewiesen.

Ein Triumph für die Sparsamen?

Er gilt jetzt umso mehr, angesichts der wirtschaftlichen Verwüstungen, die die Pandemie in Europa hinterlassen hat und womöglich noch anrichtet. Die beiden größten Nettozahler der Union, Deutschland und Frankreich, hatten Zuschüsse von 500 Milliarden Euro vorgeschlagen, weil sie sich darüber bewusst sind, wie sehr ihre Volkswirtschaften und ihr Wohlstand vom Wohlergehen der gesamten Union abhängig sind. Natürlich hatte Paris auch noch ein engeres eigenes Interesse, weil es besonders stark von der Krise getroffen ist. Von dem Vorschlag sind am Ende 390 Milliarden Euro übrig geblieben, den Rest haben Rutte und Co. wegverhandelt. Ein Triumph für die Sparsamen?

Das darf man bezweifeln. Berlin und Paris haben durchgesetzt, dass die Union in einer außergewöhnlichen Notlage Schulden machen darf – was für alle Mitgliedstaaten, die sparsamen eingeschlossen, ganz normal

ist. Und die 390 Milliarden liegen deutlich näher am deutschen-französischen Vorschlag als Ruttes Ausgangsposition: gar keine Zuschüsse.

Bedauerlich ist daran nur, dass das Gros des Geldes nun direkt an die Staaten fließt, während die 110 Milliarden in EU-Programmen fehlen, die einen echten europäischen Mehrwert schaffen können. Das betrifft die Forschung, wo es schon heute siebenmal mehr förderwürdige Projekte als Mittel gibt. Es betrifft den Übergang zu einer klimafreundlichen Wirtschaft, Zukunftsinvestitionen, etwa in ein umfassendes 5G-Netz, und einen besseren Gesundheitsschutz, gerade bei Pandemien.

Auch die Entwicklungshilfe ist unter die Räder gekommen; da geht es nicht um Almosen, sondern – platt gesagt – um die Eindämmung irregulärer Migration. Das Europäische Parlament klagt aus guten Gründen über die Streichungen, auch wenn es beim Geld kaum Spielraum für Nachverhandlungen hat.

Einen zweiten Finanzgipfel, der das Paket wieder aufschnürt, wird es nicht geben. Die Abgeordneten tun daher gut daran, wenn sie sich auf die Rechtsstaatlichkeit konzentrieren. Europäische Steuerzahler dürfen erwarten, dass ihr Geld nicht in den Taschen von Regierungschefs und deren Geschäftsfreunden versickert, weil die sich daheim alle unabhängigen Kontrollinstanzen unterwerfen.

Das Ringen legte bestehende Bruchlinien offen

Das vier Tage lange Ringen hat bestehende Bruchlinien in der Europäischen Union offen gelegt: zwischen den reichen Staaten im Norden und den ärmeren im Süden, zwischen gefestigten Rechtsstaaten im Westen und einigen im Osten, die zwar den Kommunismus abgeschüttelt haben, nicht aber dessen autoritäre Strukturen. Trotzdem ist die Union nicht zerbrochen, wieder nicht – obwohl Populisten in ganz Europa das so flehentlich herbeisehnen. Warum?

Weil [Angela Merkel](#) und Emmanuel Macron den Laden zusammengehalten haben. Mit ihrem Vorstoß für ein Konjunkturprogramm haben sie Gestaltungsmacht bewiesen. Natürlich sind die Zeiten längst vorbei – wenn es sie denn überhaupt gegeben hat –, in denen ein deutsch-französischer Kompromiss von den anderen abgenickt wird. Eine solche Union wäre auch nicht wünschenswert. Europa ist gelebte Vielfalt, es verträgt keinen Hegemon. Aber es braucht Länder, die über ihre engen nationalen Interessen hinaussehen und das Ganze im Blick behalten. Das haben die Kanzlerin und der Präsident geleistet, wie einst Kohl und Mitterrand.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/was-juergen-stark-ueber-die-ezb-sagt-16876012.html?premium>

JÜRGEN STARK IM GESPRÄCH:

„Die EZB ist auf die schiefe Bahn geraten“

- VON DENNIS KREMER
- -AKTUALISIERT AM 27.07.2020-20:14



Der frühere EZB-Chefvolkswirt Jürgen Stark spricht im Interview über die Anleihekäufe der Notenbank, das strittige Urteil des Verfassungsgerichts und neue Konflikte im Euroraum.

Herr Stark, Sie waren bis Ende 2011 Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank (EZB) und gelten heute als einer ihrer schärfsten Kritiker. Wie zufrieden sind Sie mit der Arbeit der EZB in der Corona-Krise?

Der Beginn dieser Pandemie hätte für die EZB zu keinem ungünstigeren Zeitpunkt kommen können. Denn schon unter ihrem vorherigen Präsidenten Mario Draghi hat sie versäumt, den Ausstieg aus ihrer extrem lockeren Geldpolitik einzuleiten. So herrschte allgemein der Eindruck, dass die Zentralbank im Falle einer neuen Krise keine größeren Handlungsoptionen mehr besitze.

Sie hat dann aber sehr wohl gehandelt und ein zusätzliches Anleihekaufprogramm im Volumen von mehr als 1000 Milliarden Euro beschlossen.

Die EZB hat zwei Dinge getan. Zunächst hat sie zusätzliche Liquidität bereitgestellt, als es zu Anfang der Krise darum ging, die Unsicherheit an den Finanzmärkten zu reduzieren. Das war eine rasche und richtige Reaktion, wie ich finde. Damals hat EZB-Präsidentin Lagarde betont, es sei Sache der Regierungen, die Krise zu bekämpfen. Auch das fand ich richtig. Allerdings haben Madame Lagarde und ihre Kollegen dann sehr schnell den Standpunkt gewechselt und damit begonnen, in großem Stil weitere Staatsanleihen der Euroländer zu kaufen – über die bereits bestehenden Anleihekaufprogramme hinaus. Das war aus meiner Sicht weder notwendig noch angemessen.

Hätte die EZB in der größten Krise seit vielen Jahren einfach zuschauen sollen?

Die Geldpolitik war doch schon extrem locker. Und muss man denn jeder Krise mit einem neuen Instrument oder einem neuen Programm begegnen? Christine Lagarde hat zu Beginn der Pandemie richtigerweise auf die Verantwortung der europäischen Regierungen hingewiesen. Als diese dann handelten und die öffentlichen Schulden explodierten, wurde die EZB mit dem neuen Kaufprogramm aktiv und ebnet nun die unterschiedlichen Refinanzierungskosten zwischen den Eurostaaten ein. Das heißt: Das Risiko, dass diese Staaten ihre Schulden nicht mehr zurückzahlen, wird an den Finanzmärkten nicht mehr richtig bewertet. Das setzt falsche Signale.

Diese Kritik gibt es schon seit Jahren. Zu größeren Verwerfungen an den Märkten haben die EZB-Eingriffe aber nicht geführt.

Zugestanden, das Ganze ist nicht ohne Paradoxie: Um Risiken unter Kontrolle zu bekommen, ist die EZB selbst zu einer sehr risikobehafteten Institution geworden. Sie hat mit den Anleihekäufen ihre Bilanz auf etwa 50 Prozent der Wirtschaftsleistung des Euroraumes ausgedehnt. Das muss man sich einmal vorstellen!

Welche Konsequenzen befürchten Sie?

Mit einer stark expandierenden Zentralbankbilanz geht eine schleichende Änderung unseres Wirtschaftssystems einher. Die EZB hat sich in enorme Abhängigkeit von den Regierungen der Eurostaaten begeben. Denn sie kann nicht ohne weiteres aus diesen Anleiheprogrammen aussteigen, sonst führt das zu stark steigenden Anleihezinsen und endet in einer Staatsschuldenkrise gigantischen Ausmaßes. Im Grunde genommen ist die EZB – ich sage das bewusst so hart – zur Mittäterin geworden, die Staaten mit verfehlter Finanz- und Wirtschaftspolitik das finanzielle Überleben erleichtert.

Die EZB sagt, sie handele im Rahmen des Mandates. Die Maßnahmen seien nötig, um die Inflationsrate mittelfristig in Nähe des Zielwertes von rund zwei Prozent zu bringen.

Die Maßnahmen entsprechen schon lange nicht mehr dem engen Mandat, das man der EZB einst gegeben hat. Egal, wie spitzfindig man auch argumentiert: Ökonomisch handelt es sich dabei um monetäre Staatsfinanzierung, mögen das die Juristen auch noch anders sehen. Und Staatsfinanzierung ist der EZB nun einmal verboten. Aber seit der Staatsschuldenkrise 2010 ist die EZB immer mehr zu einer politisierten Institution geworden, die solche Bedenken nicht ernst nimmt. In Kürze werden dem EZB-Rat fünf ehemalige Wirtschafts- und Finanzminister angehören: [Mário Centeno](#) aus Portugal, Luis de Guindos aus Spanien, Olli Rehn aus Finnland, Peter Kažimír aus der Slowakei - und natürlich Christine Lagarde. Das gab es noch nie. Die politische Prägung der EZB ist auch in ihrer Absicht greifbar, zum Klimaschutz beizutragen.

Das Bundesverfassungsgericht hat im Mai entschieden, die EZB müsse gegenüber dem [Bundestag](#) darlegen, dass sie bei ihren Entscheidungen auch die negativen Folgen mitbedenkt. Auch das gab es noch nie.

Ich habe große Bedenken, wenn sich die EZB gegenüber nationalen Parlamenten oder auch gegenüber einem Gericht verantworten muss. Das gefährdet zweifelsohne ihre Unabhängigkeit. Man muss sich aber fragen, ob die Europäische Zentralbank ihre Unabhängigkeit nicht selbst in Frage gestellt hat, indem sie sich auf ein Territorium begeben hat, das nicht das ihre ist. Natürlich hat jede geldpolitische Maßnahme Nebenwirkungen, die sich an den Finanzmärkten, bei der Vermögensverteilung oder in der Wirtschaftspolitik beobachten lassen. Aber die EZB hat nun einmal Maßnahmen, die auf die Unterstützung einzelner Länder abzielen, vor das Mandat der Preisstabilität gestellt. Über die Folgen dieser Selbstermächtigung darf sie sich darum nicht wundern.

Ist der Weg, den Bundestag und EZB jetzt im Umgang mit dem Urteil gefunden haben, für Sie der richtige?

Einige tun ja jetzt so, als handele es sich dabei um große staatsmännische Kunst. Ich sehe das anders. Das ganze Verfahren geriet zu einer Farce: Die EZB leitete über die Bundesbank interne Dokumente, die die Verhältnismäßigkeit ihrer Beschlüsse belegen sollen, ans [Bundesfinanzministerium](#) weiter, und das Ministerium wiederum stellte sie dem Bundestag zur Verfügung. Von einer echten Prüfung kann da doch keine Rede sein.

Das behaupten Sie jetzt einfach so.

Nein, das ist eine logische Ableitung aus der Abfolge der Ereignisse. Am gleichen Tag, an dem die EZB-Dokumente im Bundesfinanzministerium eingingen, wurden sie auch schon mit einer positiven Bewertung an den Bundestag weitergeleitet. Die Abgeordneten hatten nur wenig Zeit, sich damit zu befassen. Für Regierung und Bundestag stand also schon im Vorhinein fest: Das, was die EZB liefert, akzeptiert man. Ich kenne die EZB sehr gut und weiß: Der Begriff der Verhältnismäßigkeit, der unserem Verfassungsgericht so wichtig ist, spielte für sie in der Vergangenheit keine Rolle. Wenn der Bundestag nun feststellt, die EZB

habe bei geldpolitischen Entscheidungen „systematisch die Verhältnismäßigkeit in Rechnung gestellt“, ist das unglaublich. Es ist ein leichtfertiges Testat.

Auf dem EU-Gipfel haben die Regierungschefs beschlossen, ein 750 Milliarden Euro schweres Wiederaufbauprogramm ins Leben zu rufen. War das denn verhältnismäßig?

Nein, überhaupt nicht. In Wahrheit geht es doch dabei gar nicht um den Wiederaufbau nach Corona. Was ist denn wiederaufzubauen? Es ist doch gar nichts zerstört worden! Wir erleben stattdessen eine gigantische Schuldenaufnahme der EU, für die es keine rechtliche Basis gibt. Die Europäischen Verträge sehen vor, dass im Haushalt der EU Einnahmen und Ausgaben ausgeglichen sein müssen. Ich sehe darin einen erneuten Tabu- und Rechtsbruch.

Aber ist das, was in Brüssel beschlossen wurde, bei allem Streit nicht auch ein Zeichen europäischer Solidarität?

Das kann ich nicht erkennen. Ich frage mich: Geht es hier wirklich um Solidarität? Oder hat man den Erpressungsversuchen der Nehmerländer nachgegeben und das Programm nur deswegen beschlossen, weil einige Mitgliedstaaten des Euroraums wie Italien schon vor Beginn der Pandemie bis zur Halskrause verschuldet waren? Man darf auch nicht vergessen: Solidarität ist keine Einbahnstraße. Diejenigen, die diese jetzt einfordern, haben sich gegenüber der gemeinsamen Währung, dem Euro, durch ihr Verhalten nicht eben solidarisch gezeigt.

Ist die EU nun eine Transferunion geworden?

Ja. Durch die Hintertür haben wir jetzt eine Transfer- und auch eine Haftungsgemeinschaft. Auch das entspricht nicht dem Geist der Europäischen Verträge. Die betonen immer die Eigenverantwortung der Mitgliedstaaten. Was wir gerade erleben, ist der endgültige Bruch mit diesem Prinzip.

Viele betrachten die Brüsseler Beschlüsse als Fortschritt.

Leider kann ich diese Grundhaltung nicht teilen. Was wir erleben, ist keine Chance für Europa, sondern wird wohl eher zu neuen Konflikten zwischen Geber- und Nehmerländern führen. Für das EU-Programm mit dem Titel „Next Generation EU“ wird in der Tat die nächste Generation haften, wenn die heutigen Politiker nicht mehr in der Verantwortung stehen.

Sind Sie denn wenigstens optimistisch, dass die Inflation unter Kontrolle bleiben wird? Oder erwarten Sie einen Anstieg?

In den nächsten Monaten wird die Inflationsrate zunächst einmal fallen, was auch mit der Mehrwertsteuersenkung in Deutschland zu tun hat. Aber auf mittlere Sicht baut sich schon Inflationspotential auf: Die verschiedenen Stimuli, die entweder die Regierungen oder die EZB verabschiedet haben, lassen sich nur schwer wieder zurücknehmen. Wenn die Wirtschaft wieder auf ihren Wachstumspfad zurückkehrt, kann dies schnell zu höheren Preisen führen. Ich betone allerdings: Das ist ein mögliches Szenario, keine Prognose.

Herr Stark, Sie sind vor mehr als acht Jahren aus der EZB ausgeschieden. Warum engagieren Sie sich bis heute so sehr in Fragen der Geldpolitik?

Ich bin überzeugter Zentralbanker, das legen Sie nicht so einfach ab. Und ich war schon immer Verfechter eines engen Mandates der Notenbank. Ich bin damals von meiner Aufgabe als Chefvolkswirt zurückgetreten, weil ich sah: Die EZB drohte auf die schiefe Bahn zu geraten. Ich konnte die Entwicklung nicht aufhalten, wollte aber auch nicht Teil von ihr sein. Heute muss ich feststellen: Das, was ich damals befürchtet habe, ist nicht nur eingetreten, es ist sogar noch schlimmer gekommen.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/verfehlte-klimapolitik-deutsche-autoindustrie-und-umwelt-16875916.html?premium>

VERFEHLTE KLIMAPOLITIK:

Schluss mit den grünen Sperenzchen!

- VON HANS-WERNER SINN
- -AKTUALISIERT AM 28.07.2020-10:16



Wer die deutsche Autoindustrie ruiniert, schadet der Umwelt, statt sie zu schützen. Die Wirtschaftspolitik, die die Bundesregierung auf diesem Feld im Verein mit der EU betreibt, ist verheerend, falsch und gefährlich. Ein Gastbeitrag.

Wir haben seit 2018 eine Rezession in der deutschen Industrie. Der Rückgang der Produktion um acht Prozentpunkte seit dem Sommer 2018 lag an den Problemen der Automobilindustrie, die selbst wiederum durch die immer schärferen Umweltstandards verursacht waren. Die EU hat immer schärfere Grenzwerte eingefordert, und die Gerichte haben sie umgesetzt.

Die Automobilhersteller kamen in Schwierigkeiten, diese neuen Standards zu erfüllen. Dann gab es den Diesel-Skandal, der führte zu einer Klagewelle und zu einer Entrüstung der Öffentlichkeit, die von den im Hintergrund agierenden Konkurrenten und von Seiten grüner Parteien kräftig geschürt wurde.

VW hat sich sicher falsch verhalten, aber im Windschatten des Sturms der Entrüstung hat die Politik gegenüber der Automobilindustrie im Allgemeinen sehr drastische Emissionsrichtlinien festgelegt und Verordnungen erlassen, die ihr größte Schwierigkeiten machen. Die CO₂-Verordnung der EU vom Herbst 2018 hat es wirklich in sich. Danach sollen die CO₂-Ausstoßwerte der Pkws bis 2030 unter 59 Gramm pro Kilometer gesenkt werden. Wie absurd diese Zielmarke ist, erkennt man besonders deutlich, wenn man Folgendes bedenkt. In Diesel-Äquivalente übersetzt, bedeutet dieser Wert, dass ein Auto nur 2,2 Liter Diesel pro 100 Kilometer verbrauchen darf. Die Erfindungsgabe der Ingenieure in allen Ehren, aber es wird nicht möglich sein, sichere Autos mit einem gewissen Fahrkomfort zu bauen, die mit Motoren bewegt werden, die nur 2,2 Liter brauchen. Das Dreifache wäre wohl nötig.

Technisch unmögliche Grenzwerte

Man fragt sich also, was die EU-Kommission im Sinn hatte, als sie diese technisch unmöglichen Werte festsetzte. Die Antwort liegt in dem Umstand, dass die EU-Kommission 2,2 Liter nicht für jedes einzelne Auto gesetzt hat, sondern nur für den Durchschnitt der Flotte, und dieser Durchschnitt soll durch Elektroautos gesenkt werden. Elektroautos haben ja angeblich keinen CO₂-Ausstoß. Wenn man also zwei Drittel Elektroautos in die Flotte nimmt und ein Drittel Autos, die 6,6 Liter Diesel verbrauchen, dann kommt man im Schnitt auf 2,2 Liter. Das ist die Marschrichtung, und das muss bis 2030 realisiert werden. Elektroautos, die eine praktikable Alternative zu den konventionellen Autos darstellen, gibt es aber noch nicht wirklich. Das Problem der fehlenden Ladestationen und der extrem schweren Batterien, die mitgeschleppt werden müssen und ein erhebliches Sicherheitsrisiko im Brandfall darstellen, ist noch lange nicht gelöst. Kein Wunder, dass sich die Verbraucher bei der Wahl zwischen Verbrennungs- und

Elektroautos wie Buridans Esel fühlten, der sich ja nicht zwischen zwei gleich großen Heuhaufen entscheiden konnte und ob seines Zwiespaltes verhungerte.

Die deutsche Automobilindustrie ist mit der CO₂-Verordnung, die offenbar von der deutschen Umweltministerin [Svenja Schulze](#), gelernte Germanistin und Politikwissenschaftlerin, im Ministerrat mitgetragen wurde, auf dem falschen Fuß erwischt worden und ins Wanken gekommen. Die Verbraucher sind verunsichert und wissen nicht mehr, was sie kaufen sollen. Der Absatz an Dieselfahrzeugen ist massiv eingebrochen, und der Absatz an Benzinfahrzeugen hat das nicht ausgeglichen. Der Einbruch der Automobilindustrie hat ausgestrahlt auf das gesamte verarbeitende Gewerbe und ist die hauptsächliche Ursache für die zitierten Produktionsrückgänge. Das ist eine durch eine Verordnung der EU und die deutsche Umweltpolitik selbst fabrizierte Krise, die der deutschen Industrie bereits seit dem Sommer 2018 massiv zusetzt.

Und jetzt kommt die Corona-Krise noch obendrauf. Man muss mal sehen, wie die deutschen Automobilhersteller das überstehen. Im Moment stehen die Zeichen auf Sturm. Im VW-Konzern, der sich so klar für das Elektroauto positioniert hat, steht dem Vorstand der Angstschweiß auf der Stirn angesichts des von Tesla in Brandenburg geplanten Werkes für Elektroautos. Tesla setzt sich nun in das Nest, das die EU-Kommission und die deutsche Politik bereitet haben. [Daimler](#) und BMW versuchen ihr Bestes, doch scheint es, dass insbesondere Daimler, diese vornehmste Marke, die Deutschland zu bieten hat, deren Stern in aller Welt für deutsche Qualität steht, sich sehr anstrengen muss.

Kurzarbeit und Entlassungen sind allerorten eine Belastung für das Betriebsklima. Es ist aber bemerkenswert, dass die Anspannung noch nicht zu Ausschreitungen in den Zentren der Automobilindustrie geführt hat, die an die Verhältnisse in Amerika erinnern. Zum Glück hat der deutsche Sozialstaat bislang verhindert, dass in Deutschland die Geschäfte geplündert und die Denkmäler von den Sockeln gestürzt werden.

Klimaschutz ernstes Problem für die Menschheit

Ich bin sehr für Klima- und Umweltschutz und habe mich seit einem halben Jahrhundert aktiv wissenschaftlich auf diesen Gebieten betätigt. Das Klimaproblem halte ich nach wie vor für ein ernstes Problem der Menschheit und nicht etwa für eine Einbildung überdrehter Wissenschaftler. Dennoch beharre ich als Ökonom darauf, dass bloße Symbolpolitik sinnlos ist. Die Klimapolitik muss auch funktionieren. Sie muss einen Beitrag zur Verringerung des weltweiten CO₂-Ausstoßes leisten, damit die Erderwärmung sich verlangsamt. Doch gerade bei dieser selbstverständlichen Bedingung hapert es, wenn ein Land oder eine Ländergruppe wie die EU allein agiert.

Das Problem ist nicht, dass Deutschland nur zwei Prozent zum Weltausstoß beiträgt und insofern durch einen Verzicht auf Emissionen kaum einen Effekt auf die Gesamtemission hat. Es liegt vielmehr darin, dass die Gesamtemission noch nicht einmal um diese zwei Prozent zurückgeht, wenn Deutschland es schafft, sie zu reduzieren. Dafür gibt es zwei Gründe. Zum einen existieren im Gegensatz zu einer häufig gehegten Vermutung keinerlei technische Mittel, mit Hilfe derer die Proportionalität zwischen der verbrannten Ölmenge und dem daraus resultierenden CO₂-Ausstoß verringert werden könnte. Wenn die Motoren effizienter werden und es schaffen, mehr Wärmeenergie in Bewegungsenergie zu verwandeln, dann stoßen sie proportional dazu weniger CO₂ aus, doch verbrauchen sie auch entsprechend weniger Treibstoff beziehungsweise weniger Rohöl für die Raffinerien, in denen dieser Treibstoff erzeugt wird. Zum anderen bleibt das Öl, das wir nicht mehr auf den Weltmärkten kaufen, aller Voraussicht nach nicht im Boden, sondern wird einfach anderswohin geliefert. Die Tanker fahren dann nach Asien, Amerika oder sonst wohin, und das Öl wird dort verbraucht und verbrannt. Der Kohlenstoff, den wir nicht mehr verbrauchen und nicht mehr in Form von CO₂ ausstoßen, gelangt also nur anderswo in die Atmosphäre.

Es ist nicht zu erwarten, dass das Öl, das wir in Deutschland oder Europa nicht mehr verbrauchen, im Boden verbleibt. Denn warum sollten die ölfördernden Länder auf eine Einnahmequelle verzichten? Lassen sie es für immer im Boden, dann haben sie nichts davon. Und planen sie, es später zu extrahieren, dann wissen sie gar nicht, ob sie es überhaupt noch fördern dürfen. Je mehr wir Europäer und Deutschen den Verbrauch einschränken, desto mehr fällt der Weltmarktpreis und desto mehr Nachfrage entsteht anderswo auf der

Welt. Dafür fehlt vielleicht manchem Leser die Intuition, doch ist dies eine zwingende ökonomische Notwendigkeit. Wenn die Ölscheichs nicht reagieren, dann muss der Nachfragezuwachs anderswo auf der Welt exakt so groß sein wie unsere Nachfragereduktion.

Es könnte indes noch schlimmer kommen. So ist es möglich und denkbar, dass die ölfördernden Länder angesichts der immer unsicherer werdenden Absatzlage auf der Welt sogar mehr extrahieren, statt nur die Förderung konstant zu lassen. Wenn sie befürchten müssen, dass in Zukunft auch andere Regionen ähnlich wie die Europäer versuchen, ihre Verbrauchsmengen einzuschränken, dann ist es geradezu rational, heute schon eher mehr aus dem Boden herauszuholen, bevor es zu spät ist und die Grünen dieser Welt ihnen den Markt vollkommen kaputtgemacht haben. Wie ein Bauer, der das Gewitter kommen sieht, wollen sie die Ernte vorher einbringen. Wenn dies die Erwartung ist, dann fällt der heutige Weltmarktpreis sogar noch mehr, als er es bei einer Konstanz der Fördermengen täte, und andere Regionen haben nun einen doppelten Vorteil. Sie konsumieren nicht nur die Erdölmengen, die wir freigeben, sondern auch jene Mengen, die die Produzenten aus Angst vor der in der Zukunft drohenden Marktvernichtung zusätzlich fördern. Das verheerende Ergebnis dieser Verhaltensweise ist das, was ich einmal als das Grüne Paradoxon bezeichnet habe.

Der Wunsch, Klimaschutz durch die CO₂-Verordnung zu realisieren, beschleunigt die Erderwärmung. Das ist, zugegeben, nur eine Möglichkeit, weil wir nicht genau wissen, welche Erwartungen die Ölscheichs haben und ob sie überhaupt an die Zukunft denken. Aber selbst wenn sie das nicht tun, kann es immer noch sein, dass sie heute eher mehr als weniger extrahieren, wenn die Europäer ihre Verbrauchsmengen einschränken, weil die Mengeneinschränkung einen Preisverfall hervorruft und die Scheichs, deren Hofstaat feste Kosten verursacht, den Erlösverlust pro Tonne extrahierten Öls durch eine Erhöhung der Zahl der extrahierten Tonnen ausgleichen wollen.

Naive Vorstellung

Wie dem auch sei: Diese Überlegungen zeigen, dass die Vorstellung, Deutschland und die EU könnten durch eine Einschränkung der Mengen an verbrauchtem Erdöl wenigstens einen kleinen Beitrag zur Rettung des Weltklimas leisten, naiv ist. Der Beitrag ist vermutlich nicht nur klein, sondern null oder negativ. Wir beschleunigen womöglich den Klimawandel durch unsere Aktionen, anstatt ihn zu verlangsamen. Wir legen die Axt an die Automobilindustrie, das Herz der deutschen Wirtschaft überhaupt, und riskieren außerdem noch sozialen Unfrieden, ohne eine begründete Hoffnung haben zu können, auch nur kleinste positive Effekte für das Klima erreichen zu können.

Grüne Politiker werden nun antworten, dass meine Argumentation nur Spekulation sei. Sie mögen sich aber fragen, warum die inflationsbereinigten Weltmarktpreise für Öl in den letzten vier Jahrzehnten, während derer die grünen Klimabewegungen aufkamen, nicht gestiegen, sondern gefallen sind. Eigentlich hätte man angesichts der zunehmenden Verknappung der Vorräte in der Erdkruste und des massiven Wachstums der Weltwirtschaft doch eher eine stürmische Steigerung erwarten können. Das Grüne Paradoxon könnte die Erklärung sein.

Im Übrigen gilt ja wohl in einer freiheitlichen, marktwirtschaftlichen Ordnung, dass der Interventionist, der in das Marktgeschehen eingreift und die Bürger zu anderen Verhaltensweisen zwingen möchte als jenen, die sie aus eigenen Stücken gewählt hätten, die Beweislast hat. Er muss nicht nur nachweisen, dass die Marktwirtschaft krank ist, sondern auch, dass die Medizin, die er verordnet, überhaupt wirkt und keine schädlichen Nebenwirkungen hat. Und wenn der begründete Verdacht geäußert wird, dass es sogar andersherum sein könnte, dass die Medizin die Krankheit verschlimmert, dann darf der Interventionist sich nicht wegducken, sondern muss sich aus umso stärkerem Grunde der Beweisfrage stellen. Die Sorgfalt, die wir obwalten lassen, bevor wir einen Impfstoff gegen das Coronavirus freigeben, sollten wir auch anwenden, bevor wir unsere Industrie wegen vermeintlicher Vorteile für das Weltklima dezimieren.

Leider ist eine solche Sorgfalt bei den Politikern nicht einmal ansatzweise zu beobachten. In der Öffentlichkeit verliert man kein Sterbenswörtchen über die Angebotsseite des Klimaproblems, also das Verhalten der Anbieter und die Möglichkeit, Erdöl über die Weltmärkte anderswohin zu verkaufen. Man kann wohl unterstellen, dass es anfangs eine Mischung aus Naivität und Unkenntnis in der Politik gab.

Inzwischen besteht die Unkenntnis aber längst nicht mehr. Dennoch scheut die Politik das Thema wie der Teufel das Weihwasser. Man müsste sich dann ja vielleicht für frühere Fehlentscheidungen rechtfertigen, man käme in die öffentliche Kritik, und die grüne Karriere, in die man schon so viel investiert hat, wäre dahin. Schweigen und gelegentlich einmal öffentliche Diskreditierungskampagnen gegen wissenschaftliche Zweifler sind die besseren Wege, sich das Thema vom Hals zu schaffen. Diesen Ansatz können sich mündige Bürger nicht länger gefallen lassen. Sie müssen gegen eine Politik aufbegehren, die zu einer Mischung aus Symbol- und Klientelpolitik geworden ist, die moralisiert statt argumentiert, die den Lebensstandard der Menschen über steigende Energiepreise vermindert und die im Übrigen die deutsche Industrie gefährdet, von der unser aller Wohlstand abhängt. Auch Germanisten müssen letztlich von den Einkommen miternährt werden, die dort verdient werden.

Gefährliche ideologische Spielwiesen

Wir müssen jetzt sehen, dass wir durchkommen, dass wir unseren Wohlstand halbwegs retten. Da müssen auch die grünen Sperenzchen auf den ideologischen Spielwiesen unserer Gesellschaft ein Ende haben. Was wir brauchen, ist eine verantwortliche Klimapolitik, die sich den ökonomischen Gesetzmäßigkeiten stellt und mit Augenmaß und im Hinblick auf ihre Wirksamkeit und Kosteneffizienz betrieben wird, eine Politik, die begreift, dass internationale Alleingänge der Europäer oder gar der Deutschen vollkommen sinnlos sind. Wir brauchen keine Ersatzreligion. Die Wirtschaftspolitik, die die Bundesregierung im Verein mit der EU gegen die deutsche Automobilindustrie betreibt, halte ich für verheerend, falsch und gefährlich – und für klimapolitisch vollkommen nutzlos. Wir machen unsere Automobilindustrie kaputt, und wir tun das auch noch mit einer Formel für die Berechnung des CO₂-Ausstoßes einer Automobilflotte, die einen großen Rechenfehler beinhaltet, der fast an eine bewusste Täuschung der Öffentlichkeit grenzt, die von ähnlicher moralischer Dimension ist wie die Täuschung, die die Automobilfirmen mit ihren Abschaltvorrichtungen vorgenommen haben.

Wenn hier mit der Formel für den Flottenverbrauch gesagt wird, dass Elektroautos einen CO₂-Ausstoß von null haben, dann ist es einfach nicht wahr. Jedes Elektroauto stößt CO₂ aus, und zwar über zwei Quellen: Zum einen wird bei der Batterieproduktion, die in China stattfindet, sehr viel CO₂ emittiert, das ist so viel, dass es das ganze Autoleben hindurch die CO₂-Bilanz verhagelt. Die Chinesen betreiben anteilig noch viel mehr schmutzige Kohlekraftwerke in ihrem Netz als wir Deutschen, so dass der CO₂-Rucksack, der in Form der Batterie mitkommt, riesig ist. Und zum Zweiten wird der Strom, den die Autos im Fahrbetrieb verbrauchen, in allen europäischen Ländern auch durch die Kohleverbrennung erzeugt. Insofern stoßen natürlich auch Elektroautos CO₂ aus.

E-Golf hat vorerst keine Chance

Man kann sich darüber auseinandersetzen, wie groß dieser Ausstoß ist, aber den Umstand als solchen kann man nicht bestreiten. Vorläufig scheint jedenfalls das E-Auto im Hinblick auf seinen CO₂-Ausstoß noch nicht mit einem Diesel gleichziehen zu können. Nach einer großen Studie des österreichischen Instituts Joanneum Research, die 2019 für den österreichischen Automobilclub und den ADAC erstellt wurde, schlägt ein Elektro-Golf sein Diesel-Pendant unter realistischen Alltagsbedingungen erst ab einer Laufstrecke von 219.000 Kilometern, weil erst dann das CO₂ im chinesischen Batterie-Rucksack über hinreichend viele Kilometer verteilt ist.

Vorher indes hat der E-Golf beim deutschen Energiemix keine Chance, den Diesel zu schlagen. Jedoch hält ein Auto im Schnitt in Deutschland nur etwa 180.000 bis 190.000 Kilometer. Insofern ist die Hoffnung auf einen positiven Klimaeffekt nicht begründet. Das Ergebnis wurde vorher übrigens auch schon von Volkswagen selbst bestätigt.

Nach einer eigenen, 2019 herausgekommenen Studie findet das Unternehmen zwar, dass der E-Golf den Diesel-Golf knapp im Hinblick auf die Klimafreundlichkeit schlägt, wenn die Stromproduktion mit dem durchschnittlichen europäischen Mix aus grünen und fossilen Quellen erzeugt wird. Jedoch kommt auch Volkswagen selbst zu dem Schluss, dass der Diesel besser als der Elektro-Pkw ist, wenn der deutsche Energiemix angenommen wird.

In Wahrheit ist der Diesel wegen der Weltmarktbeziehungen beim Rohöl auf absehbare Zeit noch um Klassen besser, als es selbst diese Studien ausweisen. Das Öl, das wir für die Diesel verbrauchen, wird aus den beschriebenen Gründen nämlich anderen Verwendungen sonstwo auf der Welt entzogen, hat also insofern keinen Effekt auf den weltweiten CO₂-Ausstoß. Für die Kohle, die ein E-Auto verbraucht, gilt das aber weniger, denn hier ist der Weltmarkt unvollständig. Die Braunkohle jedenfalls, mit der die deutschen E-Autos bisher noch fahren, wird vermutlich nicht oder nur zu einem kleineren Teil anderen Verwendungen auf der Welt entzogen, weil der Weltmarkthandel sehr eingeschränkt ist. Wir werden diese Kohle nicht importieren und damit anderen wegnehmen, und wir hätten auch nicht die Kohlemengen exportiert, die wir mit den E-Autos verbrauchen. Insofern ist vorläufig – nämlich bis die ganze deutsche Stromproduktion grün ist – nur der Diesel wie auch der Benzinler, nicht aber das E-Auto klimaneutral.

Dass diese eigentlich offenkundigen Effekte in der Flottenverbrauchsregel der EU auf den Kopf gestellt werden, indem im Gegensatz zum Verbrenner das E-Auto als CO₂-neutral angesehen wird, ist entweder das Ergebnis von Oberflächlichkeit und Naivität oder es entspringt anderen, dann vermutlich industriepolitischen Absichten von Leuten, die ihre E-Autos verkaufen wollen. Es ist ja bekannt, dass die E-Autos sehr stark von Frankreich unterstützt wurden. Dort haben die Hersteller schon früh eine ansehnliche Flotte auf die Räder gebracht, und es ist nachvollziehbar, dass sie jetzt nach Wegen suchen, ihren Absatz zu stärken. Die Devise dort ist: Wir kommen mit den Verbrennungsmotoren nie gegen die Deutschen an, aber bei den E-Autos haben wir leichte Vorteile. Jetzt müssen sie alle E-Autos produzieren, und dann wird der Wettbewerb neu aufgerollt.

Hinten anstellen, bitte! Das sagt man nicht in solcher Deutlichkeit in der Öffentlichkeit, aber das meint man, und deswegen kommen diese scharfen Grenzwerte hier in Europa zustande. Es ist unverantwortlich, dass die deutsche Politik das mitgemacht hat, unseren teuer erarbeiteten technologischen Vorsprung in der Dieseltechnologie einfach preisgibt und sich vor den Karren dieser industriepolitisch begründeten Initiativen auf europäischer Ebene hat spannen lassen. Wir achten zu wenig auf die eigenen Belange und lassen es zu, dass grüne Ideologie anstelle eines grünen Verstandes sich paart mit den industriepolitischen Interessen anderer europäischer Länder.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/europa-macht-schulden-wo-ist-die-legitimation-16900319.html?premium>

EUROPA MACHT SCHULDEN:

Wo ist die Legitimation?

- EIN KOMMENTAR VON WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 13.08.2020-14:08



In der Krise ändert die EU ihr Gesicht. Die ursprüngliche Begründung für den Wiederaufbaufonds finden die wenigsten noch erwähnenswert. Über kurz oder lang wird er das Bundesverfassungsgericht beschäftigen.

Die ursprüngliche Begründung des europäischen „Wiederaufbaufonds“ hat sich bemerkenswert schnell verflüchtigt. Kaum jemand rechtfertigt den schuldenfinanzierten Fonds noch mit der Corona-Pandemie. Und kaum jemand hält es für erwähnenswert, dass dieser Fonds eine einmalige, auf diesen einen Corona-Zweck beschränkte Angelegenheit sein soll.

Wer den Ausgang des EU-Gipfels zum Finanzpaket wie EU-Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen und Frankreichs Staatschef Emmanuel Macron als „historischen Moment“ beschreibt oder wer wie Ratspräsident Charles Michel eine „kopernikanische Wende“ in der EU-Geschichte beschwört, will diesen Fonds sicher nicht als etwas Einmaliges verstehen, sondern als etwas, das die Europäische Union dauerhaft verändern soll.

Die Freude Michels und von der Leyens über den Fonds ist schnell erklärt. Sie hat ihren Grund nicht nur darin, dass die EU-Spitzen mit Spenderhosen ausgestattet worden sind, aus denen sie nicht rückzahlbare Zuschüsse verteilen können.

Wo ist der Bezug zur Pandemie?

Vor allem die Kommissionschefin hat für ihre Behörde auch in anderer Hinsicht wahrhaft Historisches erreicht. Erstmals kann die EU-Kommission selbst in größerem Umfang Schulden machen. Zugleich soll sie die Verwendung der Mittel in den Mitgliedstaaten überwachen. Das erhöht ihre Macht selbst dann, wenn sie die Kontrollrechte erwartungsgemäß lax ausübt. Es ist eine alte Erkenntnis, dass die Macht der EU-Zentrale vor allem davon abhängt, wie viel Geld ihr zur Verfügung steht.

Von der Leyen hat die Spielräume, die sich ihr nun eröffnen, schnell mit Begriffen besetzt, die wenig mit der Pandemie zu tun haben. Wenn es nach der Kommissionschefin geht, soll das zusätzliche Geld für die Zwecke ausgegeben werden, die sie sich ohnehin auf die Fahnen geschrieben hat: den „Green Deal“ und die Digitalisierung.

Diese „guten“ Zwecke mögen helfen, die Mittelverwendung gegen Kritik zu immunisieren. Sie ändern aber nichts daran, dass nicht klar wird, welchen Bezug diese Ziele zur Überwindung der Pandemie haben. Die Phrase, jetzt könnten endlich „Investitionen“ gefördert werden, hilft nicht weiter; sie wirft eher die Frage

auf, warum sich die Kommission immer stärker als Investitionsfinanzierer begreift. Der Begriff „Wiederaufbau“ ist ohnehin eine Leerformel.

Wenig Interesse an Kontrolle

Dabei ist es wahrlich nicht trivial, wofür das Geld ausgegeben wird. Ökonomisch gilt das schon angesichts des riesigen Volumens, mit dem der Fonds ausgestattet sein wird.

Es gilt aber auch verfassungspolitisch. Denn dass sich die EU jetzt selbst verschulden kann, ist ein Tabubruch. In den EU-Verträgen ist diese Möglichkeit nicht vorgesehen. Die Rechtsgrundlagen, auf die sich der Fonds stützt, sind ziemlich gedehnt worden – und sie sind vor allem an „außergewöhnliche Ereignisse“ und „gravierende Schwierigkeiten“ einzelner Länder geknüpft, also an die Auswirkungen der Pandemie.

Weder in der Kommission noch in den Empfängerländern scheint diese Verknüpfung aber noch eine große Rolle zu spielen. Da gilt die simple Tatsache, dass jetzt Geld da ist, das man ausgeben (oder in Empfang nehmen) kann. Es ist insofern nur logisch, dass die EU-Kommission wenig Interesse an einer gründlichen Kontrolle der Mittelverwendung hat.

Ein Thema für das Bundesverfassungsgericht

Für die Prognose, dass der Fonds den Einstieg in dauerhaft schuldenfinanzierte EU-Ausgaben darstellt, spricht so gut wie alles. Da ist die historische Erfahrung, dass in der EU oft neue Instrumente zuerst zeitlich begrenzt und später in dauerhafte Einrichtungen umgewandelt werden, wenn sich darüber niemand mehr aufregt. So geschah es mit dem Krisenfonds EFSF, den es zunächst nur drei Jahre lang geben sollte, der aber bald in den Dauerfonds ESM überführt wurde.

Da sind die vorgesehenen langen Fristen: Die Kommission soll bis 2026 Mittel aufnehmen dürfen, also bis zu einem Datum, an dem die Corona-Krise hoffentlich längst vorbei ist. Und die Frist, in der die Mitgliedstaaten das Geld zurückzahlen müssen, dauert bis 2058. In dieser Zeit werden mit Sicherheit neue Krisen auftauchen, mit denen sich weitere Schulden begründen lassen. Zur Not taugt auch die Macht der Gewohnheit als Begründung.

Wieder einmal ändert die EU in der Krise ihr Gesicht, und wieder einmal stellt sich die Frage, welche Legitimation sie dafür hat. Man muss kein Anhänger der albernen „Hamilton-Moment“-These des Bundesfinanzministers sein, um diesen (Verfassungs-)Wandel zu erkennen. Deshalb wird der Fonds auf kurz oder lang auch das Bundesverfassungsgericht beschäftigen. Vielleicht erkennen die Richter auch in der EU-Verschuldung einen „ausgreifenden Rechtsakt“. Aber vielleicht reicht es ihnen auch, sich mit diesem Argument weitgehend folgenlos an der Europäischen Zentralbank abgearbeitet zu haben.

Le Figaro, no. 23641

Le Figaro, jeudi 20 août 2020 876 mots, p. 10

Sciences

Pourra-t-on bientôt guérir la maladie de Parkinson ?

Plusieurs pistes prometteuses sont explorées pour empêcher la destruction des neurones en cause dans la maladie.

Thibert, Cécile

TRAITEMENT Malgré la pandémie de Covid-19, la vie continue. Et les recherches sur la maladie de Parkinson, qui touche plus de 6 millions de personnes à travers le monde, dont environ 200 000 en France, également. Au début de l'été, la publication d'une étude par une équipe chinoise dans la prestigieuse revue *Nature* a suscité l'espoir de nombreux malades. « *Plusieurs personnes m'ont écrit pour savoir comment participer à un futur essai clinique qui n'est pourtant pas à l'ordre du jour* », rapporte Marie Fuzzati, chargée de mission de recherche au sein de l'association France Parkinson.

Les scientifiques chinois ont réussi une prouesse de taille : par une technique très pointue de modification génétique, ils sont parvenus à transformer des astrocytes, cellules situées dans le cerveau, en neurones capables de fabriquer de la dopamine, la substance qui fait défaut dans cette maladie neurodégénérative. Mais une nuance importante doit venir tempérer l'espoir suscité chez les malades : cette avancée a eu lieu chez la souris. « *C'est très intéressant mais il faut rester mesuré, les souris ont un cerveau très petit où tout est plus simple* », explique Marie Fuzzati. *Depuis trente ans, il y a eu beaucoup de résultats chez la souris qui n'ont jamais pu être reproduits chez l'homme.* » D'autant que les animaux utilisés dans ce type d'expériences ne souffrent pas réellement de la maladie de Parkinson, mais de symptômes proches, induits par l'administration d'une molécule neurotoxique.

Les malades de Parkinson ont tout de même de bonnes raisons d'espérer. Car un peu partout dans le monde la recherche est en ébullition. « *Il y a environ 160 molécules en cours de développement* », indique le Pr David Devos, neurologue au CHU de Lille et chercheur à l'Inserm. *Certaines sont nouvelles, d'autres sont des traitements existants utilisés dans d'autres pathologies que l'on tente de réorienter à des fins neuroprotectrices.* » C'est notamment le cas d'un médicament prescrit aux personnes diabétiques ou de traitements anti-inflammatoires, capables d'agir sur certains mécanismes de la maladie. S'il est difficile de faire des pronostics, le Dr Gilles Fénelon, neurologue au centre expert Parkinson du CHU Henri-Mondor (Créteil), estime que « *d'ici dix à quinze ans, nous aurons probablement de nouveaux traitements capables de ralentir la maladie, mais pas de l'empêcher* » .

Support de communication entre les neurones

Ces quarante dernières années, il n'y a pourtant pas eu de découverte révolutionnaire. Pour l'heure, les quelques médicaments disponibles visent à améliorer les symptômes, et non à traiter la cause de la maladie, à savoir la mort des neurones. Un peu comme l'aspirine : elle soulage les maux de tête, sans pour autant s'attaquer à leur origine.

Dans Parkinson, le rôle des traitements actuels s'appelle la L-Dopa. « *C'est un précurseur de la dopamine, c'est-à-dire qu'une fois dans le cerveau elle se transforme en dopamine* », explique le Pr David Devos. Pourquoi la dopamine est-elle primordiale dans la prise en charge de Parkinson ? Il s'agit en fait d'un support majeur de communication chimique entre les neurones. Ce sont eux qui la fabriquent, dans une région appelée « substance noire » . Elle est ensuite envoyée dans le striatum - une zone très impliquée dans la régulation automatique des mouvements, mais aussi des émotions et de la cognition (mémoire, langage, raisonnement...). Or, les malades de Parkinson souffrent d'un important déficit en dopamine, consécutif à la destruction des neurones de la substance noire. La L-Dopa, très efficace, permet de diminuer les troubles moteurs (tremblements, lenteur, raideur...), au moins dans les premières années. Mais, par la suite, ses effets ont tendance à s'étioler. En outre, ce traitement «

n'améliore pas les nombreux autres symptômes (troubles urinaires, baisse de tension, dépression, troubles cognitifs, NDLR) » , souligne Marie Fuzzati.

Pour parvenir à ralentir la progression de la maladie, l'enjeu est donc de sauver les neurones de la substance noire. Encore faut-il comprendre pourquoi ils disparaissent. « *Plusieurs mécanismes aboutissant à la mort de ces neurones ont été identifiés* , rapporte le Dr Fénelon. *Mais il n'y a pas un mécanisme unique pour tous les malades, ce qui rend la tâche difficile.* »

Attaquer la maladie sur plusieurs fronts

Parmi les pistes les plus explorées, il y a celle d'un vaccin contre une protéine, l'alpha-synucléine. « *Elle a un rôle très important dans la maladie car elle adopte une conformation anormale conduisant à la formation d'amas qui perturbent le fonctionnement des neurones, perturbation qui se propage de proche en proche* » , explique Marie Fuzzati. « *L'idée est d'empêcher la propagation de la forme anormale de cette protéine en administrant un vaccin ou en transférant au patient des anticorps spécifiques* » , poursuit le Dr Fénelon. Deux essais cliniques ont déjà eu lieu en France, un troisième devrait bientôt démarrer.

Autre piste prometteuse : un médicament visant à retirer l'excès de fer dans la substance noire, impliqué dans la mort des neurones. « *Nous sommes en train de terminer un grand essai clinique avec 372 patients dans toute l'Europe, nous aurons les résultats au début de l'année prochaine* » , explique le Pr Devos.

Quoi qu'il en soit, les médecins estiment qu'il faudra de toute façon attaquer la maladie sur plusieurs fronts. « *Il n'est pas certain qu'un seul médicament suffise, il faudra très probablement avoir recours à un cocktail de traitements neuroprotecteurs* » , estime le Dr Fénelon.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/zukunft-der-eu-milliarden-sind-noch-keine-strategie-16903769.html?premium=0xee383e22b15074432c18a3141d9229d4&GEPC=s5>

STANDPUNKT:

Die wild Entschlossenen in der EU

- VON WERNER WEIDENFELD
- -AKTUALISIERT AM 14.08.2020-20:14

Alle bisherigen Krisen in der EU verliefen in ähnlichen Kurven: Krise, Problemdruck, Lernprozess, Lösung. Warum gelingt es nicht, diese Routine ein weiteres Mal umzusetzen? Unser Autor gibt Antworten.

Unter dramatischem Krisendruck entwickelt die **Europäische Union** das größte Finanzprojekt ihrer Geschichte. Das Milliarden-Phänomen der Gipfelkonferenz im Juli 2020 stellte den Eintrag in die Geschichtsbücher sicher. Aber garantiert es auch die Rettung Europas? Die Antwort muss mit einem klaren „Nein“ geliefert werden. Unübersehbar bleiben komplexe Konflikte, divergierende Interessenlagen, furiose Personalgeschacher, drastische Machtkämpfe.

Wieso gelingt es trotz aller Anstrengungen nicht, die Krise zu beenden, so wie es bisher schon oftmals gelang? Als beispielsweise 1954 mit dem Scheitern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (EVG) und der Europäischen Politischen Gemeinschaft (EPG) eine große Krise ausbrach, wurde recht bald mit der Konferenz von Messina und dann mit den Römischen Verträgen eine eindrucksvolle historische Antwort geliefert. Als Anfang der sechziger Jahre die Fouchet-Pläne scheiterten, lieferten Konrad Adenauer und Charles de Gaulle eine andere Lösung, den Deutsch-Französischen Freundschaftsvertrag. Als Anfang der achtziger Jahre Europa als unheilbar erkrankt erschien – man nannte es „Eurosclerose“ –, wollten François Mitterrand und **Helmut Kohl** unbedingt den Kontinent retten. Sie erkannten, dass sie dafür eine große Strategie brauchten. Diese Strategie sollte Jacques Delors liefern. Er tat es – und mit der Vollendung des EU-Binnenmarktes und der Kreierung der gemeinsamen Währung Euro galt die Eurosclerose als geheilt.

Warum gelingt das nun nicht? Alle bisherigen Krisen verliefen in ähnlichen Kurven: Krise, Problemdruck, Lernprozess, Lösung. Warum gelingt es nicht, diese Routine ein weiteres Mal umzusetzen? Es handelt sich um eine existentielle Herausforderung neuen Typs. Die alten Antworten greifen nicht, denn es sind gleichzeitig drei drastische Tiefenschichten von Politik, Ökonomie und Gesellschaft attackiert:

1. Die Corona-Krise fordert alle möglichen Antworten des Gesundheitswesens heraus; es geht um Leben und Tod.
2. Die tiefe Störung der realen Kommunikation lässt die kommunikative Vieldimensionalität in ihren Verständigungsmöglichkeiten weitgehend zusammenbrechen. Nur virtuelle Restbestände sind noch verfügbar.
3. Ökonomische Zusammenbrüche vieler Unternehmen sind die logische Konsequenz. Die gesellschaftlichen Verhaltensformen haben sich so weitreichend verändert, dass viele ökonomische Routinevorgänge verstellt sind.

Dies provozierte den Protest der „sparsamen Staaten“

Dennoch liegt es auf der Hand, dass Europa eine Art Überlebenstraining praktiziert. Der Gipfel mit dem Milliarden-Phänomen ist Ausdruck davon. Dabei verlief er nach einem Drehbuch, das jeder Routine-Autor Monate vorher hätte liefern können. Deutschland und Frankreich besannen sich auf ihren historisch gewachsenen Führungsauftrag. Sie legten ein 500 Milliarden Euro umfassendes Zuwendungsprogramm vor. Dies provozierte den Protest der „sparsamen Staaten“, die nur Kredite gewähren wollten. Gleichsam in einer Basar-Kultur schlug die Kommission eine Kombination beider Elemente vor mit der Gesamtsumme von 750 Milliarden Euro. Diese Kombination konnte die Gänge des Basars weiter beschäftigen. Und die

Unterfütterung durch die routinemäßig anstehende Aufgabe der siebenjährigen Finanzplanung für die Jahre 2021 bis 2027 konnte mit herangezogen werden.

Das Milliarden-Phänomen, das mit der Finanzplanung zu einem Billionen-Phänomen angewachsen war, konnte aber dennoch nicht einfach zu den Geschichtsakten abgelegt werden. Was ist der Grund für dieses Steckenbleiben im Problemhaushalt? Vier Gründe sind anzuführen:

1. Die strategische Implementation der Milliardenprogramme bleibt noch ungeklärt. Darüber wird das Europäische Parlament streiten und auch die nationalen Parlamente. Damit die Mittel sinnvoll, effizient und vernünftig eingesetzt werden, bedarf es umfassender und neuer Kontrollmechanismen. Wie soll etwa die Digitalsteuer oder die Plastiksteuer von wem wo und wie eingesetzt werden mit welcher strategischen Perspektive? Wie soll das Rechtsstaatsgebot umgesetzt werden, mit welchen finanziellen Konsequenzen?
2. Das Kerndefizit der europäischen Integration muss nun behoben werden. Die Währungsunion ist auf europäische Ebene gehoben, die Wirtschaftspolitik ist weitgehend auf nationaler Ebene verblieben. Diese Diskrepanz hatte schon Kohl im Bundestag unter großem Beifall als „abwegig“ erklärt. Die Abschaffung dieser Abwegigkeit ist dringlich.
3. Nachdem die weltpolitische Machtarchitektur aus den Fugen geraten ist, muss die EU ein neues Format der Außen- und Sicherheitspolitik erhalten. Europa muss ein Schlüsselgestalter der globalen Zivilisation werden.
4. Wer Europas Handlungsfähigkeit in dieser markanten Weise ökonomisch und politisch ausbauen will, der muss auch weitere Formen der Legitimation aufbauen. Es müssen weitere Orte der Selbstwahrnehmung Europas ermöglicht werden, zum Beispiel in einem drastischen Ausbau der europäischen Bürgerinitiativen, im veränderten machtpolitischen Einbau von Wirtschafts- und Sozialausschuss sowie Ausschuss der Regionen in den Entscheidungsprozess.

Diese Fortschritte strategischer Art nach vielen Jahren der strategischen Sprachlosigkeit können nur gelingen, wenn dynamische Formen der „Differenzierten Integration“ praktiziert werden. Wenn bei jedem weiteren Schritt immer auf alle 27 Mitgliedstaaten gewartet werden muss, dann ist nur ein unerträglich langsames Tempo möglich. Also sollten immer nur jene Staaten zugreifen, die wild entschlossen sind. Die anderen können sich später anschließen.

Nye nennt dies „Smart Power“

In den kommenden Jahren wird es einen Ort geben, wo dies alles konsequent beraten werden kann. Die auf zwei Jahre angesetzte „Konferenz zur Zukunft Europas“, zu der alle Institutionen ihre Vertreter entsenden, so dass daraus eine Art Verfassungskonvent werden kann.

Wie wichtig es ist, die strategische Sprachlosigkeit zu überwinden, zeigt Harvard-Professor Joseph Nye in seinem Buch „Die Macht im 21. Jahrhundert“. Nye hatte schon vor Jahren das Machtphänomen analysiert und zwei Kategorien von Macht unterschieden: Der Besitz von Waffen und ökonomischem Potential bedeutete „Hard Power“. Die Ausstrahlung einer ökonomischen, politischen, kulturellen Ordnung bedeutete „Soft Power“.

In seinem neuen Buch beschreibt er eine dritte, nun entscheidende Kategorie der Macht. In der gegenwärtigen Epoche, in der sich das „Zeitalter der Komplexität“ mit dem „Zeitalter der Konfusion“ verbindet, weil immer weniger Menschen die Komplexität begreifen können, erreicht derjenige die führende Machtposition, der die Wirklichkeit umfassend deuten und erklären kann. Nye nennt dies „Smart Power“. Wer nun das Milliarden-Phänomen der Europäischen Union in die Realität präziser strategischer Antworten übersetzen kann, der verfügt über Smart Power. Dem gehört die Zukunft.

Werner Weidenfeld ist Direktor des Centrums für angewandte Politikforschung der Universität München.

STUDIE ZU HARTZ IV:

Billigarbeit fördert den sozialen Aufstieg

- VON DIETRICH CREUTZBURG, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 10.08.2020-07:20



Viele Hartz-IV-Bezieher bleiben lange arbeitslos. Mit Aufstocker-Jobs gelingt der Sprung in Normalarbeit besser – es gibt allerdings Ausnahmen.

Vielen Kritikern der Arbeitsmarktreform Hartz IV gilt es als ein besonders dunkler Fleck der Sozialpolitik: das sogenannte Aufstocken. Wer eine Arbeit hat, die nicht zum Leben reicht, kann damit wie ein Arbeitsloser Hartz IV beziehen – nur wird der selbsterzielte Lohn dann größtenteils mit der Sozialleistung verrechnet. Die Kritik zielt jedoch zumeist nicht auf diesen Punkt. Vielmehr sei das Aufstocken eine grundsätzlich falsche „Subventionierung von Lohndumping“, wie es die Linkspartei formuliert. Es stifte Arbeitgeber an, zu niedrige Löhne zu zahlen. „Prekäre“ Arbeit werde damit „zementiert“. Auch Sozialminister Hubertus Heil (SPD) hat dies schon so vertreten. Es stützt die politischen Forderungen nach einem gesetzlichen Mindestlohn von mindestens 12 Euro je Stunde.

Forscher der Freien Universität Berlin kommen nun aber mit einer neuen, noch unveröffentlichten Studie zu ganz anderen Ergebnissen. Kurz gefasst: Selbst wenn die ausgeübte Arbeit nur einen Nebenverdienst zum Hartz-IV-Bezug darstellt, sei dieses Aufstocken „das wirksamste arbeitsmarktpolitische Instrument überhaupt“. Es mache den Aufstieg hin zu auskömmlicher Arbeit wahrscheinlicher als jede noch so aufwendige Fördermaßnahme klassischer Art. Verglichen mit arbeitslosen Hartz-IV-Beziehern, haben Aufstocker demnach zweieinhalbmal höhere Chancen, wieder eine ungeforderte, auskömmliche Arbeit zu finden.

Alleinerziehende und Ältere im Nachteil

Herausgeber der Studie, die der F.A.Z. vorab vorliegt, ist die CDU-nahe Konrad-Adenauer-Stiftung. Das Besondere daran ist, dass sie die Geschicke von Leistungsbeziehern mit einer sogenannten Längsschnittanalyse untersucht – sie kann aufzeigen, was im Zeitablauf aus den einzelnen Mitgliedern einer Personengruppe wird. Konkret ging es hier um mehr als 12.000 Bezieher von Hartz-IV-Leistungen, deren Erfolg auf dem Arbeitsmarkt anhand wissenschaftlich anerkannter Datensätze für die Zeit von 2007 bis 2017 untersucht wurde.

Die Ergebnisse fallen vor allem für arbeitslose Hartz-IV-Bezieher ernüchternd aus, also für diejenigen, die im Ursprungszeitpunkt nicht einmal eine geringfügige Arbeit haben: Ein Jahr später hatten nur 9 Prozent von ihnen den Aufstieg hin zu ungeforderter Arbeit geschafft. Selbst nach fünf Jahren waren es nur 23 Prozent. Umgekehrt waren 80 Prozent nach einem Jahr noch immer arbeitslose Hartz-IV-Bezieher, und auch nach fünf Jahren traf dies noch auf 57 Prozent zu. Den meisten übrigen Probanden, im Verlauf bis zu 16 Prozent, gelang ein kleiner erster Schritt – sie wurden Aufstocker.

Nicht mustergültig, aber doch weitaus erfolgreicher schlugen sich indessen jene, die schon zu Beginn der Betrachtung Aufstocker waren, also zumindest eine geringfügige Arbeit hatten: Aus dieser Gruppe hatten 23 Prozent schon nach einem Jahr den Aufstieg in auskömmliche Arbeit geschafft – also gut zweieinhalbmal so viele wie unter den arbeitslosen Hartz-IV-Beziehern. Und nach fünf Jahren hatten immerhin 47 Prozent der ehemaligen Aufstocker eine ungeförderte Arbeit gefunden.

„Jegliche Form von Beschäftigung – auch wenn diese mit einem Leistungsbezug verbunden ist – verbessert die Chancen, sich am Arbeitsmarkt zu etablieren“, fassen die Autoren ihre Erkenntnisse zusammen. Einschränkend sei allerdings festzuhalten, dass dies nicht für alle Leistungsbezieher in gleichem Maße gelte: Vor allem Alleinerziehenden und älteren Betroffenen hilft das Aufstocken demnach seltener als Sprungbrett. Im Fall von Alleinerziehenden liegt es oft daran, dass fehlende Kinderbetreuung einen Umstieg von Teil- auf Vollzeitarbeit erschwert.

„Hartz IV ist besser als sein Ruf“

Insgesamt gab es laut Bundesagentur für Arbeit zuletzt eine Million Hartz-IV-Bezieher, die einer Erwerbstätigkeit nachgingen. Je ein Drittel dieser Aufstocker hatten eine Teilzeitstelle oder einen Minijob. Zwölf Prozent hatten eine Vollzeitarbeit; bei den Übrigen handelte es sich um Lehrlinge und Selbständige. Die neue Studie dazu stützt sich zwar auf Daten aus der Zeit vor der Corona-Krise, überholt ist sie aber deshalb nicht. Die Frage nach wirksamen Rezepten für eine sogenannte aktivierende Arbeitsmarktpolitik dürfte sich angesichts gestiegener Arbeitslosigkeit bald sogar mit neuer Schärfe stellen.

[Hermann Gröhe](#) (CDU), stellvertretender Vorsitzender der Unionsfraktion wie auch der Adenauer-Stiftung, leitet daraus schon zentrale politische Orientierungspunkte ab. „Hartz IV ist besser als sein Ruf“, sagte Gröhe der F.A.Z. „Und es wird deutlich, dass Aufstocker eben nicht regelmäßig in subventionierter Niedriglohnarbeit hängenbleiben.“ Das häufig kritisierte Aufstocken eröffne vielen Betroffenen „eine Chance auf mehr Einkommen und mehr Lebenszufriedenheit“.

Einigen Verbesserungsbedarf sieht er aber durchaus – vor allem sei bessere Unterstützung für Alleinerziehende und ältere Arbeitsuchende nötig. Der Schlüssel dazu sei zum einen ein durchgängiges Angebot an Ganztagsbetreuung auch für Schulkinder. Zum anderen müsse man mit gezielter Förderung auch Älteren einen guten Zugang zu Weiterbildung offenhalten.

Außerdem sei Hartz IV dort zu verbessern, wo es direkt die Aufstocker betrifft: „Hinzuverdienste müssen attraktiver werden, auch das gehört auf die Tagesordnung“, betont Gröhe. Bisher wird mit jedem selbstverdienten Euro die Sozialleistung im Gegenzug um 80 bis 90 Cent gekürzt; nur die ersten 100 Euro Arbeitslohn sind frei. Unmittelbar bringt es Betroffenen also bisher kaum finanzielle Vorteile, sich aus der Hilfebedürftigkeit herauszuarbeiten. Eine mildere Verrechnung könnte daher mehr Hartz-IV-Beziehern den Weg zu den längerfristigen Vorteilen des Aufstockens weisen, welche die Studie aufzeigt.

Auch diese Vorteile lassen sich in Euro beziffern, wie das Forscherteam um den Finanzwissenschaftler Timm Bönke verdeutlicht: Die anfangs arbeitslosen Hartz-IV-Bezieher brachten es im Gesamtzeitraum von 2007 bis 2017 nur auf Arbeitsverdienste von 81.000 Euro brutto pro Kopf. In der Vergleichsgruppe der Aufstocker erzielten die Probanden dagegen 160.000 Euro – also fast das Doppelte. Wer 2007 eine ungeförderte Stelle hatte, schaffte freilich im Durchschnitt sogar gut das Vierfache: 340.000 Euro bis zum Jahr 2017.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arm-und-reich/warum-das-grundeinkommens-experiment-nichts-bringt-16918796.html?premium=0xbfa47fd1174af49e2b8aa919ef6866d5&GEPC=s5>

SOZIALE SICHERUNG:

Das Grundeinkommens-Experiment bringt nichts

- EIN KOMMENTAR VON MAJA BRANKOVIC
- -AKTUALISIERT AM 24.08.2020-14:12

Das Bedingungslose Grundeinkommen lässt sich im wirklichen Leben nicht simulieren. Und das Geld dafür hat der Staat ohnehin nicht.

Einfach so drei Jahre lang jeden Monat 1200 Euro zusätzlich bekommen, egal ob man arbeitet oder nichts tut, ob man es braucht oder nicht – das ist das unwiderstehliche Angebot für die 120 Teilnehmer des ersten deutschen Langzeitexperiments zum Bedingungslosen Grundeinkommen.

So schön das für die Profiteure ist: Einen großen Erkenntnisgewinn sollte man sich nicht erhoffen. Das Bedingungslose Grundeinkommen lässt sich im wirklichen Leben nicht simulieren. Die Probanden wissen, dass nach drei Jahren alles vorüber ist. Erst einmal zumindest.

Werden sie ihr Leben ändern? Wohl kaum. Um wirklich herauszufinden, was das Bedingungslose Grundeinkommen bewirkt, müsste man es flächendeckend und dauerhaft einführen – und sehen, was dann passiert. Oder aber, man lässt es einfach bleiben.

So schön die Idee eines Bedingungslosen Grundeinkommens klingen mag, der Staat hat dieses Geld nämlich nicht. Ungefähr 83 Millionen Menschen leben in Deutschland. Alle mit einem Grundeinkommen von monatlich 1200 Euro auszustatten, das würde mehr als eine Billion Euro kosten.

Die großen Probleme sind andere

Befürworter des Grundeinkommens argumentieren gern, dass der Staat auch jetzt schon eine ähnliche Summe für Sozialleistungen ausgibt. Gäbe es bedingungsloses Geld für alle, würde man sich diese doch sparen.

So einfach ist es aber leider nicht. Dauerhaft leisten könnte sich das Land diese Maßnahme wenn überhaupt nur, wenn wirklich alles andere wegfiel. Transferzahlungen wie Wohngeld oder Kindergeld genauso wie die Renten. Was auch nicht möglich wäre: Menschen mit höherem Bedarf oder mit größerer Lebensleistung mehr zu bezahlen.

Wenig überraschend sind die Initiatoren und beteiligten Wissenschaftler nicht blind für das große Problem an ihrer Idee. Kritisiert für die geringe Aussagekraft ihrer Studie, die sich aus der niedrigen Teilnehmer von nur 120 Personen und der zeitlichen Begrenzung auf drei Jahre ergibt, erklärt ein beteiligter Forscher, dass das Projekt auch so schon 1,7 Millionen Euro jährlich koste. Und mehr sei einfach nicht drin. Geht ihnen da kein Licht auf?

Sicher, der Staat hat eine gewaltige gesellschaftliche Herausforderung zu meistern, und neue Ideen müssen her – das war auch vor der Pandemie schon so. Wenn die Babyboomer bald in den Ruhestand gehen, kippt das Verhältnis zwischen Einzahlern und Leistungsempfängern in der Rente, in der Gesundheitsversorgung und der Pflege.

Wie werden wir das finanzieren? Hinzu kommt die voranschreitende Digitalisierung, die unsere Arbeitswelt in noch nicht absehbaren Maßen verändern wird und vielen Sorgen macht. Antworten werden händierend gesucht – man wird sie aber nicht in der Debatte um das Grundeinkommen finden.

UNTERSTÜTZUNG FÜR UNI-DOZENTEN:

Lehre lernen

- VON LISA KUNER
- -AKTUALISIERT AM 24.08.2020-10:10



Wer im Hörsaal Studierende unterrichtet, hat nicht immer viel Ahnung von Didaktik und Rhetorik. Wie es besser und mit weniger Gähn-Faktor geht.

Ihr erstes Seminar hielt Stephanie Gast Zepeda digital. So hatte sie sich das eigentlich nicht vorgestellt, aber wie alle anderen musste auch die 25 Jahre alte Doktorandin der Staatswissenschaften an der Universität Erfurt wegen der Corona-Krise umdisponieren. „In der ersten Sitzung hat erst mal mein Mikrofon nicht funktioniert“, erzählt sie. Gast Zepeda gibt dieses Sommersemester zum ersten Mal einen Kurs, es geht um Economic Governance in der Europäischen Union. Die Vorbereitung war aufwendig, weil es ihr erster Kurs war und weil er von Grund auf konzipiert werden musste. Unterstützung und Rat bekam sie dafür wenig. „Als wissenschaftliche Mitarbeiterin an einer Uni muss man sich sowieso viel selbst erarbeiten.“

So wie Gast Zepeda geht es vielen jungen Lehrenden an deutschen Unis: Wenn sie das erste Mal unterrichten sollen, sind sie hauptsächlich auf sich allein gestellt. Lehrende werden wegen ihrer fachlichen Expertise angestellt, unterrichten sollen sie eher nebenher. Wie Universitäten sie auf diese Aufgabe vorbereiten, ist sehr unterschiedlich. Meist sind die Weiterbildungsangebote freiwillig.

Das führt auch dazu, dass in den hinteren Reihen schwer erkennbare Powerpoint-Folien, scheinbar zusammenhangslose und monotone Vorträge oder reiner Frontalunterricht zum regelmäßigen Alltag an deutschen Hochschulen gehören. Denn auch wenn die Person vorne am Pult ein Mathegenie oder eine grandiose Politiktheoretikerin ist, heißt das nicht automatisch, dass sie auch weiß, wie man diese Inhalte vermittelt. Hinzu kommt, dass Unterrichten kein gottgegebenes Talent ist, sondern, wie fast alles, geübt werden muss. Nicht immer tun das Lehrende, eine Didaktik- oder Rhetorikveranstaltung mussten die meisten nie besuchen.

Für Jan-Hendrik Schleimer, der zu theoretischer Biologie an der Humboldt-Uni in Berlin forscht, ist das Designen einer guten Vorlesung oft das Ergebnis von Ausprobieren. „Die erste Variante ist oft nicht ideal, und der erste Jahrgang leidet da auch darunter“, gibt er zu. Meistens spiegelten die Studierenden aber schnell zurück, was funktioniert und was nicht, und man könne die Veranstaltung dann verbessern.

Coaching mit Videoanalyse

In den Niederlanden ist das anders. Jeder, der dort dauerhaft an einer Uni lehren will, müsse einen Basiskurs im Unterrichten machen, erklärt Manon Kluijtmans, Leiterin des Zentrums für Akademische Lehre an der Universität Utrecht. Sie selbst arbeitet an der medizinischen Fakultät und ist Epidemiologin, hat sich inzwischen aber auf die Erforschung der Lehre spezialisiert. Schon in den neunziger Jahren erkannte man in

den Niederlanden, dass Forschung einen zu hohen Stellenwert an den Unis einnahm und darunter die Qualität der Lehre litt.

„Lehre wurde eher als Belastung wahrgenommen“, sagt Manon Kluijtmans. Heute müssen darum Lehrende an niederländischen Unis in den ersten beiden Jahren ihrer Anstellung eine University Teaching Qualification, also ein Zertifikat, das ihre Lehrfähigkeit bestätigt, erwerben. In einer Mischung aus Workshops und Mentoring sollen die Lehrenden dabei ihr Unterrichtsportfolio in den Dimensionen Vorlesungsdesign, Durchführung und Bewertung aufbauen. Zehn Präsenztage plus einige Zeit, um das Portfolio schriftlich auszuarbeiten, müssen die Dozierenden dafür mindestens investieren.

In Deutschland gehört die Uni Jena zu den Hochschulen, die sich besonders darum bemühen, ihre Lehrenden auch für das Unterrichten zu qualifizieren. Evelyn Hochheim leitet dort die Servicestelle „Lehre lernen“. Seit dem Jahr 2012 gibt es diese Stelle, mehr als 400 Personen hatten im vergangenen Jahr ihre Angebote wahrgenommen. Einrichtungen wie diese gibt es an vielen deutschen Unis. Wie gut sie ausgestattet sind und was sie anbieten, variiert allerdings stark. Oft sind sie projektfinanziert, das bedeutet auch, bei Einsparungen bleiben schnell die Gelder weg. „Wir bieten fast täglich Weiterbildungsveranstaltungen oder Coachings an“, sagt Hochheim.

„Gute Lehre und gute Forschung müssen Hand in Hand gehen“

Das Besondere dabei sei, dass sie diese Kurse selbst gäben, statt sie an freie Trainer abzugeben. Abgedeckt wird dabei die ganze Bandbreite: Vom Workshop für studentische Tutoren bis hin zur Fortbildung für Professoren und Professorinnen ist alles dabei. Eine Möglichkeit ist zum Beispiel, die eigene Veranstaltung per Kamera aufzeichnen zu lassen und dann anschließend in einem Coaching mit Videoanalyse darüber zu sprechen, was verbessert werden kann. „Lange haben wir gerade die ältere, erfahrenere Gruppe schlecht erreicht“, sagt Hochheim. Gelöst hat ihr Team das mit einem Zertifikatsprogramm speziell für Professorinnen und Professoren. Es beinhaltet mehrere Tagesworkshops, Videoanalyse und Coaching. Wenn Professoren das durchlaufen, bekommen sie zusätzliche Gelder für ihren Lehrstuhl. „Die zusätzliche Lehrqualifikation muss sich lohnen“, sagt Hochheim.

Ein Grundproblem sowohl in Deutschland als auch in den Niederlanden: Universitäre Lehre hat nicht denselben Stellenwert wie Forschung. „Anerkennung bekommt man nicht über den Lehrbetrieb“, sagt Jan-Hendrik Schleimer. Wenn Stellen besetzt werden, geht es in Deutschland typischerweise vordergründig darum, wie viele Publikationen die Bewerberinnen oder Bewerber vorweisen können, oder auch, wie gut sie in der Vergangenheit darin waren, Drittmittel einzuwerben.

Die Lehre spielt zwar laut Evelyn Hochheim auch zunehmend eine Rolle, aber eben keine ausreichend große. „Seit letztem Jahr gehört hier in Jena aber zumindest eine Lehrprobe verpflichtend zum Berufungsverfahren. Das ist ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung“, sagt sie. Denn tatsächlich sei gute Lehre immens wichtig, denn nur durch sie könne es wissenschaftlichen Nachwuchs geben. „Gute Lehre und gute Forschung müssen Hand in Hand gehen.“

Digitalisierung frisst viel Zeit

„Professoren haben auch einfach nicht die Zeit, die Lehre zu verbessern“, wirft Jan-Hendrik Schleimer von der HU einen weiteren Problempunkt auf. Denn dafür sei es nötig, Geld und Energie zu investieren, die oft auch an anderen Stellen gebraucht würden. Eine Lösungsmöglichkeit sieht er darin, wie zum Beispiel in Großbritannien üblich, mehr Menschen speziell für die Lehre anzustellen. Zusätzlich fände er es sinnvoll, den akademischen Mittelbau zu stärken. Gerade die vielen befristeten Stellen verhinderten echten Fortschritt.

Stellen für die reine Lehre gibt es an deutschen Universitäten kaum, meist sind stattdessen bei einer Forschungsstelle acht bis zehn Semesterwochenstunden Unterricht Pflicht. Das Prinzip dahinter ist die Idee einer Einheit von Forschung und Lehre. In der Theorie soll das aktuelle Forschungsergebnisse möglichst schnell zu den Studierenden bringen, in der Praxis bedeutet das oft, dass gestresste Forscherinnen und Forscher jahrelang dieselben mittelmäßigen Kurse geben.

An der Uni Utrecht in den Niederlanden versucht man aktiv, dieses Problem anzugehen. Es gibt eine Kampagne zur Diversifizierung akademischer Karrieren. In Zukunft soll exzellente Forschung nicht der einzige Weg sein, um Anerkennung zu bekommen, auch gute Lehre oder Führung sollen stärker in den Fokus rücken. Die meisten Lehrenden lieben es aus Manon Kluijtmans Sicht zu unterrichten und im Kontakt mit Studierenden zu stehen, aber wenn das nicht anerkannt werde, ginge die Motivation dafür verloren. Sie wünscht sich, dass in Zukunft für eine gelungene Lehrveranstaltung genauso gratuliert wird wie für einen publizierten Artikel.

Für Lernerfolg intrinsische Motivation entscheidend

„Wenn Anstrengungen in der Lehre nicht honoriert werden, bringt das alles nichts“, sagt sie. Die Uni Utrecht nimmt darum Geld in die Hand: Zwei Millionen Euro investiert sie jedes Jahr in gute Lehrprojekte. Wichtig sei zum Beispiel, dass es ein regelmäßiges Feedback für Studierenden gebe. „Wir setzen auf tiefes und nachhaltiges anstatt auf oberflächliches Lernen“, sagt Kluijtmans. Außerdem werden Stipendien an ausgezeichnete Dozentinnen und Dozenten vergeben. „Das ist ein doppelter Vorteil: Sie bekommen Geld, und der Einsatz für die Lehre wird auch auf dem Lebenslauf sichtbar“, fasst sie zusammen. Allgemein ist Kluijtmans zufrieden damit, wie sich der Stellenwert und die Qualität von Lehre in den vergangenen Jahren entwickelt haben, aber es sei noch immer Luft nach oben: „Ich wünsche mir, dass akademische Karrieren flexibel und dynamisch ablaufen können.“

Die meisten deutschen Unis haben da im Gegensatz zu dem niederländischen Programm noch einiges nachzuholen. Aber auch Hochheim teilt Kluijtmans Ansicht: „Gute Lehre muss genau wie gute Forschung honoriert werden.“ Sie ist sich allerdings nicht sicher, ob es auch in Deutschland ein guter Ansatz wäre, Lehrende zu verpflichten, an Weiterbildungsprogrammen teilzunehmen. „Lehrende sollten frei entscheiden können, was für sie der richtige Weg zur guten Lehre ist. Hochschuldidaktische Weiterbildung ist zwar ein sehr guter Weg, aber nicht der einzige“, meint sie.

Aus der Perspektive einer Pädagogin fügt sie außerdem hinzu, dass es wenig Sinn ergebe, erwachsenen Menschen etwas beibringen zu wollen, das sie nicht hören wollten; für den Lernerfolg sei intrinsische Motivation entscheidend. Jan-Hendrik Schleimer sieht das ähnlich, aber ganz auf freiwilliger Basis geht es für ihn auch nicht. Wenn Lehrende zum Beispiel wiederholt schlechtes Feedback für Veranstaltungen bekommen, würde er sich stärkere Konsequenzen wünschen. Das müsste nicht zwangsläufig eine Weiterbildung sein, manchmal würden vielleicht auch einfach zusätzliche Tutorien Sinn ergeben.

Corona hat die Situation für viele Lehrende noch mal verschärft und bedeutet auch für Schleimer Zusatzaufwand. Seine Vorlesungen ins Digitale umzustellen fraß viel Zeit. Gleichzeitig gebe es von der Uni wenig Unterstützung darin, wirklich innovative Lösungen auszuprobieren. Inzwischen läuft es aber einigermaßen: „Wir wursteln uns da durch“, erzählt er. Das sei sicher problematisch, schweiße aber auch zusammen.

Le Figaro, no. 23645

Le Figaro, mardi 25 août 2020 960 mots, p. 18

Opinions

Biélorussie : la France a une carte à jouer

Lemasson, Sylvie

Alors que les pays d'Europe centrale et Baltes se montrent très hostiles à Moscou pour des raisons historiques, la France devrait saisir l'occasion de la crise biélorusse pour adoucir la position de l'Union européenne envers la Russie, argumente l'universitaire, spécialiste de l'Europe centrale et orientale*.

Les sanctions prises à l'unanimité par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à l'encontre du pouvoir biélorusse masquent des divergences profondes. Contrairement à l'attitude qu'elles avaient adoptée face à la crise ukrainienne de 2014, plusieurs chancelleries occidentales s'efforcent de ménager Moscou qui a fort à perdre dans une transition politique susceptible d'échapper à son contrôle. La Biélorussie constitue à bien des égards, pour la Russie, le dernier bastion d'une sphère d'influence réduite à la portion congrue depuis l'effondrement de l'URSS, l'échec de la Communauté des États indépendants et l'élargissement de l'Otan aux frontières russes. Avec le départ de Kiev de l'orbite moscovite, Minsk incarne plus que jamais la vigie dont ont besoin les dirigeants du Kremlin pour démarquer l'espace de culture orthodoxe d'une Union européenne élargie aux anciens satellites du bloc soviétique et aux pays Baltes.

La Biélorussie représente également le maillon occidental nécessaire à la toute nouvelle organisation transrégionale que Vladimir Poutine a inaugurée après l'officialisation de l'embargo européen, en représailles à l'annexion de la Crimée. L'Union économique eurasiatique est censée renouer avec la double identité de l'empire russe, entre l'Europe et l'Asie, et surtout replacer la Russie au centre des pôles commerciaux européens et chinois. Même si Moscou ne fait pas du maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko une condition sine qua non à toute évolution politique en Biélorussie, Vladimir Poutine prend soin de tracer la ligne rouge à ne pas franchir : aucune ingérence directe de l'Union européenne dans les affaires biélorusses.

L'avertissement du Kremlin s'adresse avant tout aux pays d'Europe centrale et orientale très engagés dans les « révolutions colorées », en Géorgie ou en Ukraine, mais aussi dans le soutien aux opposants biélorusses. C'est le cas de la Pologne envers les différentes ONG biélorusses ou de la Lituanie avec l'accueil de Svetlana Tsikhanovskaïa qui en appelle à l'Union européenne pour l'organisation de nouvelles élections. Aux yeux des sociétés qui ont subi le joug tsariste puis soviétique au fil des siècles, Moscou s'apparente en effet à une menace permanente.

Or d'autres États membres de l'Union européenne ne considèrent plus cette politique offensive comme efficace. Parmi ceux qui plaident en faveur d'un dialogue avec la Russie, la France occupe une place singulière. Différemment de l'Allemagne, prudente mais ouverte à la concertation avec Moscou (d'autant qu'elle assure la présidence actuelle du Conseil de l'Union), et différemment de l'Italie ou des Pays-Bas surtout intéressés par la reprise du commerce avec la Russie, Emmanuel Macron a fait le pari d'une relance constructive du dialogue avec Vladimir Poutine sur la base de coopérations multiples, culturelle et politique, économique et diplomatique.

Une raison particulière pousse Paris à reconsidérer les conséquences des mesures drastiques décidées contre la Russie en 2014. La crise biélorusse interroge aussi l'efficacité du Partenariat oriental de l'Union européenne. Institué en 2009 lors du sommet européen de Prague (sous présidence tchèque), ce partenariat est destiné à stabiliser les marches extérieures de l'Union, toutes situées sur son flanc est, dans un ensemble devenu lointain pour une France en perte de repères depuis la fin de la guerre froide. Biélorussie, Moldavie et Ukraine ont été dans un premier temps les premières ex-Républiques soviétiques concernées par le partenariat auxquelles vinrent s'ajouter l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Cette politique européenne de voisinage vise, à travers une batterie d'accords d'associations, à exporter un modèle normatif et politique dans des régions jugées encore instables. C'est ce type d'accords, entérinés à Vilnius lors du sommet européen de 2013, qui a mis le feu aux poudres en Ukraine. Moscou s'est alors opposé à l'attraction de Kiev dans les filets communautaires.

Car la Russie voit le déploiement de cette diplomatie européenne comme un moyen de réduire plus encore sa sphère d'influence. Le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et les États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) s'affichent en tant que principaux promoteurs de ce partenariat, synonyme d'affranchissement politique envers Moscou.

Aussi la crise biélorusse remet-elle à l'ordre du jour la cohérence de la politique étrangère de l'Union européenne. La France aurait un intérêt majeur à s'engager activement dans une médiation avec l'idée de rééquilibrer la dynamique du partenariat en la rendant moins crispante à l'égard de la Russie. Une implication plus forte de Paris permettrait également à la France de recentrer sa diplomatie vers des pays d'Europe centrale et orientale qui considèrent Paris trop peu attentif à leurs priorités sécuritaires ou énergétiques. Sortie renforcée du sommet européen de Bruxelles, en juin dernier, avec l'adoption de mesures phares (mutualisation des dettes, santé, plan vert), la France peut de surcroît s'appuyer sur un couple franco-allemand remis en ordre de marche. Par conséquent la France trouverait un avantage certain à investir le partenariat oriental dont, contrairement à l'Allemagne, les ressorts lui sont trop longtemps restés étrangers.

Paris a aussi de bonnes raisons de s'intéresser directement à la Biélorussie. Les formations francophones développées par le Quai d'Orsay à Minsk avec les IEP français ont porté leurs fruits. Il existe aujourd'hui une jeune génération de Biélorusses qui connaissent et aiment notre langue, dont certains sont parties prenantes des événements en cours. Paris ne doit pas gâcher les espoirs d'une évolution démocratique dans un pays toujours largement méconnu en Occident, et pourtant à la croisée des plus grandes tragédies du continent comme des échanges culturels les plus féconds en Europe.

** Maître de conférence en science politique à Sciences Po Grenoble, Sylvie Lemasson a en particulier publié « Une histoire de frontières - La République des deux nations, Lituanie et Pologne » (L'Harmattan, 2016).*

MIGRANTEN IN CORONA-KRISE:

Die Armutsfalle in Deutschland

- EIN KOMMENTAR VON JOHANNES PENNEKAMP

- -AKTUALISIERT AM 13.08.2020-21:38

Immer mehr Migranten droht Armut. Corona verschärft die gefährliche Spaltung. Von der Bundesregierung hat man bislang erschreckend wenig dazu gehört.

Menschen lassen sich gerne in dem bestätigen, was sie ohnehin für die Wahrheit halten: Die Deutschen werden immer ärmer, ist so eine Gewissheit. Eine andere lautet: Die Zuwanderung frisst den Wohlstand der Bundesrepublik auf. Beide sind falsch.

Dabei bestätigen neue Daten des Statistischen Bundesamtes die zwei Thesen scheinbar. Die Quote der Menschen, die Armut fürchten müssen, ist in Westdeutschland in den vergangenen zehn Jahren gestiegen, heißt es in einer Mitteilung aus Wiesbaden. Wer nach den Ursachen sucht, stößt rasch auf eine steigende Zahl von Menschen mit Migrationshintergrund, die für den Trend verantwortlich ist.

Warum die beiden Thesen dennoch verkehrt sind? Das mittlere Einkommen der Deutschen, aus denen die Statistiker die Armutsschwelle ableiten, steigt und steigt. Für einen Alleinlebenden betrug es demnach im Jahr 2009 netto 1336 Euro, zehn Jahre später waren es 1790 Euro. Auch bereinigt um die Mini-Inflation in diesem Zeitraum ist das ein dicker Wohlstandsgewinn. Schaut man nur auf die Menschen ohne Migrationshintergrund, bleibt festzuhalten: Von ihnen sind immer weniger von Armut gefährdet – Zuwanderung hin oder her.

Die wachsende Zahl der Migranten, die von Armut gefährdet sind, muss dagegen aufschrecken: In Hessen leben inzwischen mehr Menschen mit Migrationshintergrund unterhalb der Schwelle zur Armut Gefahr als Menschen ohne Migrationshintergrund. Dabei beträgt ihr Anteil an der Bevölkerung nur etwa ein Drittel. Diese Spaltung darf nicht noch tiefer werden.

Doch genau das ist die Gefahr in der Corona-Krise. Nur etwa jeder zweite der seit dem Jahr 2015 nach Deutschland gekommenen Flüchtlinge hat bisher Arbeit gefunden. Für diejenigen, die bislang den Sprung in den Arbeitsmarkt nicht geschafft haben, wird er nun in vielen Fällen zum Ding der Unmöglichkeit. Einfache Tätigkeiten in Restaurants oder am Flughafen sind derzeit nicht gefragt, auch höher qualifizierte Bewerber nehmen jetzt Jobangebote an, die sonst für Flüchtlinge eine Option waren. Die Krise trifft die Schwächsten.

Von der Bundesregierung hat man bislang erschreckend wenig dazu gehört, wie sie dieser Bevölkerungsgruppe trotz Corona eine Perspektive bieten will. Das zu versäumen, wäre ein gefährlicher Fehler, der Wut und Frustration schüren würde.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/inga-markovits-buch-diener-zweierherren-16878499.html?premium=0x098cc644518eab022a00725a6fbf6a2c&GEPC=s5>

BUCH ÜBER DDR-JURISTEN:

Sozialistisches Recht blieb eine Illusion

- VON UWE WESEL
- -AKTUALISIERT AM 13.08.2020-22:45



Sie wurden als Revisionisten gescholten, arbeiteten aber beharrlich am Normenstaat: Inga Markovits legt eine ausgewogene Monographie über Juristen in der DDR vor.

Niemand im Westen ist so gut informiert über das Recht der DDR wie Inga Markovits. Schon als junge Frau promovierte sie an der Freien Universität Berlin mit einer Arbeit über das DDR-Recht, lehrte später an der Law School der Universität von Texas, schrieb auch viel zum Thema, am besten in „Gerechtigkeit in Lüritz“ (2006), und hat nun ihr Alterswerk vorgelegt. Ein Buch über Juristen der DDR am Beispiel einer kleinen Gruppe, nämlich der Professoren des Rechts an der Humboldt-Universität in Ostberlin. Es ist das Ergebnis jahrelanger Arbeit, nicht der Lektüre der Schriften dieser Professoren, sondern des Sammelns von Einzelheiten ihres täglichen Lebens in Archiven der Universität, der SED, des Justizministeriums der DDR und des Bundesarchivs. Sie wollte wissen, wie es in „Bodennähe“ aussah bei Juristen in einer Diktatur.

Am Ende ihres Sammelns hatte sie einen „Riesenhaufen von Puzzleteilen“. Sie hat ihn nicht zu einem einzigen Bild zusammengesetzt, sondern zu drei parallelen „Geschichten“, um die der Leser herumgehen soll „wie um eine Litfaßsäule“, um sich eine eigene Meinung zu bilden. Am Ende des Buchs bringt sie ihre eigenen Schlussfolgerungen. Es ist zugleich eine Studie über die Rolle von Juristen im „Unrechtsstaat“, auch im Vergleich mit der NS-Diktatur.



Inga Markovits: „Diener zweier Herren“. DDR-Juristen zwischen Recht und Macht. :Bild: Verlag Ch. Links

Die erste Geschichte beginnt mit der Eröffnung der Universität 1946. Nur zwei Professoren der alten Fakultät blieben übrig nach der rigiden Entnazifizierung durch die Sowjets. Bald kamen andere dazu, besonders Emigranten. Alles ist „bürgerlich“, die Kollegen und die alten Gesetze wie das BGB. Die Justizverwaltung der Sowjetischen Zone klagt: „Nur ganz wenige Professoren lehren in unserem Sinn.“ Aber sie bilden junge Sozialisten aus. Die werden 1956, drei Jahre nach Stalins Tod, überrascht von Chruschtschows Bericht über dessen Verbrechen und wollen nun selbst politisch denken. Was der Partei nicht gefiel. Die Folge: Eine Juristenkonferenz in Babelsberg 1958. Zwei der Berliner müssen zwei Jahre als Bürgermeister in die Provinz. Seitdem gab es an der Berliner Fakultät kaum noch kritische Diskussionen. So blieb es bis zum Ende der DDR.

Stalinistische Herrschaft in drei Schritten

Die zweite Geschichte beginnt ebenfalls 1946. Der Alltag veränderte sich schnell in der DDR mit Verstaatlichung der Wirtschaft und Kollektivierung der Landwirtschaft. Aber das Rechtssystem blieb jahrzehntelang weitgehend dasselbe wie in der Bundesrepublik, mit den großen Gesetzen des neunzehnten Jahrhunderts wie dem BGB. Die juristische Struktur war weitgehend identisch mit der im Westen. „So war es kein Wunder“, schreibt Markovits, „dass DDR-Juristen von der Partei (an deren Spitze es kaum Juristen gab) von Anfang an als Formalisten, Positivisten und Revisionisten gescholten wurden. Ihr Handwerk war revisionistisch.“ Auch der Schreck der Babelsberger Konferenz legte sich schnell. 1959 urteilt die SED-Grundorganisation der Berliner Fakultät: „keine Konzeption, keine kollektive Arbeit, ... keine SED-Gesamtverantwortlichkeit.“

Die dritte Geschichte behandelt im Wesentlichen noch einmal die Babelsberger Konferenz. Es gelingt Markovits durch genaue Lektüre der Rede [Walter Ulbrichts](#) auf der Konferenz die Entdeckung eines Plans. Weder damals noch später hat man ihn erkannt, weder im Osten noch im Westen – ein Plan zur Aufrechterhaltung seiner stalinistischen Herrschaft in drei Schritten. Den ersten Schritt machte er 1960. Die Abschaffung der Gewaltenteilung durch Bildung des Staatsrats. Der zweite Schritt 1961 vor dem Mauerbau: Der Staatsrat beschließt den ersten Rechtspflegeerlass mit der Unterscheidung zwischen Gesetzesbrechern, die gestraucht sind und milde bestraft werden können, und den „Feinden der Arbeiter- und Bauern-Macht“. Ulbricht als gütiger Landesvater. Der dritte Schritt ist 1963 der zweite Rechtspflegeerlass mit der Forderung, dass die Wissenschaft ihren bürgerlichen Positivismus ersetzen müsse durch eine marxistische Rechtswissenschaft.

Banaler Ordnungssinn

Damit sind wir wieder bei den Professoren der Humboldt-Universität. Wie sollten sie diese Forderung erfüllen? Eugen Paschukanis, der einzige damals bekannte marxistische Rechtstheoretiker, kannte nur das Absterben von Recht und Staat im Sozialismus. Nach vielem Hin und Her dazu bloß ein Satz des Dekans im Jahresbericht 1965: „Es gibt keine zielgerichtete theoretisch-ideologische Arbeit, die auf die Weiterentwicklung der Rechtswissenschaft in der DDR von Einfluss wäre.“

Auf der Suche nach dem Einfluss von Recht und Justiz in einer Diktatur fragt Inga Markovits in ihrer Zusammenfassung, ob Juristen der DDR ebenso ideologieanfällig waren wie ihre Vorgänger im „Dritten Reich“. Aber die „Ideologien“ waren unterschiedlich: die der NS-Zeit ein rassistischer und emotionaler Führerwahn, in der DDR ein kompliziertes Gebäude des Marxismus-Leninismus, an dem ihre Juristen, „eher ideologieunbegabt“, nicht besonders interessiert waren. Es gelang ihnen ja auch nicht, eine marxistische Rechtswissenschaft zu entwickeln. „Die Großartigkeit der marxistischen Versprechen (...) widersprach dem banalen Ordnungssinn ihres Handwerks.“ Immer stand ihnen ihr Beruf näher als die Partei.

Ein faires juristisches Bild der DDR

Dienen sie einem Unrechtsstaat? Für die Antwort nutzt Markovits den von Ernst Fraenkel für die NS-Diktatur geprägten Begriff des „Doppelstaats“ mit der Teilung in Maßnahmen- und Normenstaat. Die Anfangsjahre der DDR sind typisch gewesen für einen Maßnahmenstaat, aber schon 1952 fordert Ulbricht ein sozialistisches Rechtssystem. Es folgten eigene Gesetzbücher unter Honecker, 1987 die Abschaffung der Todesstrafe und ein Urteil des Obersten Gerichtshofs zur Gleichberechtigung homosexueller Bürger. „So wuchs der Normenstaat der DDR von Jahr zu Jahr.“ Im NS-Staat sank die Zahl der Zivilprozesse von 1932 bis 1939 von 8,2 Prozent auf zwei Prozent der Einwohner. In der DDR stieg sie von 1971 bis 1987 von jährlich 30.000 auf 67.000. Die Zahl verwaltungsrechtlicher Eingaben schoss in die Höhe.

Der NS-Maßnahmenstaat wuchs beständig, bis zu einer unglaublichen Zahl von Todesurteilen, der Judenvernichtung und Millionen Kriegstoten. Für die DDR „sieht es so aus“, dass in ihren vierzig Jahren der Normenstaat den Maßnahmenstaat allmählich verdrängte – auch eine Folge der Tätigkeit der Juristen in beharrlicher Ausübung ihres Handwerks. Inga Markovits meint, die DDR bewegte sich auf einen Rechtsstaat zu, wurde es aber nicht, weil die Partei nicht bereit war, ihre Macht abzugeben. Sie hat mit diesem Buch noch deutlicher als bisher ein faires juristisches Bild der DDR gezeichnet, mit dem man künftig im Osten und Westen Deutschlands wohl gemeinsam wird leben können.

Inga Markovits: „Diener zweier Herren“. DDR-Juristen zwischen Recht und Macht. Verlag Ch. Links, Berlin 2020. 240 S., br., 20,- €.

Warum die Deutschen es besser machen

Stand: 17:42 Uhr | Lesedauer: 8 Minuten

Von John Kampfner



„Ich sah ein Land, das sich in Blitzgeschwindigkeit vereinigte“, schreibt John Kampfner

Der Vater von John Kampfner floh vor Hitler. Nun hat der britische Autor das einst gehasste Land neu angeschaut. Sein Ergebnis: Deutschland macht es besser als andere Länder. Aber mit Ende der Ära Merkel stehe die größte Prüfung noch an.

Im Januar 2021 wird Deutschland 150 Jahre alt. Kein anderes Land hat in so kurzer Zeit so viel Schaden angerichtet. Die halbe Existenzspanne Deutschlands ist eine Geschichte von Horror, Krieg und Diktatur. Die andere Hälfte jedoch ist eine Geschichte von Sühne, Stabilität und Reife. Kein anderes Land hat in so kurzer Zeit so viel Gutes erreicht.

Heute, während ein erheblicher Teil der Welt dem Autoritarismus erliegt, während die Demokratie von einem unkontrollierbaren US-Präsidenten, einem mächtigen chinesischen Staat und einem rachsüchtigen Russland in ihrem Kern untergraben wird, steht ein Land – Deutschland – als Bollwerk für Anstand und Stabilität.

Das ist das andere Deutschland, dessen Geschichte ich erzählen will. Sie wird für diejenigen meiner Landsleute unbequem, die noch immer von Churchill und dem „Blitz-Spirit“ besessen sind. Sie könnte auch für einige Deutsche unbequem werden – für die, die es nicht ertragen können, ihr Land als moralischen und politischen Leuchtturm zu sehen.

Selbstredend hat auch Deutschland mit Problemen zu kämpfen. Die Ankunft zahlreicher Geflüchteter hat kulturelle Kluften weiter vertieft. Das Vertrauen in die großen Volksparteien schwindet. Viele, besonders auf dem Gebiet der ehemaligen DDR, haben sich simplen Parolen extremer Strömungen zugewandt. Die Wirtschaft flaut ab, belastet durch einen übermäßigen Fokus auf Export, insbesondere nach China, die Bevölkerung altert, und die Infrastruktur verschlechtert sich. Und das bezieht sich auf die Zeit vor der Pandemie.

Ein beneidenswertes Land

Warum also das Vertrauen, der Glaube? Das Maß eines Landes sind nicht seine Probleme, sondern vielmehr, wie es sie überwindet. In dieser Hinsicht ist Deutschland ein beneidenswertes Land. Es hat eine Reife entwickelt, mit der nur wenige andere mithalten können. Das ist nicht aufgrund einer bestimmten Veranlagung passiert.

Deutschland hat es auf die harte Tour gelernt. Immer wenn ich an Deutschlands zahlreiche Probleme denke, frage ich auch: Welche andere Nation hätte einen armen Cousin mit so wenig nachhaltigem Trauma aufnehmen können? Welche andere Nation hätte über einer Million der ärmsten Menschen der Welt eine Heimat bieten können?

Das Coronavirus war der ultimative Test für Führungsqualität. Angela Merkel stellte sich der Herausforderung. Sie informierte die Deutschen detailliert über die zu erbringenden Opfer und die Notfallgesetze, die ihre Regierung erlassen müssen würde – etwas, das angesichts der Geschichte des Landes außerordentlich umsichtig war. Sie sagte ihren Bürgern, was sie, ihre Minister und Wissenschaftler wussten und was nicht. Sie hat nicht ein einziges Mal dick aufgetragen.

Großbritannien hingegen lieferte eine Fallstudie darüber, wie man definitiv nicht mit einer Krise umgeht. Die Großspurigkeit Boris Johnsons stand in umgekehrtem Verhältnis zur Kompetenz seiner Regierung. In einer Mischung aus Libertarianismus und englischem Ausnahmedenken erklärte der Premierminister, dass Großbritannien mit gutem, altem Schneid schon irgendwie durchkommen würde.

Das Vereinigte Königreich hätte sich keine weniger qualifizierte Führung für eine Situation aussuchen können, die Detailgenauigkeit erfordert. Im Mai 2020 befand sich

Großbritannien in der schmachvollen Position, die höchste Zahl an Todesopfern in Europa zu verzeichnen.

Diese Tragödie war nicht das einzige Problem, einige Fehler hingen mit der Gesundheitspolitik zusammen. Doch die Ursachen der Krise gehen tiefer; sie sind in das Gefüge der britischen Politik eingebettet. Zuerst kam der Brexit: Die Deutschen sahen mit Entsetzen zu, wie ein Land, das sie bis dato für seinen Pragmatismus bewundert hatten, in eine Art pseudo-churchillsche Selbsttäuschung verfiel. So viele meiner Gespräche mit Deutschen beginnen mit der gleichen Frage: „Was ist da bloß mit euch passiert?“

Umgekehrt weiß Großbritannien nicht, was es von den Deutschen will. Wenn die deutsche Wirtschaft strauchelt, wie es Mitte der 80er- und 90er-Jahre der Fall war, wird das Land als „der kranke Mann Europas“ bezeichnet, übermäßig reguliert und engstirnig. Wenn die Deutschland AG die globalen Märkte beherrscht, ist das wiederum „habgierig“. Die Briten wollen nicht, dass Deutschland seinen Einfluss in der Welt geltend macht; dennoch wollen sie, dass es seinen Beitrag leistet.

Meine Reise geht indirekt zurück in die 1930er-Jahre. Mein jüdischer Vater, Fred, floh als Kind aus seiner Heimatstadt Bratislava, als Hitlers Armee Richtung Tschechoslowakei marschierte. Seine Eltern schmuggelten die Familie in Zugwaggons quer durch Deutschland. Sie wären mehrmals fast erwischt worden, entkamen jedoch immer ganz knapp und mit individueller Hilfe und Güte.

Witze auf Kosten der „Krauts“

Viele Mitglieder der erweiterten Familie wurden in Konzentrationslagern ermordet. Mein Vater baute sich sein Leben in England auf, mit einem 15 Jahre dauernden Aufenthalt in Singapur, wo er meine Mutter – eine Krankenschwester aus Kent, solide christliche Arbeiterklasse – auf der Station eines britischen Militärkrankenhauses traf. Teil meiner Kindheit im London der 1960er- und 1970er-Jahre waren die üblichen Kriegslieder, Witze und TV-Skette auf Kosten der „Krauts“.

Das änderte sich, als ich 15 war. Ich fing an, die Sprache zu lernen und verliebte mich in sie. Ich habe Goethe, Brecht, Max Frisch kennengelernt – und Nina Hagen. Mit Anfang

20 ergriff ich die Gelegenheit, als Jungreporter für Reuters in Bonn zu arbeiten. Dann engagierte mich der „Telegraph“, um ein Büro in Ost-Berlin aufzubauen; ich wurde der erste und letzte DDR-Korrespondent der Zeitung. Ich sah die Mauer fallen; ich sah ein Land, das sich in Blitzgeschwindigkeit vereinigte. Anschließend ging ich nach Moskau, um dort über den Zusammenbruch des Kommunismus zu berichten.

Einmal traf ich eine unscheinbare politische Beraterin. Wir saßen im Palast der Republik und tranken Kaffee. Ich war beeindruckt von ihrer Gelassenheit, Zurückhaltung und Ruhe, während um sie herum alles im Chaos versank. Es war Angela Merkel. Wenn ich damals nur gewusst hätte ...

In den 30 Jahren seit der Wiedervereinigung hat bislang jeder auf den Fehlern herumgekaut. Ging das alles zu schnell? Waren die Wessis arrogant und unsensibel? Weshalb wurden die ein oder zwei besseren Aspekte ostdeutschen Lebens, nicht zuletzt die emanzipiertere Rolle der Frau, nicht in das neue Land integriert? Das sind berechtigte Fragen. Trotzdem soll mir mal jemand auch nur ein anderes Land nennen, das das, was Deutschland geschafft hat, hätte schaffen können – mit so wenig Schaden.

Merkels Reaktion war bemerkenswert

Dann kam die Flüchtlingskrise von 2015. Merkel hat zunächst nur zögerlich begriffen, was da vor sich ging. Und doch war ihre Reaktion letztendlich bemerkenswert. Deutschland öffnete seine Tore einem Strom von Menschen, wie es ihn in Europa seit dem Ende des Krieges nicht mehr gegeben hat. Politisch hat sie einen hohen Preis dafür bezahlt. Soziale Wunden wurden wieder aufgerissen. Die AfD-Wählerschaft schwoll an. Doch die Entscheidung war richtig, und sie war gut. Was sonst, sagte die Kanzlerin, als die Kritik wuchs, hätte Deutschland tun sollen – Lager bauen?

Mit dem Ende der Ära Merkel steht Deutschland eine größere Prüfung bevor als jedem anderen vergleichbaren Land. Wie Thomas Bagger, Berater von Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier, betont, hängt die nationale Identität an der demokratischen Nachkriegsregelung, an Rechtsstaatlichkeit. Anders als Russland oder Frankreich mit ihrer militärischen Symbolik, die USA mit der Geschichte ihrer Gründungsväter oder das Vereinigte Königreich mit seiner patriotischen „Rule Britannia“-Besessenheit hat Deutschland nichts Vergleichbares, auf das es zurückgreifen kann. Deshalb liegt dem

Land der korrekte Ablauf der Dinge so am Herzen, deshalb ist es für Deutschland so wichtig, es richtig zu machen und kein Schindluder zu treiben.

Die Ernsthaftigkeit bewundere ich

Und deshalb bewundere ich – ebenso wie viele andere, die eine komplizierte Beziehung zu dem Land haben – derart überschwänglich die Ernsthaftigkeit, mit der es diese Aufgabe seit 1945 angegangen ist.

Mein ein Jahr lang dauernder Roadtrip hat mich gegenüber den Schwächen des Landes nicht blauäugig oder blind werden lassen. Die Deutschen, die ich für mein Buch „Why The Germans Do It Better“ interviewt habe – von prominenten Politikern und CEOs globaler Konzerne bis zu Künstlern, Flüchtlingshelfern, alten Freunden und zufälligen Begegnungen – sind alle vor der These und dem Titel meines Buches zurückgeschreckt. Ohne Ausnahme. „Das kann man doch nicht sagen“, riefen sie mit einem Aufschrei oder einem unbeholfenen Lachen. Und dann zählten sie eine lange Liste der Dinge auf, die das Land falsch macht.

Überall, wo sie hinschauen, fühlen sich die Deutschen bedroht. Sie sehen, dass alles, was ihnen lieb ist, bedroht wird. Sie sehen eine Welt, in der Demokratie von Machthabern und Populisten offen verhöhnt wird – von Trump bis Putin, von Erdogan in der Türkei bis Bolsonaro in Brasilien. Sie haben, wie alle anderen, die Klimakrise vor Augen. Covid-19 hat Menschen auf der ganzen Welt dazu gezwungen, ihre Prioritäten neu zu sortieren und sich die Rolle von Staat und Gesellschaft noch mal genauer anzuschauen.

Die Weigerung der Deutschen, das Gute in der Nähe zu sehen, ist fest in sie eingebaut. Dennoch haben sie, insbesondere im Vergleich mit den Alternativen, sehr viel, auf das sie stolz sein können. Und anmaßende Länder wie mein eigenes täten gut daran, daraus zu lernen.

Übersetzung: Jessica Wagener

John Kampfner: „Why The Germans Do It Better – Notes From A Grown Up Country“, erschienen bei Atlantic Books. 15,45 Euro

GRUNDEINKOMMEN:

Sehnsucht nach dem Schlaraffenland

- EIN KOMMENTAR VON JOHANNES PENNEKAMP
- -AKTUALISIERT AM 25.08.2020-14:09



Nicht mehr arbeiten, trotzdem genügend Geld: In der Krise blühen Utopien auf. Dabei gibt es ganz andere Probleme als Grundeinkommen und 30-Stunden-Woche.

Deutschland steckt in der tiefsten Rezession der Nachkriegszeit. Dieser Satz wurde zuletzt so häufig wiederholt, dass er für manchen den Schrecken offenbar verloren hat. Vielleicht hilft es, sich noch einmal die Fakten vor Augen zu führen: Mehr als eine halbe Million Menschen hat die Corona-Krise ihren Arbeitsplatz gekostet. Jedes fünfte Unternehmen fürchtet die Insolvenz. Für die 6,7 Millionen Beschäftigten, die zuletzt in Kurzarbeit waren, bedeutet das existentielle Unsicherheit. Jahrgänge von Auszubildenden und Studienabgängern drohen auf der Strecke zu bleiben, mit Langzeitfolgen für das gesamte Berufsleben. Und niemand weiß, ob es tatsächlich bald einen Impfstoff geben wird, mit dem die Pandemie in den Griff zu bekommen ist – oder ob noch viel größerer Schaden droht.

Und worüber diskutieren wir in Deutschland? [Ein Experiment des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung \(DIW\)](#) schlägt hohe Wellen: Eine Gruppe von Menschen soll ein bedingungsloses [Grundeinkommen](#) bezahlt bekommen. 1200 Euro im Monat, egal ob man zusätzlich arbeitet oder nicht. Die Forscher wollen beobachten, wie sich Menschen verhalten, wenn sie sich keine Gedanken mehr über den täglichen Broterwerb machen müssen. Hocken sie nur noch vor der Glotze? Treiben sie mehr Sport? Oder entdecken sie ihr kreatives Potential, gründen ein Start-up und bringen die Menschheit voran?

Es gibt wichtigere Dinge zu tun

Der Erkenntnisgewinn wird gering sein, nur 120 Menschen, die sich selbst bewerben müssen, bekommen das Grundeinkommen ausgezahlt, und das auch nur für drei Jahre. Trotz solcher Einwände und obwohl noch kein einziger Euro geflossen ist, hat das Thema Grundeinkommen inzwischen die Bundesregierung erreicht. Die erteilt eine kurze und bündige Absage. Es gibt ja auch noch ein paar wichtigere Dinge zu tun.

Ganz andere Probleme als die akute Krise scheint auch die Linkspartei zu haben. 30 Stunden Arbeit seien für alle genug, fordern führende Parteimitglieder – bei vollem Lohnausgleich, versteht sich. Wer würde da nicht ja sagen? Wahrscheinlich diejenigen, die den Freizeitgewinn finanzieren müssen und schon jetzt nicht wissen, wie lange sie überhaupt noch irgendwelche Löhne zahlen können.

Eine ähnliche Stoßrichtung, wenn auch weniger radikal, hat der Vorschlag der IG Metall für eine Vier-Tage-Woche in der Industrie mit einem „gewissen Lohnausgleich“, der bei Bundesarbeitsminister [Hubertus Heil](#) Anklang findet. Natürlich kann es für Unternehmen sinnvoll sein, die Arbeitszeiten zu reduzieren, wenn Aufträge fehlen und die Lohnkosten dadurch vorübergehend ein wenig sinken. Es gibt auch Indizien, dass

Menschen, die nur vier Tage arbeiten, produktiver sind und weniger bummeln. Wenn der „gewisse Lohnausgleich“ aber dazu führt, dass die Stundenlöhne der betroffenen Mitarbeiter in die Höhe schießen, wird das Entlassungen auf Dauer eher begünstigen als verhindern. Die Krise ist zudem nicht der Moment, Forderungen durchzudrücken, die man ohnehin schon immer mal loswerden wollte.

Flucht in Wunschvorstellungen

Das Schöne ist: Geld, mit dem Grundeinkommen und Freizeitwuchs finanziert werden könnten, ist im Überfluss da. Das zumindest behaupten Anhänger einer angeblich „modernen“ geldpolitischen Strömung, die wachsende Aufmerksamkeit erhält. Etwas verkürzt zusammengefasst, wird behauptet: Länder mit eigener Währung können so viel Geld drucken, wie sie wollen, Staatsschulden spielen keine Rolle mehr – zumindest solange sich die Inflation im Rahmen hält.

Gar nicht mehr arbeiten, nur noch an vier Tagen arbeiten, trotzdem Geld ohne Ende haben – das Schlaraffenland rückt immer näher. Toll, was alles vorstellbar ist. Dumm nur, dass die Corona-Realität diesen Träumen im Wege steht. Vielmehr ist es so: Große Entlastungen für Arbeitnehmer oder Utopien wie das Grundeinkommen waren selten weiter vom wirtschaftlich Machbaren entfernt als heute. Warum sie trotzdem Hochkonjunktur haben? In der Krise ist die Flucht in Wunschvorstellungen ein natürlicher psychologischer Reflex. Wenn alte Gewissheiten nicht mehr gelten, ist Raum für neue, radikalere Gedanken da. Die können ja auch nicht schaden, wenn sie als das gesehen werden, was sie sind – Indizien für eine Zielvorstellung, von der zumindest Teile der Gesellschaft träumen.

Ganz konkret hat die Politik aber ganz andere Aufgaben. Sie muss die Menschen auf leere Sozialkassen, wachsende soziale Probleme und eine womöglich über viele Jahre stagnierende Wirtschaft vorbereiten – und natürlich Auswege suchen. Eskapismus hilft da nicht weiter. Schon gar nicht denjenigen, die nicht an den Elitendebatten über Grundeinkommen und schöne neue Arbeitswelten teilnehmen, sondern verzweifelt darauf hoffen, dass sie bald wieder eine Arbeit finden.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/der-berufseinstieg-ist-fuer-arbeiterkinder-schwierig-16914484.html?premium=0x6cf33069a1a80a2d7a9db9008bad528d&GEPC=s5>

SCHWIERIGER BERUFSEINSTIEG:

Arbeiterkind bleibt Arbeiterkind

Wer keinen Akademiker-Hintergrund hat, studiert seltener. Lassen sich die Nachteile einer bestimmten Herkunft nach der Uni abschütteln?

- VON LISA KUNER
- -AKTUALISIERT AM 25.08.2020-10:09



Mehr als 80 Bewerbungen musste Natalya Nepomnyashcha verschicken, bevor sie eine Stelle bekam. Dabei hatte sie einen Masterabschluss aus Großbritannien und zwei vorangegangene Ausbildungen vorzuweisen. Die Stelle, die sie schließlich ergatterte, war befristet und nicht in dem Feld, das sie eigentlich anstrebte. Wenn die 30 Jahre alte Frau, die heute als Unternehmensberaterin arbeitet, auf ihren eher holprigen Berufseinstieg zurückblickt, sieht sie Gründe dafür: „Ich hatte überhaupt keine Kontakte und kein Netzwerk.“ Keiner habe ihr je erklärt, welche Art von Praktika wichtig seien oder mit wem sie in Kontakt treten könne, um ihre Chancen auf gute Stellen zu erhöhen. Sie und ihre Familie waren 2001 als sogenannte Kontingentflüchtlinge aus der Ukraine nach Deutschland gekommen, ihre Eltern leben bis heute von Harz IV. „Auch das Selbstbewusstsein hat mir gefehlt“, sagt sie.

Viele Menschen, die einen sogenannten schwachen sozialen Hintergrund haben, müssen beim Berufseinstieg Schwierigkeiten überwinden. Während der Schulzeit und des Studiums gibt es zwar eine Vielzahl an Programmen, die diese Menschen auffangen können; sehr bekannt ist etwa „Arbeiterkind e.V.“, ein Verein, der niedrigschwellige Angebote bietet, die junge Menschen zu einem Studium ermutigen sollen. Auch viele Förderwerke haben spezielle Stipendien für Kinder aus Nicht-Akademiker-Familien. Aber ist es damit erledigt? Was kommt danach? Viele Menschen, die aus Arbeiterfamilien stammen, berichten jedenfalls, dass das Berufsleben und besonders der Berufseinstieg sie ebenfalls vor große Hürden stellen.

Auch der 32 Jahre alten Lisa Rheinheimer fiel es nach ihrem Geographiestudium nicht leicht, im Berufsleben anzukommen. „Ich merkte, dass ich ein Arbeiterkind bin“, sagt die Tochter einer Arzthelferin und eines Elektrikers. „Im Studium habe ich viel von meinen Kommilitonen mitgenommen, darum wurde mir das erst beim Berufseinstieg so richtig bewusst.“ Auf der einen Seite seien dann finanzielle Fragen aufgetaucht: Wie viele unbezahlte Praktika sind möglich? Wie viel Zeit bleibt eigentlich neben dem Studentenjob, um sich intensiv mit Bewerbungsprozessen zu beschäftigen? Aber es gab auch Themen jenseits des Geldes: Dass es bei Akademikern nicht unüblich war, nach dem Studium einige Monate lang nach dem ersten Job zu suchen, musste sie ihren Eltern erst mal erklären. „Ich wollte zuerst eigentlich eine Promotion machen“, erzählt Rheinheimer. Als das nicht sofort klappte, bewarb sie sich auf viele verschiedene Stellen – mit mäßigem Erfolg. „Schnell kamen dann die ersten Selbstzweifel“, sagt sie. Sie habe sich gefragt, was sie bloß falsch mache.

Soziale Herkunft als multidimensionales Konzept

Eine ähnliche Geschichte kann Yusuf Altinisik erzählen. Ihm wurde in seiner Kindheit und Jugend ausschließlich ein einziger Berufsweg vorgezeichnet: eine Ausbildung und dann eine Anstellung. Heute ist

er 27 Jahre alt, arbeitet in München als Coach und strebt zugleich noch einen Master in Linguistik an. Die Selbständigkeit ist für ihn ein großer Durchbruch. Er habe sein Leben lang von seinem Umfeld vermittelt bekommen, dass Sicherheit vor Eigeninitiative stehe. „Bewusst und unbewusst wurde mir immer, wenn ich etwas Neues angehen wollte, vermittelt: Nein, das schaffst du nicht.“ Diese Haltung habe ihn lange Zeit gelähmt und eingeengt. Auch wenn er jetzt sehr zufrieden mit seiner Situation ist, hat er noch immer das Gefühl, sich mehr beweisen zu müssen als andere: Man traue ihm bei der ersten Begegnung weniger zu – auch wegen seines Migrationshintergrunds.

Emilia Roig, Gründerin des Center for Institutional Justice in Berlin, beschäftigt sich schon lange aus wissenschaftlicher Sicht mit sozialer Herkunft und deren Auswirkungen. „Soziale Herkunft ist ein multidimensionales Konzept“, sagt sie. „Geschlecht, Migrationsgeschichte und Behinderung beeinflussen den sozialen Status.“ Bei der Frage nach sozialem Aufstieg gehe es nicht nur um Einkommen, sondern auch um Status und Bildungsstand. Eine Promotion werde meist als Aufstieg angesehen, obwohl sie nicht unbedingt mit höherem Einkommen verknüpft ist. Gleichzeitig wird ein Einkommensanstieg nicht immer als sozialer Aufstieg gesehen. Die Benachteiligung aufgrund der sozialen Herkunft sei meist durch zusätzliche Faktoren beeinflusst, wie zum Beispiel Diskriminierung aufgrund der Herkunft, des Geschlechts und einer möglichen Behinderung.

Über ein Ehrenamt fand Lisa Rheinheimer schließlich zuerst eine Stelle, die wenig mit ihrem Studium zu tun hatte. Inzwischen arbeitet sie für ein Forschungsnetzwerk und damit näher an der wissenschaftlichen Karriere, die sie sich ursprünglich einmal gewünscht hatte. Rückblickend denkt sie, dass sie die Idee einer Promotion vielleicht nicht so schnell hätte aufgeben sollen. Und noch immer wird ihr bei der Arbeit bewusst, dass ihre Erfahrungen nicht unbedingt dem Durchschnitt ihres aktuellen Umfeldes entsprechen. „Das sind kleine Situationen, wie die Gespräche beim Mittagessen mit Kollegen zum Beispiel über Freizeitgestaltung oder Urlaub“, sagt sie. Golf oder Tennis zu spielen gehört genauso wenig zu ihrem Alltag wie große Fernreisen.

Auch die Wissenschaftlerin Emilia Roig hält solche kleinen Details für oft ausschlaggebend. Gerade bei Bewerbungsprozessen spiele implizierter Habitus, also eine bestimmte Art und Weise, zu sprechen und sich zu verhalten, häufig eine große Rolle für die Frage, wie sympathisch jemand wirke. Auch ob sich über Hobbys und ähnliche Erfahrungen schnell Smalltalk-Themen ergäben, sei wichtig. Arbeiterkinder hätten dabei schlechtere Chancen, weil ihr Erfahrungshorizont meist vollkommen anders sei als der ihrer zukünftigen Chefs.

„Mein Hintergrund ist eine meiner größten Stärken“

Natalya Nepomnyashcha ist, um am Arbeitsmarkt Fuß zu fassen, erst einmal in verschiedene Vereine eingetreten. Dort hat sie sich ehrenamtlich engagiert, aktiv ein Netzwerk aufgebaut und schließlich erste Jobs ergattert. Anderen Menschen möchte sie diesen Weg gern einfacher machen: Dafür hat sie 2016 das „Netzwerk Chancen“ gegründet. Es soll benachteiligten jungen Menschen helfen und das ersetzen, was ihr damals fehlte: ein Netzwerk aus Kontakten und Menschen, die bei Zweifeln mit Rat und Tat zur Seite stehen. Mit einem individuellen Förderprogramm durch Workshops und Mentoring will sie jungen Leuten den Start ins Berufsleben erleichtern. Mehr als 600 Menschen betreut die Initiative zurzeit.

Auch Dorian Kschesniak kommt aus einem einkommensschwachen Elternhaus und hat einen Migrationshintergrund. Er teilt einige der Erfahrungen, die „Arbeiterkindern“ üblicherweise zugeschrieben werden, kommt aber für sich persönlich zu anderen Schlussfolgerungen. Der 27-Jährige ist überzeugt, dass er heute von seinen Erfahrungen im Beruf eher profitiert. „Mein Hintergrund ist eine meiner größten Stärken“, sagt er. Er könne Arbeitgebern gut unter Beweis stellen, dass er belastbar sei und Verantwortung übernehmen wolle. „Ich musste viel schneller als andere erwachsen werden“, sagt Kschesniak, der als Unternehmensberater im Bereich E-Commerce arbeitet. Studiert hat er dual – er wollte Arbeit und Lernen von Anfang an verbinden. „Als ich mit 13 Jahren nach Deutschland kam, wurde ich um zwei Jahre zurückgestuft, um Deutsch zu lernen. Seitdem will ich alles viel schneller machen als die anderen“, erzählt er.

Zwar hat er mit dieser Einstellung auch viel Druck auf sich ausgeübt, aber Kschesniak betrachtet lieber, was er daraus lernen konnte. „Mein Hintergrund und meine Erfahrung sind das, was mich innerlich antreibt.“ Ihm war immer klar, dass es um ihn herum kein Netz gibt, das ihn im Zweifelsfall auffängt. Dadurch habe er gelernt, immer maximalen Einsatz zu geben und Verantwortung für die Konsequenzen seines Handelns zu übernehmen. „Als Jugendlicher habe ich jeden Job angenommen, den ich kriegen konnte – dafür war ich mir nie zu schade“, sagt er. Flure putzen, mehre Jahre in der Gastronomie; sein eigenes Geld zu verdienen war ihm wichtig. Inzwischen hat er einen abgeschlossenen Master, als Dozent an einer Hochschule gearbeitet und spielt mit dem Gedanken an eine Promotion.

Es braucht systemische Lösungen

Natalya Nepomnyashcha ist der Meinung, dass es abgesehen von individueller Förderung systemische Lösungen braucht, um die Chancen für Berufseinsteiger auf dem Arbeitsmarkt zu verbessern. „Soziale Herkunft sollte in Unternehmen als Diversitätsfaktor berücksichtigt werden“, findet sie. Bisher sei Diversitätsmanagement häufig noch zu einseitig auf Faktoren wie Geschlecht oder Migrationshintergrund fixiert. „Es gibt aber auch deutsche weiße, junge Männer, die benachteiligt werden, und die fallen meist aus dem Rahmen aller Förderprogramme“, sagt sie. Die Wissenschaftlerin Emilia Roig sieht das ähnlich; gerade Menschen aus den neuen Bundesländern begegneten auf dem Arbeitsmarkt häufig noch Vorurteilen.

Auch Lisa Rheinheimer denkt, dass die soziale Herkunft als Teil von Diversity-Strategien von Unternehmen miteinbezogen werden sollte: Lücken im Lebenslauf ließen sich häufig damit erklären, und ein spätes Studium oder eine späte Promotion deuten aus ihrer Sicht häufig nicht auf die Faulheit von Menschen hin, sondern auf finanzielle Engpässe oder familiäre Verpflichtungen.

Dorian Kschesniak dagegen lehnt es ab, den sozialen Hintergrund als Diversitätsfaktor zu berücksichtigen. „Ich würde mich mit meinem Job nicht wohl fühlen, wenn ich wüsste, dass das ein Kriterium war. Ich möchte, dass meine Leistung für mich spricht und nicht meine Herkunft“, sagt er. Aus seiner Sicht könnte der ständige Diskurs über Benachteiligung bei jungen Menschen eher zu einem Gefühl von Perspektivlosigkeit führen, statt ihnen zu helfen. „Ich dachte als junger Mensch nie, dass ich durch meine Herkunft benachteiligt bin. Ich war seit meinem ersten Tag in Deutschland überzeugt, dass sich in diesem Land harte Arbeit auszahlt und ich alle meine Ziele erreichen kann – diese Ansicht hat sich nie verändert“, sagt er.

Diverse Teams haben Vorteile

Aber auch Kschesniak hat in seinem Leben manchmal die Erfahrung gemacht, dass ihm Unterstützung fehlte. „An Wendepunkten in meinem Leben war oft niemand da, den ich um Rat fragen konnte. So lernte ich ausschließlich aus den eigenen Fehlern und nicht aus den Fehlern anderer“, sagt er. Gerade einen strategischen Blick auf Entscheidungen habe er vermisst. Er engagiert sich darum heute als Mentor bei der Deutschlandstiftung Integration und dem Netzwerk Chancen.

Mehr Arbeiterkinder und andere soziale Aufsteiger einzustellen könnte sich für die Unternehmen Fachleuten zufolge auszahlen, denn diese Menschen gelten als besonders durchsetzungsstark und anpassungsfähig. Für die besondere Anpassungsfähigkeit gibt es auch ein wissenschaftliches Konzept, das sogenannte „Code Switching“. Laut Roig beschreibt das Konzept, wie Menschen mit anderer sozialer Herkunft die Art, wie sie sich verhalten und häufig auch wie sie sprechen, verändern, je nachdem, in welchem Umfeld sie sich bewegen. Das führe auch dazu, dass soziale Aufsteiger besonders gut in diversen Teams arbeiten könnten und eine besondere Offenheit gegenüber Neuem hätten. Menschen mit Migrationshintergrund sprächen zusätzlich häufig mehrere Sprachen, das werde aber nur bedingt als Stärke gesehen, sagt Roig. „Es gibt viele Vorteile, sie werden aber nicht wertgeschätzt.“

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/juedisches-leben-in-deutschland-warum-sie-trotz-antisemitismus-bleiben-16920648.html?GEPC=s5&premium=0xeeeb57d3a9c90cbc69ed7b07f6e5c3cb&premium=0xeeeb57d3a9c90cbc69ed7b07f6e5c3cb>

JÜDISCHES LEBEN IN DEUTSCHLAND:

Wir wollen doch nicht die Koffer packen

- VON HANNAH BETHKE
- -AKTUALISIERT AM 26.08.2020-06:23



Beleidigungen und Übergriffe gegen Juden in Deutschland halten an. Wie erleben das die Jüngeren? Was würden sie gern ändern? Eine Begegnung mit Stipendiaten des Eles-Studienwerks in Berlin.

Oft werden Juden in Deutschland gefragt, ob sie eigentlich schon einmal darüber nachgedacht hätten, das Land zu verlassen. Schließlich hört man es doch überall: Der Antisemitismus nimmt zu. Juden werden auf deutschen Straßen beschimpft, bespuckt, tätlich angegriffen. Es gibt rechten, linken, muslimischen Antisemitismus. Die Motive sind divers, die Feindbilder bleiben die gleichen. Die Recherche- und Informationsstelle Antisemitismus Berlin (Rias) zählt seit fünf Jahren alle in Berlin gemeldeten antisemitischen Vorfälle. Die Zahlen sind erschreckend. Von rund zweitausend Straftaten gegen Juden im Jahr 2019 berichtete zuletzt das Bundesinnenministerium. Erfasst ist darin auch der Anschlag auf die Synagoge in Halle, der bald ein Jahr zurückliegt. Doch das sind nur ungefähre Zahlen. Denn viele antisemitische Vorfälle werden nicht zur Anzeige gebracht und in der Statistik deshalb nicht erfasst.

Viel ist von Aufarbeitung die Rede. Und trotzdem bilanziert der Journalist Ronen Steinke in seinem erschütternden [Buch über „Terror gegen Juden“](#): „Der Terror ist nie weg gewesen.“ Manche Betroffene überlegten, nach Israel auszuwandern, das wurde in jüngster Zeit immer wieder berichtet. Wird in der jüdischen Gemeinschaft viel darüber geredet?

Warum sollten Juden auswandern wollen?

Jo Frank ärgert diese Frage. Er ist Geschäftsführer des Ernst Ludwig Ehrlich Studienwerks (Eles), des Begabtenförderungswerks der jüdischen Gemeinschaft in Deutschland. „Es geht hier um deutsche Staatsbürger“, sagt er, „warum sollten sie auswandern wollen?“ Es macht ihn wütend, dass Juden immer als „das Andere“ behandelt würden. Die jüdische Gemeinschaft dürfe nicht exklusiv gesehen werden; sie gehöre zur europäischen Gemeinschaft.

Anastassia Pletoukhina sieht das ähnlich. Die Soziologin war in der Grund- und Promotionsförderung Stipendiatin bei Eles und ist jetzt 34 Jahre alt. Wir treffen uns an diesem Sommermorgen im Garten des Studienwerks in Berlin. „Immer wieder werde ich gefragt, ob ich schon meine Koffer gepackt habe“, erzählt sie. „Und jetzt?, heißt es dann. Jetzt sei es doch wirklich schlimm. Gehst du jetzt?“ Pletoukhina war in der Synagoge in Halle, als der Anschlag verübt wurde. Natürlich sei das traumatisierend gewesen. Aber eigentlich habe das ihr Leben nicht verändert: „Es gibt eine Kontinuität des Antisemitismus. Das ist nichts Neues.“

Pletoukhina wurde in Moskau geboren und kam im Alter von zwölf Jahren nach Deutschland. In Lübeck wuchs sie auf, in Hamburg studierte sie, jetzt lebt sie in Berlin. Anschläge auf jüdische Einrichtungen und Bedrohungen gegen Juden habe es überall gegeben, immer wieder. Und trotzdem lebe sie ihr Jüdischsein sehr offen aus, auch aus der positiven Erfahrung heraus, die sie in diesem Land gemacht habe. Sie bezeichnet sich selbst als modern-orthodox. Ihr Glaube sei orthodox, schließe aber moderne Lebensrealitäten ein.

Die Freiheit gab es nicht kostenlos

Natürlich könnten Juden in Deutschland mittlerweile in Freiheit leben, sagt Jo Frank. „Aber diese Freiheit gab es nicht kostenlos. Sie musste in der jüdischen Gemeinschaft hart errungen werden.“ Noch immer werden die meisten jüdischen Einrichtungen bewacht. Auch das Studienwerk veröffentlicht seine Adresse nicht, um sich vor Angriffen zu schützen. Sieht so die Normalität jüdischen Lebens aus?

Nasim Gambarov wünscht sich, man müsste diese Frage gar nicht mehr stellen. Er ist 28 Jahre alt und studiert „Religion und Kultur“ an der [Humboldt-Universität](#) zu Berlin. Als Stipendiat des Eles-Studienwerks ist er im Programm „Dialogperspektiven“ der Leo Baeck Foundation. Studenten und Doktoranden aus unterschiedlichen Glaubensrichtungen treffen hier aufeinander. Wie eine Sprecherin der Stiftung erklärt, wird das Programm mit Unterstützung des Auswärtigen Amts zu einer europäischen Plattform ausgearbeitet. Einen besonderen Schwerpunkt lege Eles auf den jüdisch-muslimischen Dialog.

Im Vergleich zu den parteipolitischen Begabtenförderungswerken wie die Friedrich-Ebert- oder die Konrad-Adenauer-Stiftung, die Tausende Stipendiaten haben, ist Eles recht klein. Derzeit werden etwa 340 Stipendiaten gefördert; 520 ehemalige Stipendiaten gibt es im jüdischen Studienwerk, das 2009 gegründet wurde. Wer sich als Student um ein Stipendium bewirbt, muss jüdischen Glaubens sein. Jüdische Gemeinschaft soll hier in einem geschützten Rahmen erfahrbar sein, erklärt Frank. Bei Promovenden sei die Zugehörigkeit zur jüdischen Gemeinde nicht mehr Voraussetzung für die Förderung.

Die Antisemitismus-Debatte verstellt den Blick

Nasim Gambarov würde sich nicht als gläubig bezeichnen. Das Judentum bestehe ja nicht nur aus Religion. Wenn er anderen erzählt, er sei jüdisch, fielen die Reaktionen unterschiedlich aus. „Das hängt vom Kenntnisstand ab“, sagt er und lacht. Oft wollten die Leute dann über Israel reden, ohne viel Ahnung vom Land zu haben. Aber eine Meinung hätten sie immer. Anastassia Pletoukhina kennt das auch. Sofort werde man zu einem Infopunkt zur Nahost-Politik, erzählt sie genervt.

Spiegeln sich darin antisemitische Stereotype? An dieser Frage entzündet sich auch die aktuelle Antisemitismus-Debatte: Kürzlich haben rund sechzig Intellektuelle und Künstler einen offenen Brief aufgesetzt, in dem sie [den Antisemitismusbeauftragten Felix Klein scharf kritisieren](#). Die Unterzeichner, zu denen Aleida Assmann, Wolfgang Benz, Micha Brumlik, Christoph Hein und [Ingo Schulze](#) gehören, behaupten dort, die Meinungsfreiheit sei gefährdet, der Antisemitismus-Begriff werde inflationär verwendet und legitime Kritik an der israelischen Regierungspolitik unterdrückt.

Wie sehen die Jüngeren das? Die beiden Stipendiaten winken ab. Sie wollen nicht darüber reden. Jo Frank verteidigt Felix Klein; er habe viel Gutes bewirkt. Die Debatte über den Brief hält er für einen Stellvertreterkrieg: „Schon gibt es wieder einen Grund, sich nicht mit dem eigentlichen Thema auseinanderzusetzen.“ Das sei in der Debatte über den kamerunischen Historiker Achille Mbembe und die antiisraelische Boykottbewegung BDS ganz ähnlich gewesen. Natürlich sei das BDS-Bündnis im europäischen Ausland ein riesengroßes Problem. Der eigentliche Anlass der Debatte gerate dabei aber schnell aus dem Blick: „Ich hätte mir gewünscht, dass mal so viel Arbeit in die Bekämpfung des Antisemitismus gesteckt worden wäre wie in die Debatte über Mbembe.“

Es gibt keine Selbstverständlichkeit des Jüdischseins

Der Antisemitismus sei radikaler geworden, sagt Anastassia Pletoukhina. Für sie und Gambarov ist es nebensächlich, aus welchen Motiven er sich generiert. Muslimischer Antisemitismus werde nicht tabuisiert.

Aber er sei nur eines von vielen antisemitischen Phänomenen. Dass plötzlich so viel vom importierten Antisemitismus im Islam die Rede sei, macht Pletoukhina skeptisch. Das sei erst in der Flüchtlingskrise aufgekommen. Dabei habe es zum Beispiel die antisemitischen Al-Quds-Märsche schon lange vorher gegeben. Mit diesem „Wettbewerb der Antisemitismen“ würden nur wieder neue Feindbilder geschaffen.

Wie kann vor diesem Hintergrund eine Vision jüdischen Lebens in Deutschland aussehen? Ähnlich wie Nasim Gaborov wünscht sich auch Anastassia Pletoukhina mehr Normalität: „Ich will einfach eine Selbstverständlichkeit des Jüdischseins, so dass man gar nicht mehr danach gefragt werden muss und immer wie eine Extra-wurst behandelt wird.“ Jo Frank glaubt nicht, dass diese Selbstverständlichkeit so schnell zu erlangen sein wird. Es gebe keine Vision. Es könne immer nur um Perspektiven gehen. Nach wie vor würden Juden in Deutschland im Prisma Schoa-Israel-Antisemitismus gesehen; das sei eine Verengung, die endlich überwunden werden müsse.

Aber trägt die umfangreiche Erinnerungskultur in diesem Land nicht dazu bei? Das geschehe nur institutionell, sagt Pletoukhina. Die NS-Zeit sei in den deutschen Familien viel zu wenig persönlich aufgearbeitet worden: „Wenn wir als Juden gefragt werden, packen wir immer alles Persönliche aus und stehen wie nackt da. Aber auf der anderen Seite passiert das nicht.“

Die eigene Familiengeschichte werde in Deutschland nicht tradiert, das sieht auch Jo Frank so. Die zentralen Ursachen für den Antisemitismus sieht er in einem „massiven Bildungsversagen“. Es sei absurd, dass ausgerechnet ein jüdisches Studienwerk so viel Arbeit in die Bekämpfung des Antisemitismus investieren müsse.

Unterdessen meldet die Informationsstelle Rias einen Brandanschlag auf eine jüdische Kiezkneipe in Berlin-Lichtenberg. Es sind keine Einzelfälle. Es geht einfach weiter.

Speed des Denkens

Stand: 27.08.2020 | Lesedauer: 5 Minuten

Von **Ulf Poschardt**

Chefredakteur



Geisterjäger: Hölderlin, Hegel und Schelling als „Ghostbusters“

Quelle: Oğuzhan Ali

Die Freiheit ist der Motor des Seins, und in der Geschichte gibt es keinen Rückwärtsgang: Niemand hat das so klar erkannt wie Georg Wilhelm Friedrich Hegel. Eine Hymne zum 250. Geburtstag des radikalen Philosophen.

Die Tübinger drei, warum gibt es dazu noch keine Netflix-Serie? Hegel, Hölderlin und der frühbrillante Schelling waren im Tübinger Stift, einer Art Exzellenzcluster des ausgehenden 18. Jahrhunderts, unzertrennlich, weniger im „Hanni und Nanni“-Sinne als in Gestalt einer obsessiven Begeisterung für die Ideenwelt, die sie umgab und die in Gestalt der Französischen Revolution die drei jungen Erwachsenen euphorisierte.

Am Anfang von Hegels intellektueller Biografie stand also ein welthistorisches Datum, in dem revolutionäre Gedanken von Freiheit und Emanzipation zu radikalen Umbrüchen führten. Für ihn eine herrliche Morgenröte der Weltgeschichte, ein Sonnenaufgang für die Freiheit.

LESEN SIE AUCH



DER WELTPHILOSOPH IN 33 BEGRIFFEN

So verstehen Sie endlich Hegel

Die Zuversicht ist Hegel geblieben. Das Reifen seines Werkes und seiner Freiheitssehnsucht hat diese Zuversicht nicht aufgezehrt, sondern dynamisiert. Zur Zuversicht gesellten sich die Ungeduld und der Versuch, dem Denken mit einer drehmomentstarken Dialektik neue Geschwindigkeitsrekorde und Driftwinkel zu verpassen. Die hegelsche Philosophie kündigt den Speed des 19. Jahrhunderts an, und alles in ihm ist angetrieben von einer Freiheitsliebe und -sehnsucht, die ihm, dem analytischen Systemdenker und Staatsverstehrer, so oft abgesprochen wurden.

Cruisen und driften

Die Anfänge seines Denkens, auch in der poetischen Nähe zu Hölderlin und Schelling, war Ergebnis jener intellektuellen Kernfusion, die in Europa die alte Welt von feistem Adel, tumbem Klerus und korrupten Bürgerdarstellern wegfegte oder ins Wanken brachte. Nicht für immer, es gab Rückschläge, bittere Restauration und finstere Rückfälle in die Barbarei, aber das hegelsche Denken zieht, stürmt und drängt, schiebt, wuchtet und wütet nach vorne, in jene ungewisse Zukunft, die ihm als Ziel seiner Fortschrittlichkeit so poetisch offen blieb.

Zeitgenössische Klugdefäkierer durchforsten gerade die Philosophiegeschichte, um zu überprüfen, ob auch die wagemutigen Visionäre des 18. und 19. Jahrhunderts ihr Denken bereits auf die anämischen Unangreifbarkeit des veganen Miteinanders gegründet haben – und finden natürlich auf den Startrampen des kantischen oder hegelschen Philosophierens jede Menge Zeichen, die Restspuren der Enge ihrer Zeit in sich tragen.

Bei Hegel wird das normative Setzen problematisiert, wo doch das Wesentliche und Eigentliche seines Denkens der Motor ist. Die Schulphilosophen analysieren oft nur den Motor, bauen ihn auseinander und schrauben ihn wieder zusammen, aber das Wesen des hegelschen Denkens erkundet erst derjenige, der ihn aus der Pferdekutsche in ein zeitgenössisches Chassis setzt, um damit durch die Problem- und Herausforderungslandschaften der Gegenwart zu cruisen und zu driften.

Antrieb des Fortschritts

Hegels Werk in der ersten Ableitung kann wie ein Tuning-Kit für alle müden, status-quo-verliebten, im Hier und Jetzt vertäuten Opportunismusedanken benutzt werden. Hegels Dreiklang, die Dinge zu negieren, aufzuheben und gleichzeitig zu erhöhen, ist als Grundmeditation bis heute unübertroffen. Es ist eine Yogaübung, um den Hang zur Fixierung von Einsichten und Weltanschauungen permanent infrage zu stellen.

Diese DNA der hegelschen Philosophie ist der Antrieb des Fortschritts, und eine Bremse hat Hegel nicht eingebaut, auch keinen Rückwärtsgang. Das geschichtsphilosophische Paradigma des Voranschreitens des Weltgeistes beendet er in seinem Werk, an gewissen Punkten in der Ästhetik genauso wie in der Ethik. Aber er setzt dabei nicht die unhintergehbare Dynamik seines Systems aus. Hegel macht seinen Punkt. Sein Denken aber, und das wusste er früh, geht darüber weit hinaus.

Mit diesem Perpetuum mobile, das nur ein Philosoph konstruieren konnte, war Hegel seiner Zeit weit vorausgeeilt, etwas, das der bodenständige Schwabe eigentlich nie wollte. Aber er hatte den jungen Hölderlin erlebt und seinen Taumel in die radikale Freiheit, die gut ein Jahrzehnt nach der Französischen Revolution in so ergreifende Einladungen in die Zukunft mündeten: „Komm! ins Offene, Freund! zwar glänzt ein Weniges heute/ Nur herunter und eng schließet der Himmel uns ein.“

Unzerstörbare Grundlagen

Immanuel Kant und Georg Wilhelm Friedrich Hegel haben unseren zeitgenössisch sicheren Stand in einer aufgeklärten, nicht naiven Orientiertheit auf die Freiheit möglich gemacht. Sie sind weniger die Schultern der Titanen, auf denen wir stehen, sondern die Plateaus unseres universalistisch humanistischen Selbstverständnisses.

Dass wir auf diesem Niveau überhaupt turnen und toben können, verdanken wir der teflonhaften Robustheit, Leichtigkeit und Modernität dieser Freiheitsfundamente. Ob für Libertäre oder Anarchisten, Punks oder Sozialliberale, die Fortschritts- und Zuversichtsmechaniken des deutschen Idealismus haben unzerstörbare Grundlagen geschaffen.

Es gehört zur Tragik großer intellektueller Waffen, dass sie auch missbraucht werden können. Besonders das Abbiegen des Linkshegelianismus in Terror- und Unterdrückungsmaschinen mahnt zum Sachverstand und Nichtorthodoxieren der Klassiker.

Wo, wenn nicht im eigenen Bewusstsein?

Hegel hätte auch auf dem Aufheben seiner Gedankenwelten bestanden. Auch wenn einige Spötter die diskrete Selbstsetzung Hegels an die Spitze seiner geistigen Weltordnung bemängeln, so ist dies vor allem ein Hinweis auf den Anspruch, den Hegel an innovative und moderne Philosophen hatte: nämlich die Dinge radikal zu Ende denken – wo, wenn nicht im eigenen Bewusstsein?

Dieses Selbst-Bewusstsein markiert den Ernst der Überlegungen und ihren Anspruch. Es ist aber keine absolute Selbstsetzung, sondern Vorbild, Inspiration, Klarheit und Verpflichtung.

Die Freiheit ist das Wesen des Menschen. Sie ist existenzielle Voraussetzung für ein Leben als Mensch – und natürlich auch für jedes Streben nach Wissen und Macht. Bei Hegel ist der Mensch nicht verurteilt, frei zu sein, sondern es ist ein Versprechen seiner Zeit, dass die Freiheit von einer Idee zu einer Realität wird.

Befreiungsfreude

Diese Realisierung ist in ihrer Fragilität begleitungsbedürftig, und wohl deshalb nahm Hegel in seiner späten Reife die Rolle des Staats- und Herrschaftsdenkers ein: Er erkannte die Schwächigkeit des Freiheitspathos im schnellen Ende der Französischen Revolution.

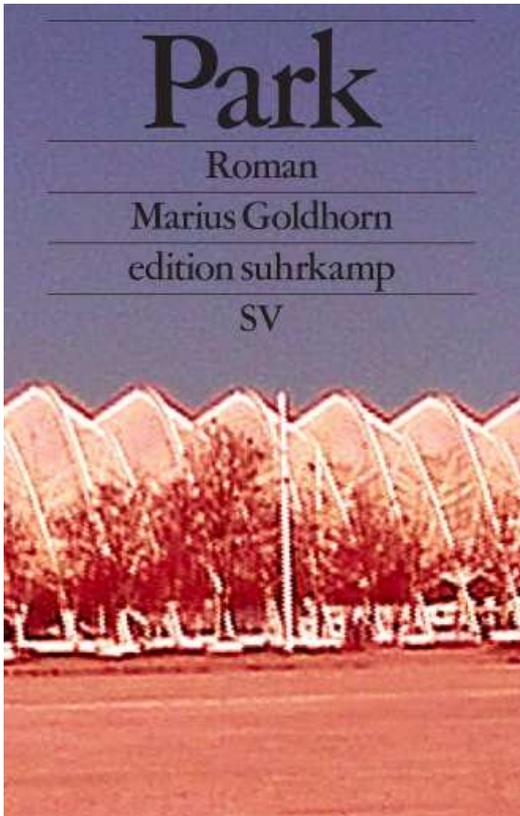
Die Prägung für alles und jeden geschieht in der Jugend, und das Heranwachsen und Reifen trägt die Initiationsbegeisterung auf stetig neue Ebenen der Wertschätzung, wobei die Euphorie gegen beglückenden Ernst eingetauscht wird. Hegels Arbeitswut ist die protestantisch hedonistische Ekstase jener Befreiungsfreude der Tübinger drei.

Hegel, so wird berichtet, soll jeden Jahrestag des Sturms auf die Bastille mit einem Glas Champagner gefeiert haben. Große Denker sehen sich stets an der Seite derjenigen, welche die Wirklichkeit und insbesondere die politischen Realitäten herausfordern.

MARIUS GOLDHORNS ROMAN „PARK“:

Digitaler Simplicius

- VON CHRISTIAN SCHÄRF
- -AKTUALISIERT AM 28.08.2020-22:57



Marius Goldhorn: „Park“. :Bild: Suhrkamp Verlag

Sie scrollen aneinander vorbei: Mit karger Sprache und poetischer Kraft erzählt Marius Goldhorn in seinem Roman „Park“ von einer ausgenücherten Liebe.

„Arnold ging in die Einstellungen.“ Vor nicht allzu langer Zeit wäre dieser Satz am Anfang eines Romans ohne weiteren Kontext unverständlich gewesen. Heute liefert er die Gewissheit, dass es sich um einen Text aus der unmittelbaren Gegenwart handelt. Mit der Selbstverständlichkeit, mit der Marius Goldhorn diesen Auftakt in seinem Debütroman „Park“ setzt, deutet er auch darauf hin, dass Arnold, dem Protagonisten, das Digitale zu einem Daseinszustand geworden ist. Er geht in die Einstellungen, wie andere Romanfiguren vor ihm in die Welt aufbrechen, denn diese befindet sich nun, wenn nicht in den Einstellungen selbst, so doch im Sofortangebot der Programme und Portale.

Längst ist in dieser Fiktion der kritische Geist verfliegen, der zwischen dem Virtuellen und dem Leben noch eine unentbehrliche Distanz einzuklagen versuchte. Ergebnis ist der junge Arnold, der sich auf einer Reise von Berlin über Paris nach Athen befindet, um dort seine Freundin Odile wiederzusehen. Er artikuliert sich in meist knappen Hauptsätzen und gibt lakonische Statements von sich, die sich immer wieder einmal schlaglichtartig auf den prekären Zustand des Planeten und die punktuelle Belichtung seines Inneren beziehen. Arnold ist keineswegs von schlichtem Wesen, doch seine Kommunikation ist aufs Nötigste reduziert. Oftmals enden seine Unterhaltungen mit „Keine Ahnung“. Seine Aussagen sind wie die der Erzählerinstanz durchweg ohne Ironie. Ironie erscheint ihm als sinnlose, veraltete Geste.

Bilder der Entwertung

Man könnte den Roman als Liebesgeschichte lesen, wenn nur von der gelebten Beziehung etwas mehr übrig geblieben wäre als eine nüchterne Liste von Aussagesätzen wie „Ein halbes Jahr lang aßen sie morgens Brote“, „Sie zogen sich aus, sie zogen sich an“, „Sie schauten schlechte Dokus über Roboter“ oder „Sie zogen sich gegenseitig aus“. Meist scrollen die beiden Liebenden aneinander vorbei. Eine Hauptfigur kann Arnold nicht sein, macht er sich doch selbst klar, dass er höchstens „einer von 7,79 Milliarden Nebendarstellern“ ist.

Goldhorn lässt das Coming-of-Age-Thema erst gar nicht aufkommen. Zu abgenutzt erscheint seinen Figuren das Potential von Individualität, das darin aufgehoben wäre. Lange sieht es so aus, als verlören sich Odile und Arnold aus Ratlosigkeit darüber, was sie mit einem gemeinsamen Leben, eingepflegt in die digitalen Suchfelder, anfangen sollten. In diesen Sphären wird ihnen alles gleich, nichts unterscheidet sich mehr in seinem Wert von etwas anderem, so dass auch die gegenseitige Anziehung dieser Egalität von Erscheinungen, Stimmungen und Ansichten verfällt. Doch als Arnold schon von Odile getrennt ist und in Athen auf seinen Rückflug wartet, gibt seine zufällige Begegnung mit einem Kunstwerk der Sache eine neue Wendung.

Erstaunliche Formulierungen

Hier hält man inne, denn diese unerwartete Intervention durch die Kunst ist so überzeugend gearbeitet wie zuvor die Bilder der Entwertung der inneren und äußeren Welt. Selten hat wohl ein Autor in jüngerer Zeit mit derart geringen Mitteln ein dermaßen dicht gewobenes Netz aus Bezügen zwischen den Versatzstücken der globalisierten Gegenwart, den Rückbezügen auf Stoffe und Motive aus der Geschichte des Romans und der bildenden Kunst sowie einer rudimentären und dennoch berührenden Choreographie der Figuren geschaffen, wie es Goldhorn in seinem Debüt gelungen ist. Der dystopische Bildbestand des Bewusstseins ist für Arnold zum Gemeinplatz geworden; sein Sich-treiben-Lassen durch die europäischen Hauptstädte umweht ein letzter Hauch des schalen Ennui der Décadence. Die Unruhen auf den Straßen Athens, in die er gerät, lassen ihn auch dann kalt, als er kurzzeitig in Gewahrsam genommen wird.

Diese Hauptnebenfigur fasziniert dennoch, weil sie bei aller Einfachheit radikal ist und polarisierend auf Leser und Leserinnen wirken muss. Sie begegnet uns in einer Sprache, der jeder Stilwille abhandengekommen scheint und die dennoch immer wieder erstaunliche Formulierungen von großer poetischer Kraft hervorbringt. Auch wenn Arnold keine Ironie mehr duldet, so erzeugt sein Agieren als digitalisierter Simplizissimus an vielen Stellen einen sehr eigenwilligen Humor. Diese Spannungen als Kennzeichen der Gegenwart erlebbar werden zu lassen ist eine Kunst, die Marius Goldhorn in seinem Roman glänzend beherrscht.

Marius Goldhorn: „Park“. Roman. Suhrkamp Verlag, Berlin 2020. 179 S., br., 14,- €

Quelle: F.A.Z.

173,140

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-dette-l-autre-revolution-francaise-20200828>

Le Figaro, no. 23649

Le Figaro Économie, samedi 29 août 2020 1757 mots, p. 27

Économie

L'autre révolution française

La France n'a plus fait défaut depuis la « banqueroute des deux tiers » de 1797. La dette a pourtant continué de peser sur la vie politique.

Bayart, Bertille

C'est une mission qui a marqué ceux qui, au sein de l'appareil d'État, en ont eu connaissance. Au printemps 1983, Michel Camdessus, directeur du Trésor, s'envole discrètement pour Riyad. Objectif : revenir à Paris avec un crédit saoudien de plusieurs milliards de dollars. La République de François Mitterrand et de son premier ministre Pierre Mauroy a besoin de cet argent. Le franc est à deux doigts de décrocher du système monétaire européen (SME). La France risque de devoir s'humilier et faire appel à l'aide du Fonds monétaire international comme, sept ans plus tôt, le Royaume-Uni.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que la France doit en urgence demander, quémander auprès de qui veut bien encore lui prêter. À l'automne 1992, sa monnaie est de nouveau dans une situation critique. Encore une fois, les Britanniques ont, à leurs dépens, donné l'exemple de ce qui peut arriver : le mercredi 16 septembre, ce fameux « Black Wednesday », la livre sterling a été éjectée du SME par les attaques des marchés et de l'investisseur George Soros. La France est la suivante sur leur liste et n'a plus les moyens de défendre le franc. Le communiqué de démission du premier ministre Pierre Bérégovoy est presque rédigé. Il n'y a guère que l'Allemagne qui puisse enrayer cette mécanique infernale. Et c'est un autre directeur du Trésor, Jean-Claude Trichet, qui s'y colle et convainc les gardiens sourcilieux de l'indépendance de la Bundesbank, la banque centrale allemande, d'acheter du franc.

La France a de meilleurs alliés que de gestionnaires de ses comptes publics. La France libre de Charles de Gaulle avait conclu un accord de prêt-bail avec les États-Unis. De haute lutte. « *Vous devez comprendre*, écrit Jean Monnet au Général en avril 1944, *que nous ne pouvons pas nous déclarer Africains pour le règlement de nos comptes financiers et Français pour le pouvoir et l'autorité.* » À la Libération, Monnet s'installe à Washington pour négocier le crédit qui prendra le relais du prêt-bail de guerre. Londres a signé en décembre 1945, en échange de l'ouverture de son marché aux produits américains. Les diplomates français évoquent (Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la guerre économique*) « *des conditions redoutables qui représentent (...) une véritable aliénation de sa souveraineté monétaire et commerciale* ». En mai 1946, les accords Blum-Byrnes négociés par Monnet effacent 2 milliards de dollars de dette de guerre.

Jean Monnet connaît maintenant le chemin. En janvier 1958, il prend de nouveau ses quartiers à Washington, afin d'obtenir pour la France en crise des crédits américains et du FMI. De Gaulle n'apprécie pas plus cette escapade que la précédente. Quand il prend le pouvoir, au mois de mai suivant, « *il ne reste rien des dernières possibilités d'emprunt - soit environ 500 millions de dollars - qui ont été à grand-peine accordées tant par le FMI que par les banques américaines à l'implorante mission Jean Monnet*, écrit-il dans ses *Mémoires d'espoir*. *Sur tous les postes, nous sommes au bord du désastre (...). Notre dette extérieure dépasse 3 milliards de dollars dont, pour la moitié, le remboursement est exigible avant un an* ».

« Le miracle ou la faillite »

Tel qu'en lui-même, de Gaulle raconte encore : « *L'alternative, c'est le miracle ou la faillite. Mais le retournement psychologique qu'entraîne mon retour au pouvoir ne rend-il pas le miracle possible ?* » En fait de miracle, la France s'en sort par l'emprunt. Antoine Pinay, qui avait déjà lancé sur son nom en 1952 un tel appel à l'épargne (avec le slogan « *De l'or qui rapporte* »), remet le couvert. C'est un succès, et le Général, toujours inimitable, écrit que cet emprunt, « *par le fait que de Gaulle est là et que c'est lui qui décide de l'avenir, prend l'allure d'une grande entreprise nationale* ».

Les circonstances de cette année 1958 sont certes exceptionnelles, mais le cocktail financier est classique : la France s'endette auprès de ses citoyens, sabre dans ses dépenses et dévalue sa monnaie avant de lui rendre une virginité avec le nouveau franc.

En mars 1983, François Mitterrand applique la même recette. Outre l'argent saoudien utile à court terme, il prend le fameux virage de la rigueur, dévalue le franc de 8 % par rapport au mark et lance un grand emprunt, version socialiste : il est obligatoire et assorti d'une ponction pour les contribuables aisés. On s'endette comme on peut, de force s'il le faut. Le développement des marchés obligataires a rendu les grands emprunts nationaux un peu désuets. Mais les crises les ressuscitent encore parfois, du « grand emprunt Sarkozy » de 2009 - levé sur le marché institutionnel - pour financer des investissements d'avenir à l'emprunt BTP Futura auprès des particuliers italiens lancé par Rome en juin 2020.

La France et la dette, c'est l'histoire d'une relation tumultueuse. Selon la recension réalisée par Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, la France détient le record mondial de défauts (à huit reprises) sur sa dette souveraine sur la période 1300-1799. Les rois de France, écrivent-ils, ont à leur façon excellé dans « *la comptabilité opaque et la dépendance aux financements de court terme* ». C'est aussi en France qu'a eu lieu « *l'expérimentation la plus étudiée de l'histoire* », c'est-à-dire le système de Law.

Napoléon n'emprunte pas

La Révolution de 1789 en cache une autre : après elle, la France ne fera plus jamais défaut. Quand la Bastille est prise, cela fait plusieurs décennies que les plus grands ministres des Finances du royaume, de l'abbé Terray à Necker en passant par Turgot, tentent par tous les moyens - y compris la dévaluation et l'inflation - de remettre d'aplomb les comptes du pays. Louis XVI n'est évidemment pas un grand lecteur de la *Richesse des nations*, d'Adam Smith (1776) : « *L'expédient le plus ordinaire qu'on ait mis en oeuvre pour déguiser une vraie banqueroute nationale (...), c'est de hausser la dénomination de la monnaie (...). Un prétendu paiement de ce genre aggrave le plus souvent la perte des créanciers de l'État au lieu de les soulager ; et sans aucun avantage pour le public, il étend la plaie sur un grand nombre d'autres personnes qui ne devraient y être pour rien.* » Le roi révoque Turgot quand celui-ci lui propose de s'engager publiquement sur une règle d'or de maîtrise des dépenses et de stabilité fiscale.

Mais, le 24 janvier 1789, Louis XVI convoque les États généraux avec ces mots : « *Nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour Nous aider à surmonter toutes les difficultés où Nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances...* » La France peut-elle, doit-elle, faire faillite ? Le débat est enflammé par pamphlets interposés avant la chute du roi. « *Une banqueroute n'a jamais contribué à améliorer le sort du peuple. Celle de 1720 n'a pas empêché celle de 1770 et, malgré ces deux banqueroutes si proches l'une de l'autre, le peuple ne s'en trouvait pas mieux de la période intermédiaire : l'État se trouve aujourd'hui confronté de la même manière à une dette immense et à un déficit effrayant* », écrit en 1788 Étienne Clavière. Devant la constituante le 26 septembre 1789, Mirabaud exhorte à éviter « *la hideuse banqueroute* ». « *Il faut le combler, ce gouffre effroyable ! (...) Donnez-vous les premiers aux nations le spectacle d'un peuple assemblé pour manquer à la foi publique ?* » Les révolutionnaires choisiront d'emprunter l'autre voie : celle de la planche à billets avec l'émission des assignats. En 1797, la France se rend à l'évidence : elle est dans l'impasse financière. C'est la banqueroute des deux tiers qui, par un tour de passe-passe, revient à effacer les deux tiers de la dette publique. Pour la bonne cause, affirme le ministre des Finances du Directoire, Dominique Ramel : « *J'efface les conséquences des erreurs du passé pour donner à l'État les moyens de son avenir.* »

Est-ce ce souvenir qui guide le choix de Napoléon ? En tout cas, l'empereur ne s'endette pas. Il entend financer ses campagnes par leur butin et le recours à quelques autres expédients, comme la vente de la Louisiane avant son sacre, en 1803. Mme de Staël estime pour sa part que Napoléon est en réalité contraint : « *Bonaparte n'aurait pu se faire prêter librement la plus faible partie des sommes qu'il recueillait par la force.* »

Éternels débats

C'est un comble : Napoléon a été l'un des rares souverains à ne pas recourir à la dette, mais sa défaite est fondatrice. « *La bataille de Waterloo, en 1815, peut être vue comme la date de naissance des marchés modernes de la dette souveraine* », écrivent en 2019 Josefin Meyer, Carmen Reinhart et Christoph Trebesch (publiés par CESifo). C'est après les guerres napoléoniennes que la frénésie d'émissions obligataires saisit le monde (*nos éditions du 25 août*). La France en profite, en levant, sur les conseils du financier Ouvrard, l'emprunt qui permit le paiement des réparations et la libération du territoire en 1818.

La révolution a été une rupture dans l'histoire de la dette tricolore, puisque, depuis, la France la paie. Mais les débats d'hier restent d'une étonnante actualité. L'enjeu de compétitivité est intact depuis que Montesquieu a constaté que « *l'impôt levé pour le paiement des intérêts de la dette fait tort aux manufactures en rendant la main de l'ouvrier plus chère* ».

La spécificité de la dette publique par rapport à la dette privée est intemporelle. Le prêt de l'État se fait « *de la main droite à la main gauche* » ; cette formule de l'économiste Jean-François Melon, en 1734, pourrait être reprise par Jean-Luc Mélenchon quand il réclame un simple « *jeu d'écriture* » dans le bilan de la BCE pour transformer nos emprunts en dette perpétuelle.

« *De la dignité, dis-je.* » En 1821, à l'Assemblée, Benjamin Constant se désole de voir le Trésor réduit à vendre ses titres comme un camelot. Cette angoisse du déshonneur n'était pas très différente en 2012, pendant la crise de la zone euro, quand les marchés menaçaient de se fermer à tout moment et que les agences de notation tenaient entre leurs mains le destin de chaque émission. « *Nous avons créé nos propres censeurs* » , écrira l'actuel ministre des Finances, Bruno Le Maire (*Jours de pouvoir*).

Le grand Necker s'étonnait que l'on fasse « *constamment un mystère de l'état des finances* » , et Cambon en fit l'inventaire en dressant le grand livre de la dette publique ; que diraient-ils aujourd'hui de nos jongleries sur la dette de la SNCF, sur la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) ou sur la dette Covid, qui sera cantonnée ? C'est peut-être à Jean de La Fontaine qu'il faut ici laisser le dernier mot : « *Le plus petit marchand est savant sur ce point ; Pour sauver son crédit, il faut cacher sa perte.* »

5 JAHRE „WIR SCHAFFEN DAS“:

Die Integration von Flüchtlingen in den Arbeitsmarkt hat geklappt

AKTUALISIERT AM 29.08.2020-12:02



Angela Merkel hat für ihren ikonischen Satz viel Kritik kassiert. Doch Arbeitsmarktforscher erzählen eine deutlich positivere Geschichte der Zuwanderung. Nur die Corona-Krise trübt das Bild.

Eigentlich ist es eine Erfolgsgeschichte: In den fünf Jahren seit dem viel zitierten „Wir schaffen das“-Satz von Bundeskanzlerin [Angela Merkel](#) (CDU) hat sich die Integration von Flüchtlingen in den deutschen Arbeitsmarkt trotz zahlreicher Hürden lange Zeit positiv entwickelt.

Die Corona-Krise hat diesen Trend nun abrupt abreißen lassen – Flüchtlinge sind nach Angaben des [Instituts für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung](#) (IAB) der Bundesagentur für Arbeit deutlich stärker als andere Beschäftigtengruppen von Entlassungen betroffen. Nach einer Erholung von der Pandemie dürfte sich dieses Bild allerdings auch wieder aufhellen.

Insgesamt sei die Arbeitsmarktintegration Geflüchteter seit 2015 „recht erfolgreich“ verlaufen, sagt IAB-Migrationsforscher Herbert Brücker. Vier Jahre nach dem Zuzug waren demnach gut 40 Prozent erwerbstätig, nach fünf Jahren rund die Hälfte. Die Arbeitsmarktintegration sei damit „insgesamt etwas schneller als in der Vergangenheit“ verlaufen, etwa bei den Geflüchteten, die in den neunziger Jahren nach Deutschland gekommen sind.

Investitionen in Sprachkurse haben sich ausgezahlt

Auch das [Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung](#) (DIW) sieht die Integration in vielen Bereichen als gelungen an. Mit Blick auf den Arbeitsmarkt erfüllten sich laut einer Studie der Wirtschaftsforscher aber vor allem bei geflüchteten Frauen sowie Flüchtlingen mit psychischen Problemen oder geringerer Schulbildung die eigenen Hoffnungen auf einen Job oft nicht. Brücker zufolge ist einer der Gründe für die niedrige Erwerbstätigenquote bei Frauen, dass viele von ihnen Kinder im betreuungsbedürftigen Alter haben.

Schrittweise ausgezahlt haben sich nach Einschätzung des Migrationsforschers Investitionen in Sprachkurse. „Nur etwa ein Prozent der Geflüchteten hatte sehr gute oder gute deutsche Sprachkenntnisse bei der Ankunft in Deutschland“, sagt Brücker. Inzwischen spreche mehr als die Hälfte gut oder sehr gut Deutsch, „ein weiteres Drittel hat ein mittleres Niveau erreicht.“

Dabei gab es durchaus „große Anfangsschwierigkeiten“, wie Brücker erklärt. „Alleine 2015 und 2016 wurden in Deutschland 1,1 Millionen Asylersanträge gestellt.“ Diese Anträge mussten damals möglichst schnell bearbeitet werden, um auch für die Arbeitgeber Rechtssicherheit zu schaffen.

„Weit überdurchschnittlich“ in Kleinunternehmen oder als Leiharbeiter

Inzwischen sind zahlreiche Flüchtlinge auf dem Arbeitsmarkt angekommen und arbeiten etwa in der Gastronomie, bei Sicherheitsdiensten, in Reinigungen oder in den sogenannten nicht-medizinischen Gesundheitsberufen wie der Altenpflege. Doch genau diese Berufe lassen sich nicht vom Homeoffice aus erledigen. Zugleich hat der Lockdown in der Corona-Krise diese Branchen besonders hart getroffen. Außerdem haben viele Flüchtlinge nur befristete Arbeitsverträge und arbeiten laut IAB „weit überdurchschnittlich“ in Kleinunternehmen oder als Leiharbeiter.

Das führt dazu, dass die Corona-Pandemie Geflüchtete „deutlich stärker als andere Beschäftigtengruppen trifft“, wie Brücker sagt. „Wir gehen davon aus, dass die Beschäftigung der Geflüchteten um gut vier Prozent gesunken ist.“ Auch sei die Arbeitsmarktintegration der noch Erwerbslosen „weitgehend zum Erliegen gekommen“.

Das IAB rechnet allerdings damit, dass bei einer Erholung von der Pandemie diese Jobs wieder entstehen. „Grundsätzlich arbeiten die Geflüchteten in Nischen des Arbeitsmarktes, in denen die Arbeitsnachfrage in den zurückliegenden zehn Jahren weit überdurchschnittlich gestiegen ist“, erklärt Brücker.

Wichtig sei nun, dass die durch die Corona-Krise ebenfalls stark beeinträchtigten Maßnahmen für bessere Sprachkenntnisse und berufliche Qualifikation wieder auf dem alten Niveau fortgesetzt werden. Denn dadurch stiegen die Integrationschancen.

Grundsätzlich geht Brücker davon aus, dass die Bedeutung von Zuwanderung für den Arbeitsmarkt mittel- und langfristig weiter steigt. „Wir stehen mitten im demografischen Wandel“, erklärt er. „2019 ist die deutsche Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter um 340.000 Personen geschrumpft, wenn die Baby-Boomer in Rente gehen, wird sich dieser Trend verschärfen.“ Dies könne nur durch Zuwanderung ausgeglichen werden - und sei auch notwendig, „um unsere Sozialversicherungssysteme zu stabilisieren“.

MIT-ÖKONOM MCAFEE:

Wie Kapitalismus und Technik das Klima retten

• AKTUALISIERT AM 30.08.2020-17:20



Hört nicht auf die Apokalyptiker, fordert MIT-Ökonom Andrew McAfee. Welt und Wohlstand sind nicht verloren. Wir müssen nur etwas dafür tun. Ein Gastbeitrag.

Wir haben endlich gelernt, schonender mit unserem Planeten umzugehen. Es wird auch langsam Zeit. Fast im gesamten Verlauf der Menschheitsgeschichte war unser Wohlstand eng verbunden mit der Fähigkeit, der Erde ihre Ressourcen zu entreißen. Und so war es unvermeidlich, dass wir immer mehr nahmen, je zahlreicher und wohlhabender wir wurden: mehr Mineralstoffe, mehr fossile Brennstoffe, mehr Ackerland, Bäume, Wasser und so weiter.

Aber das hat sich geändert. In den vergangenen Jahren hat sich ein anderes Muster abgezeichnet: mehr aus weniger. In den Vereinigten Staaten von Amerika – einem großen, reichen Land, auf das etwa 25 Prozent der globalen Wirtschaftsleistung entfallen – nutzen wir heute von Jahr zu Jahr immer weniger Ressourcen, obwohl Wirtschaft und Bevölkerung immer weiter wachsen. Und wir verschmutzen Luft und Gewässer immer weniger, setzen weniger Treibhausgase frei und verzeichnen wachsende Bestände zahlreicher Tierarten, die schon beinahe verschwunden waren. Kurzum, Amerika ist „post peak“ in seiner Ausbeutung der Erde, hat den Höhepunkt des Raubbaus also hinter sich gelassen. In zahlreichen anderen wohlhabenden Ländern ist es ähnlich, und selbst in Schwellenländern wie China wird heute schonender mit der Umwelt umgegangen.

Wir machen mehr aus weniger

Ich sage nicht, dass heute alles in Ordnung sei oder wir uns keine Sorgen mehr machen müssten – das wären absurde Behauptungen. Die vom Menschen verursachte Erderwärmung ist real und alarmierend, und wir müssen dringend wirksame Maßnahmen zu ihrer Reduzierung ergreifen.

Wir müssen auch die Umweltverschmutzung in aller Welt eindämmen und die Tierarten schützen, die durch unser Treiben beinahe ausgestorben sind. Und wir müssen auch in Zukunft Armut, Krankheiten, Unterernährung, gesellschaftlichen Zerfall und andere Probleme bekämpfen, die sich dem Gedeihen der Menschheit in den Weg stellen. Also haben wir jede Menge Arbeit vor uns.

Worauf es mir aber ankommt, ist diese Feststellung: Wir wissen, wie wir diese Arbeit erfolgreich erledigen können. In weiten Teilen der Welt haben wir schon jetzt die Kurve gekriegt und verbessern nicht nur die Lebensumstände der Menschen, sondern auch den Zustand der Natur. Der Konflikt zwischen diesen beiden Zielen ist beigelegt, und ich bin voller Zuversicht, dass er nie wieder hochkommen wird, wenn wir unsere Karten richtig ausspielen. Wir machen mehr aus weniger: Das gibt Zuversicht!

Fortschritt auf Kosten des Planeten

Der seltsamste Aspekt dieser Geschichte ist, dass wir kaum radikale Kursänderungen vollzogen haben, um den Zielkonflikt zwischen dem Gedeihen der Menschheit und der Gesundheit des Planeten zu lösen. Vielmehr sind wir einfach sehr viel besser in dem geworden, was wir schon immer getan haben. Vor allem sind wir besser darin geworden, den technologischen Fortschritt mit dem Kapitalismus zu verknüpfen, um die Wünsche und Bedürfnisse der Menschen zu befriedigen. Diese Sicht der Dinge werden viele für grotesk halten, und das aus gutem Grund.

Immerhin ist es ja genau diese Kombination, die dazu geführt hat, dass wir seit dem Beginn der industriellen Revolution gegen Ende des 18. Jahrhunderts unseren Ressourcenverbrauch erhöht und die Schädigung der Umwelt massiv vorangetrieben haben. Das Industriezeitalter war eine Ära erstaunlich weitreichender und schnell voranschreitender Verbesserungen des Wohlstands der Menschen. Aber diese Verbesserungen gingen auf Kosten unseres Planeten. Wir haben Rohstoffe aus dem Boden gegraben, Wälder abgeholzt, Tiere abgeschlachtet, Luft und Wasser mit Schadstoffen verpestet und unzählige andere Umweltschäden angerichtet. Von Jahr zu Jahr haben wir der Umwelt immer mehr geschadet, ohne dass ein Ende absehbar gewesen wäre.

Dieses Doppelgespann aus technologischem Fortschritt und Kapitalismus trieb uns zu mehr Bevölkerungswachstum und Konsum, während wir gleichzeitig unserem Planeten immer größeren Schaden zufügten. Als im Jahr 1970 das erste „Earth Day“-Festival stattfand, zweifelten viele Menschen nicht mehr daran, dass diese beiden Kräfte uns in den Untergang treiben würden, da wir den Planeten nicht endlos weiter ausbeuten konnten.

Vier Reiter des Optimismus

Und was ist tatsächlich passiert? Etwas völlig anderes. Der Kapitalismus setzte sich durch und fand fast überall in der Welt Verbreitung (sehen Sie sich nur einmal um), aber der technologische Fortschritt wandelte sich. Wir erfanden den Computer, das Internet und diverse andere digitale Technologien, die uns unseren Konsum dematerialisieren ließen: Diese Technologien machten es möglich, dass wir immer mehr konsumieren, während wir zugleich dem Planeten immer weniger Rohstoffe entnehmen. Digitale Technologien führen zu Kostensenkungen, weil Materie durch Bits ersetzt wird und der intensive Kostendruck des kapitalistischen Wettbewerbs unzählige Unternehmen motiviert, solche Möglichkeiten weiter auszubauen. Überlegen Sie nur einmal, wie viele andere Geräte Ihr Smartphone ersetzt.

Neben Kapitalismus und technologischem Fortschritt sind zwei andere Kräfte am Werk, die ebenfalls eine entscheidende Rolle dabei gespielt haben, dass wir aus weniger mehr machen: das öffentliche Bewusstsein für die Schäden, die wir unserem Planeten zufügen, sowie bürgernahe, reaktionsfähige Regierungen, die den Bürgerwillen zügig umsetzen und vernünftige Maßnahmen ergreifen, um solchen Umweltschäden tatkräftig entgegenzuwirken. Sowohl öffentliches Bewusstsein als auch bürgernahes Regieren wurden durch die Umweltbewegung in den Vereinigten Staaten und in vielen anderen Ländern maßgeblich vorangetrieben.

Ich nenne technologischen Fortschritt, Kapitalismus, öffentliches Bewusstsein und bürgernahes Regieren die vier Reiter des Optimisten. Wenn alle vier präsent sind, kann eine Regierung sowohl die Lebensumstände der Menschen als auch den Zustand von Natur und Umwelt verbessern. Wenn nicht alle vier Reiter gemeinsam galoppieren, werden Mensch und Umwelt leiden.

Ein bemerkenswerter Essay

Die gute Nachricht lautet, dass zurzeit in weiten Teilen der Welt alle vier Reiter vorangaloppieren. Das bedeutet, dass wir nichts radikal verändern müssen, sondern einfach mehr von den positiven Dingen tun sollten, die wir schon tun. Lassen Sie mich im metaphorischen Sinne vom Pferd aufs Auto umsteigen: Wir müssen das Lenkrad unserer Ökonomien und Gesellschaftsordnungen nicht herumreißen, sondern einfach nur mehr Gas geben. Kapitalismus und technologischer Fortschritt versetzen uns heute in die Lage, schonender mit der Erde umzugehen, anstatt sie auszuplündern – ein Befund, der für viele Menschen schwer zu akzeptieren ist.

Auch für mich war es schwer zu akzeptieren, als ich zum ersten Mal davon hörte – nämlich durch Jesse Ausubels bemerkenswerten Essay „The Return of Nature: How Technology Liberates the Environment“ („Die Rückkehr der Natur: wie Technologie die Umwelt befreit“), das 2015 im „Breakthrough Journal“ erschienen ist. Darin dokumentiert Ausubel die Dematerialisierung der amerikanischen Wirtschaft. Obwohl er sorgfältig und gründlich argumentiert, dachte ich beim Lesen immer wieder: „Na ja, also so kann das ja gar nicht stimmen.“ Es fiel mir schwer, mich von der Vorstellung zu lösen, dass eine Wirtschaft immer mehr Rohstoffe verbrauchen muss, wenn sie wächst. Ausubels Essay ließ mich diese Vorstellung hinterfragen und schließlich verwerfen.

Ein wichtiger Teil meiner Forschungsreise bestand darin, eine Erklärung dafür zu finden, wie wir begonnen haben, mehr aus weniger zu machen. Durch welche Ursachen wurde das Wirtschaftswachstum vom Ressourcenverbrauch entkoppelt? Was führte zur Dematerialisierung? Der Kapitalismus ist ein großer Teil meiner Erklärung. Dies ist keine weithin anerkannte Schlussfolgerung. Seit [Karl Marx](#) wird der Kapitalismus von unzähligen Menschen leidenschaftlich bekämpft und von vielen anderen mit großer Skepsis betrachtet. Das heißt, dass viele Menschen mein Plädoyer für den Kapitalismus für ignorant oder etwas noch Schlimmeres halten werden.

In Übereinstimmung mit den Fakten handeln

Und falls Sie ein Kapitalismus-Fan sind, wird es Ihnen vielleicht nicht gefallen, dass ich für neue Steuern auf CO₂-Emissionen und für strenge Regulierungen gegen Umweltverschmutzung und Handel mit Produkten eintrete, die von bedrohten Tierarten stammen. Viele eingefleischte Kapitalisten wehren sich gegen solche Ideen. Davon abgesehen schlage ich vor, Kernenergie und gentechnisch veränderte Organismen vermehrt zu nutzen – zwei Strategien, die von vielen Menschen vehement abgelehnt werden.

Noch wichtiger als Kapitalismus und technischer Fortschritt aber ist etwas anderes: wir – die Menschen. Warum? Weil so viel aus den Entscheidungen und Wünschen der Menschen einer Gesellschaft entsteht. Selbst das autokratische China hat sich dem Willen seiner Bürger gebeugt und die Luftverschmutzung deutlich reduziert. Und Unternehmen wollen natürlich das, was sie anbieten, an Menschen verkaufen und ihr Image und ihre Marken pflegen. Also ist die Öffentlichkeit und nicht die Regierung, die Wirtschaft oder die Technologie die wichtigste Kraft, die sich auf die Gesundheit des Planeten auswirkt.

Das bürdet uns eine ernste Verpflichtung auf, und zwar nicht nur zu handeln, sondern in Übereinstimmung mit den Fakten zu handeln. Ich glaube, dass bei weitem Wichtigste, was wir für den Planeten tun können, besteht darin, uns zu informieren und von den besten verfügbaren Erkenntnissen leiten zu lassen, um unsere Entscheidungen zu treffen. Das mag sich wie eine so offensichtliche und selbstverständliche Empfehlung anhören, dass es sich kaum lohnt, sie niederzuschreiben. Aber eigentlich ist sie eine radikale Empfehlung, weil sie so sehr von der heutigen Praxis abweicht.

Immanente Nullsummen-Perspektive

Die meisten Menschen stützen ihre Überzeugungen und ihr Verhalten hinsichtlich der Beziehung der Menschheit zur Umwelt nicht etwa auf anerkanntes Wissen, sondern vielmehr auf völlig andere Grundlagen. Wir stützen unsere Ansichten auf Theorien und Prognosen, die zur Zeit des ersten „Earth Day“ im Jahr 1970 ziemlich plausibel erschienen, sich aber seither als völlig falsch erwiesen haben. Wir stützen sie auf die Furcht vor der gewaltigen Zerstörungskraft von atomaren Reaktionen, die aus den Explosionen in Hiroshima und Nagasaki entstand und seither die ganze Welt erfasst hat. Oder auf die durchaus vernünftige Einsicht, dass unser Planet endlich ist und daher die reale Gefahr besteht, dass wir seine Rohstoffe und Naturschätze erschöpfen werden – vor allem, wenn wir Menschen auch in Zukunft immer zahlreicher und wohlhabender werden.

Wir glauben bestimmte Dinge, weil die Menschen in unserem Umfeld oder die Mitglieder unseres politischen Lagers sie glauben oder weil die Mitglieder der Gegenseite das Gegenteil glauben. Viele von uns glauben bestimmte Dinge, weil wir eine immanente Nullsummen-Perspektive haben: Wenn es jemandem besser geht, müsse das daran liegen, dass es jemandem anders schlechter geht. Viele von uns sind eher bereit, etwas zu glauben, wenn sie es nur oft genug zu hören bekommen, da wir einen Kurzschluss in unserer

mentalen Verdrahtung haben, der bewirkt, dass wir etwas für wahr halten, was uns bekannt vorkommt. Ganz ähnlich glauben wir viele Dinge, weil unser angeborenes negatives Denken durch eine anhaltende Flut von negativen Nachrichten bestärkt wird: durch Experten, die den Weltuntergang vorhersagen, und durch lebhaftere Vorstellungen davon, was alles falsch laufen kann.

Wir stehen am Anfang einer zweiten Aufklärung

Nichts davon bringt uns einen Nutzen, vor allem bei Entscheidungen und Maßnahmen zu etwas so Wichtigem wie der Beziehung zu unserem Planeten. Meine Geschichte dagegen beruht auf den Grundlagen der Wirtschaftstheorie, formuliert in den Begriffen der vier Reiter des Optimisten. Diese Geschichte erzählt uns, dass in den vergangenen Jahren Kapitalismus und technologischer Fortschritt sich verbündet haben, um nicht nur den Wohlstand der Menschen zu mehren, sondern auch, um uns über das Rohstoffverbrauchsmaximum in den Vereinigten Staaten und anderen reichen Ländern hinwegzutragen und uns schließlich in die Lage zu versetzen, mehr aus weniger zu bekommen. Das geschah, weil Rohstoffe Geld kosten, profitorientierte und im Wettbewerb stehende Unternehmen dieses Geld möglichst nicht ausgeben wollen und technologischer Fortschritt ihnen heute zahlreiche Möglichkeiten zum Verschanken, Ersetzen, Optimieren und Verflüchtigen eröffnet, so dass sie immer weniger Rohstoffe brauchen. Das hat dazu geführt, dass unser Konsum zwar immer noch zunimmt, sich aber allmählich dematerialisiert.

Wir stehen am Anfang einer zweiten Aufklärung. Aber das ist noch nicht das Ende der Geschichte. Kapitalismus und technologischer Fortschritt können nicht von sich aus mit der negativen Externalität der Umweltverschmutzung fertig werden. Sie schaffen es nicht, gefährdete Ökosysteme und Tierarten vor den Kräften des Marktes zu schützen. Um diese kritischen Ziele zu erreichen, brauchen wir sowohl bürgernahes Regieren als auch öffentliches Bewusstsein. Dieses Bewusstsein manifestiert sich zweifach: als Bewusstsein der Probleme, die angegangen werden müssen, und in den besten Strategien, um sie zu lösen. Und dieses Bewusstsein ist zu wichtig, um es Stammesdenken, kognitiven Verzerrungen, überholten Theorien und abergläubischen Vorstellungen, unvernünftigen Ängsten und den eigennützigen Desinformationskampagnen diverser Akteure zu überlassen.

Auf sieben Problemkreise konzentrieren

Wir müssen uns vielmehr vom anerkannten Wissen leiten lassen und dorthin gehen, wohin es uns führt, selbst wenn das weit entfernt vom Ausgangspunkt ist. Familien und Menschen, die sich dieses Wissens bewusst sind und das Richtige tun wollen für ihre Mitmenschen und den Planeten, auf dem wir alle leben, werden bestimmte Dinge tun. Eines der wichtigsten davon ist, dass sie Einfluss auf ihre Regierungen nehmen, indem sie wählen und andere überzeugen, ebenfalls zu wählen, öffentlich ihre Meinung äußern, sich zu Kundgebungen und friedlichen Protesten versammeln und all die anderen Werkzeuge nutzen, die engagierten Bürgern zur Verfügung stehen. Ich empfehle, dass sie sich dabei auf sieben Problemkreise konzentrieren:

Umweltverschmutzung reduzieren. Umweltbelastungen sind keine unvermeidlichen Kosten wirtschaftlicher Aktivitäten, sondern eine negative Externalität, die vielen Menschen und der Umwelt große Schäden zufügt. Dennoch sind mittlerweile in den Vereinigten Staaten und anderen Ländern Bestrebungen im Gang, Umweltschutzvorschriften zu lockern oder aufzuheben, um den betroffenen Unternehmen Kosten zu ersparen. Aber bessere Gesundheit ist viel wichtiger als höhere Profite.

Treibhausgasemissionen reduzieren. Treibhausgase sollten separat von anderen Arten von Umweltverschmutzung betrachtet werden, da sie nicht über Regulierungen, Steuern oder eines der vielen anderen Werkzeuge kontrolliert werden, die wir haben, um mit Externalitäten fertig zu werden.

Kernenergie fördern. Derzeit haben wir nur eine Energiequelle, die keine Treibhausgase emittiert und skalierbar, sicher, zuverlässig und allgemein verfügbar ist. Wir sollten daran arbeiten, die Kosten von Kernenergie zu senken und die Hindernisse zu überwinden, die sich ihr in den Weg stellen.

Gefährdete Tierarten und Lebensräume schützen. Obwohl der Kapitalismus mittlerweile in vielen Ländern seinen Fußabdruck verkleinert, hat er nach wie vor großen Appetit auf attraktives Land und diverse

Tiere. Naturschutzgebiete, Jagdschutz und ein Verbot des Handels mit Produkten, die aus Tieren hergestellt werden, die einer gefährdeten Art angehören, sind sehr wirksame Interventionen.

Die Nutzung genetisch veränderter Organismen fördern. Genetisch veränderte Pflanzen sind gründlich erforscht worden und haben sich als sicher erwiesen. Und sie haben das Potential, Ernteerträge beträchtlich zu steigern, die Notwendigkeit von Pestiziden zu reduzieren und die Ernährung der Menschen zu verbessern. Dennoch wird in vielen Teilen der Welt erbitterter Widerstand gegen ihre Nutzung geleistet. Das muss sich ändern.

Grundlagenforschung finanzieren. Private Unternehmen geben viel Geld für Forschung und Entwicklung aus, neigen aber dazu, nicht in solche Bereiche und Ideen zu investieren, die nicht in absehbarer Zeit zu einem Produkt werden könnten. Das bedeutet, dass Regierungen die wichtige Rolle zukommt, mehr wissenschaftliche und technische Grundlagenforschung zu fördern und auch die Erforschung gesellschaftlicher Phänomene wie soziale Isolation.

Märkte, Wettbewerb und die Schaffung von Arbeitsplätzen fördern. Kapitalismus ist heute in weiten Kreisen unbeliebt, und sozialistische Ideen sind wieder auf dem Vormarsch, obwohl Märkte, Wettbewerb und Innovation uns einen bislang unvorstellbaren Wohlstand beschert haben. Sie eröffnen uns letzten Endes auch die Möglichkeit, der Erde weniger zu nehmen. Also brauchen wir sie jetzt nicht aufzugeben, sondern sollten uns vielmehr darauf konzentrieren, sinnvolle Beschäftigung für Menschen zu finden, die Gefahr laufen, sich von der Gesellschaft zu isolieren.

Der Text stammt aus dem neuen Buch von Andrew McAfee: Mehr aus weniger. DVA-Verlag, München, 2020, 26 Euro. Das Buch erscheint am Montag, 31. August.

Quelle: F.A.S.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/fuenf-jahre-fluechtlingskrise-aliyar-schafft-das-16929475.html?premium>

FÜNF JAHRE FLÜCHTLINGSKRISE:

Aliyar schafft das

- VON REINER BURGER, GELDERN
- -AKTUALISIERT AM 31.08.2020-08:40



Vor fünf Jahren kam Nesar Ahmad Aliyar ohne deutsche Sprachkenntnisse an den Niederrhein. Jetzt hat der Geflüchtete sein Abitur mit Bestnote gemacht – und bereitet sich auf ein Medizinstudium vor.

Es ist nicht leicht, seine Heimat zu verlassen, sagt Nesar Ahmad Aliyar. „Man verlässt nicht nur sein Land.“ Sondern auch Freunde, Bekannte, den Rest der Familie. „Das ist nicht schön.“ In Afghanistan aber habe es keine Zukunft mehr gegeben. Der Unfrieden, all die Gewalt so vieler fanatischer Gruppen, die korrupte Regierung.

Aliyar will Arzt werden. Seit er sechs Jahre alt ist, steht das für ihn fest. Jetzt ist er gerade volljährig, und seine bisherige Bildungskarriere füllt schon einen ganzen Aktenordner. In seiner Heimat Afghanistan übersprang Aliyar mehrere Klassen. Und weil allein die Schule für ihn bald keine Herausforderung mehr war, belegte er zusätzlich Kurse an Privatinstituten. Aliyar sitzt im Wohnzimmer einer kleinen Wohnung, die er gemeinsam mit seinem Vater und seinem Cousin in Geldern am Niederrhein bewohnt. Über die Rückenlehne der Couch hat er eine große afghanische Flagge drapiert. Aliyar blättert durch seinen Ordner. „Da war ich zehn“, sagt er und deutet auf ein mit schwungvoller Feder unterzeichnetes Informatik-Zertifikat. „Und das war ein Englischkurs, auch noch in Kabul. Hier ist dann eine Bescheinigung aus Deutschland, vom Internationalen Bund.“

Er war kaum ein Jahr am Niederrhein, da gab er als ehrenamtlicher Mitarbeiter des Vereins schon Deutschkurse für andere Flüchtlinge. Der junge Mann zeigt sein erstes deutsches Abschlusszeugnis: Mit der Note 1,2 machte er vor drei Jahren seinen Realschulabschluss. Aber 2017 sei kein durchgehend gutes Jahr gewesen. Aliyar spricht ruhig, mit leichtem Akzent. 2017 wurde sein Antrag auf Asyl abgelehnt, und wie Tausenden anderen Migranten, die 2015 im großen Zustrom nach Deutschland gekommen waren, drohte auch ihm die Abschiebung. „Es war mein Tiefpunkt.“

Aliyar blättert weiter zu seinem bisher größten Erfolg. Im Juni machte der junge afghanische Flüchtling sein Abitur an der Liebfrauenschule, einem katholischen Berufskolleg in Geldern. „Eins Komma null“ steht auf dem Zeugnis. Aliyar lächelt. „Ich dachte mir, es ist mit meinem Aufenthaltsstatus bestimmt gut, wenn ich ohne Wartezeit mit dem Medizinstudium anfangen kann.“ In seinen beiden Leistungskursen Biologie und Ernährungswissenschaften und auch in so gut wie allen Fächern erreichte der junge Afghane die maximal mögliche Punktzahl. Auch für seine Deutsch-Abiturklausur bekam er 15 Punkte. Rechnerisch kommt Aliyar sogar auf einen Schnitt von 0,8.

Sein Vater, der als Lehrer in einer Mädchenschule in Kandahar unterrichtete, machte sich schon 2011 nach Deutschland auf. Den kleinen Sohn brachte er daheim bei einem Freund unter. Denn seine Frau, also Nesars Mutter, sowie seine kleine Tochter waren da bereits tot. Darüber möchte Aliyar nicht sprechen.

Mit dreizehn hielt sich Aliyar stark genug für den gefährlichen Weg nach Norden. „Natürlich hatte ich Angst, ich war ja noch ein Kind. Aber das Ziel Deutschland, das Ziel Medizinstudium waren meine positive Kraft“, sagt er. Von Kabul aus ging es zunächst mit dem Flugzeug in die Türkei, wo er einige Monate blieb. Im Frühjahr 2015 machte er sich gen Norden auf, mal zu Fuß, mal mit dem Bus oder dem Zug. Zwei Wochen lang war er unterwegs. Seine Route führte über Bulgarien, Serbien, Ungarn und Österreich nach Passau. „Abends bin ich dann am Hauptbahnhof Düsseldorf angekommen, an einem Donnerstag“, erinnert sich Aliyar. „Es war einer der besten Tage meines Lebens. Da stand Vater, vier Jahre hatte ich ihn nicht gesehen, jetzt konnte ich ihn endlich umarmen.“ Ein Freund fuhr die beiden nach Geldern. Im Auto sagte sein Vater zu ihm: „Jetzt bist du in einer freien Gesellschaft. Mach was draus!“ Am nächsten Morgen meldete sich Aliyar in der Realschule Geldern an. Am Montag saß er im Unterricht.

Er fing mit Kinderbüchern an

Kein einziges Wort Deutsch sprach Aliyar damals. „Das war schon hart. In Afghanistan war ich immer Klassenbeste, außer in Englisch verstand ich hier im Unterricht nichts.“ In jeder freien Minute las er, erst ganz einfache Kinderbücher, bald Zeitungen. Artikel um Artikel schrieb er ab, führte ein Vokabelheft, um sich die neue Sprache Wort für Wort anzueignen. Nach kaum einem halben Jahr konnte Aliyar sich leidlich verständigen.

Der begabte Junge interessierte sich von Beginn an auch für Politik und Gesellschaft in Deutschland. Aliyar kann sich deshalb noch gut daran erinnern, als [Angela Merkel](#) am 31. August 2015 die wohl berühmtesten Worte ihrer Kanzlerschaft sagte: „Wir schaffen das.“ Er habe sich sehr gefreut, dass Merkel sich so optimistisch äußerte. „Mir war ohnehin klar, dass ich es schaffen muss, um bleiben und Medizin studieren zu können.“ Er habe die Kanzlerin damals so verstanden, dass es ihr nicht nur um die Deutschen ging, sondern auch um die Neuankömmlinge, die ihr Bestes zu geben hätten, um sich in die Gesellschaft zu integrieren. „Beides fand ich aber schon auch schwierig. Zumal dann bald ja noch sehr viel mehr Menschen kamen.“

Nur wenige Tage später, am 4. September vor fünf Jahren, entschied die Bundesregierung, Tausende in Ungarn gestrandete Migranten aufzunehmen. Die Wucht des Zustroms wurde danach immer stärker. Insgesamt zählten die Behörden 2015 und 2016 rund 1,2 Millionen Asylsuchende.

Es dauerte nicht lange, bis sich der beiläufig geäußerte Merkel-Satz aus dem Kontext der Pressekonferenz gelöst hatte. Nicht nur in östlichen Anrainerstaaten Deutschlands galten die Worte der Kanzlerin nun als fahrlässige Aufforderung an Migranten, sich auf den Weg nach Europa zu machen. Auch in Deutschland wuchs die Gruppe derer, die überzeugt waren, dass es eben nicht zu schaffen sei. Und der bisher diffuse Unmut über die Regierung Merkel bekam mit dem Satz der Kanzlerin mit einem Mal Schub und Richtung. Für die [AfD](#), die im Sommer 2015 nach einem heftigen Richtungsstreit vor dem Zerschlagen zu stehen schien, wurde „Wir schaffen das“ eine Revitalisierungskur. Aus der Anti-Euro-Partei wurde eine Anti-Asyl- und Anti-Merkel-Partei. Im Juli 2015 kam die AfD in Umfragen noch auf etwa vier Prozent, doch schon kurz danach setzte sie zum Höhenflug an und zog in der Folge in alle Landtage ein. Und weil nach der Bundestagswahl 2017 abermals eine große Koalition gebildet wurde, ist die AfD seither die stärkste Oppositionsfraktion im Bundestag.

Wendepunkt an Silvester

Den medialen Wendepunkt markierte die Silvesternacht von 2015 auf 2016, als es am Kölner Hauptbahnhof zu massenhaften sexuellen Übergriffen durch nordafrikanische Migranten auf Frauen kam. War es bis dahin in der Berichterstattung vor allem um verzweifelte syrische Flüchtlinge auf Schlauchbooten im Mittelmeer gegangen, lag der Fokus nun auf kriminellen Zuwanderern.

Es gab und gibt schockierende Taten: Der Mord an einer Freiburger Studentin durch einen afghanischen Flüchtling im Herbst 2016, nur wenige Wochen später der Terroranschlag am Berliner Breitscheidplatz.

Hinzu kamen Terrorakte von Rechtsextremisten wie die Messerattacke auf [Henriette Reker](#) einen Tag vor ihrer Wahl zur Kölner Oberbürgermeisterin oder die Ermordung des Kasseler Regierungspräsidenten Walter Lübcke.

Mittlerweile wühlt das Thema Flüchtlinge die Republik längst nicht mehr so sehr auf wie noch vor wenigen Monaten. In der Corona-Krise hat die Kanzlerin das Vertrauen einer Mehrheit der Bevölkerung zurückgewonnen. In Umfragen liegt die Union heute wieder bei Werten, die sie zuletzt vor der Flüchtlingskrise erreicht hatte. Die Wucht der Pandemie hat vieles in den Hintergrund gedrängt, auch die erbittert geführte Debatte über die Flüchtlingspolitik. Doch der frühere Bundesinnenminister [Thomas de Maizière](#) (CDU) macht sich keine Illusionen. „Was fortbesteht, ist eine Teilung der Gesellschaft in jene, die den Weg von 2015 für grundsätzlich falsch halten, und jene, die ihn bei aller Kritik verteidigen“, sagte er dieser Tage dem „Handelsblatt“.

Die meisten, die Arbeit haben, sind nur Hilfskräfte

Nesar Ahmad Aliyar findet es schade, dass derzeit kaum jemand wahrzunehmen scheine, dass Deutschland und viele der seit 2015 angekommenen Flüchtlinge viel geschafft hätten. „Ich habe gerade in der Zeitung gelesen, dass schon rund 50 Prozent Arbeit haben. Das ist sehr positiv“, sagt er. Tatsächlich hat das Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB) herausgefunden, dass die Integration auf dem Arbeitsmarkt schneller erfolgt als bei Migranten in den früheren Jahren.

Viele, die mit der Flüchtlingswelle seit 2015 kamen, sind allerdings noch immer arbeitslos und auf staatliche Zahlungen angewiesen. Viele Migranten hatten kaum erfüllbare Erwartungen und tun sich auf dem anspruchsvollen deutschen Facharbeitsmarkt schwer – was man auch daran ablesen kann, dass von jenen in Arbeit rund 44 Prozent nur als angelernte Hilfskräfte tätig sind. Komplette auf dem Arbeitsmarkt und damit ganz in Deutschland ankommen werden wohl nur jene, die wie Nesar Ahmad Aliyar oder sein Cousin Mumtaz Aliyar als Kinder kamen.

Mumtaz, der im Februar 2015, also einen Monat vor Aliyar, Geldern erreichte und dort seine mittlere Reife machte, hat mittlerweile eine Ausbildung als Krankenpfleger absolviert und arbeitet in Dinslaken. Nesars Vater dagegen hat, obwohl erst 40, bis heute nicht richtig Fuß fassen können auf dem Arbeitsmarkt. Dabei hatte er schon bald nach seiner Ankunft am Niederrhein vor neun Jahren mehrere Ausbildungsstellen unter anderem als Erzieher angeboten bekommen. „Doch weil sein Asylantrag abgelehnt wurde, durfte er erst einmal jahrelang nicht arbeiten“, sagt Aliyar. Wie seinem Vater sei es vielen Menschen ergangen. „Und das macht sie krank und depressiv.“ Sein Vater habe sich nicht unterkriegen lassen, sei bis heute ehrenamtlich in einem Jugendzentrum aktiv. „Er will unbedingt zu der Gesellschaft beitragen.“ Nach fünf Jahren bekam Nesars Vater eine Arbeitserlaubnis, aber für mehr als Minijobs in der Gastronomie hat es bisher nicht gereicht.

„Manchmal frage ich mich, was Deutschland eigentlich von uns Migranten will, was wir eigentlich schaffen sollen“, sagt Aliyar. Wenn man etwas mache, ein strebsamer Mensch sei, heiße es von AfD-Anhängern, die Migranten nähmen die Arbeits-, die Ausbildungs- oder Studienplätze weg. „Und wenn man nichts macht, weil man nichts machen darf, dann heißt es: Die leben auf unsere Steuerkosten.“

„Das interessiert uns überhaupt nicht“

Sein schlimmstes Erlebnis sei bisher die Anhörung in der Düsseldorfer Außenstelle des Bundesamts für Migration und Flüchtlinge gewesen, sagt Aliyar. Er hatte Widerspruch gegen die Ablehnung seines Asylantrags eingelegt. Aliyar hatte sein hervorragendes Realschulzeugnis dabei, berichtete dem Sachbearbeiter, dass er jetzt aufs Berufskolleg gehe, sein Abi machen und Medizin studieren wolle. „Aber der Mann hat nur gesagt: Das interessiert uns alles wirklich überhaupt nicht.“ So perplex und verletzt, so eingeschüchtert, womöglich unmittelbar abgeschoben zu werden, sei er damals gewesen, dass er gar nichts darauf habe erwidern können.

Er hält kurz inne, hebt beide Hände. Am liebsten würde Aliyar den Sachbearbeiter noch einmal treffen, ihn fragen, was man denn tun solle als Migrant, außer sein Bestes zu geben, zu lernen, sich einzugliedern. Mit

anwaltlicher Hilfe legte der damals 15 Jahre alte Junge Klage beim Verwaltungsgericht ein und konnte ein Abschiebeverbot und eine befristete Aufenthaltserlaubnis erwirken. „Auch wenn ich die immer wieder verlängern muss, ist es ein gutes Gefühl, dass mich Deutschland doch behalten will.“ Im Rückblick habe ihn die Erfahrung noch stärker gemacht, ihn angespornt, für sein Leben in Deutschland zu kämpfen.

Kaum hielt Aliyar sein Abiturzeugnis in den Händen, hat er in einer Klinik in Geldern ein dreimonatiges Pflegepraktikum begonnen. „Ich dachte mir, es ist gut, wenn ich das vor Semesterbeginn fertig habe, dann geht es im Studium gleich zügiger voran.“ In diesen Tagen wird Aliyar erfahren, welche Universität ihn annimmt. Am liebsten würde er an der Berliner Charité studieren. „Das war schon in Afghanistan mein Traum, zum ersten Mal habe ich in Kabul im Biologieunterricht von der Charité gehört.“ Wenn er mit dem Studium fertig ist, möchte Aliyar in Deutschland bleiben und deutscher Staatsbürger werden – sobald das möglich ist.

Und die Heimat? Aliyar steht am Fenster seines Zimmers. Er hält einen Moment inne. „Bei uns sagt man: Die Heimat ist wie eine zweite Mutter.“ Er wünsche sich sehr, dass es irgendwann friedlicher zugehe in Afghanistan. Aliyar sagt: „Ich hoffe sehr, dass ich mein Herkunftsland eines Tages besuchen kann.“

